

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

**RÉPONSES À LA DEMANDE
DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**VOLET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
PARTIES 1 à 16 et 119 À 175**

TABLE DES MATIÈRES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION VOLET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR – PARTIES 1 à 16 et 119 À 175

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2017-2018, indiquer :
 - a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
 - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2017-2018. Indiquer :
 - a) le lieu;
 - b) le coût;
 - c) la ou les dates de participation;
 - d) le nombre de participants;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
3. Sommes dépensées en 2017-2018 (et prévisions pour 2018-2019) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2017-2018, en indiquant pour chacun :
 - a) son mandat;
 - b) la liste des membres;
 - c) le budget dépensé;
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
 - e) les résultats atteints.
5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2017-2018. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6. Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2017-2018, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

7. Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2017-2018 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
8. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
9. Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2017-2018.
10. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :
 - a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
11. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir la liste de toutes les campagnes déployées en 2017- 2018, et fournir pour chacune :
 - a) le nom de la campagne;
 - b) le coût total, ventilé par poste de dépenses;
 - c) le nom de la ou des firme(s) ou du (des) professionnel(s) retenu(s) pour la réaliser;
 - d) le plan média, soit les dates de diffusion de la campagne;
 - e) les objectifs visés par chaque campagne.
12. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2017-2018 :
 - a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
 - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
 - c) le montant qui leur a été accordé;
 - d) fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
13. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :
 - a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
 - c) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), et le nom des firmes externes ou consultants engagés à cette fin.
14. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

15. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer.
16. Détail des coûts de système de l'éducation de 2017-2018, ventilés par poste budgétaire et par réseau (commissions scolaires, cégeps et universités).

VOLET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

119. Concernant les CÉGEPS les données suivantes pour 2016-2017 :
 - a) Nombre d'étudiants inscrits par CÉGEPS;
 - b) Nombre d'étudiants francophones total;
 - c) Nombre d'étudiants anglophones total;
 - d) Nombre d'étudiants allophones total;
 - e) Nombre d'étudiants francophones qui fréquentent un CÉGEP anglophone public;
 - f) Nombre d'étudiants francophones qui fréquentent un collège anglophone privé;
 - g) Nombre d'étudiants anglophones qui fréquentent un CÉGEP francophone public;
 - h) Nombre d'étudiants anglophones qui fréquentent un collège francophone privé;
 - i) Nombre d'étudiants allophones qui fréquentent un CÉGEP anglophone public;
 - j) Nombre d'étudiants allophones qui fréquentent un collège anglophone privé;
 - k) Nombre d'étudiants allophones qui fréquentent un CÉGEP francophone public;
 - l) Nombre d'étudiants allophones qui fréquentent un collège francophone privé;
120. État des surplus et déficits par cégeps/collège pour 2017-2018 (ou données les plus récentes).
121. Évolution des soldes (déficits) accumulés de chaque établissement collégial sur les cinq dernières années.
122. Ventilation du budget total (revenus et dépenses) de chacun des collèges en 2017-2018.
123. Nombre total d'enseignants au niveau collégial en 2017-2018.
124. Ventilation des sommes accordées par centre collégial de transfert de technologie (CCTT), en 2017-2018.
125. Taux de réussite à l'épreuve uniforme de français en 2017-2018 (ou données les plus récentes) :
 - a. après le premier essai;
 - b. après le deuxième essai;
 - c. après le troisième essai;
 - d. après le quatrième essai.

126. Sommes accordées pour les clientèles émergentes (par Cégep) ainsi que l'effectif EHDAA en nombre et en proportion (de l'ensemble des élèves) dans les Cégeps en 2017- 2018.
127. Mesure de soutien à la réussite - Année scolaire 2017-2018 (en dollars).
128. Nombre de professionnels – psychologues, psychoéducateurs, orthopédagogues, conseillers pédagogiques, conseillers d'orientation, travailleurs sociaux, etc. – dans chacun des cégeps en 2017-2018.
129. Liste des institutions privées de niveau collégial (nouvelles et existantes) qui ont obtenu un permis ou un agrément pour 2017-2018 avec, pour chacune, le montant de la subvention accordée. Également, la liste des demandes de permis ou d'agrément en attente.
130. Enveloppe consacrée à la formation continue au collégial, par cégep, en 2017-2018.
131. Nombre de personne ayant eu accès à la formation continue, par cégeps, en 2017-2018.
132. Ventilation détaillée par université des subventions de fonctionnement versées aux établissements pour 2017-2018.
133. Évolution des soldes (déficits) accumulés de chaque établissement universitaire pour 2017-2018 (ou données les plus récentes).
134. Bilan des sommes investies dans les cégeps et universités, ventilées par investissement, dans le cadre du Plan québécois des infrastructures en 2017-2018.
135. Crédits budgétaires accordés à la recherche universitaire en 2017-2018.
136. Nombre total d'étudiants universitaires, par université, en 2017-2018, en provenance :
 - a) Du Québec;
 - b) Du Canada – autres provinces que le Québec;
 - c) Du reste du monde – Hors Canada
137. Ventilation par université du nombre d'étudiants étrangers, selon leur pays d'origine, en 2017-2018.
138. Revenus totaux pour 2017-2018 et ventilé par université provenant des frais de scolarité payés par :
 - a) les étudiants qui proviennent du Québec;
 - b) les étudiants canadiens qui proviennent des provinces autres que le Québec;
 - c) les étudiants étrangers (hors du Canada).
139. Revenus provenant des frais de scolarité payés par les étudiants qui proviennent de la France, par université, en 2017-2018.
140. Liste des programmes offerts en partie ou en totalité en anglais, par université, en 2017-2018.
141. Ventilation des sommes accordées en 2017-2018 pour les programmes PART et PAREA.

142. Le nombre d'étudiants qui viennent compléter un fellow dans les facultés de médecine québécoises, par faculté, en 2017-2018.
143. Le montant investi pour la formation d'un étudiant québécois en médecine et le montant investi pour la formation d'un étudiant étranger en médecine.
144. Ventilation des montants pour la formation des infirmières praticiennes spécialisées.
145. Tableau de l'aide financière allouée aux étudiants en indiquant le temps de traitement, le nombre de bénéficiaires (selon l'ordre d'enseignement), le volume d'aide accordée (prêt, bourses consécutives aux prêts et autres bourses), les moyennes de même que les dépenses encourues pour ce programme (bourses consécutives aux prêts, intérêts et remboursements, autres bourses) pour 2017-2018.
146. Nombre, selon l'ordre d'enseignement, des montants des prêts échus et le taux d'intérêt de prise en charge par le gouvernement en 2017-2018.
147. Nombre d'étudiants qui ont déclaré faillite en 2017-2018 et qui se trouvent dans l'impossibilité de rembourser leur prêt étudiant, par ordre d'enseignement et catégorie d'établissement, si disponible.
148. Nombre d'étudiants, par ordre d'enseignement, qui ont atteint le niveau d'endettement maximum prévu par la loi en 2017-2018.
149. Ventilation des montants compensatoires reçus du gouvernement fédéral comme droit de retrait du programme canadien de prêts aux étudiants et programme canadien de bourses aux étudiants pour 2017-2018.
150. Nombre d'étudiants bénéficiant de l'Aide financière aux études en 2017-2018, ventilé par le type d'aide reçue (prêts, bourses, prêts et bourses).
151. Liste des cadres universitaires ayant une rémunération s'échelonnant 13 mois par année pour chaque institution/Université du réseau des Universités du Québec, pour 2017-2018.
152. Pour 2017-2018, le coût pour la fonction enseignement (coût pour former un étudiant universitaire) par étudiant pour chaque programme universitaire :
 - a) de premier cycle;
 - b) de deuxième cycle;
 - c) de troisième cycle.
153. Le nombre d'étudiants par programme universitaire pour chacune des universités pour l'année 2017-2018.
154. Le montant accumulé jusqu'à aujourd'hui par les fondations de chacune des universités et le montant amassé spécifiquement pour l'année 2017-2018.
155. Nombre de nouveaux diplômés au baccalauréat et à la maîtrise dans les catégories ci-dessous. Ventilation par université, par matière d'enseignement pour 2017-2018 :
 - a. enseignement au préscolaire et au primaire;
 - b. enseignement au secondaire.

156. Nombre de nouveaux diplômés au baccalauréat et à la maîtrise dans les catégories ci-dessous. Ventilation par université pour 2017-2018 :
- a. adaptation scolaire et sociale;
 - b. enseignement professionnel;
 - c. orientation;
 - d. psychoéducation.
157. Pour chacune des universités, le salaire annuel des postes suivants en 2017-2018 :
- a) le recteur ou la rectrice;
 - b) le vice-recteur ou de la vice-rectrice;
 - c) les vice-recteurs ou les vice-rectrices adjoint(e)s;
 - d) le ou la secrétaire général(e);
 - e) les doyens ou les doyennes;
 - f) les vice-doyens ou les vice-doyennes.
158. Pour chacune des universités, pour les recteurs, les vice-recteurs et les doyens, pour 2017-2018 :
- a. Montant pour les rémunérations additionnelles (bonis reçus), en supplément de leur salaire annuel;
 - b. Montant total de leurs comptes de dépenses (frais de repas, frais de déplacement, frais de voyage, frais de voiture de fonction, frais d'allocation de résidence, etc.).
159. Pour 2017-2018, total des subventions accordées en vertu des trois fonds suivants :
- a. Fonds de recherche du Québec – Santé;
 - b. Fonds de recherche du Québec – Société et Culture;
 - c. Fonds de recherche du Québec - Nature et Technologies.
160. Pour 2017-2018, nombre d'étudiants à la maîtrise, au doctorat et au post-doctorat subventionnés pour chacun des fonds suivants :
- a. Fonds de recherche du Québec – Santé;
 - b. Fonds de recherche du Québec – Société et Culture;
 - c. Fonds de recherche du Québec – Nature et Technologies.
161. Pour 2017-2018, nombre de professeurs-chercheurs et de nouveaux professeurs-chercheurs ayant bénéficié des subventions pour chacun des fonds suivants :
- a. Fonds de recherche du Québec – Santé;
 - b. Fonds de recherche du Québec – Société et Culture;
 - c. Fonds de recherche du Québec – Nature et Technologies.
162. Pour 2017-2018, liste des revues scientifiques ayant bénéficié des subventions pour chacun des fonds suivants, ainsi que le montant accordé à chacune :
- a. Fonds de recherche du Québec – Santé;
 - b. Fonds de recherche du Québec – Société et Culture;
 - c. Fonds de recherche du Québec – Nature et Technologies.

163. Pour 2017-2018, liste des fonds accordés à des actions concertées pour chacun des fonds suivants :
- Fonds de recherche du Québec – Santé;
 - Fonds de recherche du Québec – Société et Culture;
 - Fonds de recherche du Québec – Nature et Technologies.
164. Pour chacun des trois fonds suivants, en 2017-2018, proportion des sommes versées aux équipes de recherche qui vont à l'administration des projets de recherche :
- Fonds de recherche du Québec – Santé;
 - Fonds de recherche du Québec – Société et Culture;
 - Fonds de recherche du Québec – Nature et Technologies.
165. Axes de recherche privilégiés dans la portion «Recherche dans les domaines d'importance stratégique» pour chacun de trois fonds suivants pour 2017-2018 :
- Fonds de recherche du Québec – Santé;
 - Fonds de recherche du Québec – Société et Culture;
 - Fonds de recherche du Québec – Nature et Technologies.
166. Détail des frais institutionnels obligatoires (FIO) facturés aux étudiants par université pour 2017-2018.
167. Le nombre d'effectifs (ETC) attribué à la gestion du Fonds vert au sein du Ministère en 2017-2018, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.
168. Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides financières par le Ministère par l'entremise du Fonds vert en 2017-2018.
169. La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert, en 2017-2018 avec mention :
- de la description du projet;
 - de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire;
 - du programme concerné, le cas échéant;
 - du montant déboursé;
 - de la date du déboursement;
 - de l'objectif poursuivi en termes de réduction des GES.
- Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus en termes de réduction des GES.
170. Concernant la gestion du Fonds vert par le Ministère, fournir pour 2017-2018 :
- Le cadre de gestion utilisé;
 - La grille d'évaluation des projets ;
 - Les objectifs poursuivis.

AUTRES

171. Liste de tous les déplacements du ministre de l'Éducation à l'extérieur du Québec en 2017-2018. Pour chacun :
- a) Lieu;
 - b) Dates;
 - c) Objectifs;
 - d) Coût total, ventilé par poste de dépense;
 - e) Agenda détaillé; liste des rencontres, activités, etc.
172. Liste de tous les déplacements de la ministre de l'Enseignement supérieur à l'extérieur du Québec en 2017-2018. Pour chacun :
- a) Lieu;
 - b) Dates;
 - c) Objectifs;
 - d) Coût total, ventilé par poste de dépense;
 - e) Agenda détaillé; liste des rencontres, activités, etc.
173. Liste de tous les déplacements du ou de la sous-ministre à l'extérieur du Québec en 2017-2018. Pour chacun :
- a) Lieu;
 - b) Dates;
 - c) Objectifs;
 - d) Coût total, ventilé par poste de dépense;
 - e) Agenda détaillé; liste des rencontres, activités, etc.
174. Liste de tous les déplacements des employés du cabinet de la ministre à l'extérieur du Québec en 2017-2018. Pour chacun :
- a) Le nom et le poste de l'employé;
 - b) Lieu;
 - c) Dates;
 - d) Objectifs;
 - e) Coût total, ventilé par poste de dépense;
 - f) Agenda détaillé; liste des rencontres, activités, etc.
175. Le nombre de bénéficiaires du programme d'aide financière aux études (prêts et bourses), qui ont subi une diminution de leur prestation potentielle parce qu'ils recevaient une pension alimentaire en 2016-2017 et 2017-2018 :
- a) Pour les bénéficiaires précédents, la valeur totale des pensions alimentaires et la somme épargnée par l'État en raison de la réduction des prestations.

**COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX
ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition**

QUESTION

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2017-2018, indiquer :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

RÉPONSE

- a) Un seul employé, professionnel.
Tâches de secrétariat général d'un organisme, de coordination, de recherche, etc.

Le CCAFE n'a pas de conseil d'administration. Le Comité est consultatif et est composé de 16 membres, dont un président et un représentant du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.
Le président, ainsi que les membres, sont bénévoles et ne sont pas rémunérés.

- b) Nominations pour postes vacants :
 - Treize nominations ont été faites en 2017-2018.
 - Au premier avril 2017, il y avait 9 postes vacants. Au 31 mars 2018, il y avait 2 postes vacants.
- c) Remboursement des frais de déplacement et d'hébergement des membres pour assister à une réunion du CCAFE: 971,16 \$.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2017-2018, indiquer :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

RÉPONSE

Membres du conseil d'administration

Il n'y a pas de conseil d'administration.

Liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé

*Robert Kavanagh	Commissaire	131 411 \$
*Murielle Lanciault	Présidente	144 708 \$
Jean-Denis Moffet	Commissaire	97 343 \$
Joanne Munn	Commissaire	124 971 \$

Emploi	Nombre de postes	Classe d'emploi	Échelle salariale	
			Minimum	Maximum
Technicien en administration	2	264.10	34 608 \$	51 922 \$
Bibliotechnicien	1	217.10	34 919 \$	51 922 \$
Opérateur en informatique	1	244.15	31 285 \$	36 179 \$
Agent(e) de secrétariat	2	221.10	34 407 \$	43 630 \$
Spécialiste en sciences de l'éducation	2	123.00	40 241 \$	76 293 \$
Analyste de l'informatique et des procédés administratifs	1	108.00	40 963 \$	75 644 \$
Agent(e) de recherche et de planification socio-économique	9	105.00	40 241 \$	76 293 \$
Agente ou agent d'information	1	104.00	40 241 \$	76 293 \$
Personnel d'encadrement	1	630.03	97 765 \$	119 020 \$

Frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation

(du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018)

Les frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation sont établis à 30 349,77 \$ pour l'ensemble du personnel.

* Traitement annuel duquel est déduit l'équivalent de la moitié de la rente de retraite reçu actuellement pour les années de services dans le secteur public québécois.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2017-2018. Indiquer :

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

RÉPONSE

Voir l'annexe A.

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

Date de début	Nombre de participants	Nom de l'activité de formation	Fournisseur	Coût de la formation
2017-04-02	1	Conception et définition de projet	Université Laval	385,86 \$
2017-04-03	1	Inscrire les événements financiers dans le calendrier déposé dans l'ExtraFE-EF	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-03	1	Méthodes de recherche en éducation	TÉLUQ, Université à distance	388,00 \$
2017-04-04	1	BLOC A - Introduction à l'aide financière aux études et au système Contact (partenaires)	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-04	1	Collectes de données pour 2017	Secrétariat du Conseil du trésor	- \$
2017-04-04	1	Formation sur le Guide d'encadrement sécuritaire des enfants en milieu aquatique	Alliance québécoise du loisir public	36,30 \$
2017-04-04	14	Présentation FIN-3D	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-05	1	Conférence sur le numérique sur le Web	Web à Québec	- \$
2017-04-05	2	Étude de cas - Santé psychologique	Secrétariat du Conseil du trésor	- \$
2017-04-05	1	Les finances du Québec d'ici 2030 - Comment garder le cap malgré le vent de face ?	Institut de la gestion financière	- \$
2017-04-05	3	Midi-formation - Les finances du Québec - Comment garder le cap malgré les vents de face ?	Institut de la gestion financière	- \$
2017-04-06	2	Colloque - Carrefour de la réussite au collégial	Fédération des cégeps	- \$
2017-04-06	4	Gestion du rendement insuffisant	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-07	1	Development of enriched English as a Second language	Société pour le perfectionnement de l'enseignement de l'anglais, langue seconde, au Québec	50,00 \$
2017-04-10	1	Expédition des chèques aux partenaires des établissements financiers	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-10	10	Gestion du rendement insuffisant	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-11	1	Colloque 2017 de l'Association Québécoise des Utilisateurs d'Outils technologiques à des fins Pédagogiques et Sociales	Association Québécoise des Utilisateurs d'Outils technologiques à des fins Pédagogiques et Sociales	494,02 \$
2017-04-11	1	Colloque de l'Association des Utilisateurs d'Outils technologiques à des fins Pédagogiques et Sociales	Association québécoise des Utilisateurs d'Outils technologiques à des fins Pédagogiques et Sociales	494,00 \$
2017-04-11	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-11	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

2017-04-12	1	Atelier - Alternance travail-études au collégial : des impacts positifs sur le parcours des étudiants	Consortium d'animation sur la persévérance et la réussite en enseignement supérieur	- \$
2017-04-12	1	BLOC B - Confirmation des renseignements scolaires (partenaires)	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-18	1	Faire les rapports quotidiens et le rapport mensuel d'encaissement	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-18	3	Journée professionnelle au programme de remboursement différé	Association sur l'accès et la protection de l'information	855,00 \$
2017-04-18	2	Revue des concepts fondamentaux en contrôle interne	Ordre des comptables professionnels agréés	- \$
2017-04-19	1	Assises de SPORTSQUÉBEC	SPORTSQUÉBEC	241,20 \$
2017-04-19	4	Dîner conférence - Pourquoi Darwin avait raison ?	Réseau Action TI	440,00 \$
2017-04-19	1	Formation de base du recouvrement à une nouvelle employée	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-19	1	Le cadre de gestion et le positionnement du rôle de chef d'équipe	École nationale d'administration publique	340,00 \$
2017-04-19	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-19	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-20	1	Attribution de la rémunération des fonctionnaires	Centre de leadership et de développement des compétences	- \$
2017-04-20	1	Classification	Secrétariat du Conseil du trésor	- \$
2017-04-20	14	Gestion des communications téléphoniques	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-24	4	Formation interne volet SFP - Études hors Québec - Baisse revenu	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-24	1	Initiation à GroupWise	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-25	1	Création des fichiers de discordances de solde à transmettre aux établissements financiers	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-25	2	Principes juridiques en matière d'enquête administrative et pénale	Centre de leadership et de développement des compétences	880,00 \$
2017-04-26	1	BLOC B - Confirmation des renseignements scolaires (partenaires)	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-26	1	Les finances du Québec d'ici 2030 - Comment garder le cap malgré le vent de face ?	Le cercle finance du Québec	92,00 \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

2017-04-26	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-26	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-27	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-27	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-28	1	Gestion d'un rendement insatisfaisant	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-04-28	1	Management des organisations publiques	École nationale d'administration publique	453,71 \$
2017-04-28	1	Principes et enjeux de l'administration publique	École nationale d'administration publique	417,07 \$
2017-05-01	9	Formation de base téléphonie	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-01	1	Formation sur le logiciel SADE	Centre de services partagés du Québec	- \$
2017-05-01	1	Inscription au cours - Activités de recherche - Thèse 3	Université Laval	883,00 \$
2017-05-01	1	Rassemblement pour la santé et le mieux-être au travail	Groupe en entreprise en santé	520,00 \$
2017-05-01	19	STRESS.... Ou comment chasser le mammouth en 90 minutes	Sonia Lupien	- \$
2017-05-02	1	Aspects humains des organisations	Université de Sherbrooke	347,38 \$
2017-05-02	4	Formation de base - Nouvel employé	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-02	3	Gestion du changement	Université Laval	1 395,00 \$
2017-05-02	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-02	1	Ressources humaines et gestion d'équipes	Ordre des comptables professionnels agréés	- \$
2017-05-03	1	Sachez contrer les attaques des rençongiciels - Mai	Centre de services partagés du Québec	- \$
2017-05-04	4	70e Congrès des relations industrielles	Université Laval	1 100,00 \$
2017-05-04	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-04	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-04	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-05	1	Individus et groupes en milieu organisationnel	École nationale d'administration publique	300,00 \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

2017-05-05	1	Rendez-vous québécois du loisir rural	Unité régionale de loisir et de sport du Bas-Saint-Laurent	212,32 \$
2017-05-08	3	85e Congrès de l'Association francophone pour le savoir	Association francophone pour le savoir	261,00 \$
2017-05-08	13	Formation base au traitement	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-08	1	Formation sur le logiciel SADE	Centre de services partagés du Québec	- \$
2017-05-08	1	Management des organisations publiques	École nationale d'administration publique	396,57 \$
2017-05-08	1	Planification stratégique des ressources humaines	École nationale d'administration publique	348,95 \$
2017-05-09	2	Congrès de l'Association francophone pour le savoir - Université du Québec à Chicoutimi	Association francophone pour le savoir	544,20 \$
2017-05-09	1	Immobilisation au gouvernement pour les non-initiés	Contrôleur des finances	- \$
2017-05-09	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-10	3	Immobilisations au gouvernement pour les non-initiés	Contrôleur des finances	- \$
2017-05-10	1	Recours collectif et les droits acquis	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-10	2	Techniques d'entrevue - Equêtes administratives et pénales	Centre de leadership et de développement des compétences	1 250,00 \$
2017-05-11	2	Formation en ligne sur les services d'impression Ricoh	RICOH	- \$
2017-05-11	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-11	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-11	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-11	1	Rapport statistique, suivi des intérêts et suivi des prêts	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-15	1	Formation sur le volet Service de la gestion des programmes et des comptes	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-15	1	L'éthique - Un outil moderne et efficace	École nationale d'administration publique	340,00 \$
2017-05-15	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-15	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-15	1	Qualité et normalisation en gestion de projets	Université du Québec à Rimouski	280,02 \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

2017-05-16	1	Comptes à recevoir, à annuler et processus de traitement	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-16	1	Logiciel Auto CAD 3D 2017	Cégep Limoilou	445,00 \$
2017-05-17	2	Colloque sur le sport étudiant	RSEQ - Réseau du sport étudiant au Québec	107,20 \$
2017-05-17	1	Fraude dans les états financiers	Ordre des comptables professionnels agréés	- \$
2017-05-18	2	4e Colloque international en éducation	Université du Québec à Montréal	375,00 \$
2017-05-18	1	Management des organisations publiques	École nationale d'administration publique	396,57 \$
2017-05-19	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-23	1	Démarche d'établissement d'indicateurs de performance	Conrôleur des finances	- \$
2017-05-23	8	Introduction à l'Aide financière aux études - Volet attribution	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-24	1	Nouvelles normes en vigueur au 1er avril 2017	Conrôleur des finances	- \$
2017-05-26	1	Autres rapports financiers	Ordre des comptables professionnels agréés	- \$
2017-05-29	2	Colloque 20e anniversaire - Association québécoise interuniversitaire des conseillers aux étudiants en situation de handicap	Association québécoise interuniversitaire des conseillers aux étudiants en situation de handicap	800,00 \$
2017-05-29	3	Formation de base - Nouvel employé	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-29	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-29	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-29	3	Session de perfectionnement de l'Association québécoise des arénas et des installations récréatives et sportives	Association québécoise des arénas et des installations récréatives et sportives	- \$
2017-05-31	2	Congrès de l'Association des stations de ski du Québec	Association des stations de ski du Québec	- \$
2017-05-31	3	Processus de gestion contractuelle et d'octroi d'aide financière - Séance de sensibilisation aux intervenants stratégiques	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-05-31	12	Techniques de coaching	Solutions et Co.	1 475,87 \$
2017-06-01	1	Lois et intervenants en matière de gestion financière	Conrôleur des finances	- \$
2017-06-01	1	Tenue des comptes	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-06-05	1	Formation obligatoire - Secrétaire de comité de sélection (1-2-5)	Secrétariat du Conseil du trésor	- \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

2017-06-05	2	Formation Outlook	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-06-05	1	Les communications interpersonnelles et la conduite de réunion	École nationale d'administration publique	340,00 \$
2017-06-05	2	Preuve	École nationale d'administration publique	50,00 \$
2017-06-05	4	Preuve et méthodologie des enquêtes administratives et pénales	Centre de leadership et de développement des compétences	3 300,00 \$
2017-06-06	5	37e Colloque de l'Association québécoise de pédagogie collégiale	Association québécoise de pédagogie collégiale	650,00 \$
2017-06-06	1	Colloque de l'Association québécoise de pédagogie collégiale	Association québécoise de pédagogie collégiale	- \$
2017-06-06	1	Forfaits institutionnels 2017-2018	Institut d'administration publique du Québec	1 250,00 \$
2017-06-07	1	Formation de perfectionnement en rédaction	Accent formation	495,00 \$
2017-06-08	1	Excel - 2012 - 2013 - 2016 - Avancé	AFI Expertise	500,00 \$
2017-06-08	1	Formation obligatoire - Secrétaire de comité de sélection (3-4)	Secrétariat du Conseil du trésor	- \$
2017-06-08	1	Traitement des taux d'intérêt A-D - B-E	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-06-09	3	Colloque des comptables professionnels agréés du secteur public et parapublic	Ordre des comptables professionnels agréés	- \$
2017-06-12	2	Formation de base - Nouveaux employés	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-06-12	1	Formation interne - Volet CAR à annuler - Procédures et processus de traitement	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-06-12	1	Tenue des comptes	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-06-13	12	Écriture stratégique	ACTI-COM	1 553,04 \$
2017-06-13	1	L'État du Québec et son fonctionnement	Conrôleur des finances	- \$
2017-06-13	1	Suivi des prêts - Capital et intérêts - Réception - Traitement - Expédition	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-06-14	1	Formation - Imprimante - Ricoh	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-06-15	1	Gestion du temps, des activités et des priorités	Ordre des comptables professionnels agréés	- \$
2017-06-18	1	Rencontre individuelle	École nationale d'administration publique	- \$
2017-06-19	1	Le tableau de bord - Un outil et un style de gestion	Ordre des comptables professionnels agréés	- \$
2017-06-19	1	Passeport multi-usagers 2017-2018	Ordre des comptables professionnels agréés	1 999,00 \$
2017-06-20	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

Nº: 2_Annexe A

2017-06-20	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-06-20	1	Procédure et processus de traitement	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-06-20	5	Rédaction efficace en matière d'enquêtes	Centre de leadership et de développement des compétences	2 325,00 \$
2017-06-21	8	Formation - Imprimantes Ricoh	Nicolas Lamoureux	- \$
2017-06-21	1	Journée de formation aux réalités	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	- \$
2017-06-21	1	Journée de sensibilisation à la réalité autochtone pour les employés de la fonction publique	Ordre des comptables professionnels agréés	- \$
2017-06-22	1	Formation - Gestion des données uniques des organismes	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-06-25	1	Organisation et analyses de données avec le logiciel Nvivo 11	Didier Dupont	570,00 \$
2017-06-27	1	Revue des concepts fondamentaux du processus budgétaire	Ordre des comptables professionnels agréés	- \$
2017-07-04	1	Gestion du temps, des activités et des priorités	Formation Qualitemps	390,00 \$
2017-07-05	1	Passeport multi-CPA de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec 2017-2018	Ordre des comptables professionnels agréés	1 499,00 \$
2017-07-05	4	Procédures légales	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-07-07	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-07-10	1	Formation SAGIR	Centre de leadership et de développement des compétences	- \$
2017-07-11	1	Formation Outlook	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-07-12	2	Passeport Multi-CPA 2017-2018	Ordre des comptables professionnels agréés	3 498,00 \$
2017-07-14	1	Formation - Excel	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-07-14	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-07-17	3	Formation Outlook	AFI Expertise	- \$
2017-07-17	1	Formation Outlook	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

2017-07-18	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-07-18	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-07-19	6	Salon Outlook	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-07-25	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-07-28	2	Formation logiciel SAS - Introduction	Service Conseil Hardy	1 000,00 \$
2017-07-28	1	Formation logiciel SyGED	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-08-01	1	Formation Outlook	AFI Expertise	- \$
2017-08-02	2	Formation Outlook	AFI Expertise	- \$
2017-08-02	1	Formation Outlook	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-08-03	1	Formation Outlook	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-08-03	1	La performance s'apprend - Outlook	AFI Expertise	- \$
2017-08-03	1	Revue des concepts fondamentaux en élaboration de politiques et procédures	Ordre des comptables professionnels agréés	- \$
2017-08-07	5	Formation de base téléphonie	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-08-07	1	Recours collectif droits acquis	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-08-09	1	Gestion de projet	Université Laval	656,00 \$
2017-08-14	1	Changements technologiques et gestion des ressources humaines	Université du Québec à Rimouski	275,23 \$
2017-08-15	1	Procédures légales	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-08-17	2	Formation Outlook	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-08-22	1	Formation à distance - Bloc A	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-08-22	2	Formation Outlook	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-08-28	1	Le leadership, la mobilisation et la coaching	École nationale d'administration publique	340,00 \$
2017-08-28	1	Méthodes statistiques d'évaluation I	École nationale d'administration publique	357,00 \$
2017-08-29	5	Formation - Études hors Québec	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

2017-08-30	1	Formation de base téléphonie	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-09-01	1	Parcours codéveloppement 2017-2018	Maison des Leaders	3 530,00 \$
2017-09-04	1	Sondages - Modèles et techniques	Université Laval	512,00 \$
2017-09-05	1	Introduction aux problématiques de l'éthique - Séminaire de mémoire	Université du Québec à Rimouski	742,00 \$
2017-09-05	1	Système d'information	Université Laval	393,00 \$
2017-09-06	1	Référentiels comptables et caractéristiques des entités formant le périmètre comptable du gouvernement	Conrôleur des finances	- \$
2017-09-08	1	Compétences de gestion et développement de carrière	École nationale d'administration publique	572,00 \$
2017-09-08	1	Individus et groupes en milieu organisationnel	École nationale d'administration publique	357,00 \$
2017-09-11	2	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-09-11	1	Personne-ressource en ergonomie	Association paritaires pour la santé et la sécurité au travail	- \$
2017-09-11	1	Planification stratégique et gestion de projets dans les organisations	Université Laval	424,00 \$
2017-09-11	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	- \$
2017-09-11	1	Programme gouvernementale d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	- \$
2017-09-12	2	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-09-12	6	Passeport de formation publique	Institut de la gestion financière	- \$
2017-09-13	2	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-09-13	2	Programme civil de formation des enquêteurs	Centre de leadership et de développement des compétences	870,00 \$
2017-09-14	1	Certification universitaire en gouvernance de sociétés (Module 1 - Rôles et responsabilités des administrateurs)	Collège des administrateurs de sociétés	3 250,00 \$
2017-09-14	1	Cycle budgétaire et budget de dépenses - Notions de crédits	Conrôleur des finances	- \$
2017-09-14	2	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

2017-09-15	2	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-09-19	2	Le courriel - Rédaction et nétiquette	Gégep Garneau	160,00 \$
2017-09-20	1	La coordination des opérations et le suivi des résultats	École nationale d'administration publique	- \$
2017-09-20	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-09-20	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-09-20	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	3 835,00 \$
2017-09-22	2	Bien animer et gérer les réunions	Formation Qualitemps	730,00 \$
2017-09-22	8	Bien animer et gérer les réunions privées	Formation Qualitemps	2 150,00 \$
2017-09-22	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-09-22	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-09-25	15	Dynamique Interactive au Travail	Evology Management	3 500,00 \$
2017-09-26	2	Conférence de l'Unité permanente anticorruption - Webinaire	Secrétariat du Conseil du trésor	- \$
2017-09-28	9	Fiches d'actualités, de renseignement etc	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-09-28	1	Gestion des clients insatisfaits	Centre de leadership et de développement des compétences	260,00 \$
2017-09-28	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	3 835,00 \$
2017-09-29	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-09-29	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-10-02	1	Débuter en logiciel SAS par Enterprise Guide	Service Conseil Hardy	977,50 \$
2017-10-02	3	Formation conjointe et collaborative - Réseau éducation collaboration innovation technologie	Réseau pour le développement des compétences par l'intégration des technologies	300,00 \$
2017-10-03	3	Colloque - Viser une présence et une performance optimale au travail	Regroupement des réseaux en santé des personnes au travail	1 050,00 \$
2017-10-04	5	Conférence annuelle du loisir municipal - Salon de l'innovation du loisir public	Association québécoise du loisir municipal - Association québécoise du loisir public	- \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

2017-10-04	4	Évaluation - Détermination du niveau de complexité des emplois professionnels	Centre de leadership et de développement des compétences	- \$
2017-10-04	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-10-04	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-10-05	1	Conférence annuelle du loisir municipal - Salon de l'innovation du loisir public	Association québécoise du loisir municipal - Association québécoise du loisir public	- \$
2017-10-05	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-10-05	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-10-05	6	Programme civil de formation des enquêteurs	Centre de leadership et de développement des compétences	2 670,00 \$
2017-10-06	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-10-06	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-10-09	1	Congrès de l'Association québécoise des professeurs de français	Association québécoise des professeurs de français	- \$
2017-10-10	5	Colloque sur la persévérance et la réussite scolaire chez les Premiers Peuples	Université du Québec à Chicoutimi	978,48 \$
2017-10-10	1	Congrès international sur l'enseignement	CAIE - Conference of the amircas on internatinal education	700,00 \$
2017-10-10	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-10-10	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-10-11	1	Intervention auprès des employés difficiles, en difficultés ou en conflits	École nationale d'administration publique	- \$
2017-10-12	1	Le processus du changement	École nationale d'administration publique	- \$
2017-10-15	1	Congrès de l'Association pour le développement des méthodologies d'évaluation en éducation	Association pour le développement des méthodologies d'évaluation en éducation	320,00 \$
2017-10-17	1	100 Jours - Diriger une nouvelle équipe	AXXIO	367,50 \$
2017-10-17	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	4 325,00 \$
2017-10-18	1	Accompagnement - Logiciel Visio base	AFI Expertise	580,00 \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

2017-10-18	3	Classification - Application de la Directive concernant l'attribution de la rémunération des fonctionnaires	Centre de leadership et de développement des compétences	- \$
2017-10-18	1	Gérer le temps et les priorités	Centre de services partagés du Québec	295,00 \$
2017-10-19	1	Excel Intermédiaire	AFI Expertise	250,00 \$
2017-10-19	1	Formation de perfectionnement en rédaction	Accent Formation	495,00 \$
2017-10-20	1	Individus et groupes en milieu organisationnel	École nationale d'administration publique	- \$
2017-10-23	1	Gestion de temps - Outlook	Ordre des comptables professionnels agréés	- \$
2017-10-23	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-10-24	1	Activité de transfert des connaissances - Persévérance et réussite scolaire - Recherches sur l'écriture et la lecture	Fonds de recherche sur la société et la culture	- \$
2017-10-24	1	Conférences: Transfert de connaissances - Persévérance-réussite scolaire - Écriture-lecture	Fond de recherche du Québec	- \$
2017-10-24	3	Crédibilité et persuasion	Association des conseillers en gestion des ressources humaines	- \$
2017-10-24	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	- \$
2017-10-25	1	11e Congrès - 50 ans Fédération des cégeps Québec	Fédération des cégeps	- \$
2017-10-25	1	Confirmation des renseignements scolaires - Bloc B	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-10-25	3	Forfaits institutionnels 2017-2018	Association des économistes québécois	1 140,00 \$
2017-10-25	1	Principes et législation	Association sur l'accès et la protection de l'information	- \$
2017-10-25	1	WebConférence - Osez la crédibilité	Ordre des conseillers en gestion des ressources humaines	- \$
2017-10-26	1	Congrès de la Fédération des Associations de Musiciens Éducateurs du Québec	Fédération des Associations de Musiciens Éducateurs du Québec	- \$
2017-10-26	1	Journée bâtiment Contech	Contech Bâtiment	- \$
2017-10-26	1	Mentorat pour adjointe administrative	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-10-27	1	Edcamp Le Sommet	École secondaire Le Sommet	15,00 \$
2017-10-31	1	Formation en gestion de l'invalidité	Secrétariat du Conseil du trésor	- \$
2017-11-01	1	Être efficace tout en gardant l'équilibre	École nationale d'administration publique	2 040,00 \$
2017-11-01	2	Formation sur la Loi sur les contrats publics	Secrétariat du Conseil du trésor	- \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

2017-11-01	2	Formation sur la loi sur les contrats des organismes publics	Secrétariat du Conseil du trésor	- \$
2017-11-01	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	- \$
2017-11-02	2	Implanter une culture de performance axée sur l'amélioration	Centre de leadership et de développement des compétences	790,00 \$
2017-11-02	1	Rencontre de codéveloppement	Association des conseillers en gestion des ressources humaines	- \$
2017-11-02	1	Tableau de bord de gestion - Volet informatiion de gestion	École nationale d'administration publique	775,00 \$
2017-11-06	1	Formation logiciel SAS - Introduction	Service Conseil Hardy	1 423,75 \$
2017-11-06	1	Formation logiciel SAS - Langage SAS intermédiaire	Service Conseil Hardy	1 423,75 \$
2017-11-07	1	100 Jours - Diriger une nouvelle équipe	AXXIO	367,50 \$
2017-11-07	1	Bloc A - Introduction à l'aide financière aux études	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-11-07	1	Congrès annuel des l'Association canadienne pour les études supérieures	Association canadienne pour les études supérieures	885,00 \$
2017-11-07	1	Développer son leadership pour l'administration publique	Centre de leadership et de développement des compétences	325,00 \$
2017-11-07	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	4 325,00 \$
2017-11-08	1	Comptes publics	Conrôleur des finances	- \$
2017-11-08	2	Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel - Chef d'équipe	École nationale d'administration publique	6 800,00 \$
2017-11-08	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	- \$
2017-11-09	1	Améliorer la rédaction de vos écrits	Ordre des comptables professionnels agréés	- \$
2017-11-09	1	Passif au titre des sites contaminés	Conrôleur des finances	- \$
2017-11-14	2	Congrès de l'Association des camps du Québec	Association des camps du Québec	1 060,00 \$
2017-11-14	7	Introduction à l'Aide financière aux études et au système Contact - Bloc A	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-11-14	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	4 325,00 \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

2017-11-14	12	Rendez-vous de la communauté Affaires et technologie de l'information	Réseau Action TI	3 408,00 \$
2017-11-15	5	Confirmation des renseignements scolaires - Bloc B	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-11-15	3	Enquêtes internes	Centre de leadership et de développement des compétences	1 125,00 \$
2017-11-16	1	Association des camps du Québec	Association des camps du Québec	300,00 \$
2017-11-16	1	Collège des administrateurs de sociétés - Module 4 - Leadership communications et ressources humaines	Collège des administrateurs de sociétés	3 250,00 \$
2017-11-16	1	États financiers des organismes à but non lucratif	Ordre des comptables professionnels agréés	- \$
2017-11-16	2	Forum Plein Air	Regroupement des unités régionales en loisir et sport	444,00 \$
2017-11-16	2	Forum Plein Air 2017	Regroupement des unités régionales de loisir et sport	444,00 \$
2017-11-16	4	Journée-Conférence du club des utilisateurs de logiciel SAS de Québec	Club des utilisateurs de SAS du Québec	- \$
2017-11-16	1	Le tableau de bord de gestion - Pour une gestion stratégique de la performance	HEC Montréal	1 355,00 \$
2017-11-16	1	Lean Management	Université du Québec à Trois-Rivières	- \$
2017-11-17	1	Congrès annuel de l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec	Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec	295,00 \$
2017-11-17	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	4 325,00 \$
2017-11-20	1	Colloque de Québec Mines 2017 - les compétences numériques	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	100,00 \$
2017-11-20	5	Formation gestion du temps et des priorités	Formation Qualitemps	2 150,00 \$
2017-11-20	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	4 325,00 \$
2017-11-21	6	Calcul de l'aide financière - Bloc C	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-11-21	2	Colloque de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Ordre des comptables professionnels agréés	1 499,00 \$
2017-11-21	1	Forum des secrétaires de comités de sélection	Secrétariat du Conseil du trésor	- \$
2017-11-21	1	Intégration dans de nouvelles fonctions	Alliance des cadres de l'État	65,23 \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

2017-11-22	1	Formation sur les mesures d'urgence	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-11-22	1	Forum - Secrétaire de comité de sélection	Secrétariat du Conseil du trésor	- \$
2017-11-22	2	Mise en conformité des bâtiments existants	Contech Bâtiment	1 380,00 \$
2017-11-22	12	Réunions efficaces	Centre de leadership et de développement des compétences	1 968,12 \$
2017-11-23	1	Le processus décisionnel en accès à l'information - Comment décider avec justesse	Association sur l'accès et la protection de l'information	- \$
2017-11-23	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	4 325,00 \$
2017-11-24	1	Congrès de la Fédération des éducateurs et éducatrices physiques enseignants du Québec	Fédération des éducateurs et éducatrices physiques enseignants du Québec	- \$
2017-11-24	4	Formation logiciel SAS - Conférence sur la migration vers SAS 9.4	Service Conseil Hardy	2 100,00 \$
2017-11-24	1	Individus et groupes en milieu organisationnel	École nationale d'administration publique	- \$
2017-11-24	1	L'Utilisation des réseaux sociaux au travail - Qu'elles sont les balises ?	Association des cadres des collèges du Québec	113,83 \$
2017-11-24	3	Séminaire Santé des personnes	Secrétariat du Conseil du trésor	- \$
2017-11-27	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	- \$
2017-11-28	4	Formation logiciel SAS - Mentorat SAS Management Console 9.4	Service Conseil Hardy	2 800,00 \$
2017-11-28	1	Perfectionnement en français écrit 2	Centre de services partagés du Québec	395,00 \$
2017-11-28	1	Solution de dotation en ligne	Centre de leadership et de développement des compétences	- \$
2017-11-29	1	Bilan et perspectives	École nationale d'administration publique	- \$
2017-11-29	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	4 325,00 \$
2017-11-30	1	Association pour la promotion des services documentaires	Association pour la promotion des services documentaires	- \$
2017-11-30	13	Écriture stratégique	ACTI-COM	2 400,00 \$
2017-11-30	1	Webinaire - La délégation - Un acte de leadership	Alliance des cadres de l'État	84,80 \$
2017-11-30	2	Webinaire sur l'autorisation du dirigeant de l'organisme public	Secrétariat du Conseil du trésor	- \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

2017-11-30	1	Webinaire sur l'autorisation du dirigeant de l'organisme public	Secrétariat du Conseil du trésor	- \$
2017-12-01	1	Atelier - Association québécoise des professeurs de français	Association québécoise des professeurs de français	- \$
2017-12-01	1	Formation en technologie éducative - 2e cycle	TÉLUQ, Université à distance	602,00 \$
2017-12-04	11	Écriture stratégique	ACTI-COM	2 596,05 \$
2017-12-04	1	Normes internationales d'information financière - IFRS - Nouveautés, enjeux et conseils pratiques	Ordre des comptables professionnels agréés	- \$
2017-12-05	1	Animation de l'Atelier créative et innovation	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-12-05	3	Calcul de l'aide financière - Bloc C	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-12-05	4	Formation Logiciel SAS - Mentorat	Service Conseil Hardy	2 800,00 \$
2017-12-06	5	Confirmation des renseignements scolaires - Bloc B	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-12-06	5	Excel de base	AFI Expertise	810,00 \$
2017-12-06	1	Formation-partage sur les cadres de suivi et d'évaluation préliminaire	Groupe responsable de l'analyse et l'évaluation des programmes	- \$
2017-12-06	2	Journées annuelles de santé publique 2017	Association pour la santé publique du Québec	490,00 \$
2017-12-06	1	Midi-formation de l'institut de la gestion financière de Québec	Institut de la gestion financière	- \$
2017-12-06	2	Prospérité et nouvelle géopolitique internationale - Perspectives pour le Québec	Institut de la gestion financière	- \$
2017-12-06	1	Prospérité et nouvelle géopolitique internationale - Perspectives pour le Québec	Institut de la gestion financière	- \$
2017-12-06	1	Prospérité et nouvelle géopolitique internationale - Perspectives pour le Québec	Institut de la gestion financière	- \$
2017-12-07	2	Préparation du contenu de la formation en gestion du changement à l'intention des gestionnaires	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-12-11	1	Enterprise Guide 7.1	Service Conseil Hardy	- \$
2017-12-11	1	Formation logiciel SAS - Sur entreprise - Guide pour utilisateur	Service Conseil Hardy	1 900,00 \$
2017-12-11	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	- \$
2017-12-11	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	- \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

2017-12-12	4	Enterprise Guide 7.1	Service Conseil Hardy	- \$
2017-12-12	7	Excel de base	AFI Expertise	810,00 \$
2017-12-12	2	Formation logiciel SAS - Entreprise guide 7.1	Service Conseil Hardy	- \$
2017-12-12	1	Rencontre de codéveloppement	Association des conseillers en gestion des ressources humaines	- \$
2017-12-13	3	Analyse de profession		- \$
2017-12-13	2	Enterprise Guide 7.1	Service Conseil Hardy	- \$
2017-12-13	2	Formation logiciel SAS - Sur entreprise - Guide pour utilisateur	Service Conseil Hardy	3 800,00 \$
2017-12-13	19	Gestion du temps et des priorités	Centre de leadership et de développement des compétences	2 294,10 \$
2017-12-14	1	Enterprise Guide 7.1	Service Conseil Hardy	- \$
2017-12-14	2	Formation logiciel SAS - Sur entreprise - Guide pour utilisateur	Service Conseil Hardy	3 800,00 \$
2017-12-14	2	Préparation du contenu de la formation en gestion du changement à l'intention des gestionnaires	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-12-15	4	Programme civil de formation des enquêteurs	Centre de leadership et de développement des compétences	1 300,00 \$
2017-12-15	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	- \$
2017-12-19	12	Être plus stratégique dans ses rédactions	Centre de leadership et de développement des compétences	3 075,00 \$
2017-12-19	9	Rédaction stratégique	ACTI-COM	2 445,00 \$
2017-12-20	2	Préparation du contenu de la formation en gestion du changement à l'intention des gestionnaires	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-12-21	1	Logiciel SyGED - Volet gestion documentaire	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-12-21	2	Préparation du contenu de la formation en gestion du changement à l'intention des gestionnaires	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2017-12-27	1	Préparation du contenu de la formation en gestion du changement à l'intention des gestionnaires	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-01-03	1	Préparation de la formation - Gestion du changement	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-01-04	1	SyGED - Suivi des correspondances	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

2018-01-05	1	Préparation de la formation - Gestion du changement	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-01-05	1	Temps de préparation pour la formation - Gestion et transfert des connaissances	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-01-08	1	Administration financière	TÉLUQ	314,74 \$
2018-01-08	1	Séance d'information SyGED	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (SAU)	- \$
2018-01-09	1	Préparation de la formation - Gestion du changement	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-01-09	1	Temps de préparation pour la formation - Gestion et transfert des connaissances	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-01-10	1	Formation SINBAD	Secrétariat du Conseil du trésor	- \$
2018-01-10	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	- \$
2018-01-10	1	Temps de préparation pour la formation - Gestion et transfert des connaissances	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-01-11	8	Logiciel SAS Web Report Studio	Service Conseil Hardy	1 450,00 \$
2018-01-12	8	Logiciel SAS Web Report Studio	Service Conseil Hardy	1 450,00 \$
2018-01-15	9	Logiciel SAS Web Report Studio	Service Conseil Hardy	2 900,00 \$
2018-01-15	1	Préparation de la formation - Gestion du changement	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-01-15	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	- \$
2018-01-16	1	Lancement de la Stratégie relative aux services éducatifs offerts aux enfants de 0 à 8 ans	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-01-16	3	Logiciel SAS Web Report Studio	Service Conseil Hardy	1 450,00 \$
2018-01-16	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	4 325,00 \$
2018-01-16	1	Temps de préparation pour la formation - Gestion et transfert des connaissances	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-01-17	10	Formation - Améliorer son style - Simplifier ses phrases	Accent formation	1 313,60 \$
2018-01-17	1	Introduction à la Solution de dotation en ligne	Centre de leadership et de développement des compétences	- \$
2018-01-17	8	Logiciel SAS Web Report Studio	Service Conseil Hardy	1 450,00 \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

2018-01-17	1	Préparation de la formation - Gestion du changement	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-01-18	1	Réintégration au travail - La contribution essentielle du gestionnaire	Regroupement des réseaux en santé des personnes au travail	295,00 \$
2018-01-18	4	SAS Web Report Studio	Service Conseil Hardy	- \$
2018-01-22	2	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	- \$
2018-01-22	1	RH-12 Mode Date Track	Centre de services partagés du Québec	- \$
2018-01-22	1	RH-13 Utilisation de WebADI	Centre de services partagés du Québec	- \$
2018-01-23	1	RH-22 Dossiers des personnes	Centre de services partagés du Québec	- \$
2018-01-23	1	Temps de préparation pour la formation - Gestion et transfert des connaissances	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-01-24	1	Classification	Centre de leadership et de développement des compétences	- \$
2018-01-24	3	Conférence - Protecteur du citoyen	Secrétariat du Conseil du trésor	- \$
2018-01-24	11	Formation - Améliorer son style - Simplifier ses phrases	Accent formation	1 444,96 \$
2018-01-24	1	Introduction à la Solution de dotation en ligne	Centre de leadership et de développement des compétences	- \$
2018-01-24	1	Préparation de la formation - Gestion du changement	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-01-24	12	Réunions efficaces	Centre de leadership et de développement des compétences	2 146,66 \$
2018-01-24	1	RH-22 Dossiers des personnes	Centre de services partagés du Québec	- \$
2018-01-25	7	Excel de base	AFI Expertise	1 620,00 \$
2018-01-25	3	Formation - Gestion documentaire - Logiciel SyGED	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-01-25	1	RH-22 Dossiers des personnes	Centre de services partagés du Québec	- \$
2018-01-25	4	SyGED - Volet gestion documentaire	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-01-26	1	L'impact de la Charte canadienne en droit pénal et criminel 2013 - 2017	Barreau du Québec	119,00 \$
2018-01-26	1	RH-22 Dossiers des personnes	Centre de services partagés du Québec	- \$
2018-01-30	1	Colloque - Défis contemporains du système d'éducation québécois	Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations	- \$
2018-01-30	1	Formation des répondants en éthique	Secrétariat du Conseil du trésor	- \$
2018-01-30	1	Intégration des technologies pour les futurs enseignants au secondaire	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

Nº: 2_Annexe A

2018-01-31	3	Temps de préparation pour la formation - Gestion et transfert des connaissances	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-02-02	2	Logiciel SAS - Wbe Report Studio	Service Conseil Hardy	- \$
2018-02-06	3	OpenText Exstream	International Media Data Services	4 800,00 \$
2018-02-06	2	Préparation de la formation - Gestion du changement	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-02-06	2	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	8 650,00 \$
2018-02-07	1	Attribution de la rémunération des fonctionnaires	Centre de leadership et de développement des compétences	- \$
2018-02-07	1	Langage Macro du logiciel SAS	Service Conseil Hardy	977,50 \$
2018-02-08	9	Écriture stratégique	ACTI-COM	2 445,00 \$
2018-02-08	1	Gestion documentaire - SyGED Logiciel	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-02-08	3	Logiciel SyGED - Volet suivie de correspondance	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-02-08	2	Normes comptables et d'audit applicables dans le secteur public - Principaux changements à surveiller	Conrôleur des finances	- \$
2018-02-09	1	Normes comptables et d'audit applicables dans le secteur public - Principaux changements à surveiller	Conrôleur des finances	- \$
2018-02-12	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	- \$
2018-02-13	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	- \$
2018-02-15	2	Préparation de la formation - Gestion du changement	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-02-15	1	Promotion réévaluation d'un emploi	Centre de leadership et de développement des compétences	- \$
2018-02-19	1	La maîtrise des risques opérationnels	Formation Qualitemps	29,00 \$
2018-02-19	2	Préparation de la formation - Gestion du changement	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-02-20	6	Atelier à l'intention des gestionnaires - Gestion du changement	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$

Liste des formations
1er avril 2017 au 28 février 2018

N°: 2_Annexe A

2018-02-20	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	- \$
2018-02-20	1	Session de formation pour les responsables en technologies de l'information	Fédération des commissions scolaires du Québec	- \$
2018-02-21	3	Formation sur le lobbying	Commissaire au lobbying du Québec	- \$
2018-02-22	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	- \$
2018-02-22	1	Suivi de correspondance	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	- \$
2018-02-27	1	Activité sensibilisation et formation en éthique	Secrétariat du Conseil du trésor	- \$
2018-02-28	1	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	- \$
TOTAL:				209 395,58 \$

INSTITUT DE TOURISME ET D’HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d’opposition

QUESTION

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l’obtention d’une certification ou d’un diplôme), conférences, ateliers, journées d’activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de chacune de l’année 2017-2018. Indiquer :

- a) le lieu ;
- b) le coût ;
- c) la ou les dates de participation ;
- d) le nombre de participants ;
- e) le nom de la personne ou de l’organisme ayant offert l’activité ;
- f) le nom de la formation ou de l’activité.

RÉPONSE

Pour l’année civile 2017*, les activités de développement sont les suivantes :

Type de formation	Lieu ⁽¹⁾	Coût	Nombre de participants	Fournisseur ⁽²⁾
Colloque, conférence, assemblée générale, séminaire, atelier		27 014 \$	27	
Améliorer les capacités de communication orale et écrite		6 751 \$	11	
Soutenir l’acquisition des habiletés de gestion		-	-	
Favoriser le développement des compétences		82 670 \$	220	
Acquérir de nouvelles connaissances technologiques		56 331 \$	68	
Favoriser l’intégration du personnel et le cheminement de carrière		-	-	

* Les dépenses de formation sont comptabilisées sur une année civile en vue de produire annuellement le rapport relatif au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d’œuvre.

(1) La majorité des activités de développement se sont tenues dans la grande région de Montréal.

(2) La liste des fournisseurs qui ont offert l’ensemble des activités de développement pour l’année civile 2017 est en annexe, de même que le nom des formations ou des activités et les dates de participation.

NOM DES FOURNISSEURS/NOM DE L’ACTIVITÉ/DATE DE L’ACTIVITÉ Année civile 2017
AFI Expertise • Développer son intelligence émotionnelle 23 mai 15 août
Alliance de l’industrie touristique du Québec • Assises du tourisme 25 avril
Association des archivistes du Québec • Gestion du changement 7 décembre
Association des conseillers en gestion des ressources humaines • La santé mentale : prescriptions et remèdes 30 mars
Association des professionnels de l’enseignement du français au collégial • Colloque de l'APEFC 5 et 6 juin
Association des registraires des collèges du Québec • 40^e Colloque de l'ARCQ 18, 19, 20 octobre
Association francophone pour le savoir • Congrès annuel de l'ACFAS 8, 9, 10, 11, 12 mai
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur des affaires sociales • SIMDUT pour les répondants et les utilisateurs 17 mars
Association pour les applications pédagogiques de l'ordinateur au postsecondaire • Le droit d'auteur : simplifier votre quotidien 4 et 11 décembre
Asted • Normes de catalogage RDA 15 mai
Banque nationale du Canada • Formation Web plateforme SDG2 - Fonctionnalités de base 4 octobre • Formation Web Plateforme SDG2 – Gestion des utilisateurs 5 octobre • Forum sur le programme - Carte affaires 24 octobre • Formation Web plateforme SDG2 - Création et gestion d'une structure comptable 7 décembre
Bibliomondo • Module périodique et circulation 25 juillet • Portfolio 29 novembre
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail • Le SIMDUT 2015 pour les travailleurs (en ligne) Avant le 17 août
Centre collégial de soutien à l'intégration • Journée de la recherche sur la motivation au collégial 14 novembre • Journée d'insertion socioprofessionnelle 28 novembre
Centre collégial de soutien à l'intégration • Journée d'insertion socioprofessionnelle 28 novembre • Démarche de détermination et justification des accommodements 4 décembre

NOM DES FOURNISSEURS/NOM DE L’ACTIVITÉ/DATE DE L’ACTIVITÉ Année civile 2017
Centre de services partagés du Québec • SAGIR Dossier personne 14, 15, 16, 17, 18 septembre • Colis-micro 19 octobre
Centre d'expertise • Cuisson sous vide 11, 12, 13 octobre
Chamard et associés • Tri des matières résiduelles 14 septembre
Chambre de commerce du Montréal métropolitain • Quels sont les signes vitaux des enfants du Grand Montréal 3 octobre
CIVL • Millesime en Lanquedoc 23, 24, 25, 26, 27, 28 avril
Comtois et Carignan consultants en télécommunications • Télécom 2017 25 avril
Conseil de l'industrie bioalimentaire de l'Île de Montréal • Étiquetage alimentaire 9 février • Activités du service de l'inspection des aliments 14 février
Conseil des relations internationales de Montréal • Au-delà de l'UE : Perspectives du commerce 27 janvier
Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec • Congrès des professionnels de l'information 11, 12, 13 octobre
Court of Master Sommeliers • Examen de niveau Master sommelier 14, 15, 16 mars
École de technologie supérieure • Gestion de projets 18 et 19 septembre
École nationale d'administration publique • Tableau de bord de gestion : volet information de gestion 2, 3 novembre
Éditions Yvon-Blais • Colloque sur le droit du travail 5 décembre
Éducation internationale • Colloque : Focus sur les meilleures pratiques 26 et 27 octobre 2017 • Mobilité internationale 26 octobre
eHotelier Academy • Manage Quality Customer service Février
Elsevier • Pangborn Sensory Science Symposium 19, 20, 21, 23, 24, 25 août
Événements Les Affaires • Adjointe administrative agile, performante... 4 avril

NOM DES FOURNISSEURS/NOM DE L’ACTIVITÉ/DATE DE L’ACTIVITÉ Année civile 2017
Fédération des cégeps • Rencontre printanière REPCAR 5 avril
Fédération des cégeps • Gestion du risque - Mobilité internationale 25 janvier • Réseau collégial à l'ère numérique 15 juin
Fédération des chambres de commerce du Québec • Les milieux de travail de demain 9 février
GCI • Ultima 1, 2, 9 février
IMEDA Immigration éducation alliance • Le périple des étudiants étrangers 26 août
Infopresse • Marketing et alimentation 7 juin
Institut brassicole du Québec • Survol des principes et méthodes de distillation 9 septembre
Institut de la confiance • Sommet international de la confiance dans les organisations 9 et 10 mai
Institut linguistique provincial • Activité de développement en langue anglaise Janvier et février Septembre et octobre Mai et juin
Médisolutions • Virtuo - Comptes fournisseurs 17 octobre • Formation Web Virtuo SV - Approbation de factures 14 novembre
Millesime Bio Parc Expo Marseille • Millesime Bio 30 et 31 janvier, 1, 2 et 3 février
Qualitemps • Bien animer et gérer les réunions 19 mai • Maîtriser son temps avec Outlook 15 et 25 août
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail • Troubles musculosquelettiques 9 mai • Prévention en matière de santé et sécurité 16 juin • Revue des jugements marquants du TAT 10 novembre
Regroupement des bibliothèques collégiales du Québec • Rencontre REBICQ 13 et 14 juin
SAQ • Concours mondial des cidres 2017 19 janvier

NOM DES FOURNISSEURS/NOM DE L’ACTIVITÉ/DATE DE L’ACTIVITÉ Année civile 2017
SARL Biosystèmes • Notions essentielles de FIZZ 26 et 27 octobre • Formation inter-entreprise 30, 31 octobre, 1^{er} novembre
Secrétariat du Conseil du trésor • Attribution concernant la rémunération des fonctionnaires 6 juin
SYNOR • Service à la clientèle axé sur la valorisation et l’encouragement des bonnes pratiques Janvier ou février (15 h)
Technologia • ITIL 2011 13 mars • Préparer sa transition d'employé à un poste de supervision et de gestion 14, 15 novembre 2016
Tourisme Montréal • Journée de l'accueil touristique 9, 10 novembre • Les croisières 13 juin
Trauma-Secours • Secouriste en milieu de travail 14, 21 mars
Travail et Santé • Le SIMDUT 2015 pour les travailleurs 17 août
Université du Québec à Montréal • SPSS niveau 1 2 octobre • Excel intermédiaire 28 octobre, 4 et 10 novembre
Versalys • Excel débutant 10, 11 avril • Access 28, 29 juin • Excel intermédiaire 5, 7 novembre

Soutien aux études
Collège Maisonneuve Cisco CCNA : Mise en œuvre de la sécurité réseau Hiver 2016 (soutien aux études accepté rétroactivement. Demande présentée en 2017)
HEC Montréal Certificat en gestion de l’innovation H2017 DESS Micro-programme en gestion des ressources humaines H2017 – É2017
Institut de tourisme et d’hôtellerie du Québec WSET 3 É2017 Découverte des vins 1 H2017
TÉLUQ

Soutien aux études
Certificat en management H2017 – É2017 Certificat en gestion du travail de bureau A2017 Certificat en relations du travail H2017 – É2017 – A2017 Certificat en tourisme H2017 – É2017 – A2017
Université de Sherbrooke Bac en enseignement professionnel H2017 – É2017 – A2017 Maîtrise en administration des affaires É2017 – A2017 Maîtrise en enseignement collégial A2017
Université du Québec à Montréal Certificat en gestion et pratiques socioculturelles de la gastronomie H2017 – A2017 DESS/MBA en conseil en management H2017 – É2017 – A2017 Programme court de 1 ^{er} cycle en anglais H2017 – A2017 Certificat pour formateurs en milieu de travail A2017 Certificat en gestion des ressources humaines H2016 – É2016 – A2016 (soutien aux études accepté rétroactivement. Demande présentée en 2017) H2017 – É2017 Cours English Conservation É2017
Université du Québec à Trois-Rivières Programme court de 2 ^e cycle en gestion des ressources humaines et changement organisationnel H2017- A2017
Université Laval Certificat en management É2017

**COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de chacune des années financières 2017-2018 Indiquer :

- a) le lieu ;
- b) le coût ;
- c) la ou les dates de participation ;
- d) le nombre de participants ;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

RÉPONSE

Pour 2017-2018 : aucune participation à des formations, ateliers, etc.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année financière 2017-2018. Indiquer :

- a) le lieu ;
- b) le coût ;
- c) la ou les dates de participation ;
- d) le nombre de participants ;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

RÉPONSE

Lieu	Coût	Date	Nombre de participants	Firme	Formation
Montréal	1415,00 \$	du 6 au 8 juin 2017	5	Association québécoise de pédagogie collégiale	Colloque annuel
Québec	1917,50	du 28 septembre au 31 mars 2018	1	ÉNAP	PGAGL-2
Québec	1245,98\$	25 et 26 octobre 2017	2	Fédération des cégeps	Congrès
Québec	Aucun	Décembre 2017	1	SCT	Webinaire / autorisation du dirigeant de l'organisme
Québec	79,00 \$	Février 2018	1	IT University Online	Programmation Microsoft
Québec	Aucun	Février 2018	1	SCT	Communications gouvernementales

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Sommes dépensées en 2017-2018 (et prévisions pour 2018-2019) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

RÉPONSE

	Somme Dépensée 2017-2018 ^{1 2}
	Opération et capital
Interne	9 872,4 k\$
Externe	4 861,9 k\$
CSPQ ³	896,6 k\$
TOTAL Services professionnels	15 630,9 k\$
Logiciel ⁴	3 664,4 k\$
Matériel	2 116,5 k\$
Autres dépenses	237 k\$
TOTAL	21 648,8 k\$

- NOTES :
- 1- Les données incluent les dépenses de l'unité spécialisée en ressources informationnelles, du pilotage des systèmes et des utilisateurs.
 - 2 - Les sommes dépensées couvrent la période du 1^{er} avril 2017 au 31 décembre 2017.
 - 3- Inclut les ressources professionnelles et les services (ex. : télécommunications, impression).
 - 4- Inclut les droits d'auteur, l'entretien et les frais de télécommunications autres que les services obtenus du CSPQ.

INSTITUT DE TOURISME ET D’HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d’opposition

QUESTION

Sommes dépensées en 2017-2018 (et prévisions pour 2018-2019) par le ministère et chacun de ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s’il s’agit de l’achat de logiciel ou de licences, de matériel, d’entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

RÉPONSE

du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017

Service interne	Service externe	Acquisition Équipement	Acquisition de logiciel
70 832 \$	257 049 \$	172 189 \$	298 390 \$

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Sommes dépensées en 2017-2018 (et prévisions pour 2018-2019) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit de l'achat de logiciel ou de licences, de matériel d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

RÉPONSE

En 2017-2018, les services ont été fournis par le Ministère en vertu d'une entente de services conclue avec le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Sommes dépensées en 2017-2018 (et prévisions pour 2018-2019) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

RÉPONSE

Sommes totales dépensées en 2017-2018 :

Description	Matériel	Licences	Services professionnels	Services techniques
Sharepoint Office 365 / licences pour 30 postes		6 823,20 \$		
30 licences CAL / partage		1 069,50 \$		
10 licences CAL / accès à distance		365,50 \$		
10 licences CAL TS		1 239,30		
1 licence Windows serveur 2012 / partage		830,28 \$		
1 licence Windows serveur 2012 / back-up		830,28 \$		
30 licences CAL / back-up		1 069,50 \$		
1 ordinateur de table	990,00 \$			
1 ordinateur portable	1199,25 \$			
Commutateur pour serveur / prises réseau	677,64 \$			
Commutateur KVM	60,00 \$			
Disques durs	939,71 \$			
Carte visio pour la salle de visioconférence	75,56 \$			
Audit de sécurité			2 750,00 \$	
Daikin – Entretien des serveurs				1 174,00 \$
Hébergement Internet				3 201,60 \$
Total	3942,16 \$	12 227,56	2 750,00 \$	4 375,60 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2017-2018, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- e) les résultats atteints.

RÉPONSE
Comité MEES-Partenaires
Année scolaire 2016-2017

- a) Ce Comité a comme mandat de proposer des orientations rejoignant les grands objets de préoccupation du réseau, en facilitant le travail collaboratif entre le Ministère et certains de ses principaux partenaires. Ce comité est le lieu où convergent les travaux des groupes de travail afin de dégager les orientations à proposer au ministre.

Objectifs

- Échanger sur les grands dossiers en cours au Ministère;
- Soutenir le déploiement des orientations issues de nouvelles législations (ex. : Loi 105) en favorisant le partage d'information et le développement d'outils pour accompagner le réseau scolaire;
- Formuler des recommandations sur la répartition des ressources par l'entremise du mode d'allocation des ressources;
- Analyser diverses problématiques ponctuelles liées notamment à la distribution des ressources, aux encadrements financiers, aux infrastructures, aux ressources informationnelles ou aux dossiers pédagogiques;
- Analyser l'impact de nouvelles politiques ministérielles ou gouvernementales ou, le cas échéant, toutes nouvelles lois, réglementations ou décisions (exemple : Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs, projet de loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, etc.).

- b) Les membres du comité sont :

Comme représentantes et représentants des partenaires

Association des directions générales des commissions scolaires (ADIGECS)

Éric Blackburn

Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec (ADGCASQ)

Rob Buttars

Association des administrateurs des écoles anglophones du Québec (AAEAQ)

Steven Colpitts

Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ)

Jennifer Maccarone

Association des comités de parents anglophones (ACPA)	Debi Germann
Association montréalaise des directions d'établissement scolaire (AMDES)	Hélène Bourdages
Association québécoise des cadres scolaires (AQCS)	Rémi Asselin
Association québécoise du personnel de direction des écoles (AQPDE)	Danielle Boucher
Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ)	Alain Fortier
Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement (FQDE)	Lorraine Charbonneau-Normand
Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ)	Corine Payne
Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier	Jennifer Maccarone
Table des responsables de l'Éducation des adultes et de la formation professionnelle des commissions scolaires du Québec	Julie Caron

Comme représentantes et représentants du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Secteur de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire	Anne-Marie Lepage
Secteur de la gouvernance, des technologies, des infrastructures et des ressources	François Bérubé
Direction générale du financement (DGF)	Nathalie Parenteau
Direction générale des services de soutien aux élèves (DSSE)	Yvon Doyle
Direction générale des services à l'enseignement (DGSSE)	Geneviève LeBlanc
Secteur des politiques et des relations du travail dans les réseaux	Nicolas Paradis
Secteur des services aux anglophones, aux autochtones et à la diversité culturelle (SAADC)	Christian Rousseau

Groupe de travail sur les transitions des élèves (GTTE) du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC)

- le mandat : Le GTTE se penche sur les politiques et les programmes actuels ainsi que sur leur mise en œuvre, avec l'objectif d'atteindre l'excellence au chapitre des transitions des élèves tout au long de leur parcours scolaire, jusqu'à leur intégration au marché du travail.
- la liste des membres : Les membres du GTTE sont les directrices et directeurs, les sous-ministres adjoints ou les spécialistes des politiques des provinces et des territoires intéressés. La présidente est M^{me} Sara Halliday, Nouvelle-Écosse.
- le budget dépensé: aucune dépense engendrée par ce comité, outre la participation de la professionnelle affectée au comité, soit l'équivalent de quelques jours par année.
- le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucun frais de repas ou de déplacement puisque les rencontres se tenaient en conférence téléphonique.
- les résultats atteints : Les travaux se poursuivent. Une équipe de travail a été formée. Elle a cerné certains éléments clés dont il faut tenir compte dans l'élaboration d'un cadre de

référence pancanadien pour les transitions des élèves, pour juillet 2017. Elle a également recensé quelques cadres existants qui pourraient guider cette élaboration.

Comité du réseau des mathématiques (CMEC)

- a) le mandat : Mettre en commun des initiatives et effectuer des analyses provinciales et territoriales relatives à l'enseignement des mathématiques. Le Comité permet en outre de préparer des recommandations pour les discussions des ministres et des sous-ministres sur le sujet.
- b) le budget dépensé: aucune dépense engendrée par ce comité, outre la participation de la professionnelle affectée au comité, soit l'équivalent de quelques jours par année.
- c) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucuns frais de repas ou de déplacement puisque les rencontres se tenaient en conférence téléphonique.
- d) les résultats atteints : Une analyse des initiatives en mathématique des diverses instances a été réalisée en 2017. Les travaux du comité se poursuivent.

Groupe de travail sur l'apprentissage et le développement de la petite enfance (CMEC)

- a) le mandat : Promouvoir le transfert de connaissances, l'expertise, les pratiques exemplaires, la recherche et la diffusion des résultats dans l'ensemble des instances de façon à examiner le rôle des systèmes d'éducation dans l'apprentissage et le développement de la petite enfance.
- b) le budget dépensé: aucune dépense engendrée par ce comité, outre la participation de la professionnelle affectée au comité, soit l'équivalent de quelques jours par année.
- c) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucuns frais de repas ou de déplacement, les coûts étant assumés par le CMEC.

Comité-conseil sur la maternelle 4 ans à temps plein en milieu défavorisé

- a) le mandat : conseiller le ministre en ce qui concerne l'offre de services éducatifs aux enfants de 4 ans vivant en milieu défavorisé, visée à l'article 461.1 de la Loi sur l'instruction publique.
- b) les membres : Association d'éducation préscolaire du Québec (AÉPQ), Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ), Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec (ADGCSAQ), Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Québec (ADIGECS), Association montréalaise des directions d'établissement scolaire (AMDES), Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec (APEQ), Association québécoise de la garde scolaire (AQGS), Association québécoise des cadres scolaires (AQCS), Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPPE), Association québécoise du personnel de direction des écoles (AQPDE), Confédération des syndicats nationaux (CSN), Fédération autonome de l'enseignement (FAE), Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ), Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), Fédération des professionnelles et professionnels de l'Éducation du Québec (FPPE), Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE), Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement (FQDE), ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Famille, UQAC, UQAM, UQO.
- c) le budget dépensé : aucune dépense engendrée par ce comité.
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucuns frais de repas ou de déplacement remboursés.

Comité interministériel sur la simplification des démarches d'accès aux programmes de soutien financier destinés aux enfants handicapés

- a) Mandat :

Mener les travaux visant la mise en œuvre des trois pistes de solution en vue de réduire, simplifier et accélérer les démarches d'accès aux programmes de soutien financier destinés aux enfants handicapés.

Les trois pistes retenues sont :
 - Établir une vision commune, de portée nationale, des notions et des critères pertinents au regard de l'administration des programmes;
 - Procéder à la révision sectorielle de l'information et des documents rendus disponibles;
 - Produire un formulaire unique de rapport du professionnel.
- b) la liste des membres :
 - Retraite Québec;
 - Ministère de la Santé et des Services sociaux;
 - Ministère de la Famille;
 - Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur;
 - Ministère des Finances;
 - Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
 - Office des personnes handicapées du Québec.
- c) le budget dépensé : aucune dépense engendrée par ce comité, outre la participation de la professionnelle affectée au comité, soit l'équivalent de quelques jours par année.
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucun frais de repas ou de déplacement puisque les rencontres se tenaient à moins de 5 minutes à pied.

Les résultats atteints : Une vision commune a été produite en 15-16, approuvée par tous les organismes en 16-17. Elle vise notamment à clarifier plusieurs situations en favorisant l'emploi d'une terminologie qui exprime clairement les différentes notions relatives au handicap.

Comité directeur interministériel Enfants handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage

a) Mandat :

- Assurer la cohérence des interventions entre les différents ministères et organismes auprès des enfants handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage. Le cas échéant, proposer les mesures de resserrement à mettre en place;
- Mettre en place des mécanismes visant à assurer la fluidité du passage de l'enfant entre les réseaux;
- Assurer un leadership interministériel sur le plan de l'entente de complémentarité MEESR – MSSS. De manière plus spécifique, il est attendu de :
- Produire le bilan des instances, des interventions et des actions mises en place par les ministères et les organismes pour soutenir les familles, les centres de la petite enfance, les garderies subventionnées et les écoles pour l'accueil, l'intégration et l'apprentissage des enfants handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage;
- Déterminer les processus et les conditions d'admissibilité aux fins de la reconnaissance d'un handicap;
- Définir une proposition visant à optimiser les processus et les façons de faire au bénéfice des familles et de l'administration publique.

b) Liste des membres : Le comité interministériel est composé des sous-ministres adjoints et des directeurs concernés des ministères et organismes suivants :

- Ministère de la Santé et des Services sociaux;
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur;
- Ministère de la Famille;
- Office des personnes handicapées du Québec;
- Retraite Québec.

c) le budget dépensé : Frais de location de salle et d'équipement audiovisuel : aucun.

d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) les résultats atteints : Travaux en continu.

Comité interministériel portant sur la transition de l'école vers la vie active (TEVA)

a) Mandat : Le mandat du comité est d'élaborer un guide de soutien destiné à l'ensemble des intervenants des réseaux pour favoriser une démarche de transition de l'école vers la vie active en :

- se donnant une vision commune;
- s'appuyant sur les principes directeurs favorisant une transition de qualité;
- s'assurant de l'engagement de tous les acteurs;
- déterminant les rôles et responsabilités de chacun;
- soutenant, le cas échéant, le développement d'un outil commun.

b) Membres :

Externes

- o Geneviève Dandurand, École secondaire Anjou (C.S. Pointe-de-l'Île) et membre de l'Association montréalaise des directions d'établissement scolaire (AMDES)
- o Annie Desaulniers, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- o Jean Dupont, ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)
- o Anne Godmaire, Fédération des comités de parents du Québec
- o Marie-Hélène Lecourt, ministère de la Famille
- o Annie Mercure, Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)

- o Caroline Perron, École secondaire Lucien-Pagé (C.S. de Montréal) et membre de l'Association montréalaise des directions d'établissements scolaires
- o Karine Scosati, ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

MEES

- o Charlaïne Jean, professionnelle, Direction de l'adaptation scolaire et des services éducatifs complémentaires
- o Marie-Noël Thériault, coordonnatrice, Direction de l'adaptation scolaire et des services éducatifs complémentaires
- o Geneviève Savard, professionnelle, Direction du sport, du loisir et de l'activité physique
- o Isabelle Thibodeau, professionnelle, Direction de l'adaptation scolaire et des services éducatifs complémentaires (Catherine Bourque par intérim)

- c) Budget dépensé : aucun.
- d) Montant ventilé pour les frais de déplacements, de repas ou autres : Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.
- e) Résultats atteints : Les représentants ont maintenu leurs engagements. Le Guide TEVA est terminé et il est en voie d'approbation ministérielle.

Comité de coordination de l'entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation.

- a) le mandat : responsabilités spécifiques liées à l'application de l'Entente :
 - Établir des priorités et un plan de travail national;
 - Mettre en œuvre l'Entente à l'échelle nationale, soutenir son implantation et veiller à ce qu'elle soit mise en application dans chaque région administrative du Québec;
 - Diffuser l'Entente auprès de toutes les instances et de tous les organismes concernés;
 - Concevoir des activités de formation, d'animation du milieu et promouvoir la recherche et le développement;
 - Partager la responsabilité de la mise en place, de l'animation et du fonctionnement du Comité de coordination, du Comité national et des rencontres nationales avec les responsables et représentants régionaux de l'Entente des deux réseaux;
 - S'assurer que soient mises en place des instances de concertation dans chacune des régions;
 - Assurer un suivi continu de la mise en œuvre de l'Entente;
 - S'assurer que leurs politiques et orientations sont coordonnées;
 - Collaborer avec d'autres ministères et organismes.
- b) la liste des membres :
 - o BOURQUE, Catherine, responsable régionale de l'Entente, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MEES), Direction des services de soutien et d'expertise
 - o GARNEAU, Daniel, directeur de l'organisation des services en déficience et en réadaptation physique, MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS), Direction générale des services sociaux, Direction de l'organisation des services en déficience et en réadaptation physique
 - o HARVEY, Marilou, coordonnatrice de l'adaptation scolaire, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MEES), Direction des services de soutien et d'expertise
 - o LEMAY, Pascale, directrice des jeunes et des familles, MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS), Direction générale des services sociaux, Direction des

jeunes et des familles

- o LEPAGE, Josée, directrice adjointe de la santé mentale, MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS), Direction générale des services de santé et de la médecine universitaire, Direction de la santé mentale
- o PLAMONDON, Nancy, responsable nationale de l'Entente au MEES, volet promotion-prévention, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MEES), Direction de l'adaptation scolaire et des services éducatifs complémentaires
- o ROUSSEAU, Julie, chef de service, Service de développement, d'adaptation et d'intégration sociale, Direction de la prévention et de la promotion de la santé, MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS), Direction générale de la santé publique
- o DOYLE, Yvon, directeur de l'adaptation scolaire et Directeur des services éducatifs complémentaires et de l'intervention en milieu défavorisé (par intérim), MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MEES)
- o THIBODEAU, Isabelle, responsable nationale de l'Entente au MEES, volet adaptation-réadaptation, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MEES), Direction de l'adaptation scolaire et des services éducatifs complémentaires
- o TRÉPANIER, Amélie, conseillère au Service de développement, d'adaptation et d'intégration sociale, Direction de la prévention et de la promotion de la santé, MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS), Direction générale de la santé publique
- o TUNCAY, Bahar, conseillère aux programmes et responsable nationale de l'Entente au MSSS, MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS), Direction générale des services sociaux, Direction des personnes ayant une déficience
- o VÉZINA, Jean-François, conseiller au programme jeunesse, MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS), Direction générale des services sociaux, Direction des jeunes et des familles

- c) le budget dépensé : aucune dépense engendrée par ce comité.
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucune dépense engendrée par ce comité.
- e) les résultats atteints : mise en œuvre en continu de ce comité avec 6 à 8 rencontres par année. Le Plan de travail de l'Entente 2016-2019 a été élaboré.

Comité sur les situations complexes à risque de bris de service

- a) son mandat :

Ce comité découle de l'Entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation.

Son mandat est d'apporter des correctifs aux situations actuelles en dressant un portrait conjoint des situations complexes et proposer des solutions afin de mieux desservir les jeunes à risque de bris de services.

La coordination de ce comité est confiée au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

- b) la liste des membres :

ST-ARNAUD, Paula ps. éd. (coordination), responsable dossier Climat scolaire, violence et intimidation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES), Direction des services éducatifs complémentaires et de l'intervention en milieu défavorisé

ZAJC, Milena, responsable régionale de l'Entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation, Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur (MEES), Direction des services de soutien et d'expertise

CANTIN, Patrice (éventuel remplacement de Milena Zajc), Responsable régionale de l'Entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES), Direction des services de soutien et d'expertise

PERREAULT, Julie, conseillère aux programmes, Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS), Direction des services en déficience et en réadaptation physique, Direction générale des services sociaux

VÉZINA, Jean-François, Conseiller au programme jeunesse, Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS), Direction générale, des services sociaux, Direction des jeunes et des familles

BRASSARD, Anne-Louise, Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS), Direction de santé mentale

PELLETIER, Catherine, Office des personnes handicapées du Québec

Un comité aviseur composé d'intervenants terrain de chacun des ministères est prévu afin de valider les orientations, de faciliter la mise en œuvre favoriser de favoriser une plus grande portée des actions.

- c) le budget dépensé : aucune somme dépensée pour l'année 2017-2018.
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
Chaque organisme assume les frais de déplacements pour les rencontres du comité.
- e) les résultats atteints.
Un document a été travaillé par le comité avant 2018. La composition du comité a été élargie en 2018. Une première rencontre du comité élargi s'est tenue le 14 mars 2018.

Table provinciale de concertation sur les jeunes, la violence et le milieu scolaire

- a) son mandat :

La mission de la Table est de favoriser la concertation des partenaires au regard de la promotion de comportements pacifiques, de la prévention et de la diminution de la violence chez les jeunes en milieu scolaire.

Tous les objectifs poursuivis par la Table concernent la violence chez les jeunes et le milieu scolaire, à savoir :

- partager et diffuser l'information sur les actions et les moyens mis en œuvre par chacun des partenaires;
- faire connaître les initiatives intéressantes;
- favoriser la mise en œuvre d'actions concertées entre partenaires;
- agir à titre consultatif auprès des autorités compétentes;
- participer et promouvoir des activités nationales et régionales;
- participer à l'élaboration d'outils d'information, de prévention ou d'intervention.

La Table est présidée par la Fédération des directions d'établissement du Québec (FQDE)

- b) la liste des membres :

Torben Borgers (président de la Table), Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement (FQDE)

Isabelle Rathé (Marie-Josée Villeneuve), Commission scolaire Marguerite-Bourgeois
Association québécoise des cadres scolaires (AQCS)

Éric Beauparlant (Nathalie Leroux), directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)
Bureau des affaires de la jeunesse

Gabriel Tremblay-Parent (Marie Trahan), Direction des orientations et politiques, Ministère de la Justice (MJQ)

Sabrina St-Amand, Sûreté du Québec (SQ)

Benoît Desautels, Service de police la ville de Granby, Association des directeurs de police du Québec (ADPQ)

Daniel Forest, Directeur général adjoint commission scolaire des Affluents, Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Québec (ADIGECS)

Isabelle Tremblay, Isabelle-Line Hurtubise, Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

Hervé Charbonneau, Conseiller à la recherche et au développement, Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ)

René-André Brisebois, Institut national d'excellence en santé et en services sociaux, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, Coordonnateur du Centre d'Expertise Délinquance et Troubles de Comportement

Alain Guimont, Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ)

Jean-François Vézina, Direction des jeunes et des familles, Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)

Paula St-Arnaud ps. éd., responsable dossier Climat scolaire, violence et intimidation, Direction des services éducatifs complémentaires et de l'intervention en milieu défavorisé, Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur (MEES)

Geneviève Trépanier, conseiller en prévention de la criminalité, Ministère de la Sécurité publique (MSP)

Kim Hamilton, Association des commissions scolaires anglophones du Québec (QESBA / ACSAQ)

Patrice Daoust (Philippe Malette), coordonnateur des services aux élèves, Fédération des établissements d'enseignement privés (FEEP)

Julie René-Decotret (CS English Montreal) en remplacement de Benoît Duheme, Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec (ADGCSAQ)

Danielle Abel-Normandin (Caroline Cournoyer, commandante), sergent conseillère, Section développement en relation avec la communauté et en prévention, Service de police de la ville de Montréal (SPVM)

Helene Bourdages, L'Association montréalaise des directions d'établissement scolaire (AMDES)

Michael Stirrup, Association des administrateurs des écoles anglaises du Québec (AAEAQ/AAESQ)

Jean-Paul Fossey, conseiller syndical, Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec (APEQ)

Danielle Boucher, Présidente Association québécoise du personnel, de direction des écoles (AQPDE)

- c) le budget dépensé; Un budget annuel de 5000\$ est versé par le MEES pour le roulement de la Table. Le versement de 2017-2018 n'a pas été fait.

- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; chacun des organismes membres assume ses frais de déplacements.
- e) les résultats atteints. La mise à jour du Cadre de référence sur la présence policière dans les établissements est terminée. Trois journées de formation ont été données. Les travaux sur la Capsule vidéo sur l'interpellation policière sont en cours.

Comité interministériel de l'action communautaire

- a) Mandat : Ce comité est sous la responsabilité du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

« La Politique gouvernementale sur l'action communautaire définit ainsi le mandat du comité interministériel :

- Participer, en collaboration avec le secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), aux divers travaux relatifs aux modes de soutien financier, à l'harmonisation et à la simplification des pratiques administratives, à la reddition de comptes, à l'élaboration des nouveaux programmes du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, à la mise en place des outils ou mécanismes devant faire connaître les balises nationales à tous les échelons de l'administration gouvernementale ou de tout autre appui à fournir aux ministères et aux organismes gouvernementaux dont l'administration est déconcentrée, ainsi qu'à toute autre matière relevant de l'application de la politique;
- Soutenir le SACAIS dans les travaux en rapport avec sa mission horizontale. Au mandat global défini dans la politique gouvernementale et confirmé par le plan d'action gouvernemental, s'ajoutent des mandats connexes plus spécifiques répondant aux besoins exprimés par les répondantes et répondants. Entre autres, ceux-ci ont fait valoir le besoin de mettre l'accent sur l'acquisition des connaissances en matière d'action communautaire, l'échange d'expertises sur les situations problématiques et la résolution de problèmes. »

- b) Liste des membres :

- Ministère de la Famille;
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- Ministère de la Santé et des Services sociaux;
- Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion;
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur;
- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie;
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
- Ministère de la Justice;
- Ministère de la Culture et des Communications;
- Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation;
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;
- Ministère de la Sécurité publique;
- Ministère des Finances;
- Secrétariat aux aînés;
- Secrétariat aux affaires autochtones;
- Secrétariat à la condition féminine;
- Office des personnes handicapées du Québec;
- Société d'habitation du Québec;
- Office de la protection du consommateur;
- Secrétariat à la jeunesse;
- Société de l'assurance automobile du Québec.

- c) Budget dépensé : aucune dépense faite par le MEES.
- d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucune dépense faite par le MEES.

- e) Résultats atteints : plusieurs rencontres ont eu lieu entre les représentants des différents ministères et organismes gouvernementaux sur différents points touchant l'action communautaire.

Comité des responsables nationaux de l'Entente multisectorielle

- a) son mandat :

- S'assurer de l'implantation de l'entente multisectorielle et du suivi de son application;
- Veiller au maintien d'une étroite collaboration avec les personnes désignées par chacun des établissements ou organismes visés;
- Soutenir le bon fonctionnement de l'entente multisectorielle lorsque des problèmes ne peuvent être résolus par les instances locales ou régionales.
- Mise à jour de l'entente multisectorielle
- S'assurer de la diffusion dans les réseaux par les comités régionaux

Pour ce faire, le CRNEM doit s'assurer de l'existence d'un comité régional dans chaque région socio-sanitaire. Le CRNEM anime deux rencontres annuellement avec les responsables des comités régionaux pour s'assurer de la conformité des pratiques et favoriser le partage des outils entre les régions.

De plus le CRNEM assume un rôle conseil auprès des divers réseaux et des comités régionaux quant à l'interprétation de l'entente multisectorielle.

- b) la liste des membres : À l'échelle nationale, un représentant de chacun des ministères et organisme partenaires de l'Entente multisectorielle est identifié pour siéger sur le Comité des responsables nationaux (CRNEM). Ces personnes tiennent leur mandat du sous-ministre autorisé et doivent travailler en concertation. Il s'agit du Ministère de la santé et des services sociaux, (MSSS), du Ministère de la Sécurité publique (MSP), du Ministère de la Justice (MJ), du Ministère de l'Éducation et de l'enseignement supérieur (MEES), du Ministère de la Famille (MF) et Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP).

La coordination du CRNEM est confiée au ministère de la Santé et des Services sociaux depuis 2005.

Pascale Lemay, présidente du comité
Directrice, Direction des jeunes et des familles
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Marie-Claude Paquette (jusqu'à février 2018)
Mélicia Collin (à compter de février 2018)
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Carole Rivest
Ministère de la Famille et des Aînés

Paula St-Arnaud
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Marie-Claude Bilodeau (jusqu'à octobre 2017)
Laurence Pelletier (à compter d'octobre 2017)
Ministère de la Sécurité publique

Me Carmen Rioux
Procureure aux poursuites criminelles et pénales
Bureau de la directrice et Secrétariat général
Bureau du Directeur des poursuites criminelles et pénales

Jade Cabana
Direction de l'aide aux personnes victimes et des mesures d'accessibilité
Ministère de la Justice

- c) le budget dépensé : le MSSS coordonne le comité et est responsable du budget lié à ce comité.
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : chaque Ministère assume les frais encourus à la participation au comité.
- e) les résultats atteints : suivis avec les comités régionaux ont été faits. La mise à jour de l’entente est en cours, la diffusion dans les réseaux est à venir.

Comité interministériel du Plan d’action concerté pour prévenir et lutter contre l’intimidation

- a) son mandat : Suivi de la mise en œuvre du plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation 2015-2018 *Ensemble contre l’intimidation, une responsabilité partagée.*

Plus spécifiquement :

- Suivi des mesures communes ou transversales pour coordonner les actions et pour tenir compte des besoins ou des réalités des différents ministères et organismes.
- Reddition de comptes par les représentants des ministères et organismes responsables des mesures inscrites au plan d’action.
- Bilan de la mise en œuvre du plan d’action.

- b) la liste des membres :

M/O	Gestionnaires	Professionnels
Famille	Monique Savoie Directrice du développement des politiques – Famille 418 643-6653 monique.savoie@mfa.gouv.qc.ca	Nathalie Lévesque Adjointe aux mandats stratégiques et à l’administration Direction générale des politiques 418 643-0897 nathalie.levesque@mfa.gouv.qc.ca
		Carole Couture Direction du développement des politiques – Famille 418 646-9397 carole.couture@mfa.gouv.qc.ca
		Hugo Couture Direction du développement des politiques – Famille 418 528-2832 hugo.couture@mfa.gouv.qc.ca
		Sylvain Gingras-Demers Direction des communications 418 646-7399 sylvain.gingras-demers@mfa.gouv.qc.ca
SA	Marie-Josée Poulin Directrice du vieillissement actif – Développement des politiques et des programmes 418 646-2859 marie-josée.poulin@mfa.gouv.qc.ca	Marie-Claude Audy Direction du vieillissement actif – Développement des politiques et des programmes 418 646-6698 marie-claude.audy@mfa.gouv.qc.ca
MEES		Rosalie Poulin Dossier climat scolaire, violence et intimidation 418 646-7000, poste 2064 rosalie.poulin@education.gouv.qc.ca
	Michel Fafard Directeur de la promotion de la sécurité 1 800 567-7902 mfafard@education.gouv.qc.ca	

M/O	Gestionnaires	Professionnels
MSSS	Danielle Benoit Directrice des orientations des services aux aînés 418 266-6860 danielle.benoit@msss.gouv.qc.ca	Nathalie Tremblay Direction générale adjointe des services aux aînés 418 266-7133 nathalie.tremblay.dgss@msss.gouv.qc.ca
MJQ	Audrey Turmel Directrice des orientations et politiques 418 646-5580, poste 21283 audrey.turmel@justice.gouv.qc.ca	Rosgarys Mercado Avocate, Direction des orientations et politiques (418) 646-5580 poste 20893 rosgarys.mercado@justice.gouv.qc.ca
BLCH		Roger Noël Responsable, Bureau de lutte contre l'homophobie 514 490-2383, poste 53752 roger.noel@justice.gouv.qc.ca
MIDI	Martine Faille Directrice générale des politiques et programmes de participation et d'inclusion 514 873-9393, poste 20069 martine.faille@midi.gouv.qc.ca	Olivier Roy Direction générale des politiques et programmes de participation et d'inclusion 514 873-9393, poste 20364 olivier.roy@midi.gouv.qc.ca
MSP	Catherine Fournier Directrice de la prévention et de l'organisation policière par intérim 418 646-6777 catherine.fournier@msp.gouv.qc.ca	Linda Veillette Direction de la prévention et de l'organisation policière 418 646-6777, poste 60107 linda.veillette@msp.gouv.qc.ca
MAMOT	Yannick Routhier Directeur du développement et de la coordination (418) 691-2015, poste 3450 yannick.routhier@mamot.gouv.qc.ca	Sylvain Lévesque Direction du développement et de la coordination 418 691-2015, poste 3461 sylvain.levesque@mamrot.gouv.qc.ca
MESS Secrétariat du Travail	Antoine Houde Directeur des politiques du travail 418 646-2446 antoine.houde@travail.gouv.qc.ca	Louis-Philippe Roussel Direction des politiques du travail 418 644-2206 louis-philippe.roussel@travail.gouv.qc.ca
Commission des normes, de l'équité et de la santé et sécurité au travail		Jean-François Côté 418 380-2479 jean-francois.cote@cnt.gouv.qc.ca
MCE SCG		Anne-Sophie Cauchon Secrétariat à la communication gouvernementale 418 643-2001, poste 1336 anne-sophie.cauchon@mce.gouv.qc.ca
SAA	Lucien-Pierre Bouchard Directeur général des relations avec les Autochtones et des initiatives économiques 418 643-3166 lucien-pierre.bouchard@mce.gouv.qc.ca	Julie Rodrigue Adjointe exécutive Direction des relations avec les Autochtones et des initiatives économiques 418 643-3166 julie.rodrigue@mce.gouv.qc.ca
SAJ	Frederico Fonseca Directeur des politiques et des relations interministérielles 514 873-6221 frederico.fonseca@mce.gouv.qc.ca	Alexandre Gagné Direction des partenariats et des opérations 418 643-8864, poste 8351 alexandre.gagne@mce.gouv.qc.ca

M/O	Gestionnaires	Professionnels
SCF	M. Abdou Baalouch Directeur de la régionalisation et des dossiers liés à la violence abdelouaheb.baalouch@scf.gouv.qc.ca	Julie Rouleau Direction de la coordination et de l'administration 418 646-4145 julie.rouleau@scf.gouv.qc.ca
OPHQ		Valérie Vanasse Direction des projets interministériels et des mandats spéciaux 1 866 680-1930 poste 18540 valerie.vanasse@ophq.gouv.qc.ca

- c) le budget dépensé : Aucun budget n'est associé aux travaux du comité
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : Chaque ministère est responsable des dépenses encourues pour ces rencontres. Étant donné la proximité avec le Ministère de la Famille responsable de ce plan d'action, aucune dépense n'est encourue pour la représentante du MEES sur ce comité.
- e) les résultats atteints :
 - Premier bilan de mise en œuvre des mesures réalisé par chacun des ministères responsables des mesures en juin 2016.
 - Deuxième bilan de mise en œuvre des mesures réalisées par chacun des ministères responsables des mesures réalisé en juin 2017.

Comité directeur MIDI-MEES

a) Mandat

Le Comité directeur a pour mandat d'élaborer et d'assurer le suivi de l'Entente MIDI-MEES pour favoriser l'intégration et la francisation des personnes immigrantes de même que d'échanger concernant le financement qui est alloué au MEES.

Le Comité est responsable d'assurer le suivi des livrables et des échéanciers des différents sous-comités ou groupes de travail qu'il met en place de même que de s'assurer de la mise en œuvre des orientations prises conjointement.

Ainsi, ce comité directeur MIDI-MEES est la principale instance de concertation et de coordination relativement aux enjeux et aux dossiers stratégiques communs suivants :

- L'offre de services gouvernementale en francisation destinée aux personnes immigrantes adultes;
- L'accueil et l'intégration des personnes réfugiées et la réponse à d'autres situations humanitaires;
- La reconnaissance des compétences et l'évaluation comparative des études effectuées hors du Québec;
- L'interculturalisme et l'établissement de relations interculturelles harmonieuses;
- L'intervention régionale et l'édification de collectivités plus accueillantes et inclusives;
- *L'Entente MIDI-MEES pour favoriser la francisation et l'intégration des personnes immigrantes;*
- La nouvelle politique gouvernementale de réussite éducative.
- Ensemble nous sommes Ale Québec – Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion et Stratégie d'action 2016-2021

b) Liste des membres

Composition du comité :

- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES)
- Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)

Actualisation du mandat du Comité au regard des changements au MIDI et au MEES

À la suite de la réorganisation administrative au MIDI et de la fusion du MELS et du MEES, le mandat et la composition avaient été révisés. Ces modifications ont été adoptées à la rencontre du 8 juillet 2016 :

- Ajout de la possibilité d'une personne représentant le sous-ministre adjoint à l'enseignement supérieur.
- Ajout d'un point aux modalités de fonctionnement sur l'alternance de la présidence des réunions du Comité.

c) Budget dépensé : aucun

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucun

e) Résultats atteints

Élaboration d'un plan de travail pour 2017-2018, qui contient les éléments suivants :

- Harmonisation et complémentarité dans l'offre de services de francisation aux adultes
 - Personnes peu scolarisées
 - Français de spécialisation dans certains métiers et professions
 - Évaluation et classement
 - Référencement vers les différents services
 - Allocations aux personnes
- Relations interculturelles
 - Semaine québécoise des relations interculturelles
 - Prévention de la radicalisation menant à la violence
 - Interculturalisme et éducation interculturelle
- Attraction et rétention des étudiants étrangers
- Jeunes à statut d'immigration précaire

NOTE : Les sujets identifiés par le comité directeur ont été pour la plupart repris dans les travaux du Comité ministériel pour l'intégration des personnes immigrantes qui ont débuté en novembre 2016 et se poursuivront jusqu'en juin 2017.

Comité MIDI-MEES pour la francisation et l'intégration des immigrants

a) Mandat

Le mandat du comité MIDI-MEES pour la francisation et l'intégration des immigrants est actuellement en cours de validation.

b) Liste des membres :

- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES)
- Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)

c) Budget dépensé : aucun

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : S. O.

e) Résultats atteints : S. O.

NOTE : Les travaux réalisés par ce comité n'ont pas nécessité la tenue de rencontres en mode présentiel.

Comité d'experts sur l'enseignement des génocides

a) Mandat

Les objectifs du comité sont les suivants :

- susciter chez les enseignants l'envie d'enseigner les génocides au secondaire ainsi que renforcer leur sentiment de compétence sur le sujet;
- rendre accessible et pertinent un matériel complémentaire incluant notamment des situations d'apprentissage et d'enseignement et une proposition de ressources existantes.

Les travaux du comité de travail se concentrent sur un projet de création de matériels pédagogiques en soutien à l'enseignement des génocides, sous forme d'un guide complémentaire et d'une offre de formation ministérielle auprès d'enseignants et de conseillers pédagogiques (formation continue).

Divers représentants du MEES :

Direction services d'accueil et d'éducation interculturelle (DSAEI),
 Direction services à la communauté anglophone (DSCA),
 Direction services aux autochtones et du développement nordique (DSADN),
 Direction des ressources didactiques (DRD),
 Direction de la formation générale des jeunes (DFGJ),
 Les représentants de la Fondation pour l'étude des génocides,
 Deux chercheurs universitaires (Université du Québec à Trois-Rivières et Université de Sherbrooke),
 La coordonnatrice éducation du Musée Holocauste Montréal,
 Deux enseignantes,
 Budget dépensé : 262 \$.

b) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

100 \$ en frais de déplacement et 162 \$ en libération.

c) Résultats

Veille documentaire : partage de ressources existantes sur l'enseignement des génocides.
 Définition des objectifs du guide complémentaire et de l'offre de formation ministérielle.
 Description du contenu et du format du guide complémentaire et de l'offre de formation ministérielle.
 Réflexions sur les stratégies de publication et de diffusion du guide complémentaire.

Comité de négociation du protocole relatif à l'enseignement dans la langue de la minorité et des langues secondes

a) Mandat

Le comité de négociation du protocole a pour mandat de :

- S'assurer que les négociations du Protocole se déroulent de façon coordonnée et représentent les intérêts des provinces et des territoires.
- Servir de plateforme pour l'adoption de positions communes en ce qui a trait aux négociations du Protocole.
- Servir de plateforme pour l'adoption d'ententes et d'accords communs avec Patrimoine canadien.

b) Liste des membres

Il est présidé par l'Ontario (SMA par intérim, Division de l'éducation en langue française, de l'éducation autochtone et de la recherche) et la direction générale du CMEC. Le Québec est représenté par le SMA du secteur SAADC, soit Christian Rousseau par intérim. Il est assisté par Lise Langlois, directrice des services à la communauté anglophone, et Marie-Ève Laviolette, professionnelle des relations extérieures.

- c) Budget dépensé : le budget est sous la responsabilité du CMEC.
- d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Huit rencontres par téléconférence et trois rencontres en présence ont eu lieu à ce jour. Le SMA par intérim a participé aux rencontres du 13 septembre et du 30 novembre en personne. Les dépenses liées aux déplacements sont de 360,26 \$ et 364,97 \$ respectivement. La participation aux autres rencontres a été faite par téléconférence.

- e) Résultats

Un protocole renégocié entre CMEC et Patrimoine canadien durant l'automne 2017, permettant le début des négociations bilatérales entre les provinces et territoires durant l'hiver 2018. Les ententes actuelles prennent fin au 31 mars 2018.

Comité interministériel de la Francophone (CIF)

- a) Mandat

La mise en place de ce comité vise les objectifs suivants :

1. Établir un mécanisme de consultation et de concertation des ministères et organismes du gouvernement du Québec pour déterminer les grandes orientations du Québec en regard de son action au sein de la Francophonie.
2. Élaborer les positions gouvernementales québécoises en vue de la tenue des instances régulières de la Francophonie, notamment la Commission de coopération et de programmation, la Commission économique, les différents groupes de travail et les conférences ministérielles sectorielles (CONFEMEN et CONFES).
3. Valoriser l'échange d'informations et mesurer pleinement l'apport et l'action du gouvernement du Québec en Francophonie.
4. Favoriser le renforcement de l'action du gouvernement du Québec envers l'Afrique francophone, par le biais d'un arrimage entre nos actions multilatérales et bilatérales.

- b) Liste des membres :

Présidé par le sous-ministre adjoint aux politiques et affaires francophones et multilatérales du Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), le comité est formé des ministères et organismes suivants :

- Ministère de la Culture et des Communications
- Secrétariat à la condition féminine
- Secrétariat à la politique linguistique
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
- Secrétariat à la jeunesse
- Ministère de l'Économie, des Sciences et de l'Innovation
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
- Ministère de la Sécurité publique
- Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
- Assemblée nationale du Québec
- Directeur général des élections
- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

- c) Budget dépensé : aucun.
- d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucun
- e) Résultat atteint

La 4^e rencontre du Comité interministériel de la Francophonie s'est tenue en mai 2016 et a contribué à la préparation des positions du Gouvernement du Québec en vue du XVI^e Sommet de la Francophonie, qui s'est tenu à Madagascar, en novembre 2016.

Comité consultatif sur les étudiants étrangers du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion

- a) Mandat

Le Comité consultatif sur les étudiants étrangers du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion a pour mandat de conseiller le MIDI dans le dossier des étudiants étrangers, de refléter la position des professionnels des universités et des collèges dans divers dossiers concernant les étudiants étrangers, de tenir informés les professionnels des établissements d'enseignement et de regroupements d'établissements des actions proposées et de l'avancement des dossiers et de participer à l'élaboration de l'ordre du jour du Forum d'échange sur les étudiants étrangers.

- b) Liste des membres

- MIDI
- Ministère de l'Éducation et l'Enseignement supérieur
- Université Concordia
- Université du Québec en Outaouais
- Polytechnique Montréal
- Université Laval
- Université du Québec à Montréal
- Université du Québec à Chicoutimi
- Université du Québec à Trois-Rivières
- Université McGill
- Éducation internationale
- Fédération des cégeps
- Cégep de Sainte-Foy
- Association des collèges privés du Québec

- c) Budget dépensé : aucun
- d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucun
- e) Résultats atteints
 - Allègement et optimisation du processus de traitement des demandes de certificat d'acceptation du Québec (CAQ) pour études (96 % dans un délai de 20 jours);
 - Plan d'action sur le Programme de l'expérience québécoise;
 - Rappel sur les règles d'immigration applicables aux étudiants étrangers;
 - Rappel des bonnes pratiques en matière de recrutement d'étudiants étrangers;
 - Précision sur l'assurance maladie et hospitalisation pour les étudiants étrangers.

Comité des sous-ministres sur l'action internationale du Gouvernement du Québec

a) Mandat

Ce comité est sous la coordination du ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

Le volume 2 du Rapport de la Commission de révision permanente des programmes, intitulé « Cap sur la performance, la révision de certains programmes : quelques pistes », traite notamment de l'approche interministérielle en matière de présence internationale du Québec. C'est dans ce contexte que le Comité des sous-ministres sur l'action internationale du Gouvernement du Québec a été créé afin de mettre en œuvre des recommandations pour assurer une plus grande efficacité de l'action internationale du Gouvernement. La démarche vise à :

- veiller à une allocation optimale des ressources en fonction de l'atteinte des priorités gouvernementales;
- favoriser une meilleure synergie dans la conduite des actions sur la scène internationale;
- éviter les doublages et les chevauchements interministériels en action internationale.

b) Liste des membres

- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec;
- Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion;
- Ministère de la Culture et des Communications;
- Ministère du Tourisme;
- Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation ;
- Secrétariat aux affaires maritimes;
- Secrétariat à la communication gouvernementale, ministère du Conseil exécutif;
- Société du Plan Nord;
- Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports;
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de Lutte contre les changements climatiques.

c) Budget dépensé : aucun

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucun

e) Résultats atteints

Jusqu'à maintenant, une recension a été réalisée sur :

- les stratégies et plans d'action destinés à des cibles internationales
- les activités tenues sur les territoires étrangers et/ou à portée internationale tenues au Québec
- les ressources travaillant en action internationale ainsi que les différents budgets soutenant l'action internationale

Cette recension mènera à une analyse de l'information et à la réalisation d'une cartographie des stratégies, activités et ressources dédiées à l'action internationale, ce qui permettra l'établissement d'un diagnostic et de recommandations.

La rencontre du 28 février 2017 a été l'occasion de confirmer l'élaboration d'une stratégie de promotion internationale de l'offre éducative québécoise parmi les priorités gouvernementales. L'identification des priorités gouvernementales s'inscrit dans le cadre des travaux en cours pour le renouvellement de la Politique internationale du Québec (PIQ).

Comité interministériel sur la promotion internationale de l'offre éducative québécoise

a) Mandat

Ce comité est co-piloté par la Direction de la concertation de l'action internationale du ministère des Relations internationales et de la Francophonie et par la Direction des relations extérieures du MEES, dans le cadre de la concertation de l'action internationale et des priorités identifiées par le Gouvernement, en vue du renouvellement de la Politique internationale du Québec.

Ce comité permet de concerter des efforts pour résoudre des problématiques communes, définir une vision gouvernementale concernant les enjeux liés à l'attraction d'étudiants internationaux et établir une analyse comparative des différentes stratégies menées par les pays recruteurs d'étudiants internationaux afin d'optimiser les actions en ce sens.

Les membres du comité travaillent de concert pour élaborer une stratégie de promotion internationale de l'offre éducative québécoise, incluant un éventail de mesures dont la prise en charge et le financement relèvent de l'approbation des divers ministères concernés.

b) Liste des membres

Co-piloté par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie et le MEES, le comité est également formé des membres suivants :

- Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion;
- Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation;
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

La Régie de l'assurance maladie du Québec et les Fonds de recherche du Québec ont également pris part à l'évaluation des mesures proposées.

c) Budget dépensé : aucun

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucun

e) Résultats atteints

- Depuis le début de l'été 2016, des travaux de concertation entre les principaux ministères concernés par l'attraction et la rétention des étudiants internationaux ont été menés par le biais de ce comité afin d'améliorer la coordination des actions gouvernementales en matière de promotion internationale de l'offre éducative québécoise;
- Consultation des réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur le 2 octobre 2016 autour du chapitre portant sur la mobilité étudiante dans le cadre du renouvellement de la Politique internationale du Québec qui sera lancé au printemps 2017;
- Consultation des réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur le 30 novembre 2016, à l'invitation du MEES, afin d'identifier les mécanismes et mesures à mettre en place pour attirer davantage d'élèves et étudiants internationaux;
- À partir de ces consultations et de différents documents de référence et projets proposés par les réseaux, un document d'orientation a été produit, dressant un portrait des actions et problématiques en matière de recrutement, d'accueil et d'intégration des étudiants internationaux.
- Quatre principales orientations ont été fixées pour la stratégie de promotion internationale de l'offre éducative, auxquelles les ministères ont rattaché des cibles et des mesures.
- Les mesures font l'objet d'une analyse au sein des différents ministères concernés afin d'évaluer la réalisation et le financement possibles pour chacune d'elles;
- Une proposition de mécanisme de coordination et d'opérationnalisation est en cours d'analyse et d'approbation.

Comité interministériel relatif à l'UNESCO

a) Mandat

Ce comité est sous la coordination du ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

La mise en place de ce comité vise les objectifs suivants :

1. Mettre en place un mécanisme de consultation et de concertation des ministères et organismes du Gouvernement du Québec afin d'établir les grandes orientations du Gouvernement du Québec en regard de l'action de l'UNESCO;
2. Identifier les secteurs et les dossiers prioritaires pour le Gouvernement du Québec à l'UNESCO;
3. Convenir de l'implication de chaque ministère et organisme concerné dans les dossiers de l'UNESCO et favoriser une coordination de leur participation aux affaires de l'UNESCO;
4. Convenir d'un mécanisme visant à l'élaboration de positions gouvernementales québécoises dans les secteurs et les dossiers prioritaires pour le Gouvernement du Québec;
5. Convenir des modes de communication nécessaires pour assurer une transmission ordonnée des positions québécoises à la représentante permanente du Gouvernement du Québec auprès de l'UNESCO, au gouvernement canadien et, par l'intermédiaire du ministère des Affaires mondiales Canada, à la Commission canadienne pour l'UNESCO (CCUNESCO);
6. Établir des modalités d'identification et de désignation d'experts québécois et de représentants gouvernementaux au sein d'une délégation, dans les réunions intergouvernementales et les conférences internationales tenues sous l'égide de l'UNESCO;
7. Convenir d'un mécanisme d'identification d'experts de la société civile québécoise dans les commissions sectorielles de la CCUNESCO et au sein de comités d'experts non gouvernementaux mis sur pied sous l'égide de l'UNESCO.

Il se réunit une fois par année pour faire le bilan des réalisations du Gouvernement du Québec à l'UNESCO et pour faire connaître les priorités et les intérêts des ministères au regard de l'UNESCO.

b) Liste des membres

Présidé par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, le comité est formé des ministères et organismes suivants :

- Ministère de la Culture et des Communications
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
- Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
- Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
- Secrétariat du Conseil du Trésor
- Secrétariat à la condition féminine
- Secrétariat à la politique linguistique
- Secrétariat aux affaires maritimes
- Commission de l'éthique en science et en technologie
- Bibliothèque et Archives nationales du Québec

c) Budget dépensé : aucun

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucun

■

e) Résultats atteints : Aucun

Table centrale sur l’accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones

a) Mandat

Appuyer les travaux des tables locales sur l’accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones (La Tuque/ Trois-Rivières, Maniwaki, Sept-Îles et Val-d’Or) en plus de coordonner l’ensemble des travaux sur le territoire du Québec afin d’assurer la cohérence et la cohésion des actions. La table centrale a également comme mandat d’élaborer les orientations générales en matière de prestation de services pour les Autochtones dans les villes.

b) Liste des membres

Secrétariat aux affaires autochtones, ministère de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, Regroupement des centres d’amitié autochtone et ministère de la Justice.

c) Budget dépensé : aucun

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucun

e) Résultats atteints

Élaboration d’un cadre de référence pour alimenter et orienter les travaux des tables locales. Coordination de la mise en place des tables locales. Élaboration de cadre de suivi des travaux des tables locales.

Table centrale sur l’accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones

a) Mandat

Appuyer les travaux des tables locales sur l’accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones (Mauricie, Maniwaki, Montréal, Sept-Îles et Val-d’Or) en plus de coordonner l’ensemble des travaux sur le territoire du Québec afin d’assurer la cohérence et la cohésion des actions. La table centrale a également comme mandat d’élaborer les orientations générales en matière de prestation de services pour les Autochtones dans les villes.

b) Liste des membres

Secrétariat aux affaires autochtones, ministère de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, Regroupement des centres d’amitié autochtone, ministère de la Justice et ministère du Travail, de l’Emploi et de la solidarité sociale

c) Budget dépensé : aucun

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucun

e) Résultats atteints

Suivi des travaux des tables locales et mise en place d’une nouvelle table locale à Montréal. Analyse des différents plans d’action des tables locales.

Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones

a) Mandat

Créer un lieu officiel de concertation entre le Ministère et différentes organisations (scolaires, communautaires et autochtones) concernant les interventions possibles pour améliorer significativement la persévérance et la réussite éducative de ces élèves, incluant l’amélioration du taux de diplomation (jeunes et adultes).

b) Liste des membres

MEES, Ministère de la Famille, Secrétariat aux Affaires autochtones, Affaires autochtones et du Nord Canada, Commission scolaire crie, Commission scolaire Kativik, Commission scolaire Central Québec, Commission scolaire du Littoral, Commission scolaire de la Baie-James, Association des directions générales des commission scolaires, Association des commissions scolaires anglophones du Québec, Comité d'éducation naskapi, Conseil scolaire des Premières Nations en éducation des adultes. Centre de développement de la formation et de la main d'œuvre huron-wendat, Conseil en éducation des Premières Nations, Institut Tshakapesh, Conseil de la nation Atikamekw, Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec.

c) Budget dépensé : 15 196,39 \$

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres, incluant les taxes

Frais de déplacement : 5 952,30 \$

Frais de repas : 2 994,43 \$

Frais d'hébergement : 1 372,53 \$

Autres frais : 3 677,13 \$

e) Résultats atteints

La présence à une même table de tous les acteurs de l'éducation autochtone permet une prise en compte des besoins du milieu, une cohérence des actions et offre un lieu d'expression des Premières Nations et Inuit en ce qui a trait à leur éducation. La première rencontre de la Table a servi à présenter la Politique de réussite éducative, à discuter du mandat et faire un état de la situation dans les différents milieux.

Conférence administrative régionale – Abitibi-Témiscamingue

a) Mandat

Assure la concertation, de même que l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux, notamment lors de la mise en œuvre des politiques ainsi que des actions à l'égard du développement régional, afin d'assurer une vision intégrée et cohérente.

b) Liste des membres

Directeur régional du ministère des Affaires municipales et des Régions, le directeur régional ou un représentant de chaque ministère et organisme) dont l'action a un impact sur le développement de la région et, le cas échéant, les MRC de la région.

c) Budget dépensé : 1 906 \$ (total des frais, 2 rencontres)

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 1 054 \$

Frais de repas : 239 \$

Frais d'hébergement : 578 \$

Autres frais : 35 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à cette conférence permet de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas, échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Conférence administrative régionale – Côte-Nord

a) Mandat

Assure la concertation, de même que l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux, notamment lors de la mise en œuvre des politiques ainsi que des actions à l'égard du développement régional, afin d'assurer une vision intégrée et cohérente.

b) Liste des membres

Directeur régional du ministère des Affaires municipales et des Régions, le directeur régional ou un représentant de chaque ministère et organisme (Éducation, Santé et services sociaux, Économie, Transport, Secrétariat aux affaires autochtones, Société du Plan Nord, Hydro-Québec, etc.) dont l'action a un impact sur le développement de la région, et au besoin, les MRC de la région.

c) Budget dépensé : 1 161 \$ (total des frais)

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 955 \$

Frais de repas : 61 \$

Frais d'hébergement : 139 \$

Autres frais : 6 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à cette conférence permet de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas, échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Conférence administrative régionale – Nord-du-Québec

a) Mandat

Assure la concertation, de même que l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux, notamment lors de la mise en œuvre des politiques ainsi que des actions à l'égard du développement régional, afin d'assurer une vision intégrée et cohérente.

b) Liste des membres

Directeur régional du ministère des Affaires municipales et des Régions, le directeur régional ou un représentant de chaque ministère et organisme (Éducation, Santé et services sociaux, Économie, Transport, Secrétariat aux affaires autochtones, Société du Plan Nord, Hydro-Québec, etc.) dont l'action a un impact sur le développement de la région, et le cas échéant, les MRC de la région.

c) Budget dépensé : 1 906 \$ (total des frais, 2 rencontres)

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 1 054 \$

Frais de repas : 239 \$

Frais d'hébergement : 578 \$

Autres frais : 35 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à cette conférence permet de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas, échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Conférence administrative régionale de l'Outaouais

a) Mandat

Assure la concertation, de même que l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux, notamment lors de la mise en œuvre des politiques ainsi que des actions à l'égard du développement régional, afin d'assurer une vision intégrée et cohérente

b) Liste des membres

Directeur régional du ministère des Affaires municipales et des Régions, le directeur régional ou un représentant de chaque ministère et organisme dont l'action a un impact sur le développement de la région, et le cas échéant, les MRC de la région. Le mandat de représentation du Ministère confié à madame Lise Langlois s'est terminé en décembre. Elle a été remplacée par madame Geneviève Moisan, sous-ministre adjointe du secteur des territoires, statistiques et enquêtes.

c) Budget dépensé

Une rencontre a eu lieu le 13 octobre à Gatineau. Les dépenses liées à la participation de M^{me} Langlois directrice des services à la communauté anglophone est de 248 \$.

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 84\$

Frais de repas : 46\$

Frais d'hébergement : 105 \$

Autres frais : 13 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à cette conférence permet de s'assurer d'une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas, échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur

Conseil régional des partenaires du marché du travail de l'Abitibi-Témiscamingue

a) Mandat

- Définir la problématique du marché du travail dans sa région en fonction des orientations générales de la politique du marché du travail.
- Soumettre annuellement à l'approbation de la Commission un plan d'action régional en matière de main-d'œuvre et d'emploi accompagné d'un avis sur les plans d'action locaux sur l'économie et l'emploi (PALÉE) des centres locaux de développement (CLD).
- Adapter aux réalités de la région les mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi.
- Identifier des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Proposer à la Commission des critères de répartition des ressources afférentes aux mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi allouées au niveau régional.
- Identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet, par Emploi-Québec, d'ententes spécifiques régionales en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Promouvoir auprès de la Conférence régionale des élus (CRÉ) la prise en compte des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.

b) Liste des membres

- **6 membres représentant la main-d'œuvre**, choisis après recommandation d'associations de salariés représentatives de la région.
- **Membres représentant les entreprises**, choisis après recommandation d'associations d'employeurs représentatives de la région.
- **Autres membres, d'organismes communautaires** œuvrant dans le domaine de la main-d'œuvre et de l'emploi et **4 issus des milieux de la formation** :

- **Le directeur régional d'Emploi-Québec**
- **Sont aussi membres du conseil régional**, mais sans y avoir droit de vote, les personnes suivantes :
 - le directeur régional du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation;
 - le directeur régional du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
 - un représentant du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

c) Budget dépensé : 524 \$ (total des frais)

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 326 \$

Frais de repas : 50 \$

Frais d'hébergement : 142 \$

Autres frais : 6 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à ce conseil régional permet également de s'assurer d'une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Conseil régional des partenaires du marché du travail de la Côte -Nord

a) Mandat

- Définir la problématique du marché du travail dans sa région en fonction des orientations générales de la politique du marché du travail.
- Soumettre annuellement à l'approbation de la Commission un plan d'action régional en matière de main-d'œuvre et d'emploi accompagné d'un avis sur les plans d'action locaux sur l'économie et l'emploi (PALÉE) des centres locaux de développement (CLD).
- Adapter aux réalités de la région les mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi.
- Identifier des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Proposer à la Commission des critères de répartition des ressources afférentes aux mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi allouées au niveau régional.
- Identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet, par Emploi-Québec, d'ententes spécifiques régionales en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Promouvoir auprès de la Conférence régionale des élus (CRÉ) la prise en compte des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.

b) Liste des membres

- **6 membres représentant la main-d'œuvre**, choisis après recommandation d'associations de salariés représentatives de la région.
- **Membres représentant les entreprises**, choisis après recommandation d'associations d'employeurs représentatives de la région.
- **Autres membres, 2 d'organismes communautaires** œuvrant dans le domaine de la main-d'œuvre et de l'emploi et **4 issus des milieux de la formation** :
 - **Le directeur régional d'Emploi-Québec**
 - **Sont aussi membres du conseil régional**, mais sans y avoir droit de vote, les personnes suivantes :
 - le directeur régional du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation;
 - le directeur régional du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
 - un représentant du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

c) Budget dépensé : 524 \$ (total des frais)

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 326 \$
 Frais de repas : 50 \$
 Frais d'hébergement : 142 \$
 Autres frais : 6 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à ce conseil régional permet également de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Conseil régional des partenaires du marché du travail – Nord-du-Québec

a) Mandat

- Définir la problématique du marché du travail dans sa région en fonction des orientations générales de la politique du marché du travail.
- Soumettre annuellement à l'approbation de la Commission un plan d'action régional en matière de main-d'œuvre et d'emploi accompagné d'un avis sur les plans d'action locaux sur l'économie et l'emploi (PALÉE) des centres locaux de développement (CLD).
- Adapter aux réalités de la région les mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi.
- Identifier des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Proposer à la Commission des critères de répartition des ressources afférentes aux mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi allouées au niveau régional.
- Identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet, par Emploi-Québec, d'ententes spécifiques régionales en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Promouvoir auprès de la Conférence régionale des élus (CRÉ) la prise en compte des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.

b) Liste des membres

- **6 membres représentant la main-d'œuvre**, choisis après recommandation d'associations de salariés représentatives de la région.
- **Membres représentant les entreprises**, choisis après recommandation d'associations d'employeurs représentatives de la région.
- **Autres membres, d'organismes communautaires** œuvrant dans le domaine de la main-d'œuvre et de l'emploi et **4 issus des milieux de la formation** :
 - **Le directeur régional d'Emploi-Québec**
 - **Sont aussi membres du conseil régional**, mais sans y avoir droit de vote, les personnes suivantes :
 - le directeur régional du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation;
 - le directeur régional du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
 - un représentant du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

c) Budget dépensé : 5 24 \$ (total des frais)

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 326 \$
 Frais de repas : 50 \$
 Frais d'hébergement : 142 \$
 Autres frais : 6 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à ce conseil régional permet également de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Comité	Comité de suivi interministériel du <i>Plan d’action gouvernemental de lutte contre l’homophobie et la transphobie 2017-2022</i>
Mandat	Le Comité de suivi interministériel du <i>Plan d’action gouvernemental de lutte contre l’homophobie et la transphobie 2017-2022</i> est de collaborer aux travaux d’élaboration du plan d’action en effectuant notamment les travaux suivants : • informer les autorités responsables de leur ministère ou organisme des travaux en cours et de ceux à réaliser ainsi que des échéanciers prévus, et ce, en temps utile; • veiller à la collecte des informations utiles au bilan final du Plan d’action 2011-2016 et aux travaux d’élaboration du plan d’action 2017-2022; • transmettre les propositions d’action de leur ministère ou organisme pour le futur Plan d’action; • remplir les fiches nécessaires aux travaux d’élaboration du plan d’action 2017-2022 et voir à leur approbation; • formuler des commentaires et des suggestions sur les documents du Bureau de lutte contre l’homophobie, sur le fonctionnement adéquat du comité interministériel et le déroulement des travaux.
Membres	Coordination : Ministère de la Justice Ministères et organismes gouvernementaux Affaires municipales et Occupation du territoire Directeur de l’État civil Éducation et Enseignement supérieur Famille Immigration, de la Diversité et de l’Inclusion Relations internationales et de la Francophonie Santé et Services sociaux Secrétariat à la condition féminine Secrétariat à la jeunesse Secrétariat aux aînés Secrétariat aux affaires autochtones Sécurité publique Travail, Emploi et Solidarité sociale
Budget, frais de déplacement et repas	Un montant de 7 000 \$ a été versé en convention d’aide en 2017-2018 pour l’organisation du Colloque Agir contre l’homophobie et la transphobie Solidaires dans la diversité sexuelle et de genre
Résultats atteints	Le Guide pour les établissements d’enseignement Mesures d’ouverture et de soutien envers les jeunes trans et les jeunes non binaires a été publié Le colloque Agir contre l’homophobie et la transphobie Solidaires dans la diversité sexuelle et de genre a eu lieu

Comité	Comité du <i>Plan d’action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale (PLP3)</i>
Mandat	Le mandat de ce comité est défini par les actions suivantes : • soutenir les travaux du comité interministériel des gestionnaires; • prendre connaissance des rapports des comités de réflexion, procéder à leur analyse et convenir des enjeux à retenir pour les cahiers de consultation; • présenter les outils de consultation publique au comité interministériel des gestionnaires; • élaborer les mesures en collaboration avec les directions et secteurs de chaque ministère et organismes impliqués dans le PLP3; • assurer la constance et la cohérence des actions gouvernementales pour l’élaboration du PLP3 en fonction des orientations portées par chaque organisation; • assurer la prise en compte de l’analyse différenciée selon les sexes, des objectifs du développement durable et des particularités en matière d’évaluation lors de l’élaboration des mesures.
Membres	Coordination : Ministère du Travail, Emploi et Solidarité sociale Ministères et organismes Affaires municipales et Occupation du territoire Agriculture, Pêcheries et Alimentation Culture et Communications Économie, Science et Innovation Éducation et Enseignement supérieur Énergie et Ressources naturelles Famille Finances Immigration, Diversité et Inclusion Justice Office des personnes handicapées du Québec Santé et des Services sociaux Secrétariat à la condition féminine Secrétariat à la Jeunesse Secrétariat aux affaires autochtones Secrétariat aux aînés Société d’habitation du Québec Transports, Mobilité durable et Électrification des transports
Budget, frais de déplacement et repas	Aucun
Résultats atteints	Travaux en cours

Comité	Comité interministériel de suivi du <i>Plan d’action contre la maltraitance envers les aînés</i>
Mandat	Le comité interministériel se veut un lieu d’échanges, d’information, de concertation et de rétroaction entre les ministères participants afin que soit privilégiée une approche gouvernementale cohérente et une réponse adéquate à la problématique de la maltraitance envers les personnes aînées.
Membres	Coordination : Secrétariat aux aînés Ministères et organismes : Autorité des marchés financiers Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse Curateur public du Québec Directeur des poursuites criminelles et Éducation et de l’Enseignement supérieur Immigration, de la Diversité et de l’Inclusion Justice Office des personnes handicapées du Québec Santé et des Services sociaux Secrétariat à la condition féminine Secrétariat aux affaires autochtones Sécurité publique Société d’habitation du Québec
Budget, frais de déplacement et repas	Aucun
Résultats atteints	Travaux en cours

Comité	Comité interministériel en développement durable
Mandat	Le Comité interministériel en développement durable (CIDD) est un lieu d'échanges, d'information et de promotion du développement durable. Entre autres choses, le CIDD : • soutient et accompagne le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable; • favorise la concertation et l'harmonisation des diverses interventions menées au sein de l'administration publique québécoise; • participe à la coordination du suivi de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des états d'avancement périodiques ainsi que des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable.
Membres	Coordination : Ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques Ministères (19) Affaires municipales et Occupation du territoire Agriculture, Pêcheries et Alimentation Conseil exécutif Culture et Communications Économie, Science et Innovation Éducation et Enseignement supérieur Énergie et Ressources naturelles Famille Finances Forêts, Faune et Parcs Immigration, Diversité et Inclusion Justice Relations internationales et Francophonie Santé et Services sociaux Secrétariat du Conseil du trésor Sécurité publique Tourisme Transports, Mobilité durable et Électrification des transports Travail, Emploi et Solidarité sociale Organismes (35) Agence du Revenu du Québec Agence métropolitaine de transport Bibliothèque et archives nationales du Québec Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Centre de recherche industrielle du Québec Centre de services partagés du Québec Commissaire à la santé et au bien-être Commission de protection du territoire agricole du Québec Commission de la construction du Québec Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse Commission des normes, de l'équité de la santé et de la sécurité au travail Conseil Cris-Québec sur la foresterie Fonds de recherche du Québec Hydro-Québec Institut de la statistique du Québec Institut national d'excellence en santé et en services sociaux Investissement Québec La Financière agricole du Québec Office de la protection du consommateur Office des personnes handicapées du Québec Recyc-Québec Régie de l'assurance maladie du Québec

	Régie de l'énergie Régie du bâtiment du Québec Régie du cinéma Retraite Québec Société de l'assurance automobile du Québec Société d'habitation du Québec Société des alcools du Québec Société des établissements de plein air du Québec Société des loteries du Québec (Loto-Québec) Société des traversiers du Québec Société du Centre des congrès de Québec Société du Plan Nord Joanne Laberge Société québécoise des infrastructures
Budget, frais de déplacement et repas	Aucun
Résultats atteints	Travaux en cours

Comité	Comité interministériel Jeunesse
Mandat	Le Comité interministériel jeunesse a pour mandat : • de participer à la mise en œuvre de la Politique québécoise de la jeunesse (PQJ) et de la Stratégie d'action jeunesse 2016-2021 (STRAJ); • et de coordonner les activités relatives à la jeunesse sur le plan gouvernemental. À ce titre, il appuie l'action stratégique du Secrétariat à la jeunesse dans le cadre de ses activités et de l'application de la clause d'impact jeunesse, notamment lors du dépôt de documents au Conseil exécutif.
Membres	Coordination : Secrétariat à la jeunesse Ministères et organismes: Affaires municipales et Occupation du territoire Agriculture, Pêcheries et Alimentation Culture et Communications Développement durable, Environnement et Lutte aux changements climatiques Économie, Science et Innovation Éducation et Enseignement supérieur Famille Finances Immigration, Diversité et Inclusion Relations internationales et Francophonie Santé et Services sociaux Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques Secrétariat aux affaires autochtones Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes Travail, Emploi et Solidarité sociale
Budget, frais de déplacement et repas	Aucun
Résultats atteints	Travaux en cours

Comité	Comité interministériel pour l’élaboration d’une politique gouvernementale de prévention en santé
Mandat	Assurer la réalisation du projet selon une approche de collaboration intersectorielle, en cohérence avec les fondements de la PGPS; Convenir des grandes orientations du projet sur le plan des processus de travail, des contenus et des ressources financières; Assurer les liens à de plus hauts niveaux hiérarchiques entre les ministères/organismes (M/O) afin de dénouer des enjeux importants; Délibérer sur le projet de PAI proposé par le Comité stratégique, en vue de l’approuver et le soumettre au Conseil des ministres; Assumer des responsabilités au regard de la gouvernance générale de la PGPS pour la première année de mise en oeuvre, incluant la réalisation d’une première reddition de comptes.
Membres	Coordination : Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministères et organismes : Affaires municipales et Occupation du territoire Agriculture, Pêcheries et Alimentation Conseil exécutif, incluant une participation du Secrétariat aux affaires autochtones Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques Éducation et Enseignement supérieur Famille, incluant une participation du Secrétariat aux aînés Finances Régie du bâtiment du Québec Sécurité publique Société d’habitation du Québec Transports, Mobilité durable et Électrification des transports Travail, Emploi et Solidarité sociale, incluant une participation du Secrétariat du travail
Budget, frais de déplacement et repas	Aucun
Résultats atteints	Travaux en cours

Comité	Comité interministériel pour la progression des Québécoises en sciences et en technologies
Mandat	Ce comité a pour mandat de promouvoir les carrières d’avenir en sciences et en technologies auprès des femmes.
Membres	Coordination : Ministère de l’Économie, de la Science et de l’Innovation Ministères et organismes : Agriculture, Pêcheries et Alimentation Culture et Communications Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques Éducation et Enseignement supérieur Énergie et Ressources naturelles Forêts, Faune et Parcs Santé et Services sociaux Transports, Mobilité durable et Électrification des transports Travail, Emploi et Solidarité sociale
Budget, frais de déplacement et repas	Aucun
Résultats atteints	Travaux en cours

Comité	Comité interministériel pour la promotion de rapports égaux
Mandat	Ce comité permanent, coordonné par le Secrétariat à la condition féminine (SCF), a un rôle de conseil et de concertation, a pour mandat de : • assurer la coordination gouvernementale en matière de promotion de modèles et de comportements égaux; • assurer une cohésion dans la stratégie et dans le développement des travaux; • soutenir la réalisation d’outils pour la promotion de rapports égaux dans les lieux d’éducation.
Membres	Coordination : Secrétariat à la condition féminine Ministères et organismes : Bureau de lutte à l’homophobie (ministère de la Justice) Éducation et Enseignement supérieur Famille Immigration, Diversité et Inclusion Santé et Services sociaux Secrétariat à la jeunesse
Budget, frais de déplacement et repas	Aucun
Résultats atteints	Travaux en cours

Comité	Comité interministériel pour l’occupation et la vitalité du territoire
Mandat	Ce comité permanent, coordonné par le ministère des affaires municipales et de l’occupation du territoire, a pour mandat de définir les orientations suivantes : - agir pour mieux habiter nos territoires; - agir pour vivre de nos territoires; - agir en synergie (gouvernement et collectivités); - Relever les défis propres à la région métropolitaine de Montréal.
Membres	Coordination : ministère des affaires municipales et de l’occupation du territoire Ministères et organismes : Agence métropolitaine de transport Agriculture, Pêcheries et Alimentation du Québec Centre des services partagés du Québec Conseil exécutif Culture et Communications Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques Économie, Science et Innovation Éducation et Enseignement supérieur Énergie et Ressources naturelles Famille Forêts, Faune et Parcs Hydro-Québec Immigration, Diversité et Inclusion Investissement Québec Justice Santé et Services sociaux Secrétariat à la Capitale-Nationale Secrétariat à la Condition féminine Sécurité publique Société des établissements de plein-air du Québec Société des traversiers du Québec Société d’habitation du Québec Société Plan Nord Tourisme Transport
Budget, frais de déplacement et repas	Aucun
Résultats atteints	Travaux en cours

Comité	Table d’accompagnement du réseau scolaire en développement durable
Mandat	Élaborer et mettre en œuvre un plan d’accompagnement du réseau scolaire en matière de développement durable avec la collaboration de divers partenaires de ce réseau; Amener les commissions scolaires et les établissements d’enseignement privés à se doter volontairement d’une démarche de développement durable.
Membres	Coordination : Ministère de l’Éducation et l’Enseignement supérieur Ministères et organismes : Association des directions générales des commissions scolaires Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec Association québécoise des cadres scolaires Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques Fédération des commissions scolaires du Québec Fédération des établissements d’enseignement privés Université Laval 1 conseiller pédagogique en science au primaire 1 conseiller pédagogique en science au secondaire 1 conseiller pédagogique en univers social
Budget, frais de déplacement et repas	Aucun
Résultats atteints	Travaux en cours

Comité	Table interministérielle en dépendance
Mandat	Le mandat de la Table interministérielle en dépendance consiste à assumer un leadership dans l’élaboration du plan d’action en dépendance, et ce, de façon concertée. Dans cette perspective, le comité de coordination de la Table, composé de décideurs (soit principalement de directeurs) provenant des ministères et organismes gouvernementaux concernés, doit s'assurer de la planification et de la réalisation des travaux, en tenant compte des échéanciers prévus. À cette fin, la Table a pour responsabilité : • de valider le plan de travail; • de statuer sur les mécanismes de consultation qui seront mis en place; • d’identifier, dans le respect des responsabilités de chaque organisation, les orientations à préconiser et les actions à mettre de l’avant; • de participer à l’élaboration du plan d’action en fournissant les livrables attendus et convenus par le comité; • de favoriser l’implantation du plan d’action et d’en assurer le suivi.
Membres	Coordination : Ministère de la Santé et Services sociaux Ministères et organismes : Affaires municipales et Occupation du territoire Éducation et Enseignement supérieur Famille Finances Justice Régie des alcools, de la course et des jeux Secrétariat à la jeunesse Secrétariat aux affaires autochtones Secrétariat aux Aînés Sécurité publique Société de l’assurance automobile du Québec Société des loteries du Québec (Loto-Québec)
Budget, frais de déplacement et repas	Aucun
Résultats atteints	Travaux en cours

Comité	Table interministérielle en itinérance
Mandat	Pour la période de 2015-2020, le mandat de la Table interministérielle en itinérance consiste à agir à titre de comité de suivi du plan d’action interministériel en itinérance en vue de favoriser son implantation et de faciliter la concertation des partenaires ainsi que la coordination des actions, dans une optique de continuité et de complémentarité.
Membres	Coordination : Ministère de la Ministères et organismes : Affaires municipales et Occupation du territoire Commission de la Santé et des Services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador Direction des poursuites criminelles et pénales Éducation et Enseignement supérieur Immigration, Diversité et Inclusion Justice Secrétariat à la condition féminine Secrétariat à la jeunesse Secrétariat à la région métropolitaine Secrétariat aux aînés Secrétariat aux affaires autochtones Sécurité publique Société d’habitation du Québec Régie de l’assurance maladie du Québec Travail, Emploi et Solidarité sociale
Budget, frais de déplacement et repas	Aucun
Résultats atteints	Travaux en cours

Comité	Comité mixte pour l’optimisation de la reddition de comptes à l’enseignement collégial
Mandat	Le comité mixte a pour mandat de : • valider le plan de travail 2016-2018 d’optimisation des processus ministériels à l’enseignement collégial; • préparer un état de situation à la suite des travaux d’optimisation menés en 2010-2011 et faire des recommandations appropriées à cet égard; • conseiller et soutenir l’équipe chargée de l’optimisation des processus ministériels à l’égard des établissements d’enseignement collégial; • donner son avis sur les documents et outils préparés par cette équipe dans le cadre de la mise en œuvre du plan de travail; • diffuser l’information sur l’avancement des travaux d’optimisation des processus ministériels au sein des membres de la Fédération des Cégeps.
Membres	Coordination conjointe : Fédération des cégeps Ministère de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur
Budget et frais de déplacement et repas	Aucun honoraire n’a été versé aux membres de ce comité.
Résultats atteints	Travaux en cours

Comité	Table des conseillers en architecture d’entreprise
Mandat	La Table des conseillers en architecture d’entreprise a été créée aux fins de : • permettre aux ministères et organismes de contribuer à l’élaboration et/ou d’influencer les éléments structurants gouvernementaux tels que la vision cible en RI et l’architecture d’entreprise • améliorer la concertation entre les organismes centraux (MSG, CSPQ et Services Québec) et les ministères et organismes • favoriser le partage des expertises et des connaissances pour améliorer et accélérer le déploiement du gouvernement en ligne • identifier des opportunités de services communs et de projets structurants en vue d’accélérer la mise en œuvre du gouvernement en ligne
Membres	Coordination : Secrétariat du Conseil du Trésor Ministères Affaires municipales et Occupation du territoire Agriculture, Pêcheries et Alimentation Conseil exécutif Culture et Communications Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques Éducation et Enseignement supérieur Énergie et Ressources naturelles Famille Finances Immigration, Diversité et Inclusion Justice Relations internationales et Francophonie Sécurité publique Tourisme Transports, Mobilité durable et Électrification des transports Travail, Emploi et Solidarité sociale ■ Organismes Agence du Revenu du Québec Centre de services partagés du Québec Commission de protection du territoire agricole Commissions des normes, de l’équité de la santé et de la sécurité au travail Commission des transports du Québec Directeur des poursuites criminelles et pénales Directeur général des élections du Québec Institut de la statistique du Québec La Financière agricole du Québec Régie de l’assurance maladie du Québec Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec Retraite Québec Services Québec Société de l’assurance automobile du Québec Sûreté du Québec Tribunal administratif du Québec Ville de Québec
Budget et frais de déplacement et repas	Aucun
Résultats atteints	Travaux en cours

Comité	Comité de suivi de l’entente du Fonds d’investissement stratégique pour les établissements postsecondaires (FIS)
Mandat	Le comité de suivi de l’entente du Fonds d’investissement stratégique pour les établissements postsecondaires (FIS) a comme mandat de : Veiller au suivi administratif et à la mise en œuvre de l’Entente : • convoquer des réunions trimestrielles ou au besoin et préparer un ordre du jour et une rédaction du procès-verbal; • garantir que les bénéficiaires finaux respectent les exigences en matière de rapports; • au besoin, recommander aux Parties de modifier l’Entente. Veiller à la mise en œuvre du protocole de communication : • coordonner les activités de communication; • formuler des recommandations relatives aux initiatives de communication du FIS et y consentir; • garantir que les produits satisfont aux besoins de tous les partenaires; • respecter les dispositions pertinentes de l’Entente et du protocole de communication; examiner toute question litigieuse qui pourrait survenir entre les parties et tenter de résoudre tout différent potentiel, conformément à l’Entente.
Membres	Coordination : Ministère de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur Ministères et organismes : Économie, Science et Innovation Innovation, Science et développement Économique Canada Santé et des Services sociaux
Budget et frais de déplacement et repas	Aucun
Résultats atteints	Travaux en cours

Comité	Comité interministériel (FIS)
Mandat	Le comité interministériel du Fonds d’investissement stratégique pour les établissements postsecondaires (FIS) a comme mandat de : • recommander de façon consensuelle les propositions et les orientations du Québec relatives au suivi de l’Entente; assurer le suivi de l’Entente; • assurer le suivi des projets, des enjeux et des risques; • veiller au suivi administratif et à la mise en œuvre de l’Entente; • veiller à la mise en œuvre du protocole de communication; • examiner toute question litigieuse qui pourrait survenir entre les parties et tenter de résoudre tout différent potentiel, conformément à l’Entente.
Membres	Coordination : Ministère de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur Ministères : Économie, Science et Innovation Santé et Services sociaux
Budget, frais de déplacement et repas	Aucun
Résultats atteints	Oui

Comité MEES-Partenaires

Année scolaire 2016-2017

Un nouveau comité a été mis en place.

- a) Ce Comité a comme mandat de proposer des orientations rejoignant les grands objets de préoccupation du réseau, en facilitant le travail collaboratif entre le Ministère et certains de ses principaux partenaires. Ce comité est le lieu où convergent les travaux des groupes de travail afin de dégager les orientations à proposer au ministre.

Objectifs

- Échanger sur les grands dossiers en cours au Ministère;
 - Soutenir le déploiement des orientations issues de nouvelles législations (ex. : Loi 105) en favorisant le partage d’information et le développement d’outils pour accompagner le réseau scolaire;
 - Formuler des recommandations sur la répartition des ressources par l’entremise du mode d’allocation des ressources;
 - Analyser diverses problématiques ponctuelles liées notamment à la distribution des ressources, aux encadrements financiers, aux infrastructures, aux ressources informationnelles ou aux dossiers pédagogiques;
 - Analyser l’impact de nouvelles politiques ministérielles ou gouvernementales ou, le cas échéant, toutes nouvelles lois, réglementations ou décisions (exemple : Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs, projet de loi modifiant la Loi sur l’instruction publique, etc.).
- b) Les membres du comité sont :

COMITÉ MEES-PARTENAIRES 2016-2017

Comme représentantes et représentants des partenaires

Association des directions générales des commissions scolaires (ADIGECS)	Éric Blackburn
Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec (ADGCASQ)	Rob Buttars
Association des administrateurs des écoles anglaises du Québec (AAESQ)	Michael Stirrup
Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ)	Carol Hefferman
Association des comités de parents anglophones (EPCA)	Debi Germann
Association montréalaise des directions d’établissement scolaire (AMDES)	Hélène Bourdages
Association québécoise des cadres scolaires	Mario Champagne
Association québécoise du personnel de direction des écoles (AQPDE)	Danielle Boucher
Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ)	Josée Bouchard
Fédération québécoise des directions d’établissement d’enseignement (FQDE)	Lorraine Charbonneau-Normand

Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ)

Lyne Deschamps

Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier

Jennifer Maccarone

Comme représentantes et représentants du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Secteur de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire

Anne-Marie Lepage

Secteur des infrastructures, des relations du travail dans le réseau et des partenariats et
Secteur de la gouvernance interne des ressources

François Bérubé

Direction générale du financement (DGF)

Nathalie Parenteau

Direction générale des services de soutien aux élèves (DSSE)

Yvon Doyle

Direction générale des services à l'enseignement (DGSE)

Geneviève Leblanc

DGIS

Direction générale des infrastructures scolaires

Hélène Gauthier

BSM-SSAADC

Direction des relations extérieures et services anglophones, aux autochtones et à la diversité culturelle

Christian Rousseau

Direction générale des politiques et de la performance ministérielle (DGPPM)

Francis Gauthier

Des groupes de travail sectoriels seront constitués lors de cette première année d'existence du Comité MEES-Partenaires :

- Règles budgétaires;
- Gouvernance des infrastructures;
- Gouvernance des ressources informationnelles;
- Régime financier; et
- Soutien à la mise en œuvre de dispositions législatives.

Ces groupes de travail tiendront des rencontres plus régulières, entre les rencontres du Comité MEES-Partenaires et auront des mandats spécifiques distincts.

- c) Les budgets dépensés pour le comité MEES-Partenaires et les groupes de travail sont assumés à même les budgets de fonctionnement des organisations membres.
- d) Aucun frais pour les représentants du Ministère. La seule rencontre tenue à ce jour a eu lieu à Québec.
- e) e) Une seule rencontre s'est tenue le 15 février 2017.

Comité sur la taxe scolaire

Année scolaire 2016-2017

Le mandat du comité consiste à proposer une solution pour résoudre les iniquités engendrées par la taxation scolaire notamment en éliminant les disparités entre contribuables francophones et anglophones, tout en maintenant le rendement de la taxe scolaire. Cette solution devra éviter de créer des chocs fiscaux important et préserver le principe de taxation et de perception par les commissions scolaires.

Les membres du comité sont les suivants :

- M^{me} Anne Boucher, directrice des programmes éducatifs et culturels du Secrétariat du Conseil du trésor
- M^{me} Sophie Boisvert, directrice des programmes économiques du Secrétariat du Conseil du trésor
- M. Étienne Paré, directeur des politiques locales et autochtones du ministère des Finances
- M. François Boilard, professionnel du ministère des Finances
- M. Bernard Guay, directeur général du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
- M^{me} Geneviève Camiré, professionnelle du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
- M^{me} Katlyn Langlais, direction des ressources financières et matérielles du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
- M^{me} Nathalie Parenteau, directrice générale du financement du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
- M. Guillaume Gibello, professionnel de la Direction des politiques et opérations budgétaires du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
- M. Patrick St-Cyr, directeur de la planification et du suivi budgétaires du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Aucun honoraire n'a été versé aux membres de ce comité.

Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC]

a) Mandat

Le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] est un organisme intergouvernemental fondé en 1967 par les ministres de l'Éducation et qui a pour mandat de :

- mettre sur pied un forum pour discuter de questions stratégiques;
- créer un mécanisme par lequel le conseil entreprend des activités, des projets et des initiatives dans des domaines d'intérêt commun;
- offrir un moyen de mener des consultations et de coopérer avec les organisations pancanadiennes du secteur de l'éducation et le gouvernement fédéral;
- constituer un instrument pour défendre sur la scène internationale les intérêts des provinces et des territoires en matière d'éducation.

Le CMEC assure un leadership en éducation aux échelons pancanadien et international et aide les provinces et territoires à exercer leur compétence exclusive en éducation.

b) Liste des membres

Toutes les provinces et territoires sont membres du CMEC.

c) Budget

Le Québec paie une cotisation annuelle pour être membre du CMEC. La cotisation 2018-2019 est évaluée à 1 183 519 \$.

d) Frais de déplacement

Voir QG 1

e) Résultats atteints

Le MEES est membre des comités et groupe de travail du CMEC qui servent de lieux d'échanges sur des sujets prioritaires. Il participe aux rencontres ministérielles, sous-ministérielles, ainsi qu'aux comités permanents et groupes de réflexion ponctuels pour tous les sujets le concernant.

Conférence administrative régionale – Chaudière-Appalaches

a) Mandat

Assure la concertation, de même que l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux, notamment lors de la mise en œuvre des politiques ainsi que des actions à l'égard du développement régional, afin d'assurer une vision intégrée et cohérente.

b) Liste des membres

Directeur régional du ministère des Affaires municipales et des Régions, le directeur régional ou un représentant de chaque ministère et organisme) dont l'action a un impact sur le développement de la région et, le cas échéant, les MRC de la région.

c) Budget dépensé : 95.70 \$

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 57,10 \$

Frais de repas : 28,60 \$

Frais d'hébergement : 0 \$

Autres frais : 10 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à cette conférence permet de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas, échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Conseil régional des partenaires du marché du travail – Chaudière-Appalaches

a) Mandat

- Définir la problématique du marché du travail dans sa région en fonction des orientations générales de la politique du marché du travail.
- Soumettre annuellement à l'approbation de la Commission un plan d'action régional en matière de main-d'œuvre et d'emploi accompagné d'un avis sur les plans d'action locaux sur l'économie et l'emploi (PALÉE) des centres locaux de développement (CLD).
- Adapter aux réalités de la région les mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi.
- Identifier des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Proposer à la Commission des critères de répartition des ressources afférentes aux mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi allouées au niveau régional.
- Identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet, par Emploi-Québec, d'ententes spécifiques régionales en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Promouvoir auprès de la Conférence régionale des élus (CRÉ) la prise en compte des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.

b) Liste des membres

- **6 membres représentant la main-d'œuvre**, choisis après recommandation d'associations de salariés représentatives de la région.
- **Membres représentant les entreprises**, choisis après recommandation d'associations d'employeurs représentatives de la région.
- **Autres membres, 2 d'organismes communautaires** œuvrant dans le domaine de la main-d'œuvre et de l'emploi et **4 issus des milieux de la formation** :
 - **Le directeur régional d'Emploi-Québec**

- **Sont aussi membres du conseil régional**, mais sans y avoir droit de vote, les personnes suivantes :
 - le directeur régional du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation;
 - le directeur régional du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
 - un représentant du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

c) Budget dépensé : 19,52 \$

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 19,52 \$

Frais de repas : 0 \$

Frais d'hébergement : 0 \$

Autres frais : 0 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à ce conseil régional permet également de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Conférence administrative régionale – Laval

a) Mandat

Assure la concertation, de même que l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux, notamment lors de la mise en œuvre des politiques ainsi que des actions à l'égard du développement régional, afin d'assurer une vision intégrée et cohérente.

b) Liste des membres

Directeur régional du ministère des Affaires municipales et des Régions, le directeur régional ou un représentant de chaque ministère et organisme) dont l'action a un impact sur le développement de la région et, le cas échéant, les MRC de la région.

c) Budget dépensé : 0 \$

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 0 \$

Frais de repas : 0 \$

Frais d'hébergement : 0 \$

Autres frais : 0 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à cette conférence permet de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas, échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Conseil régional des partenaires du marché du travail – Laval

a) Mandat

- Définir la problématique du marché du travail dans sa région en fonction des orientations générales de la politique du marché du travail.

- Soumettre annuellement à l'approbation de la Commission un plan d'action régional en matière de main-d'œuvre et d'emploi accompagné d'un avis sur les plans d'action locaux sur l'économie et l'emploi (PALÉE) des centres locaux de développement (CLD).
- Adapter aux réalités de la région les mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi.
- Identifier des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Proposer à la Commission des critères de répartition des ressources afférentes aux mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi allouées au niveau régional.
- Identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet, par Emploi-Québec, d'ententes spécifiques régionales en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Promouvoir auprès de la Conférence régionale des élus (CRÉ) la prise en compte des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.

b) Liste des membres

- **6 membres représentant la main-d'œuvre**, choisis après recommandation d'associations de salariés représentatives de la région.
- **Membres représentant les entreprises**, choisis après recommandation d'associations d'employeurs représentatives de la région.
- **Autres membres, 2 d'organismes communautaires** œuvrant dans le domaine de la main-d'œuvre et de l'emploi et **4 issus des milieux de la formation** :
 - **Le directeur régional d'Emploi-Québec**
 - **Sont aussi membres du conseil régional**, mais sans y avoir droit de vote, les personnes suivantes :
 - le directeur régional du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation;
 - le directeur régional du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
 - un représentant du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

c) Budget dépensé : 433.28 \$

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 223,17 \$

Frais de repas : 67,80 \$

Frais d'hébergement : 127,31 \$

Autres frais : 15 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à ce conseil régional permet également de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Conférence administrative régionale – Laurentides

a) Mandat

Assure la concertation, de même que l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux, notamment lors de la mise en œuvre des politiques ainsi que des actions à l'égard du développement régional, afin d'assurer une vision intégrée et cohérente.

b) Liste des membres

Directeur régional du ministère des Affaires municipales et des Régions, le directeur régional ou un représentant de chaque ministère et organisme) dont l'action a un impact sur le développement de la

région et, le cas échéant, les MRC de la région.

c) Budget dépensé : 309,09 \$

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 127,28 \$

Frais de repas : 52,10 \$

Frais d'hébergement : 129,71 \$

Autres frais : 0 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à cette conférence permet de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas, échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Conseil régional des partenaires du marché du travail – Laurentides

a) Mandat

- Définir la problématique du marché du travail dans sa région en fonction des orientations générales de la politique du marché du travail.
- Soumettre annuellement à l'approbation de la Commission un plan d'action régional en matière de main-d'œuvre et d'emploi accompagné d'un avis sur les plans d'action locaux sur l'économie et l'emploi (PALÉE) des centres locaux de développement (CLD).
- Adapter aux réalités de la région les mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi.
- Identifier des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Proposer à la Commission des critères de répartition des ressources afférentes aux mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi allouées au niveau régional.
- Identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet, par Emploi-Québec, d'ententes spécifiques régionales en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Promouvoir auprès de la Conférence régionale des élus (CRÉ) la prise en compte des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.

b) Liste des membres

- **6 membres représentant la main-d'œuvre**, choisis après recommandation d'associations de salariés représentatives de la région.
- **Membres représentant les entreprises**, choisis après recommandation d'associations d'employeurs représentatives de la région.
- **Autres membres, 2 d'organismes communautaires** œuvrant dans le domaine de la main-d'œuvre et de l'emploi et **4 issus des milieux de la formation** :
 - **Le directeur régional d'Emploi-Québec**
 - **Sont aussi membres du conseil régional**, mais sans y avoir droit de vote, les personnes suivantes :
 - le directeur régional du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation;
 - le directeur régional du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
 - un représentant du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

c) Budget dépensé : 283,07 \$

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 251,12 \$

Frais de repas : 31,95 \$

Frais d'hébergement : \$

Autres frais : \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à ce conseil régional permet également de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Conférence administrative régionale – Saguenay Lac-Saint-Jean

a) Mandat

Assure la concertation, de même que l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux, notamment lors de la mise en œuvre des politiques ainsi que des actions à l'égard du développement régional, afin d'assurer une vision intégrée et cohérente.

b) Liste des membres

Directeur régional du ministère des Affaires municipales et des Régions, le directeur régional ou un représentant de chaque ministère et organisme) dont l'action a un impact sur le développement de la région et, le cas échéant, les MRC de la région.

c) Budget dépensé : 214,73 \$

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 178,88 \$

Frais de repas : 35,85 \$

Frais d'hébergement : 0 \$

Autres frais : 0 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à cette conférence permet de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas, échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Conseil régional des partenaires du marché du travail – Saguenay Lac-Saint-Jean

a) Mandat

- Définir la problématique du marché du travail dans sa région en fonction des orientations générales de la politique du marché du travail.
- Soumettre annuellement à l'approbation de la Commission un plan d'action régional en matière de main-d'œuvre et d'emploi accompagné d'un avis sur les plans d'action locaux sur l'économie et l'emploi (PALÉE) des centres locaux de développement (CLD).
- Adapter aux réalités de la région les mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi.
- Identifier des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Proposer à la Commission des critères de répartition des ressources afférentes aux mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi allouées au niveau régional.

- Identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet, par Emploi-Québec, d'ententes spécifiques régionales en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Promouvoir auprès de la Conférence régionale des élus (CRÉ) la prise en compte des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.

b) Liste des membres

- **6 membres représentant la main-d'œuvre**, choisis après recommandation d'associations de salariés représentatives de la région.
- **Membres représentant les entreprises**, choisis après recommandation d'associations d'employeurs représentatives de la région.
- **Autres membres, 2 d'organismes communautaires** œuvrant dans le domaine de la main-d'œuvre et de l'emploi et **4 issus des milieux de la formation** :
 - **Le directeur régional d'Emploi-Québec**
 - **Sont aussi membres du conseil régional**, mais sans y avoir droit de vote, les personnes suivantes :
 - le directeur régional du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation;
 - le directeur régional du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
 - un représentant du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

c) Budget dépensé : 596,44 \$

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 536,64 \$

Frais de repas : 59,80 \$

Frais d'hébergement : 0 \$

Autres frais : 0 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à ce conseil régional permet également de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Conférence administrative régionale – Montérégie

a) Mandat

Assure la concertation, de même que l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux, notamment lors de la mise en œuvre des politiques ainsi que des actions à l'égard du développement régional, afin d'assurer une vision intégrée et cohérente.

b) Liste des membres

Directeur régional du ministère des Affaires municipales et des Régions, le directeur régional ou un représentant de chaque ministère et organisme dont l'action a un impact sur le développement de la région et, le cas échéant, les MRC de la région.

c) Budget dépensé : 243,97 \$

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 208,12 \$

Frais de repas : 35,85 \$

Frais d'hébergement : 0 \$

Autres frais : 0 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à cette conférence permet de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas, échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Conférence administrative régionale – Montréal

a) Mandat

Assure la concertation, de même que l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux, notamment lors de la mise en œuvre des politiques ainsi que des actions à l'égard du développement régional, afin d'assurer une vision intégrée et cohérente.

b) Liste des membres

Directeur régional du ministère des Affaires municipales et des Régions, le directeur régional ou un représentant de chaque ministère et organisme) dont l'action a un impact sur le développement de la région et, le cas échéant, les MRC de la région.

c) Budget dépensé : 402,35 \$

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 326,80 \$

Frais de repas : 60,55 \$

Frais d'hébergement : 0 \$

Autres frais : 15 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à cette conférence permet de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas, échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Comité provincial de filtrage

a) Mandat

Le Comité provincial de filtrage (le Comité) agit comme groupe de concertation, de partage d'expertises et de pratiques concernant toute question relative au filtrage de sécurité des personnes impliquant les corps de police du Québec.

b) Liste des membres

Le Comité est composé de représentants du ministère de la Sécurité publique, du ministère de la Famille, de la Sûreté du Québec, du Service de police de la Ville de Montréal, du Service de police de la Ville de Québec et de divers corps de police municipaux.

c) Budget dépensé : 282,21 \$

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 266,60 \$

Frais de repas : 15,61 \$

Frais d'hébergement : 0 \$

Autres frais : 0 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à ce comité permet de poursuivre les échanges et le partage d'information relatifs au filtrage de sécurité dans le réseau de l'éducation.

Conférence administrative régionale – Mauricie

a) Mandat

Assurer la concertation, de même que l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux, notamment lors de la mise en œuvre des politiques ainsi que des actions à l'égard du développement régional, afin d'assurer une vision intégrée et cohérente.

b) Liste des membres

Directeur régional du ministère des Affaires municipales et des Régions, le directeur régional ou un représentant de chaque ministère et organisme dont l'action a un impact sur le développement de la région et, le cas échéant, les MRC de la région.

c) Budget dépensé : 248,77 \$ (total des frais)

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 217,73 \$

Frais de repas : 21,54 \$

Autres frais : 9 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à cette conférence permet de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas, échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Conseil régional des partenaires du marché du travail – Mauricie

a) Mandat

- Définir la problématique du marché du travail dans sa région en fonction des orientations générales de la politique du marché du travail.
- Soumettre annuellement à l'approbation de la Commission un plan d'action régional en matière de main-d'œuvre et d'emploi accompagné d'un avis sur les plans d'action locaux sur l'économie et l'emploi (PALÉE) des centres locaux de développement (CLD).
- Adapter aux réalités de la région les mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi.
- Identifier des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Proposer à la Commission des critères de répartition des ressources afférentes aux mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi allouées au niveau régional.
- Identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet, par Emploi-Québec, d'ententes spécifiques régionales en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Promouvoir auprès de la Conférence régionale des élus (CRÉ) la prise en compte des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.

b) Liste des membres

- **6 membres représentant la main-d'œuvre**, choisis après recommandation d'associations de salariés représentatives de la région.

- **Membres représentant les entreprises**, choisis après recommandation d'associations d'employeurs représentatives de la région.
- **Autres membres, 2 d'organismes communautaires** œuvrant dans le domaine de la main-d'œuvre et de l'emploi et **4 issus des milieux de la formation** :
 - **Le directeur régional d'Emploi-Québec**
 - **Sont aussi membres du conseil régional**, mais sans y avoir droit de vote, les personnes suivantes :
 - le directeur régional du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation;
 - le directeur régional du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
 - un représentant du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

c) Budget dépensé : 300,85 \$ (total des frais)

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 248,95 \$

Frais de repas : 42,90 \$

Autres frais : 9 \$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à ce conseil régional permet également de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Conférence administrative régionale – Lanaudière

1) Mandat

Assurer la concertation, de même que l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux, notamment lors de la mise en œuvre des politiques ainsi que des actions à l'égard du développement régional, afin d'assurer une vision intégrée et cohérente.

2) Liste des membres

Directeur régional du ministère des Affaires municipales et des Régions, le directeur régional ou un représentant de chaque ministère et organisme dont l'action a un impact sur le développement de la région et, le cas échéant, les MRC de la région.

3) Budget dépensé : 289,87 \$ (total des frais)

4) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 261,27 \$

Frais de repas : 28,60 \$

5) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à cette conférence permet de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas, échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Conseil régional des partenaires du marché du travail – Lanaudière

1) Mandat

- Définir la problématique du marché du travail dans sa région en fonction des orientations générales de la politique du marché du travail.
- Soumettre annuellement à l'approbation de la Commission un plan d'action régional en matière de main-d'œuvre et d'emploi accompagné d'un avis sur les plans d'action locaux sur l'économie et l'emploi (PALÉE) des centres locaux de développement (CLD).
- Adapter aux réalités de la région les mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi.
- Identifier des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Proposer à la Commission des critères de répartition des ressources afférentes aux mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi allouées au niveau régional.
- Identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet, par Emploi-Québec, d'ententes spécifiques régionales en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Promouvoir auprès de la Conférence régionale des élus (CRÉ) la prise en compte des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.

2) Liste des membres

- **6 membres représentant la main-d'œuvre**, choisis après recommandation d'associations de salariés représentatives de la région.
- **Membres représentant les entreprises**, choisis après recommandation d'associations d'employeurs représentatives de la région.
- **Autres membres, 2 d'organismes communautaires** œuvrant dans le domaine de la main-d'œuvre et de l'emploi et **4 issus des milieux de la formation** :
 - **Le directeur régional d'Emploi-Québec**
 - **Sont aussi membres du conseil régional**, mais sans y avoir droit de vote, les personnes suivantes :
 - le directeur régional du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation;
 - le directeur régional du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
 - un représentant du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

3) Budget dépensé : 169,44 \$ (total des frais)

4) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 155,14 \$

Frais de repas : 14,30 \$

5) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à ce conseil régional permet également de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Groupe de travail sur les transitions des élèves (GTTE) du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC)

- a) Le mandat : Le GTTE se penche sur les politiques et les programmes actuels ainsi que sur leur mise en œuvre, avec l'objectif d'atteindre l'excellence au chapitre des transitions des élèves tout au long de leur parcours scolaire, jusqu'à leur intégration au marché du travail.

- b) La liste des membres : Les membres du GTTE sont les directrices et directeurs, les sous-ministres adjoints ou les spécialistes des politiques des provinces et des territoires intéressés. La présidente est M^{me} Sara Halliday, Nouvelle-Écosse.
- c) Le budget dépensé: aucune dépense engendrée par ce comité, outre la participation de la professionnelle affectée au comité, soit l'équivalent de quelques jours par année.
- d) Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucun frais de repas ou de déplacement puisque les rencontres se tenaient en conférence téléphonique.
- e) Les résultats atteints : Les travaux se poursuivent. Une équipe de travail a été formée. Elle a cerné certains éléments clés dont il faut tenir compte dans l'élaboration d'un cadre de référence pancanadien pour les transitions des élèves, pour juillet 2017. Elle a également recensé quelques cadres existants qui pourraient guider cette élaboration.

Comité interministériel sur la simplification des démarches d'accès aux programmes de soutien financier destinés aux enfants handicapés

- a) le mandat : mener les travaux visant la mise en œuvre des trois pistes de solution en vue de réduire, simplifier et accélérer les démarches d'accès aux programmes de soutien financier destinés aux enfants handicapés.

Les trois pistes retenues sont :

- Établir une vision commune, de portée nationale, des notions et des critères pertinents au regard de l'administration des programmes;
 - Procéder à la révision sectorielle de l'information et des documents rendus disponibles;
 - Produire un formulaire unique de rapport du professionnel.
- b) La liste des membres :
 - Retraite Québec;
 - Ministère de la Santé et des Services sociaux;
 - Ministère de la Famille;
 - Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur;
 - Ministère des Finances;
 - Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
 - Office des personnes handicapées du Québec.
 - c) Le budget dépensé : aucune dépense engendrée par ce comité, outre la participation de la professionnelle affectée au comité, soit l'équivalent de quelques jours par année.
 - d) Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucun frais de repas ou de déplacement puisque les rencontres se tenaient à moins de 5 minutes à pied.
 - e) Les résultats atteints : Une vision commune a été produite en 15-16, approuvée par tous les organismes en 16-17. Elle vise notamment à clarifier plusieurs situations en favorisant l'emploi d'une terminologie qui exprime clairement les différentes notions relatives au handicap.

Comité directeur interministériel Enfants handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage

- a) Mandat :
 - Assurer la cohérence des interventions entre les différents ministères et organismes auprès des enfants handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage. Le cas échéant, proposer les mesures de resserrement à mettre en place;
 - Mettre en place des mécanismes visant à assurer la fluidité du passage de l'enfant entre les réseaux;
 - Assurer un leadership interministériel sur le plan de l'entente de complémentarité MEESR – MSSS. De manière plus spécifique, il est attendu de :

- Produire le bilan des instances, des interventions et des actions mises en place par les ministères et les organismes pour soutenir les familles, les centres de la petite enfance, les garderies subventionnées et les écoles pour l'accueil, l'intégration et l'apprentissage des enfants handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage;
 - Déterminer les processus et les conditions d'admissibilité aux fins de la reconnaissance d'un handicap;
 - Définir une proposition visant à optimiser les processus et les façons de faire au bénéfice des familles et de l'administration publique.
- b) Liste des membres : Le comité interministériel est composé des sous-ministres adjoints et des directeurs concernés des ministères et organismes suivants :
- Ministère de la Santé et des Services sociaux;
 - Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur;
 - Ministère de la Famille;
 - Office des personnes handicapées du Québec;
 - Retraite Québec.
- c) Le budget dépensé : Frais de location de salle et d'équipement audiovisuel : aucun
- d) Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.
- e) Les résultats atteints : Travaux en continu

Comité interministériel portant sur la transition de l'école vers la vie active (TEVA)

- a) Mandat : Le mandat du comité est d'élaborer un guide de soutien destiné à l'ensemble des intervenants des réseaux pour favoriser une démarche de transition de l'école vers la vie active en :
- se donnant une vision commune;
 - s'appuyant sur les principes directeurs favorisant une transition de qualité;
 - s'assurant de l'engagement de tous les acteurs;
 - déterminant les rôles et responsabilités de chacun;
 - soutenant, le cas échéant, le développement d'un outil commun.

b) Membres :

Externes

- o Geneviève Dandurand, École secondaire Anjou (C.S. Pointe-de-l'Île) et membre de l'Association montréalaise des directions d'établissement scolaire (AMDES)
- o Annie Desaulniers, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- o Jean Dupont, ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)
- o Anne Godmaire, Fédération des comités de parents du Québec
- o Marie-Hélène Lecourt, ministère de la Famille
- o Annie Mercure, Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)
- o Caroline Perron, École secondaire Lucien-Pagé (C.S. de Montréal) et membre de l'Association montréalaise des directions d'établissements scolaires
- o Karine Scosati, ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

MEES

- o Joanne Blouin, professionnelle, Direction de l'adaptation scolaire et des services éducatifs complémentaires
- o Marilou Harvey, coordonnatrice, Direction de l'adaptation scolaire et des services éducatifs complémentaires
- o Geneviève Savard, professionnelle, Direction du sport, du loisir et de l'activité physique
- o Isabelle Thibodeau, professionnelle, Direction de l'adaptation scolaire et des services éducatifs complémentaires (Catherine Bourque par intérim)

- c) Budget dépensé : Aucun
- d) Montant ventilé pour les frais de déplacements, de repas ou autres : Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.
- e) Résultats atteints : Les représentants ont maintenu leurs engagements. Le Guide TEVA est terminé et il est en voie d'approbation ministérielle.

Comité de coordination de l'entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation.

- a) Le mandat : responsabilités spécifiques liées à l'application de l'Entente
 - Établir des priorités et un plan de travail national;
 - Mettre en œuvre l'Entente à l'échelle nationale, soutenir son implantation et veiller à ce qu'elle soit mise en application dans chaque région administrative du Québec;
 - Diffuser l'Entente auprès de toutes les instances et de tous les organismes concernés;
 - Concevoir des activités de formation, d'animation du milieu et promouvoir la recherche et le développement;
 - Partager la responsabilité de la mise en place, de l'animation et du fonctionnement du Comité de coordination, du Comité national et des rencontres nationales avec les responsables et représentants régionaux de l'Entente des deux réseaux;
 - S'assurer que soient mises en place des instances de concertation dans chacune des régions;
 - Assurer un suivi continu de la mise en œuvre de l'Entente;
 - S'assurer que leurs politiques et orientations sont coordonnées;
 - Collaborer avec d'autres ministères et organismes.

- b) La liste des membres :

BLOUIN, Joanne
 Professionnelle
 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MEES)
 Direction de l'adaptation scolaire et des services éducatifs complémentaires

GARNEAU, Daniel
 Directeur de l'organisation des services en déficience et en réadaptation physique
 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS)
 Direction générale des services sociaux
 Direction de l'organisation des services en déficience et en réadaptation physique

GIGUÈRE, Jean-François
 Coordonnateur des services éducatifs complémentaires et de l'intervention en milieu défavorisé
 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MEES)
 Direction de l'adaptation scolaire et des services éducatifs complémentaires

HARVEY, Marilou
 Coordonnatrice de l'adaptation scolaire
 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MEES)
 Direction de l'adaptation scolaire et des services éducatifs complémentaires

LEMAY, Pascale
 Directrice des jeunes et des familles
 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS)
 Direction générale des services sociaux
 Direction des jeunes et des familles

LEPAGE, Josée
Directrice adjointe de la santé mentale
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS)
Direction générale des services de santé et de la médecine universitaire
Direction de la santé mentale

PLAMONDON, Nancy
Responsable nationale de l'Entente au MEES, volet promotion-prévention
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MEES)
Direction de l'adaptation scolaire et des services éducatifs complémentaires

ROUSSEAU, Julie
Chef de service
Service de développement, d'adaptation et d'intégration sociale
Direction de la prévention et de la promotion de la santé
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS)
Direction générale de la santé publique

Pascal Poulin
Directeur de la Direction de l'adaptation scolaire et des services éducatifs complémentaires (par intérim)
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MEES)

THIBODEAU, Isabelle
Responsable nationale de l'Entente au MEES, volet adaptation-réadaptation
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MEES)
Direction de l'adaptation scolaire et des services éducatifs complémentaires

TRÉPANIÉ, Amélie
Conseillère au Service de développement, d'adaptation et d'intégration sociale
Direction de la prévention et de la promotion de la santé
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS)
Direction générale de la santé publique

TUNCAY, Bahar
Conseillère aux programmes et responsable nationale de l'Entente au MSSS
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS)
Direction générale des services sociaux
Direction des personnes ayant une déficience

VÉZINA, Jean-François
Conseiller au programme jeunesse
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS)
Direction générale des services sociaux
Direction des jeunes et des familles

- c) Le budget dépensé : Aucune dépense engendrée par ce comité.
- d) Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : Aucune dépense engendrée par ce comité.
- e) Les résultats atteints : Mise en œuvre en continu de ce comité avec 6 à 8 rencontres par année. Le Plan de travail de l'Entente 2016-2019 a été élaboré.

Comité interministériel de l'action communautaire

- a) Mandat : Ce comité est sous la responsabilité du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

« La Politique gouvernementale sur l'action communautaire définit ainsi le mandat du comité interministériel :

- Participer, en collaboration avec le secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), aux divers travaux relatifs aux modes de soutien financier, à l'harmonisation et à la simplification des pratiques administratives, à la reddition de comptes, à l'élaboration des nouveaux programmes du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, à la mise en place des outils ou mécanismes devant faire connaître les balises nationales à tous les échelons de l'administration gouvernementale ou de tout autre appui à fournir aux ministères et aux organismes gouvernementaux dont l'administration est déconcentrée, ainsi qu'à toute autre matière relevant de l'application de la politique;
- Soutenir le SACAIS dans les travaux en rapport avec sa mission horizontale.
- Au mandat global défini dans la politique gouvernementale et confirmé par le plan d'action gouvernemental, s'ajoutent des mandats connexes plus spécifiques répondant aux besoins exprimés par les répondantes et répondants. Entre autres, ceux-ci ont fait valoir le besoin de mettre l'accent sur l'acquisition des connaissances en matière d'action communautaire, l'échange d'expertises sur les situations problématiques et la résolution de problèmes. »

b) Liste des membres :

- Ministère de la Famille;
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- Ministère de la Santé et des Services sociaux;
- Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion;
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur;
- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie;
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
- Ministère de la Justice;
- Ministère de la Culture et des Communications;
- Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation;
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;
- Ministère de la Sécurité publique;
- Ministère des Finances;
- Secrétariat aux aînés;
- Secrétariat aux affaires autochtones;
- Secrétariat à la condition féminine;
- Office des personnes handicapées du Québec;
- Société d'habitation du Québec;
- Office de la protection du consommateur;
- Secrétariat à la jeunesse;
- Société de l'assurance automobile du Québec.

c) Budget dépensé : Aucune dépense faite par le MEES.

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : Aucune dépense faite par le MEES.

e) Résultats atteints : Plusieurs rencontres ont eu lieu entre les représentants des différents ministères et organismes gouvernementaux sur différents points touchant l'action communautaire.

Comité des responsables nationaux de l'Entente multisectorielle

a) Son mandat :

- S'assurer de l'implantation de l'entente multisectorielle et du suivi de son application;
- Veiller au maintien d'une étroite collaboration avec les personnes désignées par chacun des établissements ou organismes visés;

- Soutenir le bon fonctionnement de l'entente multisectorielle lorsque des problèmes ne peuvent être résolus par les instances locales ou régionales.

Pour ce faire, le CRNEM doit s’assurer de l'existence d'un comité régional dans chaque région socio-sanitaire. Le CRNEM anime deux rencontres annuellement avec les responsables des comités régionaux pour s’assurer de la conformité des pratiques et favoriser le partage des outils entre les régions.

De plus le CRNEM assume un rôle conseil auprès des divers réseaux et des comités régionaux quant à l'interprétation de l'entente multisectorielle.

- b) La liste des membres : À l’échelle nationale, un représentant de chacun des ministères et organisme partenaires de l’Entente multisectorielle est identifié pour siéger sur le Comité des responsables nationaux (CRNEM). Ces personnes tiennent leur mandat du sous-ministre autorisé et doivent travailler en concertation. Il s’agit du Ministère de la santé et des services sociaux, (MSSS), du Ministère de la Sécurité publique (MSP), du Ministère de la Justice (MJ), du Ministère de l’Éducation et de l’enseignement supérieur (MEES), du Ministère de la Famille (MF) et Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP).

La coordination du CRNEM est confiée au ministère de la Santé et des Services sociaux depuis 2005.

Pascale Lemay , présidente du comité, Directrice, Direction des jeunes et des familles Ministère de la Santé et des Services sociaux 1075, chemin Sainte-Foy, 8 ^e étage Québec (Québec) G1S 2M1 Tél : 418 266-8983 Courriel : pascale.lemay@msss.gouv.qc.ca	Marie-Claude Paquette Ministère de la Santé et des Services sociaux 1075, chemin Sainte-Foy, 8 ^e étage Québec (Québec) G1S 2M1 Tél : 418 266-8809 Courriel : marie-claude.paquette@msss.gouv.qc.ca
Carole Rivest Ministère de la Famille et des Aînés 600, rue Fullum Montréal (Québec) H2K 4S7 Tél : 514 864-7640 Courriel : carole.rivest@mfa.gouv.qc.ca	Paula St-Arnaud (remplacement de Danielle Marquis) Ministère de l’Éducation, du Loisir et du Sport 1035, rue de La Chevrotière, 17 ^e étage Québec (Québec) G1R 5A5 Tél : 418 643-4208 #3179 Courriel : paula.st-arnaud@mels.gouv.qc.ca
Marie-Claude Bilodeau Ministère de la Sécurité publique Tour du Saint-Laurent, 9 ^e étage 2525, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 2L2 Tél : 418 646-6777 # 60042 Courriel : marie-claude.bilodeau@msp.gouv.qc.ca	M^e Carmen Rioux Procureure aux poursuites criminelles et pénales Bureau de la directrice et Secrétariat général Bureau du Directeur des poursuites criminelles et pénales Complexe Jules-Dallaire 2828, boulevard Laurier, Tour 1, bureau 500 Québec (Québec) G1V 0B9 Téléphone: 418 643-9059, poste 21571 Télécopieur : 418 643-7462 carmen.rioux@dpcp.gouv.qc.ca
M^e Dominique Maleza Direction des orientations et politiques Ministère de la Justice 1200, route de l'Église,9e étage Québec (Qc) G1V 4M1 dominique.maleza@justice.gouv.qc.ca	

- c) Le budget dépensé : Le MSSS coordonne le comité et est responsable du budget lié à ce comité.
- d) Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : Chaque Ministère assume les frais encourus à la participation au comité.
- e) Les résultats atteints : Les objectifs ciblés par le mandat ont été atteints.

Comité interministériel du Plan d’action concerté pour prévenir et lutter contre l’intimidation

a) Son mandat : Suivi de la mise en œuvre du plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation 2015-2018 *Ensemble contre l’intimidation, une responsabilité partagée.*

Plus spécifiquement :

- Suivi des mesures communes ou transversales pour coordonner les actions et pour tenir compte des besoins ou des réalités des différents ministères et organismes.
- Reddition de comptes par les représentants des ministères et organismes responsables des mesures inscrites au plan d’action.
- Bilan de la mise en œuvre du plan d’action.

b) La liste des membres :

M/O	Gestionnaires	Professionnels
Famille	Monique Savoie Directrice du développement des politiques – Famille 418 643-6653 monique.savoie@mfa.gouv.qc.ca	Nathalie Lévesque Adjointe aux mandats stratégiques et à l’administration Direction générale des politiques 418 643-0897 nathalie.levesque@mfa.gouv.qc.ca Carole Couture Direction du développement des politiques – Famille 418 646-9397 carole.couture@mfa.gouv.qc.ca Hugo Couture Direction du développement des politiques – Famille 418 528-2832 hugo.couture@mfa.gouv.qc.ca Sylvain Gingras-Demers Direction des communications 418 646-7399 sylvain.gingras-demers@mfa.gouv.qc.ca
SA	Marie-Josée Poulin Directrice du vieillissement actif – Développement des politiques et des programmes 418 646-2859 marie-josée.poulin@mfa.gouv.qc.ca	Marie-Claude Audy Direction du vieillissement actif – Développement des politiques et des programmes 418 646-6698 marie-claude.audy@mfa.gouv.qc.ca
MEES	? Directrice de l’adaptation scolaire et des services éducatifs complémentaires 418 646-, poste@education.gouv.qc.ca	Rosalie Poulin Dossier climat scolaire, violence et intimidation 418 646-7000, poste 2064 rosalie.poulin@education.gouv.qc.ca
	Michel Fafard Directeur de la promotion de la sécurité 1 800 567-7902 mfafard@education.gouv.qc.ca	
MSSS	Danielle Benoit Directrice des orientations des services aux aînés 418 266-6860 danielle.benoit@msss.gouv.qc.ca	Nathalie Tremblay Direction générale adjointe des services aux aînés 418 266-7133 nathalie.tremblay.dgss@msss.gouv.qc.ca
MJQ	Audrey Turmel Directrice des orientations et politiques 418 646-5580, poste 21283 audrey.turmel@justice.gouv.qc.ca	Rosgarys Mercado Avocate, Direction des orientations et politiques (418) 646-5580 poste 20893 rosgarys.mercado@justice.gouv.qc.ca

M/O	Gestionnaires	Professionnels
BLCH		Roger Noël Responsable, Bureau de lutte contre l'homophobie 514 490-2383, poste 53752 roger.noel@justice.gouv.qc.ca
MIDI	Martine Faille Directrice générale des politiques et programmes de participation et d'inclusion 514 873-9393, poste 20069 martine.faille@midi.gouv.qc.ca	Olivier Roy Direction générale des politiques et programmes de participation et d'inclusion 514 873-9393, poste 20364 olivier.roy@midi.gouv.qc.ca
MSP	Catherine Fournier Directrice de la prévention et de l'organisation policière par intérim 418 646-6777 catherine.fournier@msh.gouv.qc.ca	Linda Veillette Direction de la prévention et de l'organisation policière 418 646-6777, poste 60107 linda.veillette@msh.gouv.qc.ca
MAMOT	Yannick Routhier Directeur du développement et de la coordination (418) 691-2015, poste 3450 yannick.routhier@mamot.gouv.qc.ca	Sylvain Lévesque Direction du développement et de la coordination 418 691-2015, poste 3461 sylvain.levesque@mamrot.gouv.qc.ca
MESS Secrétariat du Travail	Antoine Houde Directeur des politiques du travail 418 646-2446 antoine.houde@travail.gouv.qc.ca	Louis-Philippe Roussel Direction des politiques du travail 418 644-2206 louis-philippe.roussel@travail.gouv.qc.ca
Commission des normes, de l'équité et de la santé et sécurité au travail		Jean-François Côté 418 380-2479 jean-francois.cote@cnt.gouv.qc.ca
MCE SCG		Anne-Sophie Cauchon Secrétariat à la communication gouvernementale 418 643-2001, poste 1336 anne-sophie.cauchon@mce.gouv.qc.ca
SAA	Lucien-Pierre Bouchard Directeur général des relations avec les Autochtones et des initiatives économiques 418 643-3166 lucien-pierre.bouchard@mce.gouv.qc.ca	Julie Rodrigue Adjointe exécutive Direction des relations avec les Autochtones et des initiatives économiques 418 643-3166 julie.rodrigue@mce.gouv.qc.ca
SAJ	Frederico Fonseca Directeur des politiques et des relations interministérielles 514 873-6221 frederico.fonseca@mce.gouv.qc.ca	Alexandre Gagné Direction des partenariats et des opérations 418 643-8864, poste 8351 alexandre.gagne@mce.gouv.qc.ca
SCF	M. Abdou Baalouch Directeur de la régionalisation et des dossiers liés à la violence abdelouaheb.baalouch@scf.gouv.qc.ca	Julie Rouleau Direction de la coordination et de l'administration 418 646-4145 julie.rouleau@scf.gouv.qc.ca
OPHQ	?	Valérie Vanasse Direction des projets interministériels et des mandats spéciaux 1 866 680-1930 poste 18540 valerie.vanasse@ophq.gouv.qc.ca

- c) Le budget dépensé : Aucun budget n'est associé aux travaux du comité
- d) Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : Chaque ministère est responsable des dépenses encourues pour ces rencontres. Étant donné la proximité avec le Ministère de la Famille responsable de ce plan d'action, aucune dépense n'est encourue pour la représentante du MEES sur ce comité.

e) Les résultats atteints :

- Premier bilan de mise en œuvre des mesures réalisé par chacun des ministères responsables des mesures en juin 2016.
- Deuxième bilan de mise en œuvre des mesures réalisées par chacun des ministères responsables des mesures sera fait en juin 2017.
 - Les mesures dont est responsable le MEES sont en cours de réalisation.

Comité de travail interministériel sur les activités socioprofessionnelles et communautaires pour les personnes ayant une déficience

a) Mandat

- o Soutenir le développement d'une vision commune entre les ministères sur les besoins des personnes ayant une déficience et leur famille, sur les trajectoires de services ainsi que sur le partage des rôles et responsabilités, notamment par l'adoption d'un cadre de référence national MESS-MSSS dans une perspective de complémentarité.
- o Assurer le suivi des travaux pour favoriser la mise en place des solutions retenues et pour ajuster les pratiques au besoin.

b) Liste des membres

Le comité interministériel est formé de représentants du :

- o Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS);
- o Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS);
- o Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)- nous avons 2 représentants un de la Direction de l'éducation des adultes et de la formation continue (DEAFC) et un de la Direction de l'adaptation scolaire (DAS);
- o L'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ);
- o Ministère de la Famille (MFA) – au besoin.
- o Ministère des Transports du Québec (MTQ) – au besoin.

c) Budget dépensé

Le comité est sous la responsabilité du MSSS. Le MEES ne détient pas l'information sur le budget dépense. Cependant, lors des rencontres, chaque Ministère ou organisme assume les coûts pour les déplacements ou la technologie utilisée (salle de visio-conférence ou conférence téléphonique).

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Pour le MESS, trois déplacements au MSSS ont été assumés– soit les coûts pour les taxis, évalués à 20 \$ par rencontre (juin 2017 et juillet 2017 et 20 février 2018).

e) Résultats atteints

Trois rencontres ont été tenues entre le 31 mars 2017 et le 1^{er} avril 2018. Un document sur la vision commune entre les Ministères et organismes pour les activités socioprofessionnelles et communautaires pour les personnes ayant une déficience est en rédaction. Un schéma sur les trajectoires socioprofessionnelles est en élaboration. Ces documents n'ont pas été présentés pour approbation. Ils sont toujours en version de travail. Les travaux sont sous la responsabilité du MSSS.

Comité interministériel MIDI-MEES-MTESS

a) Mandat

Le Comité interministériel a pour mandat d'élaborer et d'assurer le suivi de l'Étude de faisabilité pour la mise en place d'un guichet gouvernemental unifiée d'accès à la francisation des personnes immigrantes adultes.

Le Comité est responsable d'assurer le suivi des livrables et des échéanciers des différents sous-comités ou groupes de travail qu'il met en place de même que de s'assurer de la mise en œuvre des orientations prises conjointement.

b) Liste des membres

Composition du comité :

- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES)
- Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Services Québec)

c) Budget dépensé : aucun

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucun

e) Résultats atteints

f) Élaboration d'une version provisoire de l'Étude de faisabilité

Comité interministériel sur la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes (CIM-RCPI)

a) Son mandat :

Résoudre les difficultés liées à la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes. Le comité a été institué afin de favoriser l'efficacité et la synergie gouvernementale en la matière.

Le CIM-RCPI est sous la responsabilité du Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

b) La liste des membres :

- Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS-RSQ)
- Office québécois de la langue française (OQLF)
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES)
- Office des professions du Québec (OPQ)
- Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)
- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)
- Conseil Interprofessionnel du Québec (CIQ)
- Ministère du travail, de l'emploi et de la solidarité sociale (MTESS)

c) Le budget dépensé : 0 \$

d) Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : 0 \$

e) Les résultats atteints :

- Rapport du groupe de travail

Comité sur la mobilité provinciale-territoriale des apprentis

a) Son mandat :

Assurer le suivi des mesures que les provinces et les territoires prendront individuellement et conjointement afin de mettre en œuvre l'accord provincial/territorial sur la mobilité des apprentis et de respecter les engagements pris par les ministres provinciaux et territoriaux participant au Forum des ministres du marché du travail (FMMT) auprès des premiers ministres.

- b) la liste des membres : CCQ, MEES, MTESS et CPMT
- c) le budget dépensé : 0 \$
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : 0 \$
- e) les résultats atteints : compréhension commune de la notion de préapprentis et assurance de la protection des compétences provinciales-territoriales

Table de concertation nationale en matière d'enseignement à la maison

- a) Son mandat :

La Table de concertation nationale en matière d'enseignement à la maison (la Table) constitue un lieu d'échange et de concertation entre le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) et ses principaux partenaires concernés par cette forme d'enseignement. Elle vise à assurer le plus large consensus possible sur les actions à mener en cette matière. Elle représente un levier pour favoriser l'adhésion aux orientations gouvernementales et ministérielles. Plus particulièrement, elle a pour mandat de :

- favoriser le déploiement du nouveau cadre législatif et réglementaire relatif à l'enseignement à la maison;
- contribuer à l'élaboration du guide de bonnes pratiques et à sa mise en œuvre;
- répertorier les pratiques porteuses en enseignement à la maison, notamment par une veille au Québec et hors Québec en ce domaine;
- assurer le monitoring de la mise en œuvre du cadre juridique et administratif en enseignement à la maison et proposer, le cas échéant, des modifications ou bonifications;
- conseiller le ministre sur tout sujet relatif à l'enseignement à la maison.

- b) La liste des membres :

Co-présidentes :

M^{me} Anne-Marie Lepage, sous-ministre adjointe à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et secondaire – Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES)

M^{me} Christine Brabant, professeure agrégée – Université de Montréal

Étaient présents :

M^{me} Noémi Berlus, présidente – Association québécoise pour l'éducation à domicile (AQED), accompagnée par M^e Dana Chevalier

M. Patrice Boileau, représentant – Association chrétienne des parents éducateurs du Québec (ACPEQ)

M^{me} Nancy Brousseau, directrice générale – Fédération des établissements d'enseignement privés (FEEP)

M^{me} Marlène Corriveau, responsable de la scolarisation à la maison – Commission scolaire des Hauts-Cantons

M^{me} Devorah Feldman, directrice générale – Centre Limmud

M^{me} Manon Fortin, directrice – Association juridique canadienne pour l'école-maison (HSLDA)

M^{me} Alessandra Furfaro, représentante – Commission scolaire English-Montréal

M. Geoffrey Hipps, représentant – Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ)

M^{me} Amber Lawrence, présidente – Association d'enfants scolarisés à la maison (AESM)

M^{me} Geneviève LeBlanc, directrice générale des services à l'enseignement – MEES

M. Yvon Magnette, orthopédagogue - Association des orthopédagogues de Québec

M. Jacob Joel Maman, vice-président – Association éducative juive pour l'enseignement à la maison (AÉJEM)

M^{me} Ann Marie Matheson, représentante - Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec (ADGCSAQ)

M^{me} Nathalie Morasse, représentante – Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ)

M. Carl Morissette, représentant – ADIGECS

M^{me} Sonya Olthof, représentante – Centre Communauté,
 M^{me} Amélie Rivest, représentante – Commission scolaire des Samares
 M. Michel Turcotte, représentant – Association québécoise des cadres scolaires (AQCS)
 M^{me} Alana Quinn-Leroux, représentante – Association des administrateurs des écoles anglophones du Québec (AAESQ)
 M^{me} Sivane Hirsch, professeure – Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)
 M^{me} Mélanie Paré, professeure agrégée – Université de Montréal

Collaborateurs MEES :

M^{me} Barbara Gagnon, Direction de l'enseignement privé
 M^{me} Lise Langlois, Direction des services de la communauté anglophone
 M^{me} Nathalie Morin, adjointe exécutive

- c) Le budget dépensé : 0 \$
- d) Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : 0 \$
- e) Les résultats atteints : répertorier les pratiques porteuses et conseiller le ministre sur tout sujet relatif à l'enseignement à la maison

Comité sur la formation professionnelle de l'industrie de la construction (CFPIC)

- a) Son mandat :

Le CFPIC fait partie de la structure décisionnelle et consultative de la Commission de la construction du Québec (CCQ). Selon la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (R-20)* administrée par la CCQ, celle-ci doit mettre en place et gérer un régime d'apprentissage et de formation permettant à l'industrie de la construction de disposer d'une main-d'œuvre compétente en qualité et en quantité suffisante pour répondre à ses besoins.

La CCQ reçoit du CFPIQ des avis sur toute question relative à la formation professionnelle de l'industrie de la construction, notamment sur les besoins quantitatifs et qualitatifs des entreprises et de la main-d'œuvre.

Ce comité est formé de 12 membres, dont un président désigné par la présidente de la CCQ. Les membres sont des représentants d'associations syndicales et patronales, ainsi que d'un représentant du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

- b) La liste des membres :

Associations patronales

M. Dominic Robert, Association des entrepreneurs en construction du Québec (AECQ)
 M. Samuel Harvey, Association pour entrepreneurs en construction au Québec (ACQ)
 M. Pierre Tremblay, Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGQTQ)
 M^{me} Nicole Robichaud, Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)
 M. André Bergeron, Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (CMMTQ) et Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ)

Associations syndicales

M. Daniel Laterreur, Centrale des syndicats démocratiques (CSD)-Construction
 M^{me} Karine Prigent, Confédération des syndicats nationaux (CSN)-Construction
 M. Michel Couillard, Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International) (CPQMC (I))
 M. Éric Boisjoly, Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ)-Construction
 M. Charles-Olivier Picard, Syndicat québécois de la construction (SQC)

M^{me} Anne-Marie Lepage, MEES

Présidence du comité (membre sans droit de vote) : Mme Josée Fortier, Vice-présidente, services aux partenaires à la CCQ

- c) Le budget dépensé : 0 \$
- d) Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : 0 \$
- e) Les résultats atteints : avis à la CCQ sur tout dossier relatif à la formation initiale et continue dans l’industrie de la construction

Comité de gouvernance, Éducation des adultes (EA) et Formation professionnelle (FP)

a) Son mandat :

Ce comité vise à faciliter les échanges entre le MEES et le réseau des commissions scolaires, notamment en ce qui a trait aux orientations et stratégies en matière d’EA et de FP.

Il est essentiel pour :

- clarifier, tester et faire progresser les points de vue et hypothèses propres au système de formation professionnelle et d’éducation des adultes;
- discuter des orientations et des développements en matière d’EA et de FP;
- définir conjointement des stratégies communes d’implantation et de communication pour les nouvelles mesures;
- discuter, au-delà des besoins financiers, des meilleurs moyens d’améliorer les services aux clients (étudiants et entreprises);
- faire le suivi des travaux des sous-comités mixtes d’EA et de FP;
- informer le réseau des priorités et des grands dossiers du Ministère et améliorer l’échange d’information.

Le Comité, bien qu’il soit de nature stratégique, a un mandat consultatif et les décisions finales reviennent au Ministère au regard de ses responsabilités.

b) La liste des membres :

Membres du ministère de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur	
Membres du ministère de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur	
Madame Anne-Marie Lepage Sous-ministre adjointe à l’éducation préscolaire et à l’enseignement primaire et secondaire 1035, rue De La Chevrotière, 15 ^e étage Québec (Québec) G1R 5A5 Téléphone : 418 643-3810, poste 3683 Courriel : anne-marie.lepage@education.gouv.qc.ca	Madame Nathalie Morin (poste 3695) – secrétaire du comité Adjointes à la sous-ministre adjointe 1035, rue De La Chevrotière, 15 ^e étage Québec (Québec) G1R 5A5 Téléphone : 418 643-3810 Courriel : nmorin@education.gouv.qc.ca Courriel : veronique.turmel@education.gouv.qc.ca
Madame Geneviève LeBlanc Directrice générale des services à l’enseignement 1035, rue De La Chevrotière, 13 ^e étage Québec (Québec) G1R 5A5 Téléphone : 418 643-9754, poste 2379 Courriel : genevieve.leblanc2@education.gouv.qc.ca	Monsieur Jean-Sébastien Drapeau Directeur de la formation professionnelle 1035, rue De La Chevrotière, 13 ^e étage Québec (Québec) G1R 5A5 Téléphone : 418 646-5614, poste 2505 Courriel : jean-sebastien.drapeau@education.gouv.qc.ca
Madame Karine Gosselin Direction de l’éducation des adultes et de la formation continue 1035, rue De La Chevrotière, 13 ^e étage Québec (Québec) G1R 5A5 Téléphone : 418 643-9754, poste 2397 Courriel : Olivier.simard@education.gouv.qc.ca	

Membres des commissions scolaires	
Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ)	
Madame Christiane Barbe Directrice générale Fédération des commissions scolaires du Québec 1001, avenue Bégon Québec (Québec) G1V 4C7 Téléphone : 418 651-3220, poste 371 Télécopieur : 418 651-2574 Courriel : ygauthier@fcsq.qc.ca Courriel : capril@fcsq.qc.ca	Madame Giuliana Tessier Conseillère ÉA, FP, FC Fédération des commissions scolaires du Québec 1001, avenue Bégon Québec (Québec) G1V 4C7 Téléphone : 418 651-3220, poste 343 Télécopieur : 418 651-2574 Courriel : rgravel@fcsq.qc.ca
Association des directeurs généraux des commissions scolaires (ADIGECS)	
Monsieur Normand Lessard Directeur général CS de la Beauce-Etchemin 1925, 118 ^e Rue Saint-Georges (Québec) G5Y 7R7 Téléphone : 418 228-5541 Télécopieur : 819 847-2065 Courriel : direction.generale@csbe.qc.ca	Monsieur Antoine Déry Directeur général adjoint CS des Laurentides Sainte-Agathe-des Monts, Québec J8C 2C3 Téléphone : 819 326-0333, poste 2007 Télécopieur : 819 326 2121 Courriel : derya@cslaurentides.qc.ca
Association québécoise des cadres scolaires (AQCS)	Table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle des commissions scolaires du Québec (TRÉAQFP)
Monsieur Denis Ménard Directeur des ressources éducatives aux adultes et à la formation professionnelle CS des Hautes-Rivières 120, rue Notre Dame Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6N3 Téléphone : 450 359-6411, poste 7287 Courriel : denis.menard@csdhr.qc.ca	Madame Julie Caron Présidente Centre de formation professionnelle 24-Juin 639, rue du 24 juin Sherbrooke (Québec) J1E 1H1 Téléphone : 819 822-5420, poste 17001 Télécopieur : 819 822-5530 Courriel : caronj@csrs.qc.ca
Provincial Organization of Continuing Education Directors, English (PROCEDE)	
Madame Lucie Roy Directrice générale adjointe CS Riverside 7525, Chemin de Chambly Saint-Hubert (Québec) J3Y 0N7 450 676-1843 Courriel: lroy@rsb.qc.ca	
Commissions scolaires anglophones	
Association des commissions scolaires de Québec	Association des Directeurs généraux des commissions scolaires de Québec
Mesdames Jennifer Macaronne et Kim Hamilton 185, avenue Dorval, bureau 502 Dorval (Québec) H9S 5J9 Téléphone : 514 849-5900 Sans frais : 1 877 512-7522 Courriel : khamilton@quesba.qc.ca Courriel : jmaccarone@quesba.ca	Madame Ruth Ahern Directrice générale adjointe Commission scolaire Western Québec 15, rue Katimavik Gatineau (Québec) J9J 0E9 Téléphone : 819 684-2336 Sans frais : 1 800 363-9111 Télécopieur : 819 684-1328 Courriel : rahern@wqsb.qc.ca

- c) le budget dépensé : 0 \$
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : 0 \$
- e) les résultats atteints : avis au Ministère en ce qui a trait aux orientations et stratégies en matière d'éducation des adultes et de formation professionnelle.

Comité de vigie pour l’implantation du curriculum en formation générale des adultes

Mandat	Pour les années scolaires 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020, assurer un suivi au regard des répercussions de l’implantation du nouveau curriculum sur les adultes, le personnel scolaire et l’organisation des centres d’éducation des adultes et, le cas échéant, proposer des pistes de solution aux problèmes soulevés. Les travaux du comité peuvent, selon les besoins, porter sur les aspects suivants : ✓ la mise en œuvre de mesures pour favoriser une implantation harmonieuse des nouveaux programmes d’études de la formation de base diversifiée et de l’intégration socioprofessionnelle; ✓ l’accompagnement des enseignantes et des enseignants; Les modalités de l’implantation du nouveau curriculum à la formation générale des adultes.
Membres	Coordination : Ministère de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur Présidé par Madame Anne-Marie Lepage Ministères et organismes : Association des commissions scolaires anglophones du Québec; Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec; Association des directeurs généraux des commissions scolaires; Association québécoise des commissions scolaires; Association québécoise des intervenants en formation générale des adultes; Centres d’éducation des adultes; Fédération des commissions scolaires du Québec; Provincial Organization of Continuing Education Directors English; Table des responsables de l’Éducation des adultes et de la formation professionnelle; Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec; Quebec Provincial Association of Teachers; Fédération autonome de l’enseignement; Fédération des syndicats de l’enseignement; Ministère de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur (DEAFC, DSE, Direction des services à la communauté anglophone et Service du personnel enseignant).
Budget et frais de déplacement et repas	5 000 \$/année (frais de déplacement et de libération de 2 enseignants pour 3 rencontres)
Résultats atteints	Travaux en cours

Comité national des programmes d’études professionnelles et techniques (CNPEPT)

a) Son mandat :

Le CNPEPT se veut un lieu de concertation où les principaux partenaires du monde de l’éducation et ceux du monde du travail peuvent discuter des problématiques et des orientations en matière de formation professionnelle et de formation technique. Il a pour mandat d’examiner :

- les projets de programmes d’études, nouveaux ou révisés, notamment au regard de leur pertinence et de leur harmonisation;
- les calendriers d’élaboration ou de révision des programmes d’études.

b) la liste des membres :

PRÉSIDENTE	
Monsieur Simon Bergeron Sous-ministre adjoint à l’enseignement supérieur Ministère de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur 1035, rue De la Chevrotière, 15 ^e étage Québec (Québec) G1R 5A5	Simon.Bergeron@education.gouv.qc.ca Poste 3937
Madame Anne-Marie Lepage Sous-ministre adjointe à l’éducation préscolaire, à l’enseignement primaire et secondaire Ministère de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur 1035, rue De la Chevrotière, 15 ^e étage Québec (Québec) G1R 5A5	Anne-Marie.Lepage@education.gouv.qc.ca Poste 3683
SECRÉTAIRE	
Madame Marie-Josée Lefebvre Direction de la formation professionnelle Ministère de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur 1035, rue De La Chevrotière, 17 ^e étage Québec (Québec) G1R 5A5	Marie-Josée.Lefebvre@education.gouv.qc.ca Poste 2282
MEMBRES	
ORGANISMES PUBLICS	
Monsieur Richard St-Pierre <i>Représentant des organismes publics</i> Directeur général adjoint Direction de la planification, du marché du travail et de la conformité Emploi-Québec 276, rue Saint-Jacques, 6 ^e étage Montréal (Québec) H2Y 1N3	Téléphone : 514 864-3660 Télécopieur : 514 864-3239 Courriel : richard.st-pierre@mess.gouv.qc.ca
<i>Représentant des organismes publics</i> Directeur général Conseil interprofessionnel du Québec 550, rue Sherbrooke Ouest, tour Ouest, bureau 890 Montréal (Québec) H3A 1B9	Poste vacant Téléphone : 514 288-3574 Télécopieur : 514 288-3580 Courriel :
Monsieur Éric Gervais <i>Représentant des organismes publics –</i> <i>Commission des partenaires du marché du travail</i> Directeur général du développement de la main d’œuvre Commission des partenaires du marché du travail Tour de la Place-Victoria, Case postale 100 800, rue square Victoria, 28 ^e étage Montréal (Québec) H4Z 1B7	Téléphone : 514-873-0800, poste 47749 Télécopieur : 514 864-1288 Courriel : eric.gervais@mess.gouv.qc.ca
EMPLOYEURS	
Madame Chantal Hains <i>Représentante du Conseil du patronat du Québec</i> Directrice principale – Politique de développement de la main- d’œuvre 1010, rue Sherbrooke Ouest, bureau 510 Montréal (Québec) H3A 2R7	Téléphone : 514 288-5161 poste 229 Courriel : Chantal.Hains@cpq.qc.ca
Monsieur Michel Cournoyer <i>(désignée par la Fédération des chambres de commerce du Québec)</i> Économiste-conseil 140, rue du Dauphin Laval (Québec) H7G 1M5	Téléphone : 514-562-4067 Courriel : michelcournoyer@me.com

Monsieur Monsef Derraji <i>(désignée par le Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec)</i> Président-directeur général Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec 555, René Lévesque Ouest, 1 ^{er} étage Montréal (Québec) H2Z 1B1	Téléphone : 514 933-7595, poste 4 Courriel : monsef.derraji@rjccq.com
<i>Représentante du marché du travail (désignée par Manufacturiers et exportateurs du Québec)</i> Manufacturiers et exportateurs du Québec 360, rue St-Jacques, bureau M201 Montréal (Québec) H2Y 1P5	Poste vacant Téléphone : Courriel :
Monsieur Bruno Leblanc <i>(désigné par la Fédération canadienne de l’entreprise indépendante)</i> Fédération canadienne de l’entreprise indépendante – Section Québec 630, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2880 Montréal (Québec) H3B 1S6	Téléphone : 514 861-3234 Courriel : Bruno.Leblanc@fcei.ca
CENTRALES SYNDICALES	
Madame Julie Audet Conseillère syndicale Service des relations du travail Confédération des syndicats nationaux 1601, rue de Lorimier Montréal (Québec) H2K 4M5	Téléphone : 514 529-3134 Courriel : julie.audet@csn.qc.ca
Madame Line Camerlain Deuxième vice-présidente Centrale des syndicats du Québec 9405, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1L 6P3	Téléphone : 514 356-8888, poste 2009 Télécopieur : 514 356-9999 Courriel : camerlain.line@lacsq.org
Madame Léa-Maude Coulombe <i>Représentant des centrales syndicales</i> Conseiller syndical Service de la main-d’œuvre Centrale des syndicats démocratiques 9405, rue Sherbrooke Est, bureau 2000 Montréal (Québec) H1L 6P3	Téléphone : 514 899-1070 poste 6012 Courriel : coulombem@csd.qc.ca <i>Remplacée par M. Réjean Audy pour la durée de son congé de maternité</i> <i>audyr@videotron.ca</i> <i>Tél. : 450 378-6397</i>
Monsieur Mathieu St-Amand <i>Représentant(e) des centrales syndicales</i> Direction de la vie syndicale Maison de l’UPA 555, boulevard Roland-Therrien, bureau 100 Longueuil (Québec) J4H 3Y9	Téléphone : 450 679-0630 poste Télécopieur : Courriel : Mstamand@upa.qc.ca
Madame Louise Miller <i>Représentante des centrales syndicales</i> Conseillère syndicale Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec 565, boulevard Crémazie Est, bureau 12100 Montréal (Québec) H2N 2W3	Téléphone : 514 383-8000 Télécopieur : 514 383-8001 Courriel : lmiller@ftq.qc.ca
RESPONSABLE LOCAUX DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE	
Monsieur Rob Buttars Commissions scolaires anglophones Directeur général Commission scolaire New Frontiers 214, rue McLeod Châteauguay (Québec) J6J 2H4	Téléphone : 450 691-1440, poste 247 Courriel : rbuttars@nfsb.qc.ca

Madame Julie Caron Commissions scolaires francophones Directrice du service de la formation professionnelle et du Centre de formation professionnelle 24-juin Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke 639, rue du 24-juin Sherbrooke (Québec) J1E 1H1	Téléphone : 819 822-5420, poste 17001 Courriel : caronj@csrs.qc.ca
Monsieur Bernard Dufourd Représentant des responsables locaux de formation – commissions scolaires Directeur général Commission scolaire des Draveurs 200, boulevard Maloney Est Gatineau (Québec) J8P 1K3	Téléphone : 819 663-9221, poste 11102 Courriel : dg@cldraveurs.qc.ca ou bernarddufourd@cldraveurs.qc.ca
Monsieur Sylvain Blais <i>Représentant des responsables locaux de formation – cégeps</i> Directeur général Cégep de l’Abitibi-Témiscamingue 425, boulevard du Collège Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5ES	Téléphone : 819 762-0931, poste 1121 Courriel : sylvain.blais@cegepat.qc.ca
Madame Jacqueline La Casse <i>Représentant des responsables locaux de formation – cégeps</i> Directrice des études Cégep de l’Outaouais 333 Boul. de la Cité-des-jeunes Gatineau (Québec) J8Y 6M4	Téléphone: 819 770-4012, poste 3601 Courriel : diretudes@cegepoutaouais.qc.ca
Monsieur Luc Favreau <i>Représentant des responsables locaux de formation – universités</i> Directeur Service des enseignements généraux École de technologie supérieure 1100, rue Notre-Dame Ouest, bureau B-2504 Montréal (Québec) H3C 1K3	Téléphone : 514 396-8613 Courriel : luc.favreau@etsmtl.ca
<i>Représentant des responsables locaux de formation – universités</i>	Poste vacant
Madame Claire Beaudoin <i>Représentante des responsables locaux de formation – enseignement privé</i> Directrice du collégial Séminaire de Sherbrooke 195, rue Marquette Sherbrooke (Québec) J1H 1L6	Téléphone : 819 563-2050, poste 231 Télécopieur : Courriel : cbeaudoin@seminaire-sherbrooke.qc.ca

- c) le budget dépensé : 0 \$
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : 0 \$
- e) les résultats atteints : avis au Ministère en ce qui a trait aux projets de programmes d’études et leurs calendriers d’élaboration.

Comité d’élaboration de la stratégie nationale sur la main-d’œuvre

- a) **Mandat :** Il devra soutenir le ministre de l’Emploi et de la Solidarité Sociale dans l’élaboration de la Stratégie nationale sur la main-d’œuvre, notamment en contribuant à la définition des propositions d’enjeux et d’orientations à privilégier dans le cadre de la Stratégie. Celui-ci devra également soutenir le Comité de pilotage et de suivi dans la réalisation des suivis qu’il aura à effectuer, par exemple en lui fournissant l’information sur le degré de réalisation des actions découlant du Rendez-vous.
- b) **Membres :** Ce comité est composé des ministères qui ont contribué à la préparation du Rendez-vous national sur la main-d’œuvre, auxquels s’ajoutent le ministère de la Santé et des

Services sociaux (MSSS), la Commission de la construction du Québec (CCQ), le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) et l’Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ).

- c) Budget :
- d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres :
- e) Résultats atteints : La stratégie est en cours d’élaboration.

Comité interministériel sur l’adéquation formation-emploi

- a) Mandat : Coordonner et superviser les travaux en matière d’adéquation formation-emploi. Il a pour mandat de veiller à la mise en œuvre de l’optimisation du processus décisionnel permettant d’effectuer les arbitrages pour une meilleure adéquation formation-emploi.
- b) Membres : MTESS, MEES (EPES et Enseignement supérieur), MIDI et MESI). Un comité stratégique en adéquation formation-emploi relève de ce comité. Il est co-présidé par les directeurs généraux du MEES et du MTESS. Le MESI fait également partie des collaborateurs de ce comité.
- c) Deux sous-comités : un premier sur l’adéquation qualitative sous la responsabilité du MEES et un autre sur l’adéquation quantitative sous la responsabilité du MTESS. Ces deux sous-comités sont composés de gestionnaires et professionnels du MEES et MTESS.

Comités MEES-Universités sur la politique de financement des universités et la reddition de comptes : Comité directeur

- **Mandat**
Orienter les travaux entourant la révision de la politique de financement des universités.
- **Membres :**
 - **MEES**
Sylvie Barcelo, sous-ministre
 - **Universités**
Tous les chefs d’établissement
- **Budget dépensé**
Aucun budget n’est associé aux travaux du comité.
- **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**
Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.
- **Les résultats atteints**
Les travaux des comités de travail n’étant pas terminés, il n’y a eu aucune rencontre de ce comité.

Comités MEES-Universités sur la politique de financement des universités et la reddition de comptes : Table CLARDER

- a) **Mandat**
Procéder aux travaux de simplification de la table CLARDER et s’assurer de la validité de la classification des activités des programmes dans GDEU.
- b) **Membres**
 - **MEES**
Jean-François Lehoux
Debbie Gendron
Maryse Champagne

Simon Laverdière
Lucille Johnson

- **Universités**
Michel Jacques, Université Laval
Bradley Tucker, Université McGill
David H.-Mercier, Université du Québec
France Myette, Université de Sherbrooke

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n’est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Création d’une nouvelle table de classification simplifiée accompagnée d’un lexique.

Comités MEES-Universités sur la politique de financement des universités et la reddition de comptes : Grille de pondération

a) **Mandat**

Proposer une nouvelle grille de pondération sur la base des coûts moyens observés récents et s’assurer de la comparabilité des dépenses inscrites au système d’information financière des universités (SIFU).

b) **Membres**

- **MEES**
Réal Del Degan
Denis Dubé
Jean Leroux
Serge Dupéré
Lucille Johnson
Catherine Tremblay
- **Universités**
Élaine-Annie Bédard, École de technologie supérieure
Luc Savaria, Hautes études commerciales de Montréal
Jean Choquette, École Polytechnique de Montréal
Lyne Bouret, Université Concordia
Yvon Pinel, Université de Montréal
Alain Webster, Université de Sherbrooke
Claude Létourneau, Université du Québec à Montréal
Michel Jacques, Université Laval
Bradley Tucker, Université McGill
Denis Marchand, Université du Québec, siège-social

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n’est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Une grille de pondération sera déposée aux universités à l'hiver 2018.

Comités MEES-Universités sur la politique de financement des universités et la reddition de comptes : Ajustement pour les établissements de plus petite taille
a) **Mandat**

Proposer une révision des ajustements pour les établissements dont les coûts d'enseignement ne sont pas pris en compte dans les travaux menant à une nouvelle grille de pondération.

b) **Membres**- **MEES**

Denis Dubé
Réal Del Degan
Lucille Johnson
Jean Leroux

- **Universités**

Sylvain Douville, École nationale d'administration publique
Lucie Beaulieu, Institut national de la recherche scientifique
Louise Boucher, Télé-Université
Isabelle Goyette, Université Bishop's
Denis Marchand, Université du Québec
Dominic Bérubé, Université du Québec à Chicoutimi
Marjolaine Viel, Université du Québec à Rimouski
Sonia Thibault, Université du Québec à Trois-Rivières
Luc Boisvert, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
Pierre Tessier, Université du Québec en Outaouais

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n'est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Les membres du Comité ont identifié trois facteurs influençant à la hausse les coûts d'enseignement observés dans les établissements de plus petite taille. Il s'agit de la couverture territoriale, de l'éloignement et de la taille.

Comité-conseil CLARDER
a) **Mandat**

Analyser les déclarations de codes CLARDER aux activités et programmes assignés par les établissements chaque trimestre afin de s'assurer d'une classification adéquate.

b) **Membres :**- **MEES**

Maryse Champagne
Simon Laverdière

- **Universités**

Michel Jacques, Université Laval
Michel Steben, Université de Montréal
Jean Choquette, Polytechnique

Philippe Horth, Université du Québec à Rimouski
 Bradley Tucker, Université McGill
 Louis Mathier, TÉLUQ
 France Myette, Université de Sherbrooke
 Claude Létourneau, Université du Québec à Montréal

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n'est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

f) **Les résultats atteints**

Les décisions du Ministère sur les classifications des activités et programmes des universités sont basées sur les recommandations de ce comité.

Comité mixte sur les affaires matérielles et financières des cégeps

a) **Mandat**

Ce Comité permet de consulter le réseau des collèges publics concernant les orientations à prendre en matière de financement des cégeps.

Les sous-comités suivants ont le mandat d'approfondir certains aspects particuliers du financement et d'en rendre compte au Comité mixte sur les affaires matérielles et financières des cégeps :

- Sous-comité du financement des ressources enseignantes;
- Sous-comité des activités pédagogiques;
- Sous-comité des ressources matérielles;
- Sous-comité sur le financement de la formation continue;
- Sous-comité sur les contrôles financiers;
- Groupe de travail sur le maintien des actifs immobiliers;
- Groupe de travail sur le mobilier, l'appareillage et outillage;
- Groupe de travail sur les normes d'espaces.

b) **Membres :**

- **MEES**

- M^{me} Esther Blais, directrice générale des affaires collégiales
- M^{me} Catherine Tremblay, directrice des contrôles financiers et des systèmes
- M^{me} Monique D'Amours, directrice générale des relations du travail
- M. Jean Leroux, directeur général du financement
- M. Jean-François Constant, directeur des affaires étudiantes et institutionnelles
- M. Olivier Simard, directeur de l'expertise et du développement des infrastructures de l'enseignement supérieur
- M. Patric Lachapelle, directeur général des infrastructures
- M. Serge Dupéré, directeur de la programmation budgétaire et du financement
- M. David Huot, Coordonnateur de la programmation budgétaire
- M. Jérôme Lapointe, Adjoint exécutif du directeur général au financement
- M. Élias Farhat, directeur du financement et du soutien des réseaux et des partenaires
- M^{me} Véronique Lavoie, responsable de la programmation budgétaire des cégeps

- **Cégeps**

- M. Sylvain Blais, directeur général du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue
- M. Kevin Chaput, directeur des services administratifs par intérim, Fédération des cégeps
- M. Yves Carignan, directeur des affaires étudiantes, Collège Montmorency,
- M^{me} Manon Chapdelaine, directrice de la formation continue, Cégep de Chicoutimi,

- M. Olivier Verreault-Lefebvre, analyste économique et financier, Fédération des cégeps,
- M^{me} Nancy Duncan, directrice du service des finances et des entreprises autofinancées, Cégep du Vieux-Montréal,
- M. Richard Fillion, directeur général, Collège Dawson,
- M. Mario Landry, directeur des ressources humaines, Cégep de Rivière-du-Loup,
- M^{me} Brigitte Langelier, directrice des ressources humaines et des relations de travail, Fédération des cégeps,
- M. Claude Montigny, directeur général, Cégep de Baie-Comeau,
- M. Marc Rémillard, directeur des services administratifs, Collège de Valleyfield
- M. Yvon Pépin, directeur des services financiers, Cégep Ahuntsic,
- M. Philippe Nasr, directeur des études, Collège Lionel-Groulx

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n'est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Modification annuelle des règles budgétaires qui encadre la subvention des cégeps.

Comité mixte du financement de l'enseignement collégial privé

- a) **Mandat :** ce Comité permet de consulter le réseau des collèges privés concernant les orientations à prendre en matière de financement.

b) **Membres :**

- **MEES**

- M^{me} Esther Blais, directrice générale des affaires collégiales
- M^{me} Marie-Josée Larocque, directrice de la planification de l'offre, de la formation continue et de la Recherche
- M. Jean-François Constant, directeur des affaires étudiantes et institutionnelles
- M. Jean Leroux, directeur général du financement
- M. Serge Dupéré, directeur de la programmation budgétaire et du financement
- M. Jérôme Lapointe, adjoint exécutif à la direction générale du financement
- M. Daniel Paquet, responsable de la programmation budgétaire

- **Collèges privés**

- M^{me} Chantal Fillion, directrice des services administratifs, Collège Laflèche
- M^{me} Johanne Gagné, directrice principale des finances, Collège Marianopolis
- M^{me} France Lavoie, directrice des ressources financières, Collège Jean-de-Breboeuf
- M. Nicolas Bellerose, directeur adjoint et responsable de l'aide financière aux études, Collège Bart
- M. Lucian Popa, directeur des services administratifs et financiers, Collège LaSalle
- M. Stéphane St-Onge, directeur des services financiers, École de musique Vincent-D'Indy
- M. Pierre L'Heureux, directeur général, Association des collèges privés du Québec
- M. David Dumoulin, directeur des ressources financières, Collège O'Sullivan de Montréal

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n'est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Modification annuelle des règles budgétaires qui encadre la subvention des cégeps.

Comités-conseils pour les programmes d'études préuniversitaires – (10 comités)

- Sciences de la nature;
- Sciences informatiques et mathématiques;
- Sciences humaines;
- Arts, lettres et communication;
- Musique;
- Danse;
- Arts visuels;
- Sciences, lettres et arts;
- Histoire et civilisation;
- Cheminements du baccalauréat international.

a) **Mandat**

Le rôle des comités-conseils est de formuler des recommandations au Ministère sur des questions relevant de ses responsabilités. Plus particulièrement, un comité-conseil a pour mandat :

- de donner des avis au Service de la formation préuniversitaire et de l'enseignement privé sur les questions qui lui sont soumises;
- de dresser un état de situation au regard de la mise en œuvre d'un programme d'études;
- de proposer l'exécution de travaux et de suggérer des modalités favorisant leur appropriation dans les collèges;
- de participer à l'évaluation d'un programme d'études;
- de superviser les processus pouvant mener à une révision d'un programme d'études;
- de proposer des mécanismes de soutien à l'implantation de changements apportés à un programme d'études;
- de déterminer le mandat du comité d'enseignantes et d'enseignants.

b) **Membres**

Chaque comité est composé :

- du Chef de service de la formation préuniversitaire et de l'enseignement privé, responsable du programme d'études concerné;
- de quatre directrices ou directeurs des études, dont trois sont désignés par la Fédération des cégeps et un est désigné par l'Association des collèges privés du Québec
- de quatre enseignantes ou enseignants désignés par le comité d'enseignantes et d'enseignants du programme;
- de trois représentantes ou représentants universitaires désignés par le Bureau de coopération interuniversitaire (BCI);
- le cas échéant, d'une représentante ou d'un représentant d'un ministère ou d'un établissement public affilié (école gouvernementale).

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n'est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Les comités conseils sont mis à contribution tout au long de l'actualisation des programmes, notamment au regard des profils attendus des diplômés des programmes préuniversitaires. Actuellement, les programmes de Sciences de la nature, Sciences informatiques et mathématiques et Sciences humaines sont l'objet d'évaluation ou de travaux de révision.

Comités d'enseignantes et d'enseignants des programmes d'études préuniversitaires (8 comités)

- Sciences de la nature;
- Sciences informatiques et mathématiques;
- Sciences humaines;
- Arts, lettres et communication;
- Musique;
- Arts visuels;
- Sciences, lettres et arts;
- Histoire et civilisation.

a) **Mandat**

Le rôle des comités d'enseignantes et d'enseignants est de réaliser les mandats qui leur sont confiés par le Service de la formation préuniversitaire et de l'enseignement privé ou par le comité-conseil duquel ils relèvent. Plus particulièrement, un comité d'enseignantes et d'enseignants a pour mandat :

- de donner des avis au Comité-conseil sur les questions qui lui sont soumises;
- de donner des avis au Comité-conseil au moment de l'élaboration ou de la révision d'un programme d'études;
- de participer au suivi de la mise en œuvre et à l'évaluation d'un programme d'études.

b) **Membres**

Chaque comité est composé :

- du Chef du service de la formation préuniversitaire et de l'enseignement privé;
- du professionnel du service de la formation préuniversitaire et de l'enseignement privé responsable du programme d'études concerné;
- d'une enseignante ou d'un enseignant délégué, comme répondant et selon des modalités convenues localement, par chacun des établissements d'enseignement collégial offrant la composante visée d'un programme d'études.

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n'est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Les comités d'enseignantes et d'enseignants sont mis à contribution tout au long de l'actualisation des programmes, notamment au regard des profils attendus des diplômés des programmes préuniversitaires. Actuellement, les programmes de Sciences de la nature,

Sciences informatiques et mathématiques et Sciences humaines sont l'objet d'évaluation ou de travaux de révision.

Comité-conseil de la formation générale

a) **Mandat**

Le rôle des comités d'enseignantes et d'enseignants est de réaliser les mandats qui leur sont confiés par le Service de la formation préuniversitaire et de l'enseignement privé ou par le Comité-conseil de la formation générale.

Plus particulièrement, les comités d'enseignantes et d'enseignants de la formation générale ont pour mandat :

- de donner des avis au Comité-conseil sur les questions qui leur sont soumises;
- de donner des avis au Comité-conseil au moment de l'élaboration ou de la révision de la formation générale;
- de participer au suivi de la mise en œuvre et à l'évaluation de la formation générale.

b) **Membres**

Le comité est composé :

- du chef du service de la formation préuniversitaire et de l'enseignement privé;
- du professionnel service de la formation préuniversitaire et de l'enseignement privé responsable de la formation générale;
- de sept directrices ou directeurs des études, dont :
 - trois de cégeps francophones et un de cégep anglophone sont désignés par la Fédération des cégeps;
 - deux de collèges francophones et un de collège anglophone sont désignés par l'Association des collèges privés du Québec;
- de sept enseignantes ou enseignants, chacun désigné par un des comités d'enseignantes et d'enseignants de la formation générale;
- de trois représentantes ou représentants universitaires désignés par le Bureau de coopération interuniversitaire (BCI);
- de deux représentantes ou représentants du marché du travail, l'un désigné par le Conseil interprofessionnel du Québec et l'autre par le Conseil du patronat du Québec;
- d'une représentante ou d'un représentant de la Direction des programmes de formation collégiale.

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n'est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Le comité fut l'occasion d'échanges sur la formation générale et des mécanismes de consultation et de partenariat entre le Ministère et le réseau collégial.

Comités d'enseignantes et d'enseignants de la formation générale (7 comités)

- Français, langue d'enseignement et littérature;
- Anglais, langue d'enseignement et littérature;
- Philosophie;
- Humanités;

- Anglais, langue seconde;
- Français, langue seconde;
- Éducation physique.

a) **Mandat**

Le rôle des comités d’enseignantes et d’enseignants est de réaliser les mandats qui leur sont confiés par la Direction de l’enseignement collégial public et privé ou par le Comité-conseil de la formation générale. Plus particulièrement, les comités d’enseignantes et d’enseignants de la formation générale ont pour mandat :

- de donner des avis au Comité-conseil sur les questions qui leur sont soumises;
- de donner des avis au Comité-conseil au moment de l’élaboration ou de la révision de la formation générale;
- de participer au suivi de la mise en œuvre et à l’évaluation de la formation générale.

b) **Membres**

Chaque comité est composé :

- du Chef du service de la formation préuniversitaire et de l’enseignement privé
- du professionnel du service de la formation préuniversitaire et de l’enseignement privé
- d’une enseignante ou d’un enseignant délégué, comme répondant et selon des modalités convenues localement, par chacun des établissements d’enseignement collégial offrant la composante visée d’un programme d’études.

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n’est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Le comité fut l’occasion d’échanges sur la formation générale et des mécanismes de consultation et de partenariat entre le Ministère et le réseau collégial.

Comité-conseil de l’épreuve uniforme de langue d’enseignement et littérature

a) **Mandat**

Le rôle du Comité-conseil est de formuler des recommandations au Ministère sur des questions relevant de ses responsabilités. Plus particulièrement, le Comité-conseil a pour mandat :

- de donner des avis au Service de la formation préuniversitaire et de l’enseignement privé, sur les questions qui lui sont soumises;
- de dresser un état de situation au regard de l’évolution de l’épreuve uniforme;
- de proposer l’exécution de travaux et de suggérer des modalités favorisant leur appropriation dans les collèges;
- de participer à l’évaluation de l’épreuve uniforme;
- de superviser les processus pouvant mener à une révision de l’épreuve uniforme;
- de proposer des mécanismes de soutien à l’implantation de changements apportés à l’épreuve uniforme.

b) **Membres**

Le comité est composé :

- du chef du service de la formation préuniversitaire et de l’enseignement privé;
- de deux professionnels (français et anglais) du service de la formation préuniversitaire et de l’enseignement privé responsable de l’épreuve uniforme de langue d’enseignement et littérature;
- de sept directrices ou directeurs des études, dont :
 - trois de cégeps francophones et un de cégep anglophone sont désignés par la Fédération des cégeps;
 - deux de collèges francophones et un de collège anglophone sont désignés par l’Association des collèges privés du Québec;
- de quatre enseignantes ou enseignants, dont :
 - deux de collèges francophones;
 - deux de collèges anglophones.

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n’est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Le comité n’a pas tenu de rencontre en 2016-2017.

Comités d’enseignantes et d’enseignants de l’épreuve uniforme de langue d’enseignement et littérature - sélection des textes et des sujets de rédaction (2 comités)

- examens de français;
- examens d’anglais.

a) **Mandat**

Les comités de sélection des textes et des sujets de rédaction (français et anglais) ont pour mandat d’élaborer des propositions d’examens, à partir de banques de textes et de sujets potentiels.

b) **Membres**

Chaque comité est composé :

- du professionnel du service de la formation préuniversitaire et de l’enseignement privé, responsable de l’épreuve uniforme de langue d’enseignement et littérature (français et anglais);
- de quatre enseignantes ou enseignants, recrutés par appel de candidatures dans le réseau.

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n’est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Le comité n'a pas tenu de rencontre en 2016-2017.

Comités d'enseignantes et d'enseignants de l'épreuve uniforme de langue d'enseignement et littérature - analyse de la difficulté des textes et des sujets de rédaction (2 comités)

- examens de français;
- examens d'anglais.

a) **Mandat**

Les comités d'analyse de la difficulté des textes et des sujets de rédaction (français et anglais) ont pour mandat de valider les propositions d'examens des comités de sélection.

b) **Membres**

Chaque comité est composé :

- du professionnel du service de la formation préuniversitaire et de l'enseignement privé, responsable de l'épreuve uniforme de langue d'enseignement et littérature (français et anglais);
- de quatre enseignantes ou enseignants, recrutés par appel de candidatures dans le réseau.

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n'est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Le comité n'a pas tenu de rencontre en 2016-2017.

Comité mixte sur les affaires éducatives MEES – Fédération des cégeps
a) **Mandat**

Le Comité mixte sur les affaires éducatives joue un rôle d'interface entre le Ministère et les cégeps, qui y font évoluer conjointement les grands dossiers éducatifs du réseau collégial public dans trois grands domaines : les affaires éducatives, la formation technique et la formation continue.

b) **Membres**

Le comité est composé :

- de la directrice de la Direction générale des affaires collégiales;
- du directeur de la Direction des programmes de formation collégiale;
- de la directrice de la Direction de la planification de l'offre et de la formation continue et de la recherche;
- du directeur de la Direction des programmes de formation technique;
- du directeur de la Direction de l'adéquation formation-emploi;
- du directeur de la Direction générale des affaires universitaires et interordres;
- du directeur de la Direction des affaires étudiantes et institutionnelles;
- du directeur de la Direction des relations extérieures;
- du professionnel responsable du secrétariat du Comité.
- de quatre directrices ou directeurs des études de cégeps;
- d'une directrice générale de cégep;

- d’un directeur des services administratifs de cégep;
- d’un directeur des affaires étudiantes et communautaires de cégep;
- de deux directeurs de la formation continue de cégep;
- de la directrice des affaires éducatives et de la recherche de la Fédération des cégeps;
- d’une professionnelle de la Fédération des cégeps.

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n’est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Le Comité a été l’occasion d’échanges entre le Ministère et ses partenaires du réseau collégial public. La dernière rencontre a permis d’informer les représentants de la Fédération des cégeps et des établissements d’enseignement collégial des plus récents développements dans les travaux ministériels.

Comité mixte sur les affaires éducatives MEES – Association des collèges privés du Québec

a) **Mandat**

Le Comité mixte sur les affaires éducatives joue un rôle d’interface entre le Ministère et les collèges privés, qui y font évoluer conjointement les grands dossiers éducatifs du réseau collégial privé dans trois grands domaines : les affaires éducatives, la formation technique et la formation continue.

b) **Membres**

Le comité est composé :

- de la directrice de la Direction générale des affaires collégiales;
- du directeur de la Direction des programmes de formation collégiale;
- de la directrice de la Direction de la planification de l’offre et de la formation continue et de la Recherche;
- du directeur de la Direction de l’adéquation formation-emploi;
- du directeur de la Direction générale des affaires universitaires et interordres;
- du directeur de la Direction des affaires étudiantes et institutionnelles;
- du directeur de la Direction des relations extérieures;
- de quatre directrices ou directeurs des études de collège;
- d’une directrice ou directeur général de collège;
- du directeur général de l’Association des collèges privés du Québec (ACPQ);
- d’une ou d’un professionnel de l’Association des collèges privés du Québec.

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n’est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Le Comité a été l’occasion d’échanges entre le Ministère et ses partenaires du réseau collégial privé subventionné. La dernière rencontre a permis d’informer les représentants de l’Association

des collèges privés du Québec et des établissements d'enseignement collégial privés subventionnés des plus récents développements dans les travaux ministériels.

Comité national des programmes d'études professionnelles et techniques

a) Mandat

Le Comité national des programmes d'études professionnelles et techniques a pour mandat d'examiner les projets de programmes d'études, nouveaux ou révisés, au regard de leur pertinence. Il donne des avis aux ministres sur :

- les grandes problématiques propres aux trois ordres d'enseignement abordées sous l'angle de l'interface éducation-emploi;
- la pertinence des programmes d'études professionnelles et des programmes d'études techniques établis par le ministre, et menant à :
 - un diplôme d'études professionnelles;
 - une attestation de spécialisation professionnelle;
 - un diplôme d'études collégiales;
 - un diplôme de spécialisation d'études techniques;
- des questions particulières présentant de l'intérêt pour plusieurs membres (ex. : en lien avec la formation).

b) Membres

Le comité est coprésidé par :

- la sous-ministre adjointe à l'Éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et secondaire (MEES);
- le sous-ministre adjoint à l'enseignement supérieur.

Il est composé de membres représentants des organismes publics (3 personnes) :

- Emploi-Québec
- Conseil interprofessionnel du Québec
- Commission des partenaires du marché du travail

Il est composé de membres représentants des employeurs (5 personnes) :

- Conseil du patronat du Québec
- Fédération des chambres de commerce du Québec
- Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
- Manufacturiers exportateurs du Québec
- Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec

Il est composé de membres représentants les centrales syndicales (5 personnes) :

- Confédération des syndicats nationaux
- Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec
- Centrale des syndicats du Québec
- Centrale des syndicats démocratiques
- L'Union des producteurs agricoles

Il est composé de représentants des responsables locaux de formation :

- Commissions scolaires (2 personnes)
- Cégeps (2 personnes)
- Universités (2 personnes)
- Établissements d'enseignement privés (1 personne)
- Établissements d'enseignement anglophones (1 personne)

Il comprend également des observateurs (sans droit de vote) (7 personnes) :

- Association des collèges privés du Québec
- Fédération des cégeps
- Fédération des commissions scolaires du Québec
- Fédération étudiante collégiale du Québec
- Emploi-Québec

- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Office des professions du Québec

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n'est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Des avis à l'intention de la ministre de l'Enseignement supérieur et du ministre de l'Éducation sur les programmes d'études ministériels de formation professionnelle et de formation technique.

Comité mixte sur la recherche

a) **Mandat**

Ce comité mixte est un lieu de concertation des partenaires qui permet d'identifier les conditions souhaitables au développement, au rayonnement et à la consolidation de la recherche collégiale dans le système de recherche québécois et canadien.

b) **Membres**

Le comité est présidé par la directrice générale des affaires collégiales (MEES)

Le comité est composé :

- de la directrice de la planification de l'offre, de la formation continue et de la Recherche (MEES);
- de la coordonnatrice à la recherche et aux CCTT (MEES);
- d'une responsable ministérielle de la recherche collégiale (MEES);
- de la coordonnatrice de la recherche scientifique, Fédération des cégeps;
- d'une chargée de projets, Association des collèges privés du Québec (ACPQ);
- du président-directeur du Réseau Trans-tech;
- de la directrice des opérations du Réseau Trans-tech;
- de la directrice générale de l'Association pour la recherche au collégial (ARC);
- de la directrice des études du Collège André-Grasset;
- de la directrice des études du Cégep de Rivière-du-Loup;
- directeur des études du Cégep André-Laurendeau;
- de la directrice des études du Collège Laflèche;
- de la directrice générale du Cégep de Maisonneuve;
- du directeur général de l'École nationale de cirque;
- de la directrice générale du Cégep de Sainte-Foy.
- du directeur général du Cégep de l'Outaouais.

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n'est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Le Comité a mis en place un plan d'action pour contribuer à l'avancement concret de l'implantation et au développement de la recherche, déterminer les conditions facilitantes au développement de la recherche, poursuivre les travaux d'un projet d'entente de reconnaissance de certification éthique des projets multicentriques et contribuer à la reconnaissance des activités de recherche dans les collèges.

Comité de liaison en enseignement supérieur
a) **Mandat**

Le Comité de liaison de l'enseignement supérieur (CLES) constitue un mécanisme de concertation et d'articulation interordres en enseignement supérieur, notamment dans trois champs d'action particuliers :

- l'articulation des programmes préuniversitaires et des programmes de 1er cycle;
- la mise en place de nouvelles jonctions entre les programmes d'études techniques et les programmes universitaires;
- le développement de nouveaux partenariats institutionnels entre collèges et universités.

Le CLES formule des avis et des recommandations sur toute question relevant de son mandat et les transmet aux autorités compétentes. Il assure également la diffusion de l'information sur les dispositions convenues dans le cadre de l'exercice de son mandat.

b) **Membres****MEES**

Simon Bergeron
 Jeason Morin
 Esther Blais
 Jean-François Constant
 Jean-Pierre Forgues
 Marie-Josée Larocque
 Jean-François Lehoux
 Jean-François Noël
 Catherine Tremblay

Bureau de coopération interuniversitaire

Réjean Drolet
 Louise Béliveau
 Steven Chamberland
 Michèle Breton
 Graham Carr
 René Côté
 Sylvie B. De Grosbois
 François Deschênes
 Olivier Dyens
 Mustapha Fahmi
 Bernard Garnier
 Lucie Laflamme (sera remplacée)
 Robert Mantha
 Martin Noël
 Miles Turnbull

Fédération des cégeps

Bernard Tremblay
 Isabelle Laurent
 Fabienne Desroches
 Rachel Aubé

Association des collèges privés du Québec

Pierre L'Heureux
Huguette Maisonneuve
Rachel Gendron

c) Budget dépensé

Aucun budget n'est associé aux travaux du comité.

d) Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) Les résultats atteints

- Une réunion du Comité le 15 octobre 2016;
- Création de deux sous-comités, l'un portant sur les étudiants en situation de handicap et l'autre sur la cote de rendement au collégial. Les travaux de ces comités sont en cours.

CIC - Comité interministériel de coordination des programmes de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI)
a) Mandat

Dans le cadre des programmes cofinancés avec la Fondation canadienne pour l'innovation, la décision 97-373 du Conseil des ministres mandate les quatre membres du CIC pour établir la liste des projets du Québec qui pourront recevoir du financement. Ils déterminent les projets qui sont retenus comme prioritaires de même que la contribution de chacun au financement des projets. Pour le programme Fonds d'innovation les arbitrages finaux sont effectués par un comité composé des ministres du SAIC, du MEESR, du MSSS et du MEIE (décision 98-246).

b) Membres**MEES**

Simon Bergeron, sous-ministre adjoint

MÉSI

Marie-Josée Blais, sous-ministres adjointe MESI

SAIC

Artur J Pires, secrétaire adjoint SQRC

MSSS

Luc Castonguay, sous-ministre adjoint MSSS

c) Budget dépensé

Aucun budget n'est associé aux travaux du comité.

d) Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective.

e) Les résultats atteints

Lors des différents concours, les projets sont évalués par les FRQ et les projets retenus pour financement par le CIC sont transmis à la Fondation canadienne pour l'innovation à l'intérieur des délais prescrits.

Comité interministériel de la recherche et de l'innovation

a) Mandat

Le Comité interministériel de la recherche et de l'innovation (CIRI) est une instance du gouvernement du Québec qui a été maintenue dans le contexte de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation (SQRI) 2017 2022. Ce comité :

- Appuie le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) dans sa responsabilité d'assurer l'harmonisation et la cohérence des actions gouvernementales en matière de développement économique, de recherche, de science, de technologie et d'innovation;
- Soutient et accompagne les ministères et organismes (MO) du gouvernement du Québec en matière de recherche et d'innovation, afin de mieux articuler l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques en cette matière.
- Favorise la collaboration et le partenariat au sein des MO afin d'optimiser les retombées de la recherche et de l'innovation, tant au plan économique que social ainsi qu'au sein même de l'appareil public. Ce comité :
 - o se veut un lieu d'échange d'information et de promotion de la recherche et de l'innovation auprès des MO du gouvernement du Québec;
 - o permet aux ministères de se concerter sur les thèmes à prioriser en matière de recherche et d'innovation dans le cadre de la stratégie de communication de la SQRI;
- Analyse, avec l'appui d'experts, afin que l'État se transforme et s'assure de l'efficacité et l'efficience de ses interventions dans une perspective de mettre de l'avant un État innovant :
 - o la possibilité de créer un laboratoire d'innovation publique (le PublicLab) ou des cellules d'innovation publique au sein du gouvernement;
 - o la pertinence de préparer des « rendez-vous » ou « assises » de l'innovation;
 - o l'utilisation des données probantes dans l'élaboration des politiques publiques.

b) Membres

Présidence : ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, M^{me} Marie-Josée Blais, sous-ministre adjointe à la science et à l'innovation

Participants :

- Ministère de la Famille, M. Stéphane Auclair, directeur de la recherche, de l'évaluation et de la statistique
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M^{me} Louise Leblanc, sous-ministre adjointe à la transformation alimentaire et aux marchés
- Ministère de la Culture et des Communications, M. Jean-Jacques Adjizian, directeur des politiques et des relations interministériels
- Ministère de la Santé et des Services sociaux, M^{me} Manon Saint-Pierre, directrice de la recherche, de l'innovation et du transfert des connaissances
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, M^{me} Debbie Gendron, directrice de l'enseignement et de la recherche universitaire et M. Jesus Jimenez Orte, analyste
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, M. Nicolas Laflamme, conseiller à la sous-ministre associée à l'énergie et aux mines
- Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, M^{me} Elke Laure, directrice de la recherche et statistique
- Ministère des Affaires municipales et de l'occupation du territoire, M. Marc-André Bélanger, conseiller aux politiques
- Ministère des Finances, M. Mathieu Gervais, directeur du développement économique,
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, M^{me} Linda Tremblay, directrice de la coordination

- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie, M. Martin Brie, directeur de la concertation de l'action internationale et M^{me} Èva Charlesbois, économiste
- Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, M. Jean-Pierre Maurais, directeur de la coordination de la recherche et de l'innovation
- Ministère du Conseil exécutif, M^{me} Isabelle Mignault, secrétaire adjointe à la jeunesse,
- Ministère du Conseil exécutif, M^{me} Lise Grenier, conseillère, Secrétariat aux affaires maritimes
- Ministère du Développement durable, de l'environnement et de la Lutte aux changements climatiques, M. Jacob Martin-Malus, sous-ministre adjoint au développement durable et à la qualité de l'environnement,
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M^{me} Johanne Bourassa, sous-ministre adjointe et secrétaire générale de la commission des partenaires du marché du travail
- Société du Plan nord, M. Martin Vachon, conseiller stratégique en développement régional et développement durable

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n'est associé aux travaux des comités.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Deux sous-comités ont été mis sur pied, soit un dont le mandat est la réflexion sur la création d'un PublicLab ou de cellules d'innovations publiques; et un qui se penchera sur les frais indirects de la recherche et les clauses des contrats de recherche entre les universités et les ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Sous-comité PublicLab du CIRI

a) **Mandat**

Le comité doit faire une proposition au CIRI, relativement à la création d'un laboratoire public ou de cellules d'innovation publiques au gouvernement.

b) **Membres**

- MCC, Direction des politiques et des relations interministérielles, M. Jean-Jacques Adjizian
- MEES, Directrice de l'Enseignement et de la recherche universitaire, M^{me} Debbie Gendron
- MTMDDET, Directeur de la coordination de la recherche et de l'innovation, M. Jean-Pierre Maurais,
- MCE-SAJ, Secrétaire adjointe à la jeunesse, M^{me} Isabelle Mignault
- MAMOT, Conseiller aux politiques à la Direction générale des politiques, M. Marc-André Bélanger
- MTESS, Conseillère ministérielle en architecture d'entreprise, M^{me} Josée Normandeau
- MTESS-Services Québec, Directrice, M^{me} Joëlle Bouchard
- MRI, Directeur de la concertation de l'action internationale, M. Martin Brie
- MESI, Directrice de la coordination et des stratégies clients au secteur de la science et de l'innovation, M^{me} Mélanie Pomerleau

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n'est associé aux travaux des comités.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) Les résultats atteints

Lieu de discussion sur la création d'un laboratoire d'innovation publique.

Sous-comité : Frais indirects de la recherche et clauses type dans les ententes entre les Universités et les ministères et organismes gouvernementaux CIRI
a) Mandat

Le comité doit faire une proposition au CIRI, relativement à l'harmonisation des clauses types des contrats et subventions de recherche ainsi que du cadre de versement des FIR par l'ensemble des ministères.

b) Membres

Des représentants de dix ministères font partie de ce comité présidé par le MESI.

c) Budget dépensé

Aucun budget n'est associé aux travaux des comités.

d) Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) Les résultats atteints

Le comité doit soumettre une proposition au CIRI en vue de la présenter au BCI.

Comité directeur sur la diversité biologique (CDDB)
a) Mandat

Comité créé dans la foulée de l'adoption des Orientations gouvernementales en matière de diversité biologiques (OGDB). Ces orientations gouvernementales visent à favoriser la prise en compte de la biodiversité dans l'ensemble des documents stratégiques du gouvernement. Les OGDB portent un esprit de responsabilisation des ministères et organismes (M/O) et offrent un dénominateur commun pour soutenir l'approche gouvernementale en matière de biodiversité.

b) Membres

- M. Patrick Beauchesne (MDDELCC)
- M. Éric Thérioux (MRIF)
- M. Francis Forcier (MFFP)
- M. Philippe Dubuisson (MESI)
- M. Patrick Brunelle (SAA)
- M. Pierre Bérubé (MFFP) (en remplacement de M^{me} Julie Grignon)
- M^{me} Marie-Pierre Ouellon (MERN) (en remplacement de M. Marc Leduc)
- M. Raynald Chassé (MAPAQ) (en remplacement de M^{me} Hélène Doddridge)
- M^{me} Geneviève Dubois (MEES) (en remplacement de M. Simon Bergeron)
- M. Jésus Jimenez Orte (MEES) (en remplacement de M. Simon Bergeron)

c) Budget dépensé

Aucun budget n'est associé aux travaux des comités.

d) Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Ce comité est porté par le MDDELCC.

Comités de la formation des ordres professionnels (30 comités en tout)
a) **Mandat**

Le comité de la formation est une instance consultative au sein de chaque ordre professionnel, ayant pour mandat d'examiner, dans le respect des compétences respectives et complémentaires de l'ordre, des établissements d'enseignement et du MEES, les questions relatives à l'adéquation de la formation aux compétences professionnelles à acquérir pour l'exercice d'une profession. 30 ordres professionnels exigent un diplôme de grade universitaire afin de donner ouverture à un permis ont en vigueur un règlement sur le comité de la formation.

b) **Membres****MEES**

Un professionnel de la Direction de l'enseignement et de la recherche universitaires par comité. Chaque professionnel est membre de plusieurs comités.

Ordres professionnels

Deux membres désignés par les différents conseils d'administration.

BCI

Deux professeurs d'université.

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n'est associé aux travaux des comités.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) **Les résultats atteints**

Lieu de discussion et de concertation sur différents sujets : l'adéquation de la formation aux compétences professionnelles à acquérir pour l'exercice d'une profession; les objectifs des programmes de formation offerts par les établissements d'enseignement; les objectifs des autres conditions et modalités de délivrance de permis (stage ou un examen professionnel); et les normes d'équivalence de diplôme ou de formation. Le comité a pour fonction de revoir chaque année, à la lumière de l'évolution des connaissances et de la pratique, notamment eu égard à la protection du public, la situation relative à la qualité de la formation et, le cas échéant, de faire rapport au conseil d'administration de l'ordre.

Comité des programmes universitaires
a) **Mandat**

Le Comité des programmes universitaires (CPU) a pour mandat d'examiner l'opportunité, pour le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur (MEES), de soutenir, en y affectant des fonds publics, le développement de nouveaux programmes de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat proposés par les universités.

b) **Membres****MEES**

Directeur général des affaires universitaires et interordres (président du Comité);
 Directrice de l'enseignement et de la recherche universitaires;
 Conseiller aux affaires universitaires (secrétaire-coordonnateur du Comité);
 Analyste de la Direction de la programmation budgétaire et du financement.

Universitaires

Les membres du CPU sont désignés par le Bureau de coopération interuniversitaire et agissent à titre d'experts indépendants pour examiner l'opportunité de financer les nouveaux programmes de grade.

Pendant l'année universitaire 2017-2018 quatre professeurs titulaires siègent au CPU.

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n'est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par le Ministère.

e) **Les résultats atteints**

Le CPU évalue, en continu, 100 % des nouveaux programmes de grades proposés par les universités.

Pôle de coordination pour l'accès à la formationa) **Mandat**

Le Pôle a pour fonction de dresser un état de situation de cet accès, d'identifier les problèmes et les enjeux liés à la formation, d'identifier les besoins en collecte de données à des fins statistiques, d'assurer la collaboration entre les ordres professionnels, les établissements d'enseignement et les ministères concernés et de proposer des solutions aux problèmes identifiés. Il s'agit de d'une instance instituée en vertu de la *Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel* adopté en juin 2017. (Ref : Code des professions du Québec).

b) **Membres****MEES**

Sous-ministre adjoint à l'enseignement supérieur – co-président du Pôle

Autres

Office des professions du Québec
 Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
 Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
 Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
 Ministère de la Santé et des Services sociaux
 Bureau de coopération interuniversitaire
 Conseil interprofessionnel du Québec
 Commission des partenaires du Marché du travail
 Fédération des cégeps

c) **Budget dépensé**

Aucun budget n'est associé aux travaux du comité.

d) **Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres**

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective.

e) **Les résultats atteints**

Lieu de discussion et de concertation sur l'accès aux professions, notamment pour les professionnels formés à l'étranger. En 2017-2018, le Pôle a tenu 2 réunions (le 31 janvier 2018 et le 15 mars 2018).

Comité interministériel de travail sur la Stratégie numérique

- Mandat : enjeux et orientation de la Stratégie numérique
- Membres : MESI, MSSS, MCE, MTESS, MCC, MAMOT, SCT, MEES, MFQ, MERN,.
- Budget dépensé : le budget relève du MESI.
- Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : moins de 500 \$ de déplacement dans le cadre des rendez-vous numériques de février 2017.
- Résultats atteints : Lancement de la Stratégie numérique du Québec en décembre 2017 et annonce au printemps 2018 du Plan d'action numérique en éducation et en enseignement supérieur. Début des travaux de mise en œuvre de la Stratégie.

Comité de travail consultatif composé des présidents des tables régionales des CS en TI

- Mandat : groupe consultatif sur des enjeux en RI dans les CS.
- Membres : directeurs des RI de CS, présidents des tables régionales.
- Budget dépensé : aucun.
- Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucun.
- Résultats atteints : liens avec le réseau et consultation continue.

Conseil d'administration de la GRICS

- Mandat : administration de la GRICS.
- Membres : 12 représentants des CS, représentants des CS anglophones, présidente-directrice générale, représentant de la FCSQ.
- Présence du ministère comme observateur : Stéphane Lehoux, directeur général DGTNRI
- Budget dépensé : le budget relève de la GRICS.
- Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : moins de 300 \$.
- Résultats atteints : gestion de l'organisation, liens avec le réseau et consultation continue.

Comité mixte des cégeps en RI

- Mandat : échanges constants concernant les enjeux stratégiques du réseau collégial lié au secteur des technologies de l'information.
- Membres : 3 représentants de la Fédération des cégeps incluant son PD, 5 représentants des cégeps dont un DG (cégep Beauce-Appalaches), 3 représentants du MEES incluant le SMA du secteur GIR.
- Budget dépensé : aucun jusqu'à maintenant.
- Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : s. o.
- Résultats atteints : liens avec le réseau et consultation continue.

Regroupement des dirigeants de l'information des universités du Québec (RDIUQ)

- Mandat : groupe d'échange sur le sujet des RI dans les universités au Québec.
- Membres : toutes les universités du Québec.
- Budget dépensé : le budget relève de chacune des universités québécoises.
- Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : moins de 1000 \$.
- Résultats atteints : liens avec le réseau et arrimage des projets interuniversitaires.

Communauté de pratique en gouvernance et en gestion de projet (COGP)

- Mandat : partage de l'expertise en gouvernance et en gestion de projet.
- Membres : plusieurs organismes publics et le SCT.
- Budget dépensé : aucun.
- Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucun
- Résultats atteints : échange de bonnes pratiques en gouvernance des RI.

Conseil d'administration du Réseau d'informations scientifiques du Québec (RISQ)

- Mandat : administration du RISQ.
- Membres : 16 membres principalement issus d'établissements collégiaux et universitaires.
- Budget dépensé : relève du RISQ.
- Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : moins de 1000 \$.
- Résultats atteints : gestion de l'organisation, liens avec le réseau et consultation continue.

Comité consultatif du RISQ

- Mandat : apporte des recommandations au conseil d'administration au sujet des orientations technologiques et de l'offre de services du RISQ.
- Membres : 22 personnes, dont 21 sont choisies parmi les directeurs des services informatiques qui ne sont pas membres du conseil d'administration, dont 11 proviennent des universités, 9 des cégeps et 1 des commissions scolaires.
- Budget dépensé : relève du RISQ.
- Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : s. o.
- Résultats atteints : liens avec le réseau et consultation continue.

Comité de tarification du RISQ

- Mandat : étudier et recommander au CA du RISQ les procédures de détermination de la tarification des services dont celle de la répartition de la cotisation entre les membres.
- Membres : 21 personnes dont 20 ne sont pas membres du CA du RISQ, 11 proviennent des universités et 9 des cégeps
- Présence du ministère comme observateur : Stéphane Lehoux, directeur général DGTNRI
- Budget dépensé : relève du RISQ.
- Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : s. o.
- Résultats atteints : consultation des membres sur la tarification.

Association de la sécurité de l'information du Québec (ASIQ)

- Mandat : promouvoir la sécurité de l'information.
- Membres : 250 membres provenant du secteur privé (37%) et du secteur public (63 %).
- Budget dépensé : relève de l'ASIQ.
- Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : s. o.
- Résultats atteints : liens avec le réseau et consultation continue en SI.

Regroupement des intervenants en sécurité informatique des universités québécoises (RISIUQ)

- Mandat : favoriser les échanges et la collaboration en matière de sécurité.
- Membres : les 18 universités y sont représentées et le MEES (COGI-réseau).
- Budget dépensé : relève du RISIUQ
- Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : s. o.
- Résultats atteints : liens avec le réseau et consultation continue en SI.

Équipe de réponse aux incidents de sécurité de l'information de l'Administration québécoise (CERT/AQ – Computer Emergency Response Team)

- Mandat : assister les organismes publics de l'Administration québécoise pour améliorer leur capacité à se prémunir et gérer les incidents et attaques informatiques.
- Membres : tous les MO de l'État québécois.
- Budget dépensé : relève du CERT/AQ
- Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : s. o.
- Résultats atteints : liens avec le réseau et consultation continue en SI.

Comité de retraite RRPE

Mandat :

- Les comités de retraite sont constitués par les lois instituant les régimes de retraite qui les concernent. Ils ont notamment comme mandat d'établir, conjointement avec la Caisse de dépôt et placement du Québec, une politique de placement à l'égard des fonds provenant des cotisations de leurs participants respectifs.
- Ils peuvent demander des études portant sur l'administration des régimes de retraite et formuler des recommandations concernant l'application des dispositions des régimes de retraite à Retraite Québec et au ministre responsable de leur régime de retraite.
- Les comités de retraite approuvent les états financiers de leur régime de retraite et reçoivent, pour examen, les rapports d'évaluation actuarielle du régime. Le plan d'action de Retraite Québec, pour le régime de retraite, leur est soumis pour examen et rapport.
- Le comité de retraite est constitué en vertu de l'article 196.2 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1). Il exerce ses fonctions quant au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE).
- Depuis le 1er janvier 1997, le RRPE vise les personnes occupant un emploi non syndicable et qui ont le classement correspondant.

Membres : 17 soit : un président indépendant, 7 membres représentant les participants, un membre représentant les prestataires et 8 membres représentant le gouvernement.

Comité de retraite RREGOP

Mandat :

- Les comités de retraite sont constitués par les lois instituant les régimes de retraite qui les concernent. Ils ont notamment comme mandat d'établir, conjointement avec la Caisse de dépôt et placement du Québec, une politique de placement à l'égard des fonds provenant des cotisations de leurs participants respectifs.
- Ils peuvent demander des études portant sur l'administration des régimes de retraite et formuler des recommandations concernant l'application des dispositions des régimes de retraite à Retraite Québec et au ministre responsable de leur régime de retraite.
- Les comités de retraite approuvent les états financiers de leur régime de retraite et reçoivent, pour examen, les rapports d'évaluation actuarielle du régime. Le plan d'action de Retraite Québec, pour le régime de retraite, leur est soumis pour examen et rapport.
- Le comité de retraite est constitué en vertu de l'article 163 de la [Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics](#) (RLRQ, chapitre R-10). Il exerce ses fonctions quant au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des enseignants (RRE), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) et au Régime de retraite de certains enseignants (RRCE).
- Créé le 1^{er} juillet 1973, le RREGOP vise le personnel régulier et occasionnel qui travaille à temps plein ou à temps partiel dans le réseau de la santé et des services sociaux, dans le réseau de l'éducation et dans la fonction publique du Québec.

Membres : 24 (10 membres représentant les participants, 2 membres représentant les prestataires et 12 membres représentant le gouvernement).

Comité Paritaire Intersectoriel- FTQ

Mandat : Institué en vertu des conventions collectives, le mandat de ce comité est d'établir et d'assurer l'application du régime d'assurance-maladie de base et des régimes complémentaires.

Membres : maximum de 16 personnes (8 personnes max. du côté syndical et 8 personnes max. du côté patronal).

Comité intersectoriel-entente assurance (SCT)

Mandat :

- Coordonner les informations à demander aux syndicats sur l'utilisation des montants;
- S'assurer d'une mise en œuvre uniforme et adéquate dans les systèmes de paies;
- Documenter les diverses problématiques rencontrées et leurs solutions.

Membres : représentants du Secrétariat du Conseil du trésor (5), représentants du MEES (1) et du ministère de la Santé et des services sociaux (2). Le président du Comité est un actuaire indépendant.

Comités de la Table d'adéquation formation-emploi

Comité interministériel en adéquation formation-emploi (SMA)

Mandats :

- Soutenir l'assemblée délibérante de la CPMT dans l'établissement du portrait du marché du travail et dans l'identification des besoins de main-d'œuvre et de formation ainsi que des compétences offertes et demandées.
- Déterminer les orientations en matière d'adéquation formation-emploi
- S'assurer de la mise en œuvre du plan d'action conjoint en adéquation formation-emploi (« napperon »), du processus décisionnel conjoint révisé et des mesures du rendez-vous national de la main-d'œuvre, en faisant les liens requis avec le plan d'action concerté en AFCE de la CPMT
- Créer, superviser et dissoudre, selon les besoins, des comités de travail pour des mandats spécifiques (par exemple, pour la mise en œuvre des modifications au processus décisionnel).

Composition :

- Sous-ministre adjointe à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et secondaire, MEES
- Sous-ministre adjoint à l'enseignement supérieur, MEES
- Sous-ministre associée responsable d'Emploi-Québec, MTESS
- Sous-ministre adjoint aux orientations, MIDI
- Sous-ministre associé aux politiques économiques, MESI
- Sous-ministre adjointe à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et secondaire, MEES

Budget :

- Les budgets dépensés sont assumés à même les budgets de fonctionnement des ministères et des organisations membres.
- Aucuns frais pour les représentants du Ministère.

Résultats atteints :

- Les travaux ont débutés à l'automne 2017 et sont actuellement en cours.

Comité stratégique en adéquation formation-emploi

Mandats :

- Soutenir le comité interministériel en préparant les dossiers qui y sont présentés et discutés
- Suivre la mise en œuvre des mesures du plan d'action conjoint (napperon) (par exemple, la participation accrue des milieux de travail à la formation, notamment par le biais de stage; mesures pour assurer la viabilité des programmes d'études jugés prioritaires, etc.)
- Superviser la mise en œuvre des quatre premières étapes du processus décisionnel conjoint
- Collaborer à l'identification des déséquilibres quantitatifs de main-d'œuvre et des besoins de compétences et approuver le résultat
- Élaborer les mandats donnés aux sous-groupes de travail et suivre leurs travaux

Composition :

- Direction de l'adéquation formation-emploi, MEES
- Direction générale des affaires collégiales, MEES
- Direction générale des services à l'enseignement, MEES

- Direction de la formation professionnelle, MEES
- Direction générale des politiques d'emploi, de la planification et du marché du travail, MTESS
- Direction générale du développement de la main-d'œuvre, MTESS
- Direction générale des politiques et des programmes, MIDI
- Direction des politiques et de l'analyse économiques, MESI
- Direction de la formation professionnelle, CCQ
- Secrétariat de la Commission des partenaires du marché du travail (membre observateur)

Budget :

- Les budgets dépensés sont assumés à même les budgets de fonctionnement des ministères et des organisations membres.
- Aucuns frais pour les représentants du Ministère.

Résultats atteints :

- Les travaux ont débutés à l'automne 2017 et sont actuellement en cours.

Sous-comité sur l'adéquation qualitative

Mandats :

- Servir de lieu de concertation, d'échanges, de mise en commun et de coordination des travaux en adéquation qualitative menés par les différents ministères et organismes.
- Au besoin, recommander des travaux à prioriser et faire le suivi de leur réalisation.

Composition :

- Direction de l'adéquation formation-emploi, MEES
- Direction de la formation professionnelle, MEES
- Direction des programmes de formation collégiale, MEES
- Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail, MTESS
- Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle, MTESS
- Direction des politiques et de l'analyse économiques, MESI
- Direction de l'évaluation professionnelle et de la reconnaissance des compétences, MIDI
- Direction de la formation professionnelle, CCQ

Budget :

- Les budgets dépensés sont assumés à même les budgets de fonctionnement des ministères et des organisations membres.
- Aucuns frais pour les représentants du Ministère.

Résultats atteints :

- Les travaux ont débutés à l'hiver 2017 et sont actuellement en cours.

Sous-comité sur l'adéquation quantitative

Mandats :

- Servir de lieu de concertation, d'échanges, de mise en commun et de coordination des travaux en adéquation quantitative menés par les différents ministères et organismes.
- Au besoin, recommander des travaux à prioriser et faire le suivi de leur réalisation.

Composition :

- Direction de l'adéquation formation-emploi, MEES
- Direction de la formation professionnelle, MEES
- Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail, MTESS
- Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle, MTESS

- Direction des politiques et de l'analyse économiques, MESI
- Direction de la recherche et statistique, MIDI
- Direction de l'évaluation professionnelle et de la reconnaissance des compétences, MIDI
- Secrétariat de la Commission des partenaires du marché du travail

Budget :

- Les budgets dépensés sont assumés à même les budgets de fonctionnement des ministères et des organisations membres.
- Aucuns frais pour les représentants du Ministère.

Résultats atteints :

- Les travaux ont débutés à l'automne 2017 et sont actuellement en cours.

Comités liés aux suivis des études en adéquation formation-emploi

Étude prospective en soins infirmiers

Cette étude a pour but principal de permettre au gouvernement de répondre à la question suivante, qui touche la situation actuelle et prospective : En quoi consiste la formation initiale nécessaire à l'exercice des professions liées à la prestation des soins infirmiers au Québec, aujourd'hui et sur un horizon de dix à quinze ans, et ce, selon les catégories d'établissement et les centres d'activités ?

Mandats :

Comité de suivi

- Participer activement aux rencontres du comité (lectures, commentaires, suivis...).
- Participer aux rencontres de suivi avec l'équipe de recherche.
- Colliger les informations pertinentes à la réalisation du projet et les transmettre à l'équipe de recherche lorsque nécessaire.
- Valider les documents.
- Informer les directeurs des unités respectives de l'état d'avancement des travaux et transmettre les divers documents de suivi, s'il y a lieu.
- Recommander au Comité directeur l'approbation des étapes du projet (par exemple : plan d'échantillonnage, instruments d'enquête, rapport d'étape...).

Comité directeur

- Prendre connaissance des commentaires du Comité de suivi
- Approuver les étapes de travail du Comité de suivi.
- Assurer la disponibilité des ressources professionnelles nécessaires à l'avancement des travaux.
- Assurer la disponibilité des données nécessaires aux travaux du Comité de suivi.
- Informer les autorités à l'intérieur des organisations respectives (selon les lignes hiérarchiques respectives) de la nature et de l'état d'avancement des travaux.
- Approuver l'étude conformément aux exigences du devis de recherche.

Composition :

Comité de suivi

- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
- Ministère de la Santé et des Services sociaux

Comité directeur

- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
- Ministère de la Santé et des Services sociaux

Budget :

- Les budgets dépensés pour la tenue des comités sont assumés à même les budgets de fonctionnement des ministères et des organisations membres.
- Aucuns frais pour les représentants du Ministère.

Résultats atteints :

Le rapport final de l'étude est attendu pour le printemps 2018.

Étude en pharmacie**Mandats :**

L'objectif principal de cette étude était de "vérifier l'adéquation entre la situation actuelle et projetée (besoins en main-d'œuvre) au sein des pharmacies communautaires et des établissements de santé et l'offre de formation dans le secteur de la pharmacie". Un sous-objectif était de recueillir les renseignements qui permettraient aux ministères concernés de décider quelle est la formation initiale nécessaire à l'exercice de la ou des professions d'assistance technique en pharmacie.

Comité de suivi

- Participer activement aux rencontres du comité (lectures, commentaires, suivis...).
- Participer aux rencontres de suivi avec l'équipe de recherche.
- Colliger les informations pertinentes à la réalisation du projet et les transmettre à l'équipe de recherche lorsque nécessaire.
- Valider les documents.
- Informer les directeurs des unités respectives de l'état d'avancement des travaux et transmettre les divers documents de suivi, s'il y a lieu.
- Recommander au Comité directeur l'approbation des étapes du projet (par exemple : plan d'échantillonnage, instruments d'enquête, rapport d'étape...).

Comité directeur

- Prendre connaissance des commentaires du Comité de suivi
- Approuver les étapes de travail du Comité de suivi.
- Assurer la disponibilité des ressources professionnelles nécessaires à l'avancement des travaux.
- Assurer la disponibilité des données nécessaires aux travaux du Comité de suivi.
- Informer les autorités à l'intérieur des organisations respectives (selon les lignes hiérarchiques respectives) de la nature et de l'état d'avancement des travaux.
- Approuver l'étude conformément aux exigences du devis de recherche.

Comité de suivi

- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
- Ministère de la Santé et des Services sociaux

Comité directeur

- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
- Ministère de la Santé et des Services sociaux

Budget :

- Les budgets dépensés pour la tenue des comités sont assumés à même les budgets de fonctionnement des ministères et des organisations membres.
- Aucuns frais pour les représentants du Ministère.

Résultats atteints :

- Les partenaires du marché du travail et du réseau de l'éducation se sont prononcés par écrit en janvier 2017 sur sa justesse et sa complétude. L'Étude sectorielle en pharmacie a été complétée au printemps 2017. Des travaux découlant de cette étude sont actuellement en cours.

Étude du Plan Nord**Mandats :**

Par cette étude, le Ministère vise à faire le point sur les besoins de formations (professionnelle, technique, universitaire) pour le personnel déjà en emploi et pour les postes à combler dans les entreprises et dans les organisations situées sur le territoire du Plan Nord. Plus précisément, l'étude devra dresser un aperçu des besoins de formation et identifier des zones de formation non desservies actuellement. L'étude présentera aussi les données quantitatives disponibles au regard des besoins en main-d'œuvre actuels et prospectifs.

Comité de suivi

- Participer activement aux rencontres du comité (lectures, commentaires, suivis...).
- Participer aux rencontres de suivi avec l'équipe de recherche.
- Colliger les informations pertinentes à la réalisation du projet et les transmettre à l'équipe de recherche lorsque nécessaire.
- Valider les documents.
- Informer les directeurs des unités respectives de l'état d'avancement des travaux et transmettre les divers documents de suivi, s'il y a lieu.
- Recommander au Comité directeur l'approbation des étapes du projet (par exemple : plan d'échantillonnage, instruments d'enquête, rapport d'étape...).

Comité directeur

- Prendre connaissance des commentaires du Comité de suivi
- Approuver les étapes de travail du Comité de suivi.
- Assurer la disponibilité des ressources professionnelles nécessaires à l'avancement des travaux.
- Assurer la disponibilité des données nécessaires aux travaux du Comité de suivi.
- Informer les autorités à l'intérieur des organisations respectives (selon les lignes hiérarchiques respectives) de la nature et de l'état d'avancement des travaux.
- Approuver l'étude conformément aux exigences du devis de recherche.

Composition :**Comité de suivi**

- Ministère de l'Éducation de et l'Enseignement supérieur
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
- Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie des mines (CSMO Mines)
- Société du Plan Nord

Comité directeur

- Ministère de l'Éducation de et l'Enseignement supérieur
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
- Institut national des mines
- Société du Plan Nord

Budget :

- Les budgets dépensés pour la tenue des comités sont assumés à même les budgets de fonctionnement des ministères et des organisations membres.
- Aucuns frais pour les représentants du Ministère.

Résultats atteints :

- Les travaux sont actuellement en cours. Une revue de littérature devrait être déposée au printemps 2018.

Comité de pilotage du pôle de formation en création et arts numériques**a) Mandat**

Le Comité de pilotage devra proposer à la ministre un projet de pôle de formation en création et arts numériques qui a pour objectif de développer une forte synergie de tous les acteurs de l'enseignement supérieur et des entreprises en matière de formation initiale et continue, de recherche, d'innovation et de transfert de technologie.

Le Comité de pilotage a comme mandat :

- d'exercer un leadership auprès des établissements d'enseignement et des entreprises et organismes associés au mandat;
- d'identifier les solutions à mettre en œuvre afin de répondre aux enjeux validés par les partenaires;
- de mettre en place une démarche qui conduit à la définition du modèle d'affaires, soit un modèle de fonctionnement et d'opération;
- de produire un plan d'action à court et à moyen termes, en tenant compte des besoins en ressources humaines, matérielles et financières;
- de soumettre à la ministre les éléments constitutifs du projet de pôle de formation en création et arts numériques.

b) La liste des membres**Représentants du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur**

- M. Simon Bergeron, sous-ministre adjoint à l'enseignement supérieur
- M^{me} Esther Blais, Directrice générale des affaires collégiales
- M. Jean-François Noël, Directeur de l'adéquation formation-emploi
- M^{me} Mélissa Lebel, Coordinatrice, direction de l'adéquation formation-emploi

Représentants des réseaux de l'éducation

- M^{me} Suzanne Guèvremont, Directrice de l'École arts numériques, animation et design NAD, UQAC
- M^{me} Magda Fusaro, Rectrice, UQAM
- M^{me} Céline Séguin, Directrice du cabinet du recteur, UQAM
- M^{me} Isabelle Laurent, Directrice des affaires éducatives et de la recherche, Fédération des cégeps
- M^{me} Mylène Boisclair, directrice générale, Cégep du Vieux Montréal

Représentants de l'industrie

- M. Romain Paulais, Directeur du secrétariat de la grappe audiovisuelle, Bureau du cinéma et de la télévision du Québec
- M^{me} Catherine Émond, DG, Alliance numérique
- M. Louis-Félix Cauchon, président, Guilde des développeurs indépendants de jeux vidéo du Québec
- M^{me} Josée Lanoue, directrice générale, CSMO TECHNOCompétences

Représentant des ministères associés

- M^{me} Sihem Benlizidia, direction des technologies de l'information et des communications
- M^{me} Renée Gagnon, agente direction du statut de l'artiste et de la sensibilisation et de la formation aux arts, ministère de la Culture et des Communications.
- M^{me} Anne-Renée Dussault, Économiste, Direction de la planification budgétaire et des politiques d'éducation, Ministère des Finances du Québec
- M. Pierre-Luc Dubé, Ministère des Finances du Québec

c) Le budget dépensé :

- un montant total de 1360,65 \$ a été dépensé pour les frais de repas du dîner pour les rencontres du 13 octobre 2018 et 28 novembre 2018.

d) Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres :

- Frais de repas de la rencontre du 13 octobre 2018 : 1013,00 \$ pour 40 participants soit 783,00 \$ pour les boîtes à lunch et 230 \$ pour les collations (café, eau, barre tendre);
- Frais de repas de la rencontre du 28 novembre 2018 : 347,65 \$ pour 17 participants.

Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

e) Les résultats atteints : Dépôt d'un rapport à la Ministre prévu pour mars 2018.

Comité des Registraires de l'agrément du personnel enseignant du Canada (RAPEC) (Sous-comité du CMEC)

a) Mandat :

Les Registraires de l'agrément du personnel enseignant Canada échangent de l'information sur la réglementation de la profession enseignante partout au Canada. De plus, ils coordonnent la mise en œuvre de l'Accord sur le commerce intérieur pour la profession enseignante.

b) Liste des membres :

- Lake Apted, Yukon
- Blaine Bernard, Île du Prince-Edward
- Jeremy Brown, Nouvelle-Écosse
- Wilma Clarke, Colombie-Britannique
- Andrew Crawford, Colombie-Britannique
- Sharon Curtis, Manitoba
- Deana Hatcher, Terre-Neuve et Labrador
- Karen Kilgour, Nouvelle-Écosse
- Simon Lepage, Territoires du Nord-Ouest
- Paul MacLeod, Alberta
- Pierre Martin, Nouveau-Brunswick
- Cully Robinson, Nunavut
- Michael Salvatori, Ontario
- Trevor Smith, Saskatchewan
- Lissia C. Tremblay, Québec
- Jason Vogelsang, Saskatchewan

c) Le budget dépensé : aucun

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : Les frais de déplacement des employés du Ministère sont assumés par leur direction respective et ceux des représentants sont assumés par les organismes membres du comité.

d) Les résultats atteints : Travaux en continu

Comité interministériel Vieillir et vivre ensemble, chez soi, dans sa communauté, au Québec (VVE)

a) Mandat : coordination et suivi de la mise en œuvre des mesures du présent plan, et effectuer divers travaux menant à l'élaboration du nouveau plan d'action et de son cadre budgétaire.

b) Liste des membres :

Coprésidence des travaux

- Ministère de la Famille et des Aînés
- Ministère de la Santé et des Services sociaux

Composition du comité

- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Ministère des Transports du Québec
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Société d'habitation du Québec

Autres ministères et organismes mis à contribution

- Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
- Ministère des Finances
- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
- Ministère du Travail
- Office des personnes handicapées du Québec
- Régie du bâtiment du Québec
- Secrétariat à la condition féminine
- Secrétariat du Conseil du trésor
- Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
- Secrétariat aux affaires autochtones

c) Budget : Aucune dépense engendrée par ce comité, outre la participation de la professionnelle affectée au comité, soit l'équivalent de quelques jours par année.

d) Montant ventilé : s. o.

e) Les résultats atteints :

- Contribution au bilan du plan d'action 2012-2017 VVE;
- Suivi des mesures de la politique gouvernementale;
- Participation à l'élaboration des mesures du plan d'action 2018-2023.

Participation, à titre d'observatrice, à la journée de consultation particulière en vue de l'élaboration du plan d'action VVE 2018-2023.

Comité directeur – Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS)

a) Mandat :

- Assure la réalisation du projet selon une approche de collaboration intersectorielle, en cohérence avec les fondements de la PGPS;
- Convient des grandes orientations du projet sur le plan des processus de travail, des contenus et des ressources financières;

- Assure les liens à de plus hauts niveaux hiérarchiques entre les ministères/organismes (M/O) afin de dénouer des enjeux importants;
- Assume des responsabilités au regard de la gouvernance générale de la PGPS pour la première année de mise en œuvre, incluant la réalisation d'une première reddition de comptes.

b) **Composition**

Présidence : Sous-ministre adjoint et directeur national de santé publique au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)

Membres : Sous-ministres adjoints et vice-présidents des M/O qui sont engagés dans la mise en œuvre des mesures et des chantiers, à titre de M/O responsables ou collaborateurs :

- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)
- Ministère du Conseil exécutif (MCE), incluant une participation du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES)
- Ministère de la Famille (MF), incluant une participation du Secrétariat aux aînés (SA)
- Ministère des Finances (MFQ)
- Ministère de la Sécurité publique (MSP)
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), incluant une participation du Secrétariat du travail
- Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDDET)
- Régie du bâtiment du Québec (RBQ)
- Société d'habitation du Québec (SHQ)

- c) Budget dépensé : aucune dépense engendrée par ce comité.
- d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : aucune dépense engendrée par ce comité.
- e) Résultats atteints : élaboration et mise en œuvre du Plan d'action interministériel de la PGPS.

Comité stratégique – Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS)

a) **Mandat**

- Assure la réalisation du projet selon une approche de collaboration intersectorielle, en cohérence avec les fondements de la PGPS;
- Effectue un suivi du déroulement général des travaux, incluant le contrôle des grands paramètres du projet (qualité des processus et des livrables, échéancier, budget);
- Partage, selon les mécanismes convenus, de l'information sur la conduite des travaux au sein des M/O et auprès de divers partenaires (réseaux, instances de coordination ou de concertation, organisations non gouvernementales);

b) **Composition**

Présidence : Directrice générale adjointe à la santé publique (MSSS)

Membres : Directeurs des M/O

- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES)
- Ministère de la Famille (MF), incluant une participation du Secrétariat aux aînés
- Ministère des Finances (MFQ)
- Ministère de la Sécurité publique (MSP)
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)

- Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET)
- Régie du bâtiment du Québec (RBQ)
- Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
- Société d'habitation du Québec (SHQ)

- c) Budget dépensé : aucune dépense engendrée par ce comité.
- d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres : Aucune dépense engendrée par ce comité.
- e) Résultats atteints : Élaboration et mise en œuvre du Plan d'action interministériel de la PGPS.

Conférence des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables du sport, de l'activité physique et du loisir

- a) Mandat : identifier les intérêts communs pour les gouvernements FPT et diriger les hauts fonctionnaires pour qu'ils adressent les enjeux d'intérêts communs.
- b) Composition :

Composée du ou de la ministre responsable du sport, de l'activité physique et du loisir de chacun des gouvernements provinciaux et territoriaux, du ou de la ministre responsable du sport à Patrimoine Canadien et du ou de la ministre responsable de l'activité physique à l'Agence de Santé publique du Canada (ASPC). La conférence est coprésidée par les ministres du gouvernement de la province ou du territoire hôte des prochains Jeux du Canada, de Patrimoine Canadien et de l'Agence de Santé publique du Canada. Trois rencontres se tiennent tous les quatre ans soit une tous les 5 à 18 mois. Deux rencontres coïncideraient toujours avec le début des Jeux du Canada, tandis qu'une rencontre de travail est organisée au printemps de l'année entre deux éditions des Jeux.

- c) Budget dépensé :
- d) Montant ventilé :
- e) Résultats atteints : Les ministres FPT responsables du sport, de l'activité physique et du loisir ont convenu d'un certain nombre de recommandations sur les sujets suivants :
 - Une vision commune pour favoriser l'activité physique et réduire la sédentarité au Canada;
 - La collaboration FPT sur les commotions cérébrales;
 - L'augmentation de la participation des femmes et des filles en sport;
 - Les frais exigés aux sociétés hôtes des Jeux du Canada;
 - L'harmonisation des cadres de financement des gouvernements FPT;
 - Les priorités FPT pour une action concertée 2017-2022.

Comité des sous-ministres FPT responsables du sport, de l'activité physique et du loisir

- a) Mandat :
 1. préparer les recommandations pour la Conférence des ministres selon les précédentes décisions des ministres, les questions d'actualité ou la mise en œuvre de plans d'action préalablement approuvés;
 2. gérer la mise en œuvre des décisions prises par la Conférence des ministres FPT et les questions liées qui pourraient émerger;
 3. au besoin, apporter son éclairage sur les responsabilités des deux groupes de travail des sous-ministres (sport et activité physique);
 4. orienter le Comité sport et le Comité activité physique et loisir FPT sur la mise en œuvre des décisions des ministres.

- b) Composition : Le Comité des sous-ministres est composé d'un représentant de chacun des gouvernements provinciaux et territoriaux, d'un représentant de Patrimoine Canadien (Sport Canada) et d'un représentant de l'Agence de Santé publique du Canada (ASPC). Le représentant pour le Québec est le sous-ministre adjoint au sport, au loisir et à l'aide financière aux études.

Le Comité est coprésidé par la province ou le territoire hôte des prochains Jeux du Canada, Patrimoine Canadien et l'ASPC.

Rencontres : En temps normal, le Comité des sous-ministres se réunit deux fois par année aux périodes suivantes :

- un mois avant la Conférence des ministres, pour approuver les recommandations qui seront présentées à l'attention des ministres, et;
- six semaines après la Conférence des ministres, afin d'approuver les plans de travail des Comités sport et activité physique-loisir pour la mise en œuvre des décisions des Ministres.

Le cas échéant, d'autres réunions (en face à face ou par téléconférence) peuvent être tenues pour s'attaquer à une question particulière ou faire un suivi de la progression des travaux en vue de la prochaine Conférence des ministres. La décision de se rencontrer en personne ou par le biais de la téléconférence dépend de la complexité des questions à traiter et sera prise par les coprésidents du Comité.

- c) Budget dépensé : Il n'y a eu aucune dépense en 2017-2018, car toutes les rencontres se sont tenues par téléconférence.
- d) Montant ventilé : s. o.
- e) Résultats atteints : Suivi des opérations courantes.

Comité Sport, Activité physique et Loisir FPT

- a) Mandat : Les objectifs du Comité sont les suivants :
1. identifier des questions d'intérêt commun pour tous les gouvernements FPT à être débattues par le Comité sport FPT (CSFPT), le Comité activité physique et loisir (CAPL) ou le Conseil interprovincial sur le sport et le loisir (CISL);
 2. faciliter l'identification et les échanges sur des questions ayant des impacts autant sur le sport que sur l'activité physique;
 3. délibérer sur des questions identifiées par le CSFPT, le CAPL ou le CISL;
 4. passer en revue les recommandations préparées par le CSFPT, le CAPL et le CISL, avant qu'elles ne soient soumises au Comité des sous-ministres pour approbation, et identifier les points à clarifier au bénéfice de chacun des comités.
- b) Composition : le Comité est composé d'un représentant de chacun des gouvernements provinciaux et territoriaux (de niveau directeur ou directrice), d'un représentant de Sport Canada et d'un représentant de l'Agence de santé publique du Canada. Il est possible qu'un directeur délègue un professionnel.
- c) Budget dépensé : Il n'y a eu aucune dépense en 2017-2018, car toutes les rencontres se sont tenues par téléconférence.
- d) Montant ventilé : s. o.
- e) Résultats atteints : Suivi des opérations courantes.

Comité sport fédéral-provincial-territorial

a) Mandat : Les objectifs du Comité sont les suivants :

1. à la suite de la Conférence des ministres, coordonner la mise en œuvre des livrables qui sont en lien avec le sport;
2. coordonner la mise en œuvre des livrables associés à la Politique canadienne du sport et des plans d'action s'y rattachant;
3. collaborer avec le Comité activité physique et loisir FPT sur des dossiers d'intérêt commun;
4. préparer les recommandations pour le Comité des sous-ministres FPT et la Conférence des ministres;
5. identifier des sujets d'intérêt pour les gouvernements FPT, en coordonner leur analyse et préparer des recommandations en conséquence;
6. assurer la liaison et orchestrer les relations avec les organismes non gouvernementaux sur des questions touchant les priorités intergouvernementales.

b) Le Comité est composé de trois représentants de Sport Canada (dont l'un agissant à titre de coprésident) et de six représentants des gouvernements des provinces et des territoires (dont l'un agissant à titre de coprésident). S'ajoute à cela un représentant de Sport Canada et un représentant des provinces et des territoires siégeant sur le Comité comme membres du Secrétariat du Comité.

Les représentants des provinces et territoires sont nommés par le Comité interprovincial sport et loisir (CISL) selon une représentation géographique régionale : Maritimes, Québec, Ontario, Manitoba/Saskatchewan, Colombie-Britannique/Alberta et les Territoires. Les représentants sont nommés pour un mandat de deux ans ou selon la durée qui a été approuvée par le CISL. Le représentant pour le Québec est également coprésident du Comité.

- c) Budget dépensé : Il n'y a eu aucune dépense en 2017-2018, car les frais sont pris en charge par le Secrétariat FPT.
- d) Montant ventilé : s. o.
- e) Résultats atteints : Suivi des opérations courantes.

Conseil interprovincial Sport et Loisir

a) Mandat :

1. offrir un forum où les provinces et les territoires peuvent échanger et partager des idées et des informations sur leurs programmes respectifs, et ce, afin de les aider dans la promotion et le développement de programmes interprovinciaux et provinciaux en sport, en activité physique et en loisir;
2. offrir un cadre pour la coordination, le développement et la mise en œuvre de programmes d'envergure nationale en sport, activité physique et loisir autant pour leurs membres que pour d'autres organismes;
3. agir comme véhicule de communication au niveau national auprès des groupes, associations et organismes impliqués dans les programmes en sport, activité physique ou loisir;

4. faire part aux départements fédéraux concernés des préoccupations qui ont trait à la promotion, au développement et à la mise œuvre du sport, de l'activité physique et du loisir.
- b) Composition : L'adhésion au CISL se fait sur une base volontaire et est ouverte à tous les gouvernements provinciaux et territoriaux du Canada. Chaque gouvernement provincial et territorial à l'opportunité de se faire représenter sur le Conseil par un haut fonctionnaire ou par une personne nommée à cet effet.
- c) Budget dépensé : Il n'y a eu aucune dépense en 2017-2018, car toutes les rencontres se sont tenues par téléconférence.
- d) Montant ventilé : s. o.
- e) Résultats atteints : Suivi des opérations courantes.

Table sur le mode de vie physiquement actif (TMVPA)

- a) Mandat :

Le mandat de la Table est de concerter les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux afin d'assurer la cohésion entre les organisations dont l'intervention contribue à la promotion, l'adoption et au maintien d'un mode de vie physiquement actif par la population québécoise. La composition proposée s'appuie sur l'analyse des divers ancrages stratégiques et des leviers de développement.

Différents comités de travail ont été mis sur pied par les membres de la TMVPA conformément aux priorités identifiées : promotion et développement du plein air, développement moteur, offres de services en milieu scolaire, sécurité bien dosée, et mobilité active.

- b) Liste des membres :

Gouvernementaux et institutionnels :

- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur – secteur sport, activité physique et loisir (MEES-SLS)
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur – secteur éducation (MEES-SE)
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur – secteur enseignement supérieur (MEES-ES)
- Ministère de la Famille (MF)
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)
- Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET)
- Faculté d'éducation physique de l'Université de Sherbrooke
- Secrétariat à la jeunesse (SAJ)

Organismes non gouvernementaux avec implication gouvernementale :

- Québec en Forme

Organismes non gouvernementaux :

- Association québécoise du loisir municipal (AQLM)

- Association québécoise des CPE (AQCPE)
- Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées (AQLPH)
- Avenir d'enfants
- Carrefour action municipale et famille (CAMF)
- Conseil québécois du loisir (CQL)
- Égale Action (EA)
- Fédération de l'âge d'or du Québec (FADOQ)
- Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ)
- Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ)
- Fédération des éducateurs et éducatrices physiques enseignants du Québec (FEEPEQ)
- Fédération des kinésiologues du Québec (FKQ)
- Fillactive
- Groupe entreprises en santé (GES)
- Réseau du sport étudiant du Québec (RSEQ)
- Regroupement des Unités régionales de loisir et de sport – URLS
- Réseau québécois de Villes et Villages en santé (RQVVS)
- Sports Québec
- Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ)
- Table intersectorielle régionale en saines habitudes de vie (TIR-SHV)
- Union des municipalités du Québec (UMQ)
- Vélo Québec
- Vivre en Ville

c) Le budget :

Le MEES n'assume pas les frais pour les rencontres annuelles de la Table.

d) Montant ventilé : s. o.

e) Les résultats atteints :

Une meilleure cohésion et cohérence des interventions permet de favoriser la pratique régulière d'activités physiques. De plus, différentes publications sont issues des différents comités de travail.

Table sur le plein air urbain des dix grandes villes du Québec

a) Mandat :

Permettre l'échange d'information, d'expertise et de bonnes pratiques ou de bons coups concernant le développement du plein air et des grands parcs nature en milieu urbain. Exemples :

- Échange sur des enjeux soulevés par les participants;
- Présentation de projets pour le développement et la promotion du plein air urbain dans les grandes villes (plan directeur, aménagements, mesures, événements);

- Informations sur des projets plein air de la Direction du sport, du loisir et de l'activité physique du MEES (DSLAP)
- Présentation d'organismes nationaux de plein air pour le développement du plein air urbain (aménagement, formation, sécurité);
- Circulation d'information sur des pratiques exemplaires ou des initiatives dans d'autres grandes villes à l'extérieur du Québec.

b) Composition :

• Sylvain	Berthiaume	Loisirs, sports et vie communautaire	Québec
• Jean-Yves	Arsenault	Loisirs et services communautaires	Trois-Rivières
• Dany	Bernard	Direction de la vie communautaire	Lévis
• Émilie	Greffe	Direction de la vie communautaire et de la culture	Laval
• Jocelyn	Brazeau	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont Royal	Montréal
• Jean-François	Pinsonneault	Service des sports et de la diversité sociale	Montréal
• Annie	Fréchette	Service des sports, de la culture et de la vie communautaire	Sherbrooke
• Mélanie	Murray	Service des loisirs, de la culture et des parcs	Saguenay
• François	Grenier	Loisirs, sports et vie communautaire	Gatineau
• Jean-François	Lévesque	Direction du loisir et de la vie communautaire	Terrebonne
• Karine	Dagenais	Service du loisir, de la culture et de la vie communautaire	Longueuil
• Estelle	Paulhus	Service des loisirs La Tuque	rep. AQLM

c) le budget dépensé : 1054,11 \$

d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres :

- a. Déplacements : 62,42 \$
- b. Repas : 592,69 \$
- c. Location de salle : 399 \$

e) les résultats atteints :

- a. Échanges constants avec les grandes villes sur le plein air et les enjeux qui préoccupent le MEES en cette matière;
- b. Partage fructueux des expertises des grandes villes en plein air;
- c. Réalisation d'études sur le développement du vélo de montagne en milieu urbain pour les villes de Montréal et Québec (en collaboration avec Vélo Québec);
- d. Projet en cours de mise en valeur des vagues de surf dans la région de Montréal;
- e. Approvisionnement informationnel de l'intérêt grandissant des grandes villes en matière de plein air.

Comité de pilotage à la stratégie d'implantation de Gazelle et Potiron

- a) Mandat : Soutenir l'appropriation, la mise en œuvre et le suivi (évaluation) de la stratégie d'implantation du cadre de référence Gazelle et Potiron. 4 à 5 rencontres par année.

b) Liste des membres :

- Véronique Martin – Ministère de la Famille
- Steeve Ager – MSSS
- Marie-Pier Parent – MSSS
- Geneviève Bélisle – AQCPE
- Chantal Durand – AQCPE
- Cathy Potvin – QEF
- Marie-Agnès Lebreton – AE
- Maude Gingras – MEES-SLS

Selon l’ordre du jour, d’autres personnes pourraient se joindre aux rencontres, notamment des représentants des paliers régional ou local.

- c) Budget dépensé : aucun.
- d) Montant ventilé : s. o.
- e) Résultats atteints : Concertation autour de l’appropriation, la mise en œuvre et le suivi (évaluation) de la stratégie d’implantation du cadre de référence Gazelle et Potiron et suivi du projet Petite enfance, grande forme.

Table des grandes villes

- a) Mandat : mécanisme d’échange d’information, de concertation et de développement de collaborations en matière de loisir et de sport.
- b) Liste des membres :

Table sur invitation regroupant principalement des représentants du Secteur du loisir et du sport, de l’Association québécoise du loisir municipal (AQLM) et du service des loisirs des villes centre de plus de 100 000 habitants.

- René Tremblay (Lévis)
- Guylaine Houde (Saguenay)
- Marie-Hélène St-Onge (Québec)
- Joanne Derome (Montréal)
- Jacques Archambault (Longueuil)
- Jean-Yves La Rougery (Sherbrooke)
- Yess Gacem (Gatineau)
- Benoît Collette (Laval)
- Jean-Marc Bergeron (Trois-Rivières)
- Jean-François Levesque (Terrebonne)
- Charles Pagé (AQLM)
- Geneviève Barrière (DG, AQLM)
- Luc Toupin (AQLP)
- Benjamin Robinson(MEES)
- Robert Bédard, (SMA-MEES)
- France Vigneault (DSLAP-MEES)

- c) Budget dépensé : 1880 \$ (pour 2 rencontres)
- d) Montant ventilé :
- Frais de réception : 580 \$
 - Frais de transport : 300 \$
 - Frais de location de salle : 1000 \$

- e) Résultats atteints :
- Échanges constants avec les grandes villes sur les sujets et enjeux qui préoccupent le MEES et les grandes villes en lien avec le sport, le loisir, l'activité physique et le plein air.
 - Échange fructueux concernant la Politique de l'activité physique : Au Québec on bouge!
 - Création d'une journée tactique pour les grandes villes et aussi les villes pôles du Québec.

Commission des Jeux du Québec

- a) Mandat : comité animé par la Corporation Sports-Québec qui recommande, pour fins d'approbation par le conseil d'administration, les orientations en lien avec le programme des Jeux du Québec.

6 à 8 par année. Plusieurs rencontres se déroulent par conférence téléphonique.

- b) Liste des membres :
- Fédérations sportives (4)
 - Unité régionale de loisir et de sport (2)
 - Administrateur Sports-Québec (1)
 - MEES (1)
 - Bénévole provenant du milieu de l'éducation (1)
 - Membre provenant du milieu municipal (2)

- c) Budget dépensé : aucun

- d) Montant ventilé : s. o.

- e) Résultats atteints : suivi normal des opérations.

Comité d'orientation de projet pour l'Enquête sur l'activité physique, le sport et le loisir	
a) Mandat	En tant que comité consultatif, le Comité a comme mandat de conseiller l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et le Ministère de l'Éducation et l'Enseignement supérieur (MEES) sur des aspects de contenu de l'enquête.
b) Membres	Coordination : MESS et ISQ Ministères et organismes : MEES ISQ Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de la Famille Institut national de santé publique 1 chercheuse de l'Université Laval ▪ 1 chercheuse du Centre de recherche du Centre Hospitalier de l'Université de Montréal
c) et d) Budget, frais de déplacement et repas	Aucun
e) Résultats atteints	Travaux en cours

Conférence administrative régionale – Capitale-Nationale]

a) Mandat

Assure la concertation, de même que l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux, notamment lors de la mise en œuvre des politiques ainsi que des actions à l'égard du développement régional, afin d'assurer une vision intégrée et cohérente.

b) Liste des membres

Directeur régional du ministère des Affaires municipales et des Régions, le directeur régional ou un représentant de chaque ministère et organisme) dont l'action a un impact sur le développement de la région et, le cas échéant, les MRC de la région.

c) Budget dépensé : 0,00\$

d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 0,00\$

Frais de repas : 0,00\$

Frais d'hébergement : 0,00\$

Autres frais : 0,00\$

e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à cette conférence permet de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas, échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Voir commentaire Côte-Nord

Conseil régional des partenaires du marché du travail – Capitale-Nationale

a) Mandat

- Définir la problématique du marché du travail dans sa région en fonction des orientations générales de la politique du marché du travail.
- Soumettre annuellement à l'approbation de la Commission un plan d'action régional en matière de main-d'œuvre et d'emploi accompagné d'un avis sur les plans d'action locaux sur l'économie et l'emploi (PALÉE) des centres locaux de développement (CLD).
- Adapter aux réalités de la région les mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi.
- Identifier des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Proposer à la Commission des critères de répartition des ressources afférentes aux mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi allouées au niveau régional.
- Identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet, par Emploi-Québec, d'ententes spécifiques régionales en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Promouvoir auprès de la Conférence régionale des élus (CRÉ) la prise en compte des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.

b) Liste des membres

- **6 membres représentant la main-d'œuvre**, choisis après recommandation d'associations de salariés représentatives de la région.
- **Membres représentant les entreprises**, choisis après recommandation d'associations d'employeurs représentatives de la région.
- **Autres membres, 2 d'organismes communautaires** œuvrant dans le domaine de la main-d'œuvre et de l'emploi et **4 issus des milieux de la formation** :
 - **Le directeur régional d'Emploi-Québec**
 - **Sont aussi membres du conseil régional**, mais sans y avoir droit de vote, les personnes suivantes :
 - le directeur régional du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation;

- le directeur régional du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
 - un représentant du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.
- c) Budget dépensé : 10,75 \$ pour une indemnité forfaitaire pour le kilométrage minimal
- d) Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
- Frais de déplacement : 10,75 \$
 Frais de repas : 0,00 \$
 Frais d'hébergement : 0,00 \$
 Autres frais : 0,00 \$
- e) Résultats atteints

La présence d'un cadre du ministère à ce conseil régional permet également de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Conseil régional des partenaires du marché du travail –Outaouais

a) Mandat

- Définir la problématique du marché du travail dans sa région en fonction des orientations générales de la politique du marché du travail.
- Soumettre annuellement à l'approbation de la Commission un plan d'action régional en matière de main-d'œuvre et d'emploi accompagné d'un avis sur les plans d'action locaux sur l'économie et l'emploi (PALÉE) des centres locaux de développement (CLD).
- Adapter aux réalités de la région les mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi.
- Identifier des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Proposer à la Commission des critères de répartition des ressources afférentes aux mesures, programmes et fonds de main-d'œuvre et d'emploi allouées au niveau régional.
- Identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet, par Emploi-Québec, d'ententes spécifiques régionales en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
- Promouvoir auprès de la Conférence régionale des élus (CRÉ) la prise en compte des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.

b) Liste des membres

- **6 membres représentant la main-d'œuvre**, choisis après recommandation d'associations de salariés représentatives de la région.
- **Membres représentant les entreprises**, choisis après recommandation d'associations d'employeurs représentatives de la région.
- **Autres membres, 2 d'organismes communautaires** œuvrant dans le domaine de la main-d'œuvre et de l'emploi et **4 issus des milieux de la formation** :
 - **Le directeur régional d'Emploi-Québec**
 - **Sont aussi membres du conseil régional**, mais sans y avoir droit de vote, les personnes suivantes :
 - le directeur régional du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation;
 - le directeur régional du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
 - un représentant du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Le mandat de représentation du Ministère confié à madame Lise Langlois s'est terminé en décembre. Elle a été remplacée par madame Geneviève Moisan, sous-ministre adjointe du secteur des Territoires, statistiques et enquêtes.

c) **Budget dépensé**

Une rencontre a eu lieu le 2 mai. Les dépenses liées à la participation de M^{me} Langlois directrice des services à la communauté anglophone est de **68 \$**.

d) **Montant** ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Frais de déplacement : 37 \$

Autres frais : 31 \$

e) **Résultats atteints**

La présence d'un cadre du ministère à ce conseil régional permet également de s'assurer d'assurer une meilleure connaissance de la réalité de chaque région et le cas échéant, d'adapter l'offre de services en éducation et en enseignement supérieur.

Autre comités

- Comité consultatif sur les étudiants étrangers du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
- Comité de concertation sur les sorties scolaires en milieu culturel
- Comité de coordination de l'entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation
- Comité de gestion des infrastructures GIEES
- Comité de gouvernance
- Comité de gouvernance Éducation des adultes/Formation professionnelle (FGA/FP)
- Comité de négociation du protocole relatif à l'enseignement dans la langue de la minorité et des langues secondes
- Comité de travail portant sur l'élaboration d'un outil complémentaire au volet « *Aménagement de la cour d'école* » du guide *Ma cour : un monde de plaisir!* et au projet Espaces (sous la responsabilité du Loisir et du Sport – Kino-Québec)
- Comité des responsables nationaux de l'Entente multisectorielle
- Comité directeur de la Stratégie québécoise de réduction des pollens allergènes
- Comité directeur interministériel Enfants handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDAA)
- Comité directeur ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
- Comité directeur pour la mise en œuvre des 13 pistes d'action pour améliorer l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail
- Comité interministériel de haut niveau sur l'exemplarité en construction bois
- Comité interministériel de l'action communautaire
- Comité interministériel du Plan d'action concerté pour prévenir et lutter contre l'intimidation
- Comité interministériel portant sur la transition de l'école vers la vie active (TEVA)
- Comité interministériel pour l'harmonisation des activités destinées au réseau scolaire
- Comité interministériel sur les activités socioprofessionnelles et communautaires
- Comité interministériel sur les écoles clandestines et la fréquentation scolaire
- Comité MEES-Établissements d'enseignements privés
- Comité ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur pour la francisation et l'intégration des immigrants
- Comité mixte sur l'accueil et l'établissement des réfugiés
- Comité national des programmes d'études professionnelles et techniques (CNPEPT)
- Comité sur la planification des infrastructures des commissions scolaires (MEES-MAMOT)
- Comité technique interministériel sur l'exemplarité en construction bois
- Conseil régional des partenaires du marché du travail – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (CRPMT)
- Groupe de concertation en adaptation scolaire (GCAS)
- Groupe de travail sur l'apprentissage et le développement de la petite enfance (GTADPE) du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC)
- Comité sur la Politique de la réussite éducative

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2017-2018. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

RÉPONSE

Secteur	Nombre d'employés occasionnels*	%	Nombre d'employés devenus permanents	%
Bureau de la sous-ministre	8	5,80 %	0	0 %
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	38	27,54 %	7	7,9 %
Services aux autochtones, aux anglophones et à la diversité culturelle	8	5,80 %	3	3,4 %
Politiques et relations du travail dans les réseaux	10	7,25 %	5	5,6 %
Gouvernance des technologies, des infrastructures et des ressources	19	13,77 %	7	7,9 %
Territoires, statistiques et enquêtes	12	8,70 %	4	4,5 %
Loisir, sport et aide financière aux études	32	23,19 %	59	66,2 %
Enseignement supérieur	11	7,97 %	4	4,5 %
Total	138	100 %	89	100 %

*Personnel occasionnel en lien d'emploi au 28 février 2018.

INSTITUT DE TOURISME ET D’HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d’opposition

QUESTION

Nombre et pourcentage d’employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2017-2018. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d’employés devenus permanents.

RÉPONSE

Personnel occasionnel au 28 février 2018

Secteur	Personnel occasionnel associé au secteur	Pourcentage
Pédagogique	94	58 %
Commercial et pédagogique	46	28 %
Administration	23	14 %
Total du personnel occasionnel	163	100 %

À ce nombre, s’ajoute un occasionnel qui au cours de l’année 2017-2018 a été nommé à un poste permanent au secteur de l’administration.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2017-2018. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

RÉPONSE

Aucun employé occasionnel.

**COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2017-2018. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

RÉPONSE

Pour l'année 2017-2018, la CEEC a procédé à l'embauche d'un employé occasionnel.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2017-2018, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

RÉPONSE

Voir la réponse à la question générale #7

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2017-2018, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

RÉPONSE

Sujets des sondages :

Les sondages suivants ont été réalisés par les employés de la Direction générale associée de l'École de l'Institut :

- Sondage « Aide-nous à te connaître » : aux sessions d'accueil des nouveaux étudiants admis ; ce sondage est fait depuis 2012.
- Sondage « Relance des sortants » : 1 fois par année (janvier-février), pour les finissants.
- Sondage sur la satisfaction des activités d'information programme (portes ouvertes, soirées programme, journées info-programmes, journée pour les conseillers pédagogiques) : selon le calendrier des activités.
- Sondage sur la satisfaction des étudiants : 1 fois par année auprès de tous les étudiants.
- Sondage des finissants des programmes Gestion touristique-GT, Gestion en hôtellerie internationale-GEHI, Gestion appliquée en restauration-GAR, Gestion d'un établissement de restauration-GER : 1 fois par année.
- Sondage sur l'appréciation de l'activité pédagogique et de l'enseignement : vers la 12^e semaine de chacune des sessions pour tous les professeurs temporaires.
- Sondage concernant l'évaluation de tous les professeurs : 1 fois par session.
- Sondage des étudiants du nouveau programme Formation internationale en cuisine et gastronomie : 1 fois pour le bilan.

Les sondages suivants ont été réalisés par les employés de la Direction générale associée des communications et du développement des affaires :

- Sondage sur la satisfaction des clients du Restaurant de l'Institut : questionnaire de satisfaction servant au contrôle de qualité en matière d'accueil, de produits et de services.

Coûts des sondages

Pour réaliser ses sondages, l'Institut a utilisé le service Survey Monkey au coût de 350 \$.

De plus, l'ITHQ a renouvelé sa licence d'utilisation du service informatique Sphinx au coût de 2 182 \$ pour l'année. Ceci permet donc de réaliser tous les sondages par les employés de l'Institut.

**COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition**

QUESTION

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2017-2018, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

RÉPONSE

Le Comité n'a pas fait de sondage.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère pour chaque organisme qui en relève en 2017-2018, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

RÉPONSE

Objet : Sondages de satisfaction à l'égard des travaux de la Commission.

Sondages à l'intention des experts

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_experts_2017-2018

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_comites_consultatifs_2017-2018

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_suivi_par_vague_automne_2017

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_formation_personnalisee_automne_2017

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_visite_evaluation_automne_2017

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_formation_regionale_automne_2017

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_evaluation_visit_fall_2017

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_group_follow-up_fall_2017

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_regional_training_fall_2017

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_personalized_training_fall_2017

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_suivi_par_vague_hiver_2018

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_formation_regionale_hiver_2018

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_visite_evaluation_hiver_2018

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_formation_personnalisee_hiver_2018

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_group_follow-up_winter_2018

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_regional_training_winter_2018

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_personalized_training_winter_2018

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_evaluation_visit_winter_2018

Sondages à l'intention des employés

https://fr.surveymonkey.com/r/bulletin_veille_strategique_2017

https://fr.surveymonkey.com/r/satisfaction_approche_prealable_printemps_2017

Le coût : Aucun.

La firme : Tous les questionnaires ont été développés à l'interne.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2017-2018 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

RÉPONSE**Avis juridiques internes d'un ministère**

La *Loi sur le ministère de la Justice* prévoit que le ministre de la Justice est le juriconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre juriconsulte du Conseil exécutif du Québec. C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Les avis juridiques demandés par un ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Dans le cas des ministères, le droit au secret professionnel appartient au gouvernement qui seul peut y renoncer. Le ministère ou ministre, qui a demandé un avis juridique, ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Selon la pratique traditionnelle établie, c'est le ministre de la Justice qui gère cette situation pour assurer la cohérence des dossiers juridiques et qui prend la décision de rendre accessibles les renseignements protégés, en concertation avec les ministères concernés.

Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

De plus, les ministres sont invités à être prudents quant à l'existence même des avis juridiques puisque l'article 214 du *Règlement de l'Assemblée nationale* prévoit que lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement. Le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que cela serait contraire à l'intérêt public.

Pour ces raisons, le ministère ou le cabinet ne peut donner suite à la demande de communiquer les informations requises sur les avis juridiques internes commandés en 2017-2018 dans le cadre de l'Étude des crédits.

Avis juridiques internes d'un organisme

Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme/client peut renoncer à leur divulgation.

Avis juridiques externes

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu entre un avocat ou un notaire de la pratique privée et un ministère ou un organisme sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

RÉPONSE

2017-2018

Fournisseur	Objet du contrat	Montant engagé
Ann Samson, traductrice	Services de traduction	\$ 5 000,00
Arruda, Michael	Services de traduction	\$ 630,00
Arui, Linda (traduction)	Services de traduction	\$24 600,00
Best, Andrea	Validation de traduction	\$ 540,00
Brisson, Josée (traductrice)	Services de traduction	\$ 9 000,00
Brochu, Isabelle (Révision linguistique, traduction)	Services de traduction	\$ 5 000,00
De Fulviis, Claudia (Traduction)	Validation de traduction	\$22 000,00
Drouin, Caroline (003)	Validation de traduction	\$ 1 845,00
Elsworth Renaud, Helen	Validation de traduction	\$20 000,00
Ève Renaud inc.	Services de traduction	\$ 9 000,00
Fu, Isabelle	Services de traduction	\$ 200,00
Gardner, Christine (traductrice)	Services de traduction	\$18 000,00
Girard, Meaghan (Traduction Meaghan Girard)	Services de traduction	\$11 838,95
Krakow, Ève	Validation de traduction	\$21 222,20
Landry, Sylvain (010)	Services de traduction	\$ 1 710,00

Morin, Kymberley	Services de traduction	\$ 855,00
Morin, Kymberley	Validation de traduction	\$ 855,00
Nilakantan, Jaya	Validation de traduction	\$ 900,00
Perkes, Carolyn	Services de traduction	\$24 120,00
Petrovic, Goran	Validation de traduction	\$ 4 000,00
Skewes-Cox, Édith	Services de traduction	\$ 6 777,80
Traduction Studio 9 (8397279 Canada inc.)	Services de traduction	\$15 000,00
Morin, Kymberley	Services de traduction	\$ 855,00

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

RÉPONSE

L'Institut retient les services de pigistes pour effectuer la traduction de ses documents (menus, ententes de partenariat, certains contenus du site Web de l'ITHQ, dépliants promotionnels, communiqués de presse, etc.).

Pour l'année 2017-2018 :

Cory Adam : 64,16 \$

Aaron Marchand : 64,80 \$

Decodr Communications : 294,00 \$

Traductions Amy Butcher : 4 261,81 \$

**COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition**

QUESTION

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

RÉPONSE

Aucun document traduit.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

RÉPONSE

Contrats	Firmes retenue	Coûts
Site Internet	Kelly Proulx	1 300,00 \$
Article pour bulletin de l'INQAAHE	Anne McBryde	54,34 \$
Document mécanisme de recours	Les traductions Waterhouse inc	138,75 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2017-2018.

RÉPONSE

Emplacement	Mandat donné à la Société québécoise des infrastructures	Coût
1035, rue De La Chevrotière, Québec	Travaux de câblage réseau et électriques (16 demandes)	38 689,05 \$
	Entretien ménager, facturable, hors bail	2 181,40 \$
	Relocaliser bureau cloison amovible	5 358,19 \$
	Travaux de ragréage et de peinture	325 \$
	Travaux de sécurisation et contrôle d'accès (4 demandes)	5 429,07 \$
600, rue Fullum, Montréal	Travaux de signalisation	2 294,02 \$
	Travaux de plomberie	341,19 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

RÉPONSE

Le Ministère n'a tenu aucun concours ou tirage au cours de l'année financière 2017-2018.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

RÉPONSE

- a) Concours *Inscrivez-vous et courez la chance de gagner un forfait gourmand à l'ITHQ !*
- b) Forfait gourmand à l'Hôtel de l'ITHQ. En raison de la variation possible du prix de vente du forfait selon la haute ou la basse saison, une moyenne a été calculée afin de déterminer la valeur du prix pour ce concours. La valeur totale est de 470,00 \$. Le forfait est composé des éléments suivants :
 - Une nuitée pour 2 personnes dans une chambre régulière ;
 - Un menu dégustation pour 2 personnes au Restaurant de l'ITHQ, incluant une bouteille de vin au choix du sommelier ;
 - Le petit-déjeuner du lendemain ;
 - Les frais de service sur les repas.
- c) Le concours *Inscrivez-vous et courez la chance de gagner un forfait gourmand à l'ITHQ !* a été organisé par l'ITHQ le 10 février 2018 à l'occasion des festivités de son 50^e anniversaire et dans le cadre de l'activité ponctuelle « Grandes portes ouvertes » à l'ITHQ.
- d) Ne s'applique pas.

**COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition**

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués ;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

RÉPONSE

Le Comité n'organise pas de concours.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

RÉPONSE

Aucun concours ou tirage n'a été effectué au cours de l'année financière 2017-2018.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir la liste de toutes les campagnes déployées en 2017-2018, et fournir pour chacun :

- A) le nom de la campagne;
- B) le coût total, ventilé par poste de dépenses;
- C) le nom de la ou des firme(s) ou du (des) professionnel(s) retenu(s) pour la réaliser;
- D) le plan média, soit les dates de diffusion de la campagne;
- E) les objectifs visés par chaque campagne.

RÉPONSE

Nom de la campagne : Plan économique du Québec – Volet *réussite des jeunes*

Coût total (2 périodes de diffusion) : 1 726 623,50 \$

Ventilation budgétaire pour la 1^{ère} période de diffusion :

- Développement stratégique, créatif et média de la campagne : 81 284,50 \$
- Production vidéo : 284 173,74 \$
- Placement médias : 853 421,64 \$
- Mots clés : 10 844,46 \$
- Service en publicité : 49 628,66 \$
- Sondage post-campagne : 6 300 \$

Total : 1 285 653 \$

Ventilation budgétaire pour la 2^e période de diffusion (ESTIMATION en date du 13 mars):

- Production - honoraires : 28 280 \$
- Placement média : 409 975 \$
- Frais CSPQ (commission) : 2 715,50 \$

Total : 440 970,50 \$

Mode d'attribution : Gré à gré

Fournisseur : CSPQ

Firme sélectionnée par le CSPQ : Cartier

Périodes de diffusion :

1^{ère} période de diffusion : 21 août au 24 septembre 2018

2^e période de diffusion (rediffusion) : 5 au 11 février 2018 ainsi que du 12 mars au 1^{er} avril 2018.

Objectifs :

- S'assurer que les Québécoises et les Québécois connaissent les priorités gouvernementales
- Faire connaître les trois mesures suivantes qui découlent du Plan économique du Québec :
 - Agir dès la petite enfance
 - Ajouter de ressources supplémentaires dans le réseau scolaire
 - 60 minutes d'activités physiques par jour

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir la liste de toutes les campagnes déployées en 2017-2018, et fournir pour chacune :

- A) le nom de la campagne ;
- B) le coût total, ventilé par poste de dépenses ;
- C) le nom de la ou des firme(s) ou du (des) professionnel(s) retenu(s) pour la réaliser ;
- D) le plan média, soit les dates de diffusion de la campagne ;
- E) les objectifs visés par chaque campagne.

RÉPONSE

En 2017-2018, l'Institut a réalisé une campagne de publicité au Québec.

A) NOM DE LA CAMPAGNE :

Campagne de recrutement des futurs étudiants de l'ITHQ au 1^{er} mars

B) COÛTS DE LA CAMPAGNE :

COÛT TOTAL : 111 721,14 \$

Honoraires professionnels : 20 120,62 \$

Production de courtes vidéos promotionnelles diffusées sur les médias sociaux.
Réalisation de 3 capsules vidéos par des blogueurs et influenceurs.

Promotion et publicité : 91 600,52 \$

Placements publicitaires imprimés et Web

Note : conformément aux règles établies par la fonction publique québécoise, les placements publicitaires et la facturation des médias retenus pour la campagne ont été effectués par le **Centre des services partagés du Québec (CSPQ)**.

C) NOM DE LA FIRME RETENUE :

Aucune firme n'a été retenue pour réaliser la campagne. Tout a été fait à l'interne.

D) DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE :

Du 15 janvier au 28 février 2018

E) OBJECTIF VISÉ PAR LA CAMPAGNE :

Campagne de notoriété pour le recrutement des futurs étudiants en vue de la période d'admission du 1^{er} mars 2018. Cette offensive publicitaire vise à positionner l'Institut comme étant la meilleure école au Canada pour les candidats qui désirent faire carrière en gastronomie, en hôtellerie ou en tourisme.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir la liste de toutes les campagnes déployées en 2017-2018, et fournir pour chacune :

- A) le nom de la campagne;
- B) le coût total, ventilé par poste de dépenses;
- C) le nom de la ou des firme(s) ou du (des) professionnel(s) retenu(s) pour la réaliser;
- D) le plan média, soit les dates de diffusion de la campagne;
- E) les objectifs visés par chaque campagne.

RÉPONSE

Le Comité ne fait pas de campagne de publicité et de sensibilisation.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir la liste de toutes les campagnes déployées en 2017-2018, et fournir pour chacune :

- A) le nom de toutes les campagnes;
- B) les coûts de ces campagnes;
- C) le nom de la ou des firme(s) ou du (des) professionnel(s) retenu(s) pour la réaliser ;
- D) le plan média, soit les dates de diffusion de la campagne;
- E) les objectifs visés par chaque campagne.

RÉPONSE

Aucune campagne de publicité et de sensibilisation n'a été effectuée au cours de l'année financière 2017-2018.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2017-2018:

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
- c) le montant qui leur a été accordé.
- d) Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

RÉPONSE

Voir annexe.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Données au 28 février 2018		
Programme	Établissement, organisme, bénéficiaire	Montant
Direction des relations extérieures	Agence Universitaire de la Francophonie	120 000,00 \$
	Centre éducatif Saint-Aubin (CS de Charlevoix)	2 500,00 \$
	École de la Baie-Saint-François (CS de la Vallée-des-Tisserands)	21 558,88 \$
	École de la Courvilloise (CS des Premières-Seigneuries)	33 000,00 \$
	École de Mortagne (CS des Patriotes)	33 000,00 \$
	École d'éducation internationale (CS des Patriotes)	30 000,00 \$
	École Gabriel-le-Courtois (CS des Chic-Chocs)	13 200,00 \$
	École secondaire de Rochebelle (CS des Découvreurs)	30 000,00 \$
	Éducation Internationale Coop. de serv. de dév. et d'éch. en éducation	1 386 120,00 \$
	Polyvalente la Samare (CS des Bois-Francis)	30 800,00 \$
	Association des collèges privés du Québec	12 126,00 \$
	Fédération des CÉGEPS	510 593,01 \$
	Université de Sherbrooke	32 948,78 \$
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, L'	28 007 800,00 \$
Institut national des mines	Institut national des mines	970 000,00 \$
Soutien à des partenaires en éducation - Primaire et secondaire	Allô Prof!	450 000,00 \$
	Association des services de garde en milieu scolaire du Québec	5 000,00 \$
	Association québécoise autochtone en science et en ingénierie	20 000,00 \$
	Association québécoise des cadres scolaires [AQCS]	409 872,00 \$
	Association québécoise d'information scolaire et professionnelle (AQISEP)	10 000,00 \$
	Association québécoise du personnel de direction des écoles [AQPDE]	6 250,00 \$
	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	1 368 000,00 \$
	Cantine pour tous, La	-50 000,00 \$
	Centre de doc. sur l'éduc. des adultes et la condition féminine	237 750,00 \$
	Cible formation conseil inc.	198 033,00 \$
	Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent	151 295,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Jonquière (CEGEP)	274 560,00 \$
	Comité régional pour la valorisation de l'éducation [CREVALE]	285 446,00 \$
	Commission de la capitale nationale du Québec	15 000,00 \$
	Commission jeunesse Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	49 777,00 \$
	Commission scolaire Crie (CS Crie)	114 162,00 \$
	Commission scolaire des Patriotes (CS des Patriotes)	744 108,00 \$
	Commission scolaire des Sommets (CS des Sommets)	350 171,00 \$
	Conseil de la nation huronne-wendat	1 228 500,00 \$
	Conseil Pédagogique Interdisciplinaire du Québec (C.P.I.Q.)	150 000,00 \$
	Corporation du Théâtre Parminou, La	15 000,00 \$
	Éducaide	50 000,00 \$
	Entreprises pour le Dév. des Technologies Éducatives au Québec	50 000,00 \$
	Exploramer	40 000,00 \$
	Fédération des comités de parents du Québec, inc.	985 957,00 \$
	Fédération des transporteurs par autobus	5 000,00 \$
	Fédération professionnelle des journalistes du Québec	19 000,00 \$
	Fédération québécoise ass. foyers-écoles (Quebec Federation Home School Ass.)	10 000,00 \$
	Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement [FQDE]	551 773,00 \$
	Fiducie d'Éducation des Adultes des Premières Nations	2 083 500,00 \$
	Fondation de la Commission scolaire de Montréal	50 000,00 \$
	Fondation des Premières Seigneuries	232 493,00 \$
	Fondation Métropolis Bleu	35 000,00 \$
	Fondation pour l'Alphabétisation	708 750,00 \$
	Forum Jeunesse Côte-Nord	151 295,00 \$
	Fusion Jeunesse	100 000,00 \$
	Groupe neurones NDQ	62 891,00 \$
	Idée Éducation Entrepreneuriale	187 500,00 \$
	Institut de Coopération pour l'éducation des adultes ICÉA	270 750,00 \$
	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, L' (ITHQ)	123 925,00 \$
	Institut des troubles d'apprentissage	400 000,00 \$
	Intégration TSA	14 000,00 \$
	Jeunes Explorateurs d'un Jour	20 000,00 \$
	Kids Code Jeunesse	50 000,00 \$
	Laboratoire pour une école contemporaine	750 000,00 \$
	Motivaction Jeunesse	25 000,00 \$
	OPEQ [Ordinateur pour écoles du Québec]	50 000,00 \$
	Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec	56 250,00 \$
	Organisation inter. écoles commun. entrepreneuriales conscientes	60 000,00 \$
	Osentreprendre	365 000,00 \$
	Partenaires de la réussite éducative en Chaudière-Appalaches	243 399,00 \$
	Partenaires pour la réussite éducative dans les Laurentides, PRÉL	668 589,00 \$
	Regroupement lavallois pour la réussite éducative	689 385,00 \$
	Rendez-vous des écoles francophones en réseau	50 000,00 \$
	Réseau réussite Montréal	1 141 704,00 \$
	Secondaire en Spectacle	1 300 000,00 \$
	Société Formation à Distance Commissions Scolaires du Québec (SOFAD)	200 000,00 \$
	Sotracom Itée	115 000,00 \$
	Table interordres en éducation de l'Abitibi-Témiscamingue	96 281,00 \$
	Table nationale lutte contre l'homophobie réseau scol. et collég.	7 000,00 \$
	Vitrine technologie-éducation	50 000,00 \$
Soutien à des partenaires éducation - Enseignement supérieur	ACDEC-Québec	6 000,00 \$
	AQICESH (Ass. qué. interuniv. conseillers étudiants situation handicap)	5 000,00 \$
	Centre universitaire des Appalaches	91 600,00 \$
	Compétences Québec	112 000,00 \$
	Corp. des services universitaires du secteur ouest de la Côte-Nord	87 450,00 \$
	Fédération des CÉGEPS	20 000,00 \$
	Keroul	25 000,00 \$
	Réseau intercollégial des activités socioculturelles du Québec	35 000,00 \$
	Université du Québec à Montréal (UQAM)	90 000,00 \$
	Université du Québec à Rimouski	25 000,00 \$
Commissions scolaires	Capitale Assurances et gestion du Patrimoine inc.	2 436 000,00 \$
	Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal	1 345 782,00 \$
	Commission scolaire au Coeur-des-Vallées (CS au Coeur-des-Vallées)	40 194 967,00 \$
	Commission scolaire Central Québec (CS Central Québec)	31 501 507,00 \$

	Commission scolaire de Charlevoix (CS de Charlevoix)	22 446 561,00 \$
	Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup	50 225 292,00 \$
	Commission scolaire de la Baie-James (CS de la Baie-James)	24 065 852,00 \$
	Commission scolaire de la Beauce-Etchemin (CS de la Beauce Etchemin)	117 839 541,00 \$
	Commission scolaire de la Capitale (CS de la Capitale)	173 130 771,00 \$
	Commission scolaire de la Côte-du-Sud (CS de la Côte-du-Sud)	59 548 187,00 \$
	Commission scolaire de la Jonquière (CS de la Jonquière)	57 231 594,00 \$
	Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord (CS de la Moyenne-Côte-Nord)	10 062 060,00 \$
	Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CS de la Pointe-de-l'Île)	220 752 405,00 \$
	Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CS de la Région-de-Sherbrooke)	118 402 120,00 \$
	Commission scolaire de la Riveraine (CS de la Riveraine)	37 854 110,00 \$
	Commission scolaire de la Rivière-du-Nord (CS de la Rivière-du-Nord)	153 405 207,00 \$
	Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles	211 802 905,00 \$
	Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands (CS de la Vallée-des-Tisserands)	55 456 774,00 \$
	Commission scolaire de Laval (CS de Laval)	268 364 855,00 \$
	Commission scolaire de l'Énergie (CS de l'Énergie)	73 065 808,00 \$
	Commission scolaire de l'Estuaire (CS de l'Estuaire)	42 616 904,00 \$
	Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois (CS de l'Or-et-des-Bois)	42 809 497,00 \$
	Commission scolaire de Montréal (CS de Montréal)	596 802 886,00 \$
	Commission scolaire de Portneuf (CS de Portneuf)	36 962 735,00 \$
	Commission scolaire de Rouyn-Noranda (CS de Rouyn-Noranda)	37 686 992,00 \$
	Commission scolaire de Saint-Hyacinthe (CS de Saint-Hyacinthe)	89 718 448,00 \$
	Commission scolaire de Sorel-Tracy (CS de Sorel-Tracy)	39 207 977,00 \$
	Commission scolaire des Affluents (CS des Affluents)	205 714 501,00 \$
	Commission scolaire des Appalaches (CS des Appalaches)	36 580 938,00 \$
	Commission scolaire des Bois-Francs (CS des Bois-Francs)	79 118 261,00 \$
	Commission scolaire des Chênes (CS des Chênes)	79 736 520,00 \$
	Commission scolaire des Chic-Chocs (CS des Chic-Chocs)	33 234 682,00 \$
	Commission scolaire des Découvreurs (CS des Découvreurs)	74 130 868,00 \$
	Commission scolaire des Draveurs (CS des Draveurs)	94 961 828,00 \$
	Commission scolaire des Grandes-Seigneuries (CS des Grandes-Seigneuries)	136 362 957,00 \$
	Commission scolaire des Hautes-Rivières (CS des Hautes-Rivières)	106 457 654,00 \$
	Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais (CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais)	22 595 594,00 \$
	Commission scolaire des Hauts-Cantons (CS des Hauts-Cantons)	47 375 214,00 \$
	Commission scolaire des Îles (CS des Îles)	13 161 179,00 \$
	Commission scolaire des Laurentides (CS des Laurentides)	50 407 761,00 \$
	Commission scolaire des Monts-et-Marées (CS des Monts-et-Marées)	42 831 897,00 \$
	Commission scolaire des Navigateurs (CS des Navigateurs)	130 737 406,00 \$
	Commission scolaire des Patriotes (CS des Patriotes)	170 259 603,00 \$
	Commission scolaire des Phares (CS des Phares)	62 346 248,00 \$
	Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CS des Portages-de-l'Outaouais)	87 215 340,00 \$
	Commission scolaire des Premières-Seigneuries (CS des Premières-Seigneuries)	168 731 994,00 \$
	Commission scolaire des Rives-du-Saguenay	82 093 928,00 \$
	Commission scolaire des Samares (CS des Samares)	144 378 944,00 \$
	Commission scolaire des Sommets (CS des Sommets)	55 745 185,00 \$
	Commission scolaire des Trois-Lacs (CS des Trois-Lacs)	92 582 966,00 \$
	Commission scolaire du Chemin-du-Roy (CS du Chemin-du-Roy)	115 118 122,00 \$
	Commission scolaire du Fer (CS du Fer)	36 137 447,00 \$
	Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs (CS du Fleuve-et-des-Lacs)	35 740 775,00 \$
	Commission scolaire du Lac-Abitibi (CS du Lac-Abitibi)	26 935 107,00 \$
	Commission scolaire du Lac-Saint-Jean (CS du Lac-Saint-Jean)	51 259 171,00 \$
	Commission scolaire du Lac-Témiscamingue (CS du Lac-Témiscamingue)	20 543 130,00 \$
	Commission scolaire du Pays-des-Bleuets (CS du Pays-des-Bleuets)	59 741 598,00 \$
	Commission scolaire du Val-des-Cerfs (CS du Val-des-Cerfs)	95 941 468,00 \$
	Commission scolaire Eastern Shores (CS Eastern Shores)	16 865 170,00 \$
	Commission scolaire Eastern Townships (CS Eastern Townships)	37 460 147,00 \$
	Commission scolaire English-Montréal (CS English-Montréal)	167 962 547,00 \$
	Commission scolaire Harricana (CS Harricana)	33 051 551,00 \$
	Commission scolaire Lester-B.-Pearson (CS Lester-B.-Pearson)	140 414 003,00 \$
	Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CS Marguerite-Bourgeoys)	296 585 661,00 \$
	Commission scolaire Marie-Victorin (CS Marie-Victorin)	214 212 129,00 \$
	Commission scolaire New Frontiers (CS New Frontiers)	30 962 664,00 \$
	Commission scolaire Pierre-Neveu (CS Pierre-Neveu)	36 538 394,00 \$
	Commission scolaire René-Lévesque (CS René-Lévesque)	46 623 065,00 \$
	Commission scolaire Riverside (CS Riverside)	55 612 205,00 \$
	Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier (CS Sir-Wilfrid-Laurier)	77 045 513,00 \$
	Commission scolaire Western Québec (CS Western Québec)	44 746 444,00 \$
	Retraite Québec	3 678 383,08 \$
	SSQ, société d'assurance-vie inc.	6 980 000,00 \$
Comités patronaux de négociation Commissions scolaires)	Comité patronal nég. pour les commissions scolaires francophones (CPNCF)	4 875 000,00 \$
Commissions scolaires à statut particulier	Commission scolaire Crie (CS Crie)	113 898 013,00 \$
	Commission scolaire du Littoral (CS du Littoral)	13 810 131,00 \$
	Commission scolaire Kativik (CS Kativik)	90 182 469,00 \$
	École des Naskapis 579 (CS Central Québec)	7 264 508,00 \$
Service de la dette des commissions scolaires	Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal	113 673 211,20 \$
	Commission scolaire au Coeur-des-Vallées (CS au Coeur-des-Vallées)	5 410 824,36 \$
	Commission scolaire Central Québec (CS Central Québec)	4 285 011,06 \$
	Commission scolaire de Charlevoix (CS de Charlevoix)	3 736 236,75 \$
	Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup	7 962 436,38 \$
	Commission scolaire de la Baie-James (CS de la Baie-James)	3 285 316,16 \$
	Commission scolaire de la Beauce-Etchemin (CS de la Beauce Etchemin)	14 398 781,23 \$
	Commission scolaire de la Capitale (CS de la Capitale)	27 702 425,11 \$
	Commission scolaire de la Côte-du-Sud (CS de la Côte-du-Sud)	8 803 025,21 \$
	Commission scolaire de la Jonquière (CS de la Jonquière)	10 291 220,31 \$
	Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord (CS de la Moyenne-Côte-Nord)	1 656 965,14 \$
	Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CS de la Région-de-Sherbrooke)	15 066 145,98 \$
	Commission scolaire de la Riveraine (CS de la Riveraine)	4 394 428,10 \$
	Commission scolaire de la Rivière-du-Nord (CS de la Rivière-du-Nord)	23 321 755,52 \$
	Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles	28 973 522,77 \$
	Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands (CS de la Vallée-des-Tisserands)	6 236 870,46 \$
	Commission scolaire de Laval (CS de Laval)	22 954 147,96 \$
	Commission scolaire de l'Énergie (CS de l'Énergie)	9 705 400,36 \$
	Commission scolaire de l'Estuaire (CS de l'Estuaire)	7 977 096,47 \$
	Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois (CS de l'Or-et-des-Bois)	5 674 006,69 \$
	Commission scolaire de Portneuf (CS de Portneuf)	5 209 071,43 \$
	Commission scolaire de Rouyn-Noranda (CS de Rouyn-Noranda)	5 579 728,02 \$
	Commission scolaire de Saint-Hyacinthe (CS de Saint-Hyacinthe)	9 641 081,26 \$
	Commission scolaire de Sorel-Tracy (CS de Sorel-Tracy)	5 661 489,86 \$

	Commission scolaire des Affluents (CS des Affluents)	30 123 933,88 \$
	Commission scolaire des Appalaches (CS des Appalaches)	5 728 938,91 \$
	Commission scolaire des Bois-Francis (CS des Bois-Francis)	10 295 840,85 \$
	Commission scolaire des Chênes (CS des Chênes)	10 561 767,61 \$
	Commission scolaire des Chic-Chocs (CS des Chic-Chocs)	5 333 904,03 \$
	Commission scolaire des Découvreurs (CS des Découvreurs)	10 329 087,96 \$
	Commission scolaire des Draveurs (CS des Draveurs)	12 645 115,03 \$
	Commission scolaire des Grandes-Seigneuries (CS des Grandes-Seigneuries)	18 183 354,66 \$
	Commission scolaire des Hautes-Rivières (CS des Hautes-Rivières)	10 829 320,28 \$
	Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais (CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais)	10 925 723,13 \$
	Commission scolaire des Hauts-Cantons (CS des Hauts-Cantons)	4 679 190,53 \$
	Commission scolaire des Îles (CS des Îles)	1 827 757,01 \$
	Commission scolaire des Laurentides (CS des Laurentides)	5 887 897,77 \$
	Commission scolaire des Monts-et-Marées (CS des Monts-et-Marées)	6 703 979,95 \$
	Commission scolaire des Navigateurs (CS des Navigateurs)	16 834 798,95 \$
	Commission scolaire des Patriotes (CS des Patriotes)	25 265 671,22 \$
	Commission scolaire des Phares (CS des Phares)	8 549 837,16 \$
	Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CS des Portages-de-l'Outaouais)	12 892 197,88 \$
	Commission scolaire des Premières-Seigneuries (CS des Premières-Seigneuries)	18 364 115,63 \$
	Commission scolaire des Rives-du-Saguenay	10 974 550,29 \$
	Commission scolaire des Samares (CS des Samares)	18 280 608,92 \$
	Commission scolaire des Sommets (CS des Sommets)	6 916 050,79 \$
	Commission scolaire des Trois-Lacs (CS des Trois-Lacs)	13 937 226,57 \$
	Commission scolaire du Chemin-du-Roy (CS du Chemin-du-Roy)	16 225 389,18 \$
	Commission scolaire du Fer (CS du Fer)	6 064 591,71 \$
	Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs (CS du Fleuve-et-des-Lacs)	4 452 564,51 \$
	Commission scolaire du Lac-Abitibi (CS du Lac-Abitibi)	3 414 208,76 \$
	Commission scolaire du Lac-Saint-Jean (CS du Lac-Saint-Jean)	6 231 724,96 \$
	Commission scolaire du Lac-Témiscamingue (CS du Lac-Témiscamingue)	2 390 773,35 \$
	Commission scolaire du Littoral (CS du Littoral)	1 490 691,92 \$
	Commission scolaire du Pays-des-Bleuets (CS du Pays-des-Bleuets)	5 920 813,14 \$
	Commission scolaire du Val-des-Cerfs (CS du Val-des-Cerfs)	12 918 933,92 \$
	Commission scolaire Eastern Shores (CS Eastern Shores)	1 243 931,40 \$
	Commission scolaire Eastern Townships (CS Eastern Townships)	4 691 608,27 \$
	Commission scolaire Harricana (CS Harricana)	5 083 816,68 \$
	Commission scolaire Marie-Victorin (CS Marie-Victorin)	24 008 069,60 \$
	Commission scolaire New Frontiers (CS New Frontiers)	4 671 145,43 \$
	Commission scolaire Pierre-Neveu (CS Pierre-Neveu)	4 874 653,88 \$
	Commission scolaire René-Lévesque (CS René-Lévesque)	6 692 544,25 \$
	Commission scolaire Riverside (CS Riverside)	6 670 326,88 \$
	Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier (CS Sir-Wilfrid-Laurier)	9 421 131,62 \$
	Commission scolaire Western Québec (CS Western Québec)	6 387 376,02 \$
Enseignement privé - Primaire et secondaire	Académie Antoine-Manseau	1 882 026,00 \$
	Académie Beth Rivkah pour Filles, L'	1 204 972,00 \$
	Académie Centennale, L'	812 424,00 \$
	Académie chrétienne Rive-Nord inc.	38 244,00 \$
	Académie des Sacrés-Coeurs	2 616 817,00 \$
	Académie François-Labelle	1 755 354,00 \$
	Académie hébraïque inc.	1 790 013,00 \$
	Académie IBN Sina	902 454,00 \$
	Académie internationale Zig Zag	408 902,00 \$
	Académie Lafontaine inc.	8 279 317,00 \$
	Académie Louis-Pasteur	1 427 589,00 \$
	Académie Michèle-Provost inc.	2 867 927,00 \$
	Académie Solomon Schechter	1 537 793,00 \$
	Académie Ste-Thérèse inc., L'	7 292 399,00 \$
	Académie St-Louis Québec	7 224 509,00 \$
	Académie Yéshiva Yavné	1 542 469,00 \$
	Centre Académique de Lanaudière	1 108 507,00 \$
	Centre Académique Fournier inc.	78 580,00 \$
	Centre d'Intégration Scolaire inc.	145 149,00 \$
	Centre François Michelle	500 930,00 \$
	Centre Psycho-Pédagogique de Québec inc.	73 764,00 \$
	Collège Beaubois	4 969 041,00 \$
	Collège Boisbriand 2016	58 379,00 \$
	Collège Bourget	6 339 361,00 \$
	Collège Champagneur	1 160 252,00 \$
	Collège Charlemagne inc.	5 076 793,00 \$
	Collège Charles-Lemoyne	9 747 910,00 \$
	Collège Citoyen	1 425 613,00 \$
	Collège Clarétain de Victoriaville	1 598 292,00 \$
	Collège d'Anjou inc.	2 982 891,00 \$
	Collège de Champigny	2 917 281,00 \$
	Collège de l'Assomption	3 879 470,00 \$
	Collège de Lévis	3 658 766,00 \$
	Collège de l'Ouest de l'Île inc.	1 750 557,00 \$
	Collège de Montréal	5 793 070,00 \$
	Collège de Mont-Royal	1 875 282,00 \$
	Collège des Hauts Sommets	925 817,00 \$
	Collège Dina-Bélanger	1 062 539,00 \$
	Collège du Mont Sainte-Anne	1 334 570,00 \$
	Collège du Sacré-Coeur	1 414 123,00 \$
	Collège Durocher Saint-Lambert	10 032 164,00 \$
	Collège Esther-Blondin	5 486 868,00 \$
	Collège Français [1965] inc., Le	5 984 044,00 \$
	Collège Français primaire inc., Le	2 608 069,00 \$
	Collège François-Delaplace	702 478,00 \$
	Collège François-de-Laval	3 108 739,00 \$
	Collège Héritage Châteauguay	2 169 301,00 \$
	Collège International des Marcellines	1 939 474,00 \$
	Collège International Marie de France	5 897 803,00 \$
	Collège Jacques-Prévert	1 273 059,00 \$
	Collège Jean de la Mennais	6 044 068,00 \$
	Collège Jean-de-Brébeuf	4 672 986,00 \$
	Collège Jean-Eudes inc.	7 481 545,00 \$
	Collège Jésus-Marie de Sillery	3 861 692,00 \$
	Collège Laurentien inc.	985 218,00 \$
	Collège Laval	8 561 339,00 \$
	Collège Letendre	7 634 787,00 \$

Collège Marie-De-l'Incarnation	2 741 543,00 \$
Collège Mont Notre-Dame de Sherbrooke inc.	1 941 852,00 \$
Collège Mont-Sacré-Coeur	3 032 607,00 \$
Collège Mont-Saint-Louis, association coopérative, Le	5 961 656,00 \$
Collège Notre-Dame	6 644 220,00 \$
Collège Notre-Dame de Rivière-du-Loup	2 327 089,00 \$
Collège Notre-Dame-de-l'Assomption	1 449 622,00 \$
Collège Notre-Dame-de-Lourdes	4 062 385,00 \$
Collège Pré universitaire Nouvelles Frontières	3 806 214,00 \$
Collège Régina Assumpta [1995]	9 351 300,00 \$
Collège Reine-Marie	4 199 413,00 \$
Collège Rivier	506 847,00 \$
Collège Saint-Alexandre de la Gatineau	4 299 294,00 \$
Collège Saint-Bernard	5 346 604,00 \$
Collège Saint-Charles-Garnier	2 246 715,00 \$
Collège Sainte-Anne	8 107 484,00 \$
Collège Sainte-Marcelline	3 560 554,00 \$
Collège Saint-Hilaire inc.	2 549 494,00 \$
Collège Saint-Joseph de Hull	3 166 601,00 \$
Collège Saint-Maurice	2 490 701,00 \$
Collège Saint-Paul	3 790 341,00 \$
Collège Saint-Sacrement	6 624 528,00 \$
Collège Servite	675 209,00 \$
Collège Stanislas de Québec	9 471 765,00 \$
Collège Ste-Anne-de-La-Pocatière	1 723 181,00 \$
Collège St-Jean-Vianney	4 374 912,00 \$
Collège Supérieur de Montréal [C.S.M.] inc.	125 426,00 \$
Collège Trafalgar pour filles	495 010,00 \$
Collège Ville-Marie	2 198 596,00 \$
Communauté hellénique du Grand Montréal	4 220 466,00 \$
Corporation de l'externat St-Jean-Berchmans	2 048 610,00 \$
École Akiva	1 050 088,00 \$
École Ali Ibn Abi Talib, L'	964 745,00 \$
École apostolique de Chicoutimi	696 162,00 \$
École arménienne Sourp Hagop, L'	3 433 173,00 \$
École Armen-Québec de l'union générale armenienne de bienfaisance	1 120 281,00 \$
École Augustin Roscelli inc.	1 413 024,00 \$
École Beth Jacob de Rav Hirschprung	1 557 172,00 \$
École buissonnière, centre de formation artistique inc.	1 242 511,00 \$
École Charles-Perrault [Pierrefonds]	1 178 446,00 \$
École Chrétienne Emmanuel	106 521,00 \$
École communautaire Belz	3 556 531,00 \$
École d'administration et de secrétariat de la Rive Sud inc.	344 089,00 \$
École de formation hébraïque de la congrégation Beth Tikvah	830 575,00 \$
École de secrétariat Notre-Dame-Des-Neiges [1985]	39 730,00 \$
École des Premières Lettres, L'	578 279,00 \$
École des Ursulines de Québec, L'	2 035 675,00 \$
École Jésus-Marie de Beauceville	1 585 224,00 \$
École le Sommet (Summit School)	972 774,00 \$
École l'Eau Vive, L'	1 397 675,00 \$
École les Melezes	1 838 351,00 \$
École Lucien-Guilbault inc.	104 246,00 \$
École Maimonide	2 295 223,00 \$
École Marcelle-Mallet	1 948 362,00 \$
École Marie Anne	522 657,00 \$
École Marie-Clarac	4 918 695,00 \$
École Miss Edgar et Miss Cramp	784 807,00 \$
École Montessori de l'Outaouais inc.	674 350,00 \$
École Montessori de Québec inc.	437 126,00 \$
École Montessorie des 4 Vallées	294 043,00 \$
École nationale de cirque	88 206,00 \$
École Notre Dame de Nareg	612 093,00 \$
École orale de Montréal pour les sourds, inc.	164 031,00 \$
École oraliste de Québec pour enfants sourds	116 689,00 \$
École Pasteur SSBL	2 623 164,00 \$
École Peter Hall inc.	407 112,00 \$
École Plein Soleil [association coopérative]	628 306,00 \$
École première Mesifita du Canada	502 457,00 \$
École primaire, les Trois Saisons inc.	1 149 257,00 \$
École Rudolf Steiner de Montréal inc.	368 606,00 \$
École Sacré-Coeur de Montréal	903 139,00 \$
École Sainte-Anne	743 226,00 \$
École secondaire de Bromptonville	2 105 493,00 \$
École secondaire du Verbe Divin inc.	2 169 625,00 \$
École secondaire Jeanne Normandin	833 941,00 \$
École secondaire Loyola	3 053 044,00 \$
École secondaire Marcellin-Champagnat	4 978 410,00 \$
École secondaire Mont-St-Sacrement inc.	3 611 895,00 \$
École secondaire privée François-Bourrin	1 329 648,00 \$
École secondaire St-Joseph de St-Hyacinthe	5 252 049,00 \$
École Selwyn House, L'	1 354 302,00 \$
École St-Georges de Montréal inc.	1 147 520,00 \$
École St-Joseph [1985] inc.	1 657 877,00 \$
École Val Marie inc.	1 514 723,00 \$
École Vanguard Québec limitée	6 727 774,00 \$
Écoles communautaires Skver, Les	874 537,00 \$
Écoles juives populaires et les écoles Peretz inc., Les	1 835 768,00 \$
Écoles musulmanes de Montréal (Mosquée de Montréal)	450 549,00 \$
Externat Mont-Jésus-Marie	1 405 684,00 \$
Externat Sacré-Coeur	3 117 246,00 \$
Externat Sacré-Coeur de Rosemère (inactif)	1 528 311,00 \$
Externat Saint-Coeur de Marie	1 529 699,00 \$
Externat Saint-Jean-Eudes	4 503 265,00 \$
Institut canadien pour le développement neuro-intégratif, L'	180 747,00 \$
Institut d'Enseignement Dar Al Iman	1 144 902,00 \$
Institut d'Enseignement de Sept-Îles inc.	1 144 223,00 \$
Institut Saint-Joseph inc.	1 422 227,00 \$
Institut secondaire Keranna [1992] inc.	2 602 034,00 \$
Juvénat Notre-Dame du Saint-Laurent	3 704 518,00 \$

	Lower Canada College	2 015 093,00 \$
	Pensionnat du Saint-Nom-de-Marie	4 945 963,00 \$
	Pensionnat Notre-Dame-des-Anges	2 067 508,00 \$
	Petite Académie du Boisé inc.	605 688,00 \$
	Séminaire de Chicoutimi - Services Éducatif	2 000 321,00 \$
	Séminaire de Saint-Joseph des Trois-Rivières, Le	3 431 274,00 \$
	Séminaire de Sherbrooke	3 403 333,00 \$
	Séminaire des Pères Maristes inc.	2 615 243,00 \$
	Séminaire du Sacré Coeur	1 219 795,00 \$
	Séminaire Sainte-Trinité	3 367 413,00 \$
	Séminaire Salésien de Sherbrooke, Le	2 982 519,00 \$
	Séminaire Ste-Marie de Shawinigan, Le	874 538,00 \$
	Séminaire St-François	4 952 115,00 \$
	Services éducatifs du séminaire Marie-Reine-du-Clergé, Les	1 588 297,00 \$
	Talmud Torahs Unis de Montréal inc. (TTUM)	2 891 854,00 \$
	Villa Maria	5 782 405,00 \$
	Yeshiva Gedolah l'école d'études supérieures de Montréal	906 406,00 \$
Aide au transport scolaire	Académie Antoine-Manseau	148 259,00 \$
	Académie des Sacrés-Coeurs	91 502,00 \$
	Académie François-Labelle	105 191,00 \$
	Académie Lafontaine inc.	488 113,00 \$
	Académie Ste-Thérèse inc., L'	328 518,00 \$
	Centre Académique de Lanaudière	61 848,00 \$
	Centre Académique Fournier inc.	958 772,00 \$
	Centre d'Intégration Scolaire inc.	489 201,00 \$
	Centre François Michelle	1 176 459,00 \$
	Centre Psycho-Pédagogique de Québec inc.	306 706,00 \$
	Collège Bourget	387 288,00 \$
	Collège Champagneur	85 858,00 \$
	Collège Charles-Lemoyne	510 913,00 \$
	Collège Clarétain de Victoriaville	108 428,00 \$
	Collège de Champigny	131 573,00 \$
	Collège de l'Assomption	246 914,00 \$
	Collège de Lévis	204 799,00 \$
	Collège des Hauts Sommets	20 560,00 \$
	Collège Dina-Bélanger	116 472,00 \$
	Collège du Mont Sainte-Anne	53 460,00 \$
	Collège du Sacré-Coeur	68 083,00 \$
	Collège Durocher Saint-Lambert	324 447,00 \$
	Collège Esther-Blondin	350 023,00 \$
	Collège Français [1965] inc., Le	200 210,00 \$
	Collège Français primaire inc., Le	84 412,00 \$
	Collège François-Delaplace	24 604,00 \$
	Collège Héritage Châteauguay	131 479,00 \$
	Collège Jean de la Mennais	243 039,00 \$
	Collège Laurentien inc.	118 949,00 \$
	Collège Laval	335 883,00 \$
	Collège Letendre	295 283,00 \$
	Collège Marie-De-l'Incarnation	410 261,00 \$
	Collège Mont Notre-Dame de Sherbrooke inc.	94 455,00 \$
	Collège Mont-Sacré-Coeur	180 592,00 \$
	Collège Notre-Dame de Rivière-du-Loup	115 796,00 \$
	Collège Notre-Dame-de-l'Assomption	115 392,00 \$
	Collège Notre-Dame-de-Lourdes	156 220,00 \$
	Collège Pré universitaire Nouvelles Frontières	138 568,00 \$
	Collège Rivier	41 714,00 \$
	Collège Saint-Alexandre de la Gatineau	204 647,00 \$
	Collège Saint-Bernard	329 675,00 \$
	Collège Saint-Hilaire inc.	126 328,00 \$
	Collège Saint-Joseph de Hull	153 740,00 \$
	Collège Saint-Maurice	163 931,00 \$
	Collège Saint-Paul	192 033,00 \$
	Collège Saint-Sacrement	535 101,00 \$
	Collège Servite	68 943,00 \$
	Collège Ste-Anne-de-La-Pocatière	147 988,00 \$
	Commission scolaire au Coeur-des-Vallées (CS au Coeur-des-Vallées)	3 129 900,00 \$
	Commission scolaire Central Québec (CS Central Québec)	3 149 235,00 \$
	Commission scolaire Crie (CS Crie)	4 829 440,00 \$
	Commission scolaire de Charlevoix (CS de Charlevoix)	1 746 597,00 \$
	Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup	3 988 086,00 \$
	Commission scolaire de la Baie-James (CS de la Baie-James)	876 953,00 \$
	Commission scolaire de la Beauce-Etchemin (CS de la Beauce Etchemin)	7 477 809,00 \$
	Commission scolaire de la Capitale (CS de la Capitale)	4 315 624,00 \$
	Commission scolaire de la Côte-du-Sud (CS de la Côte-du-Sud)	6 685 341,00 \$
	Commission scolaire de la Jonquière (CS de la Jonquière)	3 092 575,00 \$
	Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord (CS de la Moyenne-Côte-Nord)	429 610,00 \$
	Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CS de la Pointe-de-l'Île)	3 726 232,00 \$
	Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CS de la Région-de-Sherbrooke)	4 280 289,00 \$
	Commission scolaire de la Riveraine (CS de la Riveraine)	4 508 131,00 \$
	Commission scolaire de la Rivière-du-Nord (CS de la Rivière-du-Nord)	5 595 863,00 \$
	Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles	6 398 363,00 \$
	Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands (CS de la Vallée-des-Tisserands)	4 957 478,00 \$
	Commission scolaire de Laval (CS de Laval)	6 121 086,00 \$
	Commission scolaire de l'Énergie (CS de l'Énergie)	6 107 857,00 \$
	Commission scolaire de l'Estuaire (CS de l'Estuaire)	3 573 015,00 \$
	Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois (CS de l'Or-et-des-Bois)	2 369 907,00 \$
	Commission scolaire de Montréal (CS de Montréal)	10 415 798,00 \$
	Commission scolaire de Portneuf (CS de Portneuf)	2 747 478,00 \$
	Commission scolaire de Rouyn-Noranda (CS de Rouyn-Noranda)	2 151 006,00 \$
	Commission scolaire de Saint-Hyacinthe (CS de Saint-Hyacinthe)	4 546 270,00 \$
	Commission scolaire de Sorel-Tracy (CS de Sorel-Tracy)	2 418 081,00 \$
	Commission scolaire des Affluents (CS des Affluents)	7 000 767,00 \$
	Commission scolaire des Appalaches (CS des Appalaches)	4 755 131,00 \$
	Commission scolaire des Bois-Francis (CS des Bois-Francis)	4 706 821,00 \$
	Commission scolaire des Chênes (CS des Chênes)	3 915 485,00 \$
	Commission scolaire des Chic-Chocs (CS des Chic-Chocs)	3 486 145,00 \$
	Commission scolaire des Découvreurs (CS des Découvreurs)	2 438 265,00 \$
	Commission scolaire des Draveurs (CS des Draveurs)	3 509 869,00 \$
	Commission scolaire des Grandes-Seigneuries (CS des Grandes-Seigneuries)	6 336 694,00 \$

	Commission scolaire des Hautes-Rivières (CS des Hautes-Rivières)	5 452 131,00 \$
	Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais (CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais)	4 537 790,00 \$
	Commission scolaire des Hauts-Cantons (CS des Hauts-Cantons)	5 977 875,00 \$
	Commission scolaire des Îles (CS des Îles)	976 195,00 \$
	Commission scolaire des Laurentides (CS des Laurentides)	6 410 225,00 \$
	Commission scolaire des Monts-et-Marées (CS des Monts-et-Marées)	5 224 181,00 \$
	Commission scolaire des Navigateurs (CS des Navigateurs)	5 621 067,00 \$
	Commission scolaire des Patriotes (CS des Patriotes)	6 633 523,00 \$
	Commission scolaire des Phares (CS des Phares)	4 518 611,00 \$
	Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CS des Portages-de-l'Outaouais)	3 081 128,00 \$
	Commission scolaire des Premières-Seigneuries (CS des Premières-Seigneuries)	6 993 099,00 \$
	Commission scolaire des Rives-du-Saguenay	4 488 563,00 \$
	Commission scolaire des Samares (CS des Samares)	12 578 314,00 \$
	Commission scolaire des Sommets (CS des Sommets)	3 964 644,00 \$
	Commission scolaire des Trois-Lacs (CS des Trois-Lacs)	4 010 239,00 \$
	Commission scolaire du Chemin-du-Roy (CS du Chemin-du-Roy)	6 027 323,00 \$
	Commission scolaire du Fer (CS du Fer)	1 692 106,00 \$
	Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs (CS du Fleuve-et-des-Lacs)	4 591 786,00 \$
	Commission scolaire du Lac-Abitibi (CS du Lac-Abitibi)	3 940 865,00 \$
	Commission scolaire du Lac-Saint-Jean (CS du Lac-Saint-Jean)	3 454 255,00 \$
	Commission scolaire du Lac-Témiscamingue (CS du Lac-Témiscamingue)	2 616 027,00 \$
	Commission scolaire du Littoral (CS du Littoral)	549 679,00 \$
	Commission scolaire du Pays-des-Bleuets (CS du Pays-des-Bleuets)	4 582 602,00 \$
	Commission scolaire du Val-des-Cerfs (CS du Val-des-Cerfs)	4 949 850,00 \$
	Commission scolaire Eastern Shores (CS Eastern Shores)	1 763 073,00 \$
	Commission scolaire Eastern Townships (CS Eastern Townships)	4 290 445,00 \$
	Commission scolaire English-Montréal (CS English-Montréal)	3 874 329,00 \$
	Commission scolaire Harricana (CS Harricana)	3 835 957,00 \$
	Commission scolaire Kativik (CS Kativik)	3 203 252,00 \$
	Commission scolaire Lester-B.-Pearson (CS Lester-B.-Pearson)	5 854 864,00 \$
	Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CS Marguerite-Bourgeoys)	5 978 054,00 \$
	Commission scolaire Marie-Victorin (CS Marie-Victorin)	5 042 801,00 \$
	Commission scolaire New Frontiers (CS New Frontiers)	2 539 871,00 \$
	Commission scolaire Pierre-Neveu (CS Pierre-Neveu)	3 653 458,00 \$
	Commission scolaire René-Lévesque (CS René-Lévesque)	5 148 114,00 \$
	Commission scolaire Riverside (CS Riverside)	5 170 516,00 \$
	Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier (CS Sir-Wilfrid-Laurier)	7 239 090,00 \$
	Commission scolaire Western Québec (CS Western Québec)	4 714 347,00 \$
	Communauté hellénique du Grand Montréal	634 697,00 \$
	École apostolique de Chicoutimi	37 632,00 \$
	École Jésus-Marie de Beauceville	117 317,00 \$
	École le Sommet (Summit School)	1 733 597,00 \$
	École les Melezes	158 434,00 \$
	École Lucien-Guilbault inc.	610 738,00 \$
	École Marcelle-Mallet	113 195,00 \$
	École Marie Anne	47 601,00 \$
	École Notre Dame de Nareg	51 756,00 \$
	École orale de Montréal pour les sourds, inc.	254 336,00 \$
	École Peter Hall inc.	2 552 616,00 \$
	École primaire, les Trois Saisons inc.	45 146,00 \$
	École secondaire de Bromptonville	120 563,00 \$
	École secondaire du Verbe Divin inc.	142 717,00 \$
	École secondaire Marcellin-Champagnat	219 043,00 \$
	École secondaire Mont-St-Sacrement inc.	171 873,00 \$
	École secondaire privée François-Bourrin	59 918,00 \$
	École secondaire St-Joseph de St-Hyacinthe	276 016,00 \$
	École Val Marie inc.	226 564,00 \$
	École Vanguard Québec limitée	444 755,00 \$
	Externat Sacré-Coeur	179 979,00 \$
	Externat Sacré-Coeur de Rosemère (inactif)	53 733,00 \$
	Externat Saint-Jean-Eudes	152 248,00 \$
	Institut d'Enseignement de Sept-Îles inc.	46 148,00 \$
	Institut secondaire Keranna [1992] inc.	288 594,00 \$
	Juvénat Notre-Dame du Saint-Laurent	177 085,00 \$
	Séminaire de Chicoutimi - Services Éducatif	131 038,00 \$
	Séminaire de Saint-Joseph des Trois-Rivières, Le	367 507,00 \$
	Séminaire de Sherbrooke	177 663,00 \$
	Séminaire du Sacré Coeur	146 933,00 \$
	Séminaire Sainte-Trinité	141 166,00 \$
	Séminaire Salésien de Sherbrooke, Le	120 227,00 \$
	Séminaire Ste-Marie de Shawinigan, Le	110 048,00 \$
	Séminaire St-François	260 619,00 \$
	Services éducatifs du séminaire Marie-Reine-du-Clergé, Les	190 684,00 \$
Cégeps	CEGEP Beauce-Appalaches	21 280 720,00 \$
	CEGEP de Baie-Comeau	11 820 886,00 \$
	CEGEP de Bois-de-Boulogne(inactif)	27 225 872,00 \$
	CEGEP de Chicoutimi	36 550 118,00 \$
	CEGEP de Drummondville	23 017 189,00 \$
	Cégep de Granby	19 431 549,00 \$
	CEGEP de la Gaspésie et des Îles	24 721 474,00 \$
	CEGEP de la Pocatière	18 104 893,00 \$
	CEGEP de l'Abitibi-Témiscamingue	31 058 623,00 \$
	CEGEP de Lévis-Lauzon	31 391 747,00 \$
	CEGEP de Matane	13 964 722,00 \$
	CEGEP de Rivière-du-Loup	15 472 807,00 \$
	CEGEP de Sept-Îles	13 006 521,00 \$
	CÉGEP de Sherbrooke	53 394 858,00 \$
	CEGEP de Thetford	15 225 571,00 \$
	CEGEP de Valleyfield	21 772 223,00 \$
	CEGEP du Vieux-Montréal	58 004 147,00 \$
	CEGEP John Abbott	54 623 529,00 \$
	Cégep Limoilou	54 485 801,00 \$
	CEGEP Marie-Victorin	39 664 794,00 \$
	CEGEP régional de Lanaudière	59 093 625,00 \$
	CEGEP St-Jean-sur-Richelieu	30 964 521,00 \$
	Champlain Regional College Of General And Vocational Education	42 708 400,00 \$
	Collège d'Alma	14 744 728,00 \$
	Collège Dawson	72 628 189,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Prof. François-Xavier Garneau	51 685 108,00 \$

	Collège d'enseignement général et professionnel André-Laurendeau	34 284 927,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel Bois-de-Boulogne	2 527 342,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel d'Ahuntsic	62 615 974,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Jonquière (CEGEP)	38 793 597,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de l'Outaouais	43 408 591,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Maisonneuve	56 662 764,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Rimouski (CEGEP)	41 222 764,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Rosemont	35 535 156,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Saint-Jérôme (CEGEP)	48 161 292,00 \$
	Collège d'enseignement général et professionnel de Saint-Laurent	35 493 891,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Sorel-Tracy (CEGEP)	14 420 968,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Ste-Foy (CEGEP)	65 626 696,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de St-Félicien (CEGEP)	16 725 580,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de St-Hyacinthe	41 440 177,00 \$
	Collège d'enseignement général et professionnel de Trois-Rivières	42 497 591,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Victoriaville (CEGEP)	21 212 980,00 \$
	Collège d'enseignement général et professionnel Édouard-Montpetit	65 997 496,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel Gérard-Godin	13 272 363,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel Lionel Groulx	45 480 321,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel Montmorency (CEGEP)	60 472 862,00 \$
	Collège Héritage	14 324 680,00 \$
	Collège Shawinigan	18 552 175,00 \$
	Vanier College of General and Vocational Education	53 553 184,00 \$
Comités patronaux de négociation collégiale	Comité Patronal de Négociation des Collèges	1 800 000,00 \$
Universités	Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal	69 457 038,00 \$
	École Polytechnique de Montréal	96 583 279,00 \$
	Université Bishop's	23 571 473,00 \$
	Université Concordia	237 929 526,00 \$
	Université de Montréal	522 805 089,00 \$
	Université de Sherbrooke	248 783 616,00 \$
	Université du Québec (siège social)	875 010 544,00 \$
	Université Laval	406 981 887,00 \$
Enseignement privé au collégial	Université McGill	297 452 106,00 \$
	Campus Notre-Dame-de-Foy	7 831 334,00 \$
	Collège André-Grasset [1973] inc.	8 215 630,00 \$
	Collège Bart [1975]	2 677 022,00 \$
	Collège Centenal	514 285,00 \$
	Collège d'affaires Ellis [1974] inc.	3 158 231,00 \$
	Collège International des Marcellines	584 370,00 \$
	Collège International Marie de France	1 410 264,00 \$
	Collège Jean-de-Brébeuf	10 363 142,00 \$
	Collège Lafèche	8 748 192,00 \$
	Collège Lasalle	18 638 606,00 \$
	Collège Mérici	7 508 757,00 \$
	Collège O'Sullivan de Montréal inc.	3 069 037,00 \$
	Collège O'Sullivan de Québec inc.	2 494 700,00 \$
	Collège Pré universitaire Nouvelles Frontières	540 006,00 \$
	Collège Sainte-Anne	1 761 797,00 \$
	Collège Stanislas de Québec	2 116 273,00 \$
	Collège TAV	4 678 178,00 \$
	Collège Universel	725 433,00 \$
	École Commerciale du Cap inc.	1 691 752,00 \$
	École de musique Vincent-d'Indy	1 164 629,00 \$
	École de sténographie judiciaire du Québec	229 409,00 \$
	École nationale de cirque	1 541 950,00 \$
	Institut Teccart	4 680 467,00 \$
	Marianopolis College	13 152 640,00 \$
	Séminaire de Sherbrooke	1 708 758,00 \$
Service de la dette au collégial	CEGEP Beauce-Appalaches	2 085 829,33 \$
	CEGEP de Baie-Comeau	1 672 258,76 \$
	CEGEP de Bois-de-Boulogne(inactif)	2 397 399,10 \$
	CEGEP de Chicoutimi	5 772 462,33 \$
	CEGEP de Drummondville	3 435 705,93 \$
	Cégep de Granby	1 492 230,82 \$
	CEGEP de la Gaspésie et des Îles	4 026 440,09 \$
	CEGEP de la Pocatière	2 027 241,17 \$
	CEGEP de l'Abitibi-Témiscamingue	3 979 622,64 \$
	CEGEP de Lévis-Lauzon	4 550 875,47 \$
	CEGEP de Matane	1 345 392,36 \$
	CEGEP de Rivière-du-Loup	2 573 627,72 \$
	CEGEP de Sept-Îles	1 913 308,10 \$
	CÉGEP de Sherbrooke	6 180 650,20 \$
	CEGEP de Thetford	2 198 556,65 \$
	CEGEP de Trois-Rivières(inactif)	570 230,18 \$
	CEGEP de Valleyfield	2 467 305,52 \$
	CEGEP du Vieux-Montréal	6 925 205,00 \$
	CEGEP John Abbott	4 025 092,74 \$
	Cégep Limoilou	7 873 885,80 \$
	CEGEP Marie-Victorin	4 450 775,81 \$
	CEGEP régional de Lanaudière	8 503 726,54 \$
	CEGEP St-Jean-sur-Richelieu	2 330 215,95 \$
	Champlain Regional College Of General And Vocational Education	3 924 566,12 \$
	Collège d'Alma	1 898 345,32 \$
	Collège Dawson	7 621 218,55 \$
	Collège d'Enseignement Général et Prof. François-Xavier Garneau	4 902 146,33 \$
	Collège d'enseignement général et professionnel André-Laurendeau	3 751 303,89 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel d'Ahuntsic	7 417 321,00 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Jonquière (CEGEP)	5 650 043,84 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de l'Outaouais	5 938 608,09 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Maisonneuve	5 913 038,49 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Rimouski (CEGEP)	6 144 655,14 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Rosemont	3 409 823,91 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Saint-Jérôme (CEGEP)	4 709 989,17 \$
	Collège d'enseignement général et professionnel de Saint-Laurent	3 565 954,14 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Sorel-Tracy (CEGEP)	1 441 449,87 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Ste-Foy (CEGEP)	6 780 889,67 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de St-Félicien (CEGEP)	1 140 436,97 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de St-Hyacinthe	4 673 005,91 \$
	Collège d'enseignement général et professionnel de Trois-Rivières	5 595 854,84 \$

	Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Victoriaville (CEGEP)	3 106 958,69 \$
	Collège d'enseignement général et professionnel Édouard-Montpetit	9 424 199,13 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel Gérald-Godin	1 596 608,34 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel Lionel Groulx	6 782 842,48 \$
	Collège d'Enseignement Général et Professionnel Montmorency (CEGEP)	4 019 573,49 \$
	Collège Héritage	1 404 544,10 \$
	Collège Shawinigan	1 626 656,88 \$
	Vanier College of General and Vocational Education	3 957 772,29 \$
Service de la dette des universités	Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal	6 357 669,60 \$
	École Polytechnique de Montréal	15 911 327,05 \$
	Fonds de financement (Ministère des Finances)	112 266,00 \$
	Université Bishop's	2 368 333,28 \$
	Université Concordia	26 860 035,13 \$
	Université de Montréal	46 955 705,41 \$
	Université de Sherbrooke	24 207 694,02 \$
	Université du Québec (siège social)	94 986 097,38 \$
	Université du Québec à Montréal (UQAM)	6 626 429,40 \$
	Université Laval	40 615 174,81 \$
	Université McGill	56 625 804,57 \$

Note: Les renseignements concernant:

les budgets discrétionnaires des ministres se trouvent à la demande de renseignements généraux no 20;

les subventions accordées dans le cadre du Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE) se trouvent à la question 50;

le volet Loisir et sport se trouvent aux questions 176 à 196;

l'aide financière aux études se trouvent aux questions 70 et 145 à 150.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2017-2018 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.
- d) Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

RÉPONSE

Aucune subvention n'est octroyée par l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

**COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant, pour chacun, pour 2017-2018 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.
- d) fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

RÉPONSE

Le CCAFE ne gère pas de programmes de financement, subvention, etc.

**COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2017-2018 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé;
- d) Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

RÉPONSE

La Commission de l'évaluation de l'enseignement collégial n'a aucun programme de financement ou de subvention.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

1. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :
- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communication et/ou affaires publiques;
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
 - c) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), et le nom des firmes externes ou consultants engagée à cette fin.

RÉPONSE

- A) 0 personnes
- B) Conférences de presse prises en charge par la Direction des communications

Objet	Lieu	Date	Fournisseur	Mandat	Mode d'octroi	Dépenses par événement
Lancement de la politique du sport et de l'activité physique	Université Laval, Québec	2017-04-03	LSM Sons et Lumières	Sonorisation	Gré à gré	8 982,76 \$
			Sam Photographe	Photographie	Gré à gré	
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
			Université Laval	Location local	Gré à gré	
Tournée en Gaspésie	Centre Bonaventure Gaspésie	2017-04-05	CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	2 221,50 \$
Fonds d'investissement stratégique (FIS) Investissement dans les infrastructures de cégeps et de collèges de Montréal pour favoriser les activités de recherche et l'innovation	Collège de Rosemont Montréal	2017-04-21	Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	143,85 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Fonds d'investissement	Cégep Montmorency	2017-04-21	Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	195,08 \$

stratégique (FIS) Investissement dans les infrastructures du Cégep Montmorency	Laval		CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Fonds des petites collectivités Investissement pour l’organisation et les infrastructures sportives et communautaires des Jeux du Québec	Thetford-Mines	2017-04-20	Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	236,53 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Investissement en recherche et innovation dans les centres collégiaux de transfert de technologie	Trois-Rivières	2017-04-20	Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	1 549,16 \$
			CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Fonds des petites collectivités Investissements importants dans des infrastructures sportives et communautaires de la région de Portneuf	Donnaconna	2017-04-21	Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	159,18 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Plan québécois des infrastructures Maintien d'actifs à Laval	Saint-Paul Elementary School - Laval	2017-04-21	Location Sauvageau	Location d'auto	Gré à gré	1 143,30 \$
			Comfort Inn	Hébergement	Gré à gré	
			CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Plan québécois des infrastructures Maintien d'actifs en Montérégie	École Jean- XXIII La Prairie	2017-04-24	CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	756,48 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Fonds d'investissement stratégique (FIS) dans les Laurentides	Cégep de Saint- Jérôme	2017-04-28	Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	978,86 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
			CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	

Fond d'investissement stratégique en Montérégie	Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu	2017-04-28	CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	166,64 \$
Soutien aux installations sportives et récréatives, phase III	Le Triolet Sherbrooke	2017-05-08	Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	196,60 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Fonds des petites collectivités Agrandissement du centre sportif de Témiscouata-sur-le-lac	Aréna Jacques-Dubé Témiscouata-sur-le-Lac	2017-05-05	Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	379,88 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
			Auberge Témiscouata-sur-le-Lac	Hébergement	Gré à gré	
Plan québécois des infrastructures Maintien d'actifs dans la circonscription de Viau	École Louis-Joseph-Papineau Montréal	2017-05-05	CSPQ	Location lutrin	Gré à gré	423,25 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Plan québécois des infrastructures Maintien d'actifs dans la Capitale-Nationale	École St-Yves Québec	2017-05-16	CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	131,97 \$
Programme de Matelotage à l'Institut maritime du Québec	Lévis	2017-05-25	CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	980,48 \$
			CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	
			Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	
Programme une école, un gymnase, Annonce nationale	École Saint-François-d'Assise Trois-Rivières	2017-06-05	Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	1 000,14 \$
			CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Embellissement des cours d'école	École Cœur-Vaillant, Québec	2017-06-05	CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	149,15 \$
FIS Canada-Québec à l'UQTR	Université du Québec Trois-Rivières	2017-06-12	Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	191,68 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Maternelle 4 ans Commission scolaire de la Capitale	École Sans-Frontière Québec	2017-06-12	CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	904,96 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	

Ajout d'espace formation continue - Annonce nationale	École Grande-Hermine - Québec	2017-06-13	CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	836,58 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Investissements majeurs dans les infrastructures scolaires - École Saint-Jean-de-Matha	Saint-Jean-de-Matha	2017-06-15	CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	895,49 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
FIS - INRS	Institut Armand-Frappier Laval	2017-06-19	Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	140,25 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Jeux de la Francophonie	Montréal	2017-06-20	Best Western Ville-Marie Montréal	Hébergement	Gré à gré	492,13 \$
			Entreprise	Location d'auto	Gré à gré	
Lancement de la politique sur la réussite éducative	École Rochebelle Québec	2017-06-21	CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	60 990,85 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
			Collège Beaubois	Prestation musicale et animation du kiosque	Gré à gré	
			Kabane Espace Créatif	Production d'une capsule vidéo en motion picture	Gré à gré	
			Les productions Cina	Production d'une vidéo témoignage	Gré à gré	
			Sam Photographe	Prises de photos	Gré à gré	
			Audio Micro inc.	Bande sonore son de cloche	Gré à gré	
			Studio Spécialités	Achats divers	Gré à gré	
			Compo Orléans	Matériel promotionnel	Gré à gré	
Population active, Association régionale des loisirs pour personnes handicapées	Laval	2017-06-26	CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	867,88 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Ajout d'espace du Plan québécois des	École Gérin-Lajoie Chateauguay	2017-07-07	Chapiteaux Guy Sédillot inc.	Location tente et plancher	Gré à gré	885,58 \$

infrastructures 2017-2027 École Gérin-Lajoie			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Fonds des petites collectivités, Construction d’une piste cyclable de 13 kilomètres entre le Zoo de Saint- Félicien et le Moulin des Pionniers	La Doré	2017-08-21	Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	2 424,51 \$
			CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Lancement de la stratégie d'intervention pour prévenir et contrer les violences à caractère sexuel à l'enseignement supérieur	Montréal	2017-08-21	Bureau en gros	Photocopie	Gré à gré	1 098,30 \$
			Entreprise	Location d'auto	Gré à gré	
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Plan québécois des infrastructures École secondaire La Voie	Montréal	2017-08-21	CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	868,98 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Coup d'envoi des travaux de construction d'une école spécialisée pour élèves handicapés	Châteauguay	2017-08-21	CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	489,63 \$
			CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	
			Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	
Ajout d'espace - École Ste- Catherine de Sienne	Montréal	2017-09-12	CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	783,25 \$
			CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	
FIS - Collège de Shawinigan	Shawinigan	2017-09-14	CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	173, 25 \$
			Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	
FIS - Université de Montréal	St-Hyacinthe	2017-09-25	CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	155,25 \$
			Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	
Ajout d'espace, Construction d'une école primaire	Mercier	2017-10-12	CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	944,88 \$
			CSPQ		Gré à gré	
			Aviscar inc.	Location	Gré à gré	

				d'auto		
Ajout d'espace - École Laflèche	Shawinigan	2017-10-12	CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	1 070,67 \$
			Entreprise	Location d'auto	Gré à gré	
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Inauguration du robot soudeur au CIMIC	Saint-Georges	2017-10-11	CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	104,99 \$
Annonce d'un groupe d'ambadrices et d'ambassadeurs de l'esprit sportif	Montréal	2017-10-20	LSM Sons et Lumières	Sonorisation	Gré à gré	3 207,14 \$
			Josée Lecompte	Photographe	Gré à gré	
			Entreprise	Location d'auto	Gré à gré	
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Instances régionales de concertation - Excellence sportive Sherbrooke	Sherbrooke	2017-10-27	Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	547,83 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
			PLAV	Sonorisation	Gré à gré	
Ajout d'espace CFP Paul-Rousseau	Drummondville	2017-10-27	Drummond Musique	Sonorisation	Gré à gré	753,97 \$
			Entreprise	Location d'auto	Gré à gré	
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Lab École	Québec	2017-11-06	CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	99,66 \$
Annonce PSISR-Fréon Centre sportif de Sainte-Foy	Sainte-Foy	2017-11-24	CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	824,44 \$
			CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Jeux du Québec	Laval	2017-12-14	CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	96,00 \$
PACTE Centre d'éducation populaire de	Louiseville	2017-12-15	Église chrétienne de Ste-Thérèse	Location d'une salle	Gré à gré	201,25 \$

Pointe-du-Lac, à la Clé en éducation populaire de Maskinongé et à la Maison coup de pouce T.-R.			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Lancement - Stratégie gouvernementale sur les services éducatifs aux enfants de 0 à 8 ans	Québec	2018-01-16	Musée des Beaux-Arts	Location salle	Gré à gré	6 587,75 \$
			CSPQ	Location matériel	Gré à gré	
			Petits murmures	Location autobus	Gré à gré	
			Gastronomie Marie-Chantal Lepage	Collation pour enfants	Gré à gré	
			Impressions BourgRoyal	Impression	Gré à gré	
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Ressources supplémentaires, École du Grand-Fleuve	Lévis	2018-01-17	CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	1 450,24 \$
			CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	
Maintien d'actif pour la Mauricie École Ste-Flore	Shawinigan	2018-01-19	CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	1 008,15 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
			Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	
Plateforme numérique La CLEF pour offrir aux parents des outils de soutien à l'apprentissage de la lecture	Montréal	2018-01-24	CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	670,39 \$
			Gouverneur Dupuis	Hébergement	Gré à gré	
			Orléans Express	Autobus	s/o	
Centre d'études collégiales de Sainte-Marie	Sainte-Marie	2018-01-24	CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	192,84 \$
			Entreprise	Location d'auto	Gré à gré	
Maintien d'actif École Jean-XXIII	Québec	2018-01-22	CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	1 305,83 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	

Maintien d'actif en Estrie École Notre-Dame-du-Rosaire	Sherbrooke	2018-02-09	Aviscar inc.	Location d'auto	Gré à gré	1 672,22 \$
			CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Maintien d’actif Mont-Royal – École Saint-Clément Ouest	Montréal	2018-02-12	CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	925,68 \$
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Maintien d'actif au Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup	2018-02-13	Entreprise	Location d'auto	Gré à gré	1844,14 \$
			Best Western Plus	Hébergement	Gré à gré	
			CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Maintien d'actif du Centre-du-Québec	Trois-Rivières	2018-02-16	Duoson Multimédia	Sonorisation	Gré à gré	931,75 \$
			Entreprise	Location d'auto	Gré à gré	
			Les Suites de Laviolette	Hébergement	Gré à gré	
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	
Création de l'Ordre d'excellence en éducation	Québec	2018-02-22	Observatoire de la Capitale	Location de salle	Gré à gré	1447,20 \$
			Clément Allard	Photographe	Gré à gré	
			Compo Orléans	Impression	Gré à gré	
			CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	
			CNW	Émission des avis, rappel et communiqué	*	

C)

Production de la revue de presse	
Influence Communication	143 999,04 \$
Veille médiatique	
Référence Média	1 500,00 \$
Eureka	7 730,28 \$
Presse Canadienne	570,00 \$
Achat des journaux	6 592,85 \$
Total	160 392,17 \$

Sujets qui font l’objet d’une veille : tout ce qui concerne l’éducation, l’enseignement supérieur et le loisir et sport.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;
- c) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), et le nom des firmes externes ou consultants engagés à cette fin.

RÉPONSE

a) Le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications :

Onze (11) personnes sont affectées à la direction des communications, incluant le directeur général associé, Relations publiques et développement des affaires, qui est responsable de la direction des communications :

- Directeur général associé
- Directrice des communications
- Responsable marketing et Web
- Chargé de projets, marketing et Web (2)
- Chargé de projets, contenus numériques
- Webmestre
- Responsable des relations publiques
- Révisseuse linguistique
- Photographe
- Adjointe au directeur général associé

b) Le montant dépensé par le département des communications :

Montant des dépenses d'opération : 555 346 \$

c) Le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), et le nom des firmes externes ou consultants engagés à cette fin.

L'ITHQ s'est abonné au service de veille médiatique de la firme Meltwater.
Coût : 2 513,01 \$.

**COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition**

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), et le nom des firmes externes ou consultants engagés à cette fin.

RÉPONSE

- a) Le CCAFE n'a pas d'employé en communication et en affaires publiques.
- b) Pas de dépense inscrite pour le CCAFE. En 2017-2018, les services de soutien en communications ont été fournis par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur en vertu d'une entente de services.
- c) Sans objet.

**COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant total dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), et le nom des firmes externes ou consultants engagés à cette fin.

RÉPONSE

La Commission de l'évaluation de l'enseignement collégial n'a pas de département de communications et/ou d'affaires publiques. Une employée est affectée aux communications. La présidente de la Commission est la porte-parole officielle de l'organisme. La secrétaire générale assure les liaisons avec la presse, le cas échéant, et la responsable des communications assure la diffusion publique des documents.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

RÉPONSE

Données non disponibles. Le nombre d'ETC est une donnée que le Ministère n'est pas en mesure de calculer pour cette opération.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer.

RÉPONSE

- Prêt banque (PB) : en vertu de la Loi sur l'aide financière aux études, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur rembourse à tout établissement financier les pertes de capital et d'intérêt résultant d'un prêt garanti. Par la suite, le Ministère, par le biais d'une politique de recouvrement, voit à la perception des prêts auprès des débitrices et des débiteurs.
- Bourse versée en trop (BVT) : l'Aide financière aux études (AFE) rembourse à l'établissement financier une portion du prêt correspondant à la bourse à laquelle l'étudiant a droit afin de réduire sa dette (conversion du prêt en bourse). Si, à la suite de cette conversion, l'AFE effectue un nouveau calcul en raison d'une modification des revenus déclarés et qu'il y a une baisse du montant accordé sous forme de bourse, le montant de bourse versée en trop sera automatiquement ajouté aux comptes à recevoir.
- L'évolution des comptes à recevoir dépend de multiples facteurs sociaux et économiques.
- Le tableau ci-dessous présente l'âge des comptes à recevoir de prêts banque sous la responsabilité du Ministère au 31 décembre 2017.

	2017-2018 ¹
Moins de 5 ans	349,5 M\$
Entre 5 et 10 ans	195,9 M\$
Entre 10 et 15 ans	84,9 M\$
Plus de 15 ans	72,7 M\$
Total	703,0 M\$

1. Données au 31 décembre 2017

- Le tableau suivant montre l'âge des comptes à recevoir des bourses versées en trop.

	2017-2018 ¹
Moins de 5 ans	21,4 M\$
Entre 5 et 10 ans	2,4 M\$
Entre 10 et 15 ans	0,7 M\$
Plus de 15 ans	1,0 M\$
Total	25,5 M\$

1. Données au 31 décembre 2017

Moyens entrepris pour recouvrer les créances

- Le personnel du Ministère communique avec les ex-étudiants afin de convenir des modalités de remboursement des dettes d'études.
- Si aucune entente de remboursement n'est conclue, le Ministère introduit des procédures judiciaires pour l'obtention et l'exécution d'un jugement en vertu du Code de procédure civile et du Code civil du Québec. Le jugement pourra être sous forme d'une saisie de propriété, de salaire ou bancaire.
- Lorsque le débiteur bénéficie de la protection de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité ou de celle prévue au Code de procédure civile du Québec portant sur les dépôts volontaires, le Ministère prend les actions conformément aux dispositions législatives.
- Conformément à l'article 31 de la Loi sur l'administration fiscale, l'article 31R1 du Règlement sur l'administration fiscale et à l'article 79 du Règlement sur l'aide financière aux études, le Ministère recourt à la compensation pour les comptes à recevoir exigibles.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Détail des coûts de système de l'éducation de 2017-2018, ventilés par poste budgétaire et par réseau (commissions scolaires, cégeps et universités).

RÉPONSE

Le budget de dépenses comparatif 2017-2018 par réseau :

COMMISSIONS SCOLAIRES	(k\$)
Commissions scolaires	8 246 374,0
Enseignement privé	493 858,6
Aide au transport scolaire	351 595,0
Service de la dette	889 113,9
Total des dépenses de transfert aux commissions scolaires	9 980 941,5
COLLÉGIAL	(k\$)
Cégeps	1 915 931,8
Enseignement privé au collégial	121 392,3
Service de la dette	230 394,9
Total des dépenses de transfert au collégial	2 267 719,0
UNIVERSITAIRE	(k\$)
Universités	2 905 750,2
Affectation à un fonds spécial	25 000,0
Sous-total universités	2 930 750,2
Service de la dette	377 067,9
Total des dépenses de transfert à l'universitaire	3 307 818,1

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Concernant les CÉGEPs les données suivantes pour 2017-2018:

- a) Nombre d'étudiants inscrits par CÉGEPs;
- b) Nombre d'étudiants francophones total
- c) Nombre d'étudiants anglophones total
- d) Nombre d'étudiants allophones total
- e) Nombre d'étudiants francophones qui fréquentent un CÉGEP anglophone public;
- f) Nombre d'étudiants francophones qui fréquentent un collège anglophone privé;
- g) Nombre d'étudiants anglophones qui fréquentent un CÉGEP francophone public;
- h) Nombre d'étudiants anglophones qui fréquentent un collège francophone privé;
- i) Nombre d'étudiants allophones qui fréquentent un CÉGEP anglophone public;
- j) Nombre d'étudiants allophones qui fréquentent un collège anglophone privé;
- k) Nombre d'étudiants allophones qui fréquentent un CÉGEP francophone public;
- l) Nombre d'étudiants allophones qui fréquentent un collège francophone privé;

RÉPONSE

Le dernier recensement disponible des organismes collégiaux est celui de l'automne 2016¹.

Au niveau de l'effectif collégial, les dernières données provisoires sont celles de l'automne 2016².

- a) Nombre d'étudiants inscrits par CÉGEPs : voir le tableau joint en annexe.
- b) Nombre total d'étudiants francophones³: 165 273.
- c) Nombre total d'étudiants anglophones : 16 826.
- d) Nombre total d'étudiants allophones⁴ : 38 249.
- e) Nombre d'étudiants francophones qui fréquentent un CÉGEP anglophone public : 8 686.
- f) Nombre d'étudiants francophones qui fréquentent un collège anglophone privé : 830.
- g) Nombre d'étudiants anglophones qui fréquentent un CÉGEP francophone public : 1 373.
- h) Nombre d'étudiants anglophones qui fréquentent un collège francophone privé : 594.
- i) Nombre d'étudiants allophones qui fréquentent un CÉGEP anglophone public : 12 228.
- j) Nombre d'étudiants allophones qui fréquentent un collège anglophone privé : 3 167.

¹Source : MEES, SAPSA, système Gestion du dossier unique sur les organismes (GDUNO), données au 2016-09-30.

²Source : MEES, DGSEG, DIS, Portail informationnel, système Socrate, données au 2017-11-01.

³ La langue maternelle est la dernière langue maternelle déclarée à l'enseignement secondaire au secteur des jeunes. Si cette information n'est pas disponible, c'est la dernière langue maternelle déclarée au collégial qui est comptabilisée.

⁴ Les élèves allophones sont ceux qui ont déclaré une langue maternelle autre que le français, l'anglais ou une langue autochtone.

k) Nombre d'étudiants allophones qui fréquentent un CÉGEP francophone public :
19 827.

l) Nombre d'étudiants allophones qui fréquentent un collège francophone privé : 2 921.

**Effectif étudiant à l'enseignement collégial selon l'organisme responsable, réseau public seulement
(automne 2016^P)**

Réseau d'enseignement	Organisme responsable	Effectif
Public	Cégep André-Laurendeau (929000)	4 202
	Cégep Beauce-Appalaches (937000)	1 923
	Cégep d'Ahuntsic (913000)	9 163
	Cégep de Baie-Comeau (931001)	771
	Cégep de Bois-de-Boulogne (914000)	3 489
	Cégep de Chicoutimi (932002)	2 838
	Cégep de Drummondville (907001)	2 425
	Cégep de Granby-Haute-Yamaska (904001)	2 301
	Cégep de Jonquière (932003)	3 285
	Cégep de la Gaspésie et des Îles (900000)	1 614
	Cégep de La Pocatière (923000)	1 265
	Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue (920000)	2 465
	Cégep de Lévis-Lauzon (921000)	3 124
	Cégep de l'Outaouais (919000)	5 134
	Cégep de Maisonneuve (916000)	7 031
	Cégep de Matane (927000)	932
	Cégep de Rimouski (901000)	3 258
	Cégep de Rivière-du-Loup (922000)	1 200
	Cégep de Rosemont (915000)	4 777
	Cégep de Sainte-Foy (903000)	7 647
	Cégep de Saint-Jérôme (928000)	5 512
	Cégep de Saint-Laurent (912000)	4 078
	Cégep de Sept-Îles (931002)	665
	Cégep de Sherbrooke (904000)	6 157
	Cégep de Sorel-Tracy (907002)	1 435
	Cégep de St-Félicien (932004)	1 293
	Cégep de St-Hyacinthe (907003)	5 104
	Cégep de Thetford (924000)	1 122
	Cégep de Trois-Rivières (905000)	4 274
	Cégep de Valleyfield (918000)	2 509
	Cégep de Victoriaville (925000)	1 704
	Cégep du Vieux Montréal (917000)	6 979
	Cégep Édouard Montpetit (909000)	7 703
	Cégep François-Xavier Garneau (926000)	6 335
	Cégep Gérald-Godin (939000)	1 531
	Cégep John Abbott (935000)	7 389
	Cégep Limoilou (902000)	5 548
	Cégep Lionel Groulx (911000)	6 027
	Cégep Marie-Victorin (938000)	5 881
	Cégep Montmorency (930000)	8 280
	Cégep régional de Lanaudière à Joliette (910000)	2 662
	Cégep régional de Lanaudière à L'Assomption (940001)	2 090
	Cégep régional de Lanaudière à Terrebonne (940002)	1 902
	Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu (908000)	3 782
	Champlain Regional College - Campus Lennoxville (936001)	1 333
	Champlain Regional College - Campus Saint-Lambert-Longueuil (936002)	3 370
	Champlain Regional College - Campus Saint-Lawrence (936002)	969
	Collège d'Alma (932001)	1 166
	Collège Dawson (933000)	10 940
	Collège Héritage (919001)	1 238
	Collège Shawinigan (906000)	1 365
	Vanier College (934000)	7 772

Source : MEES, DGSEG, DIS, Portail informationnel, système Socrate, données au 2017-11-01.

P : Données provisoires.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

État des surplus et déficits par cégeps/college pour 2017-2018 (ou données les plus récentes).

RÉPONSE

Le tableau, ci-annexé, présente, pour chacun des cégeps, le surplus (déficit) au fonds de fonctionnement de l'exercice terminé le 30 juin 2017. Les résultats de l'année 2017-2018 ne sont pas disponibles.

ANNEXE

Surplus (déficit) des cégeps au fonds de fonctionnement pour l'exercice terminé le 30 juin 2017

Nom du collège	en milliers de \$
Abitibi-Témiscamingue	(239,2)
Ahuntsic	2 123,2
Alma	581,9
André-Laurendeau	765,0
Baie-Comeau	(31,5)
Beauce-Appalaches	778,8
Bois-de-Boulogne	796,5
Champlain	612,0
Chicoutimi	236,0
Dawson	822,8
Drummondville	(265,0)
Édouard-Montpetit	1 274,4
Saint-Félicien	180,3
Sainte-Foy	590,7
François-Xavier Garneau	1 054,7
Gaspésie et des Îles	381,2
Gérald Godin	(42,2)
Granby Haute-Yamaska	(19,5)
Héritage	(245,2)
Saint-Hyacinthe	409,0
Saint-Jean-sur-Richelieu	701,7
Saint-Jérôme	231,0
John Abbott	2 086,1
Jonquière	(48,0)
Lanaudière	320,5
La Pocatière	185,2
Saint-Laurent	(51,9)
Lévis-Lauzon	625,7
Limoilou	991,8
Lionel-Groulx	206,6
Maisonneuve	2 891,0
Marie-Victorin	1 912,9
Matane	330,4
Montmorency	(825,4)
Outaouais	(61,5)
Rimouski	(418,3)
Rivière-du-Loup	247,8
Rosemont	1 953,7
Sept-Îles	585,9
Shawinigan	(552,9)
Sherbrooke	(293,5)
Sorel-Tracy	293,6
Thetford	151,6
Trois-Rivières	702,8
Valleyfield	855,1
Vanier	695,7
Victoriaville	232,8
Vieux Montréal	1 721,0
Total	25 435,3

Source : Information provenant des rapports financiers annuels des cégeps.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Évolution des soldes (déficits) accumulés de chaque établissement collégial sur les cinq dernières années.

RÉPONSE

Le tableau ci-annexé présente, pour chacun des cégeps, les surplus (déficits) accumulés au fonds de fonctionnement au terme de l'année 2016-2017 (en milliers de \$).

Surplus (déficits) accumulés des cégeps au fonds de fonctionnement (en milliers de \$)

Nom du collège	Au 30 juin 2017
Abitibi-Témiscamingue	1 984,2
Ahuntsic	2 667,6
Alma	(2 011,2)
André-Laurendeau	1 261,5
Baie-Comeau	493,3
Beauce-Appalaches	1 071,2
Bois-de-Boulogne	1 780,1
Champlain	1 637,9
Chicoutimi	1 471,4
Dawson	8 040,7
Drummondville	94,6
Édouard-Montpetit	1 251,6
Saint-Félicien	2 615,1
Sainte-Foy	3 149,0
François-Xavier Garneau	2 656,1
Gaspésie et des Îles	383,6
Gérald Godin	(751,1)
Granby Haute-Yamaska	414,9
Héritage	1 000,5
Saint-Hyacinthe	1 666,0
Saint-Jean-sur-Richelieu	660,0
Saint-Jérôme	2 601,0
John Abbott	5 587,5
Jonquière	160,9
Lanaudière	1 592,2
La Pocatière	594,0
Saint-Laurent	1 308,5
Lévis-Lauzon	734,8
Limoilou	2 101,9
Lionel-Groulx	1 317,0
Maisonneuve	2 858,2
Marie-Victorin	1 033,0
Matane	2 078,4
Montmorency	(533,5)
Outaouais	1 205,4
Rimouski	(1 271,2)
Rivière-du-Loup	736,7
Rosemont	4 460,2
Sept-Îles	3 278,5
Shawinigan	683,4
Sherbrooke	(968,7)
Sorel-Tracy	1 297,5
Thetford	1 166,2
Trois-Rivières	1 594,1
Valleyfield	2 508,1
Vanier	2 097,3
Victoriaville	2 955,3
Vieux Montréal	2 795,3
Total	75 508,8

Source : Information provenant des rapports financiers annuels des cégeps.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Ventilation du budget total (revenus et dépenses) de chacun des cégeps/collèges en 2017-2018.

RÉPONSE

Le tableau 1, ci-annexé, présente les revenus et les dépenses de fonctionnement en 2017-2018 (année scolaire) selon l'information présentée aux budgets annuels de fonctionnement des cégeps.

Tableau 1 - Résultats annuels prévus des cégeps pour 2017-2018 (en milliers de \$)

Cégeps	Revenus	Dépenses	Surplus (déficit)
Abitibi-Témiscamingue	38 164,0	39 067,1	(903,1)
Ahuntsic	78 003,8	77 753,8	250,0
Alma	17 512,0	17 372,5	139,5
André-Laurendeau	44 125,0	43 990,0	135,0
Baie-Comeau	14 523,9	14 523,9	0,0
Beauce-Appalaches	25 019,6	24 685,6	334,0
Bois-de-Boulogne	42 086,6	41 708,5	378,1
Champlain	51 615,1	51 694,5	(79,4)
Chicoutimi	43 196,3	42 891,3	305,0
Dawson	89 370,9	90 293,3	(922,5)
Drummondville	28 175,1	28 175,1	0,0
Édouard Montpetit	88 157,8	87 605,1	552,8
St-Félicien	20 660,1	20 660,1	0,0
Sainte-Foy	78 819,1	78 675,1	144,0
François-Xavier Garneau	65 818,8	65 918,7	(99,9)
Gaspésie et des Îles	35 022,5	34 807,5	215,0
Gérald Godin	17 680,2	17 220,2	459,9
Granby Haute-Yamaska	24 444,5	24 517,7	(73,2)
Héritage	16 566,7	17 058,7	(492,1)
St-Hyacinthe	57 735,3	57 531,3	204,0
Saint-Jean-sur-Richelieu	41 073,8	40 962,6	111,2
Saint-Jérôme	61 737,5	61 484,3	253,2
John Abbott	69 987,5	69 987,5	0,0
Jonquière	55 213,3	55 152,4	60,9
Régional de Lanaudière	69 294,0	69 158,5	135,4
La Pocatière	22 289,2	22 265,2	24,0
Saint-Laurent	46 051,6	46 124,2	(72,7)
Lévis-Lauzon	37 140,2	36 714,4	425,8
Limoilou	65 596,3	65 081,3	515,0
Lionel Groulx	58 287,7	58 287,7	0,0
Maisonneuve	73 869,2	73 369,2	500,0
Marie-Victorin	55 594,4	55 036,4	558,0
Matane	18 274,2	18 231,9	42,2
Montmorency	76 751,7	76 751,7	0,0
Outaouais	53 522,6	53 446,4	76,2
Rimouski	53 120,6	52 965,8	154,8
Rivière-du-Loup	20 335,1	20 285,1	50,0
Rosemont	49 304,5	49 384,5	(80,0)
Sept-Îles	15 101,4	15 302,9	(201,5)
Shawinigan	22 235,4	22 287,5	(52,1)
Sherbrooke	64 751,0	64 653,0	98,0
Sorel-Tracy	17 853,9	17 908,8	(54,9)
Thetford	18 384,5	18 352,2	32,2
Trois-Rivières	55 031,6	55 031,6	0,0
Valleyfield	27 223,2	27 030,2	193,0
Vanier	67 815,6	67 804,5	11,1
Victoriaville	30 347,1	30 691,7	(344,7)
Vieux-Montréal	77 281,7	77 791,4	(509,7)
Total	2 200 165,6	2 197 693,0	2 472,7

Source : Information provenant des budgets de fonctionnement des cégeps.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre total d'enseignants au niveau collégial 2017-2018.

RÉPONSE

Pour l'année scolaire 2016-2017, le nombre total d'enseignants au collégial, tant pour la formation régulière que pour la formation continue, a été de 20 393 individus, ce qui représente 14 778,9 en équivalent temps complet (ETC). De plus, le nombre de nouvelles embauches pour l'année scolaire 2016-2017 a été de 1 046 individus, ce qui représente 366,5 en équivalent temps complet (ETC).

L'année 2016-2017 est la dernière dont les données sont disponibles.

Les données ministérielles sur le personnel des organismes collégiaux permettent de connaître l'augmentation ou la diminution du nombre d'enseignants d'une année à l'autre, mais ne permettent pas de distinguer les personnes qui quittent spécifiquement pour la retraite.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Ventilation des sommes accordées par centre collégial de transfert de technologie (CCTT), en 2017-2018.

RÉPONSE

Selon l'article 17.2 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, un collège peut, avec l'autorisation du ministre, établir un centre collégial de transfert de technologie (CCTT).

En ce sens, les CCTT sont des organismes dont la responsabilité relève des collèges. Leur mandat est d'exercer, dans un domaine particulier, des activités de recherche appliquée, d'aide technique à l'entreprise et d'information afin de contribuer à l'élaboration et à la réalisation de projets d'innovation technologique ou sociale ainsi qu'à leur implantation et à leur diffusion.

Présentement, le Québec compte 49 CCTT, 6 en pratiques sociales novatrices et 43 en technologie. Les 49 CCTT relèvent de 34 collèges et couvrent un grand éventail de domaines.

Au cours de 2017-2018, le Ministère a versé une subvention de fonctionnement de 200 000 \$ à chacun des CCTT. Le Ministère a donc alloué une aide financière de 9,8 M\$ à ces 49 centres.

De plus, le Plan pour la réussite en éducation et en enseignement supérieur du Budget 2016-2017 a prévu d'accorder en 2017-2018 une somme de 6 M\$ afin d'appuyer davantage les CCTT en favorisant la mise en œuvre d'un modèle d'intervention axé sur une mutualisation des expertises de différents partenaires. Le but était de mieux soutenir la recherche et l'innovation et de favoriser les retombées, notamment en éducation. De cette somme, un montant de 350 016 \$ a été octroyé pour le Réseau Trans-tech afin de soutenir le développement et le déploiement du nouveau modèle d'intervention dans les CCTT.

Par ailleurs, en 2017-2018, un investissement de 20 M\$ a été accordé aux 49 CCTT. La moitié de l'investissement, soit 10 M\$, doit servir à soutenir le fonctionnement de ces centres. La seconde moitié de l'investissement vise à renforcer les retombées des activités de ces centres sur l'enseignement collégial.

Le détail des sommes octroyées pour chaque centre trouve à l'annexe I.

Annexe I

Ventilation des sommes accordées par centre collégial de transfert de technologie (CCTT) en 2017-2018					
Cégep ou collège	CCTT	Subvention de fonctionnement	Mesure du Plan pour la réussite en éducation 2016-2017	Investissement de 20 M\$ pour retombées en éducation et fonctionnement	TOTAL
Cégep de Trois-Rivières	C2T3	200 000,00 \$	73 320,00 \$	307 175,00 \$	580 495,00 \$
Cégep de Baie-Comeau	CEDFOB	200 000,00 \$	73 320,00 \$	307 175,00 \$	580 495,00 \$
Cégep de Rosemont	CÉRSÉ	200 000,00 \$	73 320,00 \$	307 175,00 \$	580 495,00 \$
Cégep de Lionel-Groulx	CIMEQ	200 000,00 \$	115 972,00 \$	307 175,00 \$	623 147,00 \$
Cégep de Sainte-Foy	CIMMI	200 000,00 \$	73 320,00 \$	307 175,00 \$	580 495,00 \$
Cégep de Chicoutimi	CGQ	200 000,00 \$	73 320,00 \$	307 175,00 \$	580 495,00 \$
Cégep du Vieux Montréal/College	CRISPESH	200 000,00 \$	73 320,00 \$	307 175,00 \$	580 495,00 \$
Cégep de Sorel-Tracy	CTTÉI	200 000,00 \$	115 972,00 \$	307 175,00 \$	623 147,00 \$
Cégep régional de Lanaudière	INÉDI	200 000,00 \$	73 320,00 \$	307 175,00 \$	580 495,00 \$
Cégep de Rimouski	InMAR	200 000,00 \$	73 320,00 \$	307 175,00 \$	580 495,00 \$
Cégep de Victoriaville	INOVEM	200 000,00 \$	73 320,00 \$	307 175,00 \$	580 495,00 \$
Cégep André-Laurendeau	IILQ	200 000,00 \$	73 320,00 \$	307 175,00 \$	580 495,00 \$
Cégep de Maisonneuve	ITEGA	200 000,00 \$	73 320,00 \$	307 175,00 \$	580 495,00 \$
Cégep de Sept-Îles	ITMI	200 000,00 \$	73 320,00 \$	307 175,00 \$	580 495,00 \$
Cégep de Rimouski	SEREX	200 000,00 \$	115 972,00 \$	307 175,00 \$	623 147,00 \$
Cégep Marie-Victorin	VESTECHPRO	200 000,00 \$	73 320,00 \$	307 175,00 \$	580 495,00 \$
Collège Mérici	Topmed	200 000,00 \$	83 312,00 \$	307 184,00 \$	590 496,00 \$
Cégep de Saint-Jérôme	CDCQ	200 000,00 \$	115 972,00 \$	410 266,00 \$	726 238,00 \$
Cégep de Matane	CDRIN	200 000,00 \$	115 972,00 \$	410 266,00 \$	726 238,00 \$
Cégep de Maisonneuve	CÉPROCQ	200 000,00 \$	73 320,00 \$	410 266,00 \$	683 586,00 \$
Cégep de Sainte-Foy	CERFO	200 000,00 \$	115 972,00 \$	410 266,00 \$	726 238,00 \$
Cégep de Victoriaville	CETAB+	200 000,00 \$	115 972,00 \$	410 266,00 \$	726 238,00 \$
Cégep de la Gaspésie et des Îles	CIRADD	200 000,00 \$	115 972,00 \$	410 266,00 \$	726 238,00 \$
Cégep de Jonquière	CPA	200 000,00 \$	158 625,00 \$	410 266,00 \$	768 891,00 \$
Cégep de Lévis-Lauzon	CRVI	200 000,00 \$	115 972,00 \$	410 266,00 \$	726 238,00 \$
Cégep de Saint-Laurent	CTE	200 000,00 \$	73 320,00 \$	410 266,00 \$	683 586,00 \$
Cégep de Trois-Rivières	INNOFIBRE	200 000,00 \$	115 972,00 \$	410 266,00 \$	726 238,00 \$
Cégep de Maisonneuve	IRIPI	200 000,00 \$	115 972,00 \$	410 266,00 \$	726 238,00 \$
Cégep de Saint-Jérôme	IVI	200 000,00 \$	115 972,00 \$	410 266,00 \$	726 238,00 \$
Cégep Beauce-Appalaches	MECANIUM	200 000,00 \$	115 972,00 \$	410 266,00 \$	726 238,00 \$
Cégep de Thetford	OLEOTEK	200 000,00 \$	115 972,00 \$	410 266,00 \$	726 238,00 \$
Cégep de Sherbrooke	PRODQC	200 000,00 \$	73 320,00 \$	410 266,00 \$	683 586,00 \$
Cégep de Lévis-Lauzon	Transbiotech	200 000,00 \$	115 972,00 \$	410 266,00 \$	726 238,00 \$
Collège d'Alma	Agrinova	200 000,00 \$	158 625,00 \$	513 360,00 \$	871 985,00 \$
Cégep de La Pocatière	BIOPTERRE	200 000,00 \$	115 972,00 \$	513 360,00 \$	829 332,00 \$
Cégep de St-Hyacinthe	CINTECH	200 000,00 \$	158 625,00 \$	513 360,00 \$	871 985,00 \$
Cégep de Victoriaville	CISA	200 000,00 \$	158 625,00 \$	513 360,00 \$	871 985,00 \$
Cégep de Trois-Rivières	CMQ	200 000,00 \$	158 625,00 \$	513 360,00 \$	871 985,00 \$
Collège Shawinigan	CNETE	200 000,00 \$	158 625,00 \$	513 360,00 \$	871 985,00 \$
Cégep Édouard Montpetit	CTA	200 000,00 \$	158 625,00 \$	513 360,00 \$	871 985,00 \$
Cégep de Thetford	CTMP	200 000,00 \$	158 625,00 \$	513 360,00 \$	871 985,00 \$
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue	CTRI	200 000,00 \$	158 625,00 \$	513 360,00 \$	871 985,00 \$
Cégep de St-Hyacinthe	Groupe CTT	200 000,00 \$	158 625,00 \$	513 360,00 \$	871 985,00 \$
Cégep de Jonquière	ÉCOBES	200 000,00 \$	158 625,00 \$	513 360,00 \$	871 985,00 \$
Cégep d'Ahuntsic	ICI	200 000,00 \$	158 625,00 \$	513 360,00 \$	871 985,00 \$
Cégep de la Gaspésie et des Îles	MERINOV	200 000,00 \$	158 625,00 \$	513 360,00 \$	871 985,00 \$
Cégep de La Pocatière	NOVIKA	200 000,00 \$	158 625,00 \$	513 360,00 \$	871 985,00 \$
Cégep de La Pocatière/Cégep André-Laurendeau/Cégep John Abbott	OPTECH	200 000,00 \$	158 625,00 \$	513 360,00 \$	871 985,00 \$
Cégep de la Gaspésie et des Îles	TCE	200 000,00 \$	158 625,00 \$	513 360,00 \$	871 985,00 \$
TOTAL		9 800 000,00 \$	5 649 984,00 \$	20 000 000,00 \$	35 449 984,00 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Taux de réussite à l'épreuve uniforme de français en 2017-2018 (ou les données les plus récentes) :

- a) Après le premier essai;
- b) Après le deuxième essai;
- c) Après le troisième essai;
- d) Après le quatrième essai.

RÉPONSE

Les dernières données complètes disponibles concernent les étudiants qui ont passé l'épreuve uniforme de français une première fois au cours de l'année 2015-2016.

Lors de leur première passation de l'épreuve uniforme de français, langue d'enseignement et littérature, au cours de l'année scolaire 2015-2016, les 38 133 étudiantes et étudiants ont enregistré un taux de réussite de 87,6 %.

Le taux de réussite à l'épreuve atteint 93,7 % après une seconde passation par les étudiants qui étaient en situation d'échec. Il est de 95,2 % après une troisième passation et de 95,5 % après une quatrième passation.

Annexe 1

Taux cumulatif de réussite à l'épreuve uniforme de français au collégial
enregistré chez les étudiants ayant passé l'épreuve une première fois
au cours de l'année scolaire 2015-2016 selon le nombre de passations, ensemble du réseau collégial

Nombre de passations ¹	Année scolaire de la 1 ^{re} passation de l'épreuve uniforme de français au collégial 2015-2016 Taux cumulatif de réussite
N	%
1	87,6
2	93,7
3	95,2
4	95,5
Nombre d'étudiants ²	38 133

1. Puisque l'étudiant peut reprendre l'épreuve jusqu'à sa réussite, il peut avoir participé à plus d'une session de passation de l'épreuve.

2. Nombre d'étudiants ayant passé l'épreuve uniforme de français au collégial pour la première fois au cours de l'année scolaire 2015-2016.

Source : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Direction générale des statistiques, des études et de la géomatique, Direction des indicateurs et des statistiques, CSE Épreuves au collégial, versions sept. 2017 (Réf. : D2014-459_Tx_Réussite EULF_V09-2017.xlsx).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Sommes accordées pour les clientèles émergentes (par Cégep) ainsi que l'effectif EHDAА en nombre et en proportion (de l'ensemble des élèves) dans les Cégeps en 2017-2018.

RÉPONSE

Le gouvernement a accordé 40 370 689 \$ aux cégeps et aux collèges privés en 2017-2018 dont 26 143 289 \$ pour les étudiants en situation de handicap et 14 227 400 \$ pour l'ensemble des étudiants ayant des besoins particuliers incluant les étudiants en situation de handicap.

Sommes prévues pour les étudiants en situation de handicap dans les collèges

Année	Sommes prévues		Total
	Collégial public	Collégial privé subventionné	
2017-2018	24 810 489 \$	1 332 800 \$	26 143 289 \$

Aux sommes prévues en 2017-2018 s'ajoutent les sommes suivantes :

- 10 861 200\$ pour soutenir la réussite scolaire des étudiants ayant des besoins particuliers et des étudiants en situation de handicap dans le réseau collégial, réparties de la façon suivante :
 - 10 211 200 \$ dans le réseau collégial public;
 - 650 000 \$ dans le réseau collégial privé subventionné.
- 3 366 200 \$ pour accroître la réussite scolaire des étudiants ayant des besoins particuliers dans le réseau collégial, réparties de la façon suivante :
 - 3 000 000 \$ dans le réseau collégial public;
 - 366 200 \$ dans le réseau collégial privé subventionné.

Effectif en situation de handicap à la session d'automne

Année	Nombre		Total	% du réseau collégial
	Collégial public	Collégial privé subventionné		
2017-2018	17 872	1 527	19 399	9 %.

Répartition des sommes prévues par établissement

Abréviation	Établissement	Allocation prévue en 2017-2018 pour les étudiants en situation de handicap (en dollars)
ABI	Abitibi-Témiscamingue	419 757
AHU	Ahuntsic	584 183
ALM	Alma	170 362
AND	André-Laurendeau	368 774
BAI	Baie-Comeau	137 375
BEA	Beauce-Appalaches	320 173
BOI	Bois-de-Boulogne	243 644
CHA	Champlain	559 312
CHI	Chicoutimi	342 143
DAW	Dawson	779 389
DRU	Drummondville	401 740

EDO	Édouard Montpetit	806 233
FEL	Saint-Félicien	302 864
FOY	Sainte-Foy	814 600
FRA	François-Xavier Garneau	540 688
GAS	Gaspésie et des Îles	324 516
GER	Gérald Godin	202 657
GRA	Granby Haute-Yamaska	281 185
HER	Héritage	164 885
HYA	Sainte-Hyacinthe	523 274
JEA	Saint-Jean-sur-Richelieu	411 174
JER	Saint-Jérôme	780 948
JOH	John Abbott	482 201
JON	Jonquière	495 944
LAN	Lanaudière	831 757
LAP	La Pocatière	249 730
LAU	Saint-Laurent	398 510
LEV	Lévis-Lauzon	375 873
LIM	Limoilou	654 925
LIO	Lionel Groulx	631 093
MAI	Maisonneuve	399 263
MAR	Marie-Victorin	480 135
MAT	Matane	149 011
MON	Montmorency	730 840
OUT	Outaouais	671 957
RIM	Rimouski	512 267
RIV	Rivière-du-Loup	174 763
ROS	Rosemont	485 981
SEP	Sept-Îles	125 815
SHA	Shawinigan	186 135
SHE	Sherbrooke	725 402
SOR	Sorel-Tracy	241 137
THE	Thetford	143 983
TRO	Trois-Rivières	340 794
VAL	Valleyfield	304 552
VAN	Vanier	446 856
VIC	Victoriaville	237 385
VIE	Vieux Montréal	721 604
Sous-total - Cégeps		20 677 789
	Sommes prévues pour les services offerts par les centres collégiaux de soutien à l'intégration	1 338 900
	Sommes prévues pour les services d'interprétation en langage visuel et d'adaptation en médias substituts	2 078 800
	Sommes prévues pour les services spécialisés d'accompagnement physique	715 000
Sous-total - Réseau		4 132 700
Grand total		24 810 489

Abréviation	Établissement	Allocation prévue en 2017-2018 (en dollars)
CNDF	Campus Notre-Dame-de-Foy	74 467 \$
CC	Collège Centennale	35 566 \$
CAG	André-Grasset (1973) inc.	81 353 \$
CB	Bart (1975)	25 271 \$
CED	Ellis campus de Drummondville	50 335 \$
CETR	Ellis campus de Trois-Rivières	17 940 \$
CIM	Coll. international des Marcellines	15 184 \$
CMF	Coll. international Marie de France	15 736 \$
CJB	Jean-de-Brébeuf	125 191 \$
CL	Laflèche	111 925 \$
CLA	LaSalle	81 123 \$
CMA	Marianopolis	110 043 \$
CPNF	Nouvelles Frontières	28 852 \$
CME	Méridi	108 620 \$
COM	O'Sullivan de Montréal inc.	23 344 \$
COQ	O'Sullivan de Québec inc.	22 792 \$
CST	Stanislas inc.	11 500 \$
EMVI	École de musique Vincent d'Indy	14 634 \$
ENC	École nationale de cirque	8 850 \$
IT	Institut Teccart (2003)	14 700 \$
SS	Séminaire de Sherbrooke	32 432 \$
C.TAV	Collège TAV	17 729 \$
ESJ	École de sténographie judiciaire du Québec	9 125 \$
CSA	Collège internationale Sainte-Anne	17 388 \$
Sous-total – Collèges privés subventionnés		1 054 100 \$
	Sommes prévues pour les services offerts par les centres collégiaux de soutien à l'intégration	71 300 \$
	Sommes prévues pour les services d'interprétation en langage visuel et d'adaptation en médias substituts	179 200 \$
	Sommes prévues pour les services spécialisés d'accompagnement physique	28 200 \$
Sous-total - Réseau		278 700 \$
Grand total		1 332 800 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Mesure de soutien à la réussite – Année scolaire 2017-2018 (en dollars).

RÉPONSE

Cette mesure a été introduite en 2004-2005 afin de poursuivre l'objectif commun et rassembleur : la réussite de l'étudiant. À cet effet, une somme de 4,65 M\$ est répartie entre les cégeps et une somme de 350 000 \$ est répartie entre les collèges privés agréés aux fins de subventions.

Les tableaux suivants présentent les sommes pour 2017-2018.

Cégeps

Établissement	Allocation 2017-2018
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue	81 000 \$
Cégep d'Ahuntsic	155 600 \$
Collège d'Alma	51 600 \$
Cégep André-Laurendeau	93 600 \$
Cégep de Baie-Comeau	46 300 \$
Cégep Beauce-Appalaches	65 600 \$
Cégep de Bois-de-Boulogne	86 100 \$
Champlain Regional College	119 600 \$
Cégep de Chicoutimi	79 900 \$
Collège Dawson	183 700 \$
Cégep de Drummondville	70 600 \$
Cégep Édouard Montpetit	153 300 \$
Cégep de Saint-Félicien	54 300 \$
Cégep de Sainte-Foy	154 700 \$
Cégep Garneau	130 800 \$
Cégep de la Gaspésie et des Îles	54 400 \$
Cégep Gérald-Godin	53 500 \$
Cégep de Granby-Haute-Yamaska	68 000 \$
Collège Héritage	55 000 \$
Cégep de St-Hyacinthe	108 400 \$
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu	89 600 \$
Cégep de Saint-Jérôme	118 600 \$
Cégep John Abbott	142 400 \$
Cégep de Jonquière	94 800 \$
Cégep régional Lanaudière	206 700 \$
Cégep de La Pocatière	55 100 \$
Cégep de Saint-Laurent	90 500 \$
Cégep de Lévis-Lauzon	85 600 \$
Cégep Limoilou	124 000 \$
Cégep Lionel Goulx	121 400 \$
Cégep de Maisonneuve	138 700 \$
Cégep Marie-Victorin	104 200 \$
Cégep de Matane	47 300 \$
Cégep Montmorency	153 200 \$
Cégep de l'Outaouais	114 100 \$
Cégep de Rimouski	90 300 \$
Cégep de Rivière-du-Loup	53 900 \$
Cégep de Rosemont	98 000 \$

Cégep de Sept-Îles	45 400 \$
Cégep Shawinigan	57 100 \$
Cégep de Sherbrooke	129 000 \$
Cégep de Sorel-Tracy	52 700 \$
Cégep de Thetford	52 400 \$
Cégep de Trois-Rivières	105 900 \$
Cégep de Valleyfield	70 900 \$
Vanier College	144 400 \$
Cégep de Victoriaville	60 700 \$
Cégep du Vieux Montréal	138 100 \$
TOTAL (cégeps)	4 651 000 \$

Collèges privés agréés aux fins de subventions

Établissement	Allocation 2017-2018
Collège André-Grasset	25 469 \$
Collège Bart	9 241 \$
Collège Jean-de-Brébeuf	35 370 \$
Collège Centennal	6 092 \$
Collège international des Marcellines	6 242 \$
Collège Ellis – Campus de Drummondville	12 097 \$
Collège international Sainte-Anne	9 429 \$
Collège Laflèche	27 104 \$
Collège LaSalle	56 353 \$
Collège Marianopolis	43 582 \$
Collège Mérici	22 795 \$
Collège O’Sullivan de Montréal inc.	12 225 \$
Collège O’Sullivan de Québec inc.	7 515 \$
Collège TAV	9 881 \$
Collège Nouvelles Frontières	8 497 \$
École nationale de Cirque	6 245 \$
Collège Ellis – Campus de Trois-Rivières	8 883 \$
École de musique Vincent d’Indy	5 610 \$
Institut Teccart	11 083 \$
Campus Notre-Dame-de-Foy	17 395 \$
Séminaire de Sherbrooke	8 892 \$
TOTAL (collèges privés)	350 000 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre de professionnels - psychologues, psychoéducateurs, orthopédagogues, conseillers pédagogiques, conseillers d'orientation, travailleurs sociaux, etc. - dans chacun des cégeps en 2017-2018.

RÉPONSE

Les données en annexe présentent le nombre de personnel professionnel en lien direct avec les étudiants dans chacun des cégeps, pour l'année 2016-2017.

L'année 2016-2017 est la dernière dont les données sont disponibles.

Nombre de postes de psychologue, de conseiller pédagogique, de conseiller d'orientation et de travailleur social selon l'organisme au cycle 2016-2017								
Organisme	220 - Conseillère ou conseiller d'orientation		219 - Conseillère ou conseiller pédagogique		222 - Psychologue		231 - Travailleuse travailleur social	
	Individus	ETC	Individus	ETC	Individus	ETC	Individus	ETC
Abitibi-Témiscamingue	4	2,8	16	10,5			2	1,0
Ahuntsic	7	2,7	18	12,2	3	1,9	1	0,4
Alma			12	9,2	1	1,0		
André-Laurendeau	3	2,8	16	13,7	1	0,5	2	2,0
Baie-Comeau	1	0,8	10	4,9	2	0,9		
Beauce-Appalaches	3	0,8	10	8,1				
Bois-de-Boulogne	1	1,0	23	14,1	1	0,8		
Champlain Regional College	4	1,5	18	16,0	4	1,9		
Chicoutimi	5	3,3	17	12,1	1	1,0		
Dawson	1	0,9	27	16,2	7	5,7		
Drummondville	2	1,0	14	8,8				
Édouard Montpetit	5	4,0	24	13,9	3	2,9	1	0,0
François-Xavier Garneau	4	2,7	20	14,8	3	1,4	3	1,7
Gaspésie et des Îles	4	2,9	20	16,0				
Gérald-Godin	1	0,9	10	5,8				
Granby	6	4,8	15	11,9				
Héritage	3	2,0	7	5,1				
John Abbott	2	1,0	19	14,6	3	2,4		
Jonquière	4	2,8	23	16,1	2	1,1	1	0,8
La Pocatière			8	6,9	2	1,9		
Lanaudière			11	6,1				
Lanaudière à Joliette	2	1,7	5	3,7			2	0,3
Lanaudière à L'Assomption	1	1,0	4	3,2				
Lanaudière à Terrebonne	2	1,1	4	3,8				
Lévis-Lauzon	4	3,0	16	10,0	1	0,8	6	3,2
Limoilou	6	5,3	25	19,2	3	2,0	2	1,0
Lionel Groulx			13	9,4	1	1,0	8	2,8
Maisonneuve	5	2,6	56	43,6	4	2,0	1	0,3
Marie-Victorin	2	0,4	41	26,7	2	0,9	1	0,4
Matane	3	2,0	13	8,2	1	1,0		
Montmorency	7	6,1	25	20,9	2	1,8		
Outaouais	4	3,0	18	10,4	1	1,0	1	0,7
Rimouski	3	2,6	20	12,7	2	0,6		
Rivière-du-Loup	5	3,9	10	8,7				
Rosemont	2	1,9	53	37,4	3	1,7	1	0,1
Sainte-Foy	9	3,9	33	22,9	3	2,7	1	0,8
Saint-Jean-sur-Richelieu	2	1,9	13	10,7	1	0,7		
Saint-Jérôme	5	2,3	16	13,4				
Saint-Laurent	1	0,8	24	15,1				
Sept-Îles	3	3,0	4	2,9				
Shawinigan	1	0,9	14	8,1			1	1,0
Sherbrooke	7	4,0	22	13,6	3	2,0	5	2,9
Sorel-Tracy	2	1,0	10	8,2	1	0,6		
St-Félicien	5	2,3	18	14,5	1	1,1		
St-Hyacinthe	4	2,2	20	11,7				
Thetford	2	0,4	9	6,5				
Trois-Rivières	5	2,4	16	11,6	2	0,9	5	3,8
Valleyfield	2	2,0	12	7,0				
Vanier College	3	1,9	10	7,4	2	2,0	1	1,0
Victoriaville	1	1,0	20	12,9				
Vieux Montréal	5	4,0	25	17,6	3	2,9		
Total	163	107,2	907	639,0	69	48,8	45	24,3
Source: SPOC								

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste des institutions privées de niveau collégial (nouvelles et existantes) qui ont obtenu un permis ou un agrément pour l'année 2017-2018 avec, pour chacune, le montant de la subvention accordée et la clientèle visée. Également, la liste des demandes de permis ou d'agrément en attente.

RÉPONSE

Sept nouveaux établissements ont reçu un permis sans agrément aux fins de subventions pour offrir de l'enseignement collégial privé à compter de l'année scolaire 2017-2018 :

- Eid Air Aviation inc.;
- Passport Hélico;
- Sélect aviation centre de formation;
- Rubika, école supérieur de création numérique appliquée à l'animation, au design et au jeu vidéo inc.;
- Collège d'aéronautique inc.;
- Institut Quadrilium de Montréal;
- Collège Greystone.

Un établissement a reçu un permis avec agrément aux fins de subventions pour offrir de l'enseignement collégial privé à compter de l'année scolaire 2017-2018.

- Collège Universel – Campus Gatineau;

Il est à noter que le Collège Universel – Campus Gatineau a repris les activités d'enseignement collégial du Collège Nouvelles Frontières, dont la section collégiale est aujourd'hui fermée.

Quatre nouveaux programmes agréés aux fins de subvention et conduisant au diplôme d'études collégiales (DEC) ont été ajoutés aux permis de deux établissements existants :

- Collège Ellis, campus de Drummondville :
 - o Techniques d'éducation spécialisée à l'installation de Longueuil (351.A0) ;
 - o Soins préhospitaliers d'urgence (181.A0) à l'installation principale à Drummondville pour un nombre maximal de 25 nouveaux inscrits par année. (Ce programme était offert sans agrément avant. Ils ont obtenu l'agrément.)
- Collège O'Sullivan de Québec :
 - o Conseil en assurance et services financiers pour un nombre maximal de 25 nouveaux inscrits par année (410.C0);
 - o Technique informatique (420.A0).

Les allocations accordées aux établissements privés sont alloué en conformité avec les règles budgétaires approuvées par le Conseil du trésor. Le financement alloué aux collèges privés subventionné est notamment octroyé par élève, soit un montant de fixe de 638,5 \$ et un montant de base par étudiant variant selon les familles de financement entre 5 356 \$ et 8 962 \$.

Les demandes d'ajout de programmes avec agrément aux fins de subventions de six établissements sont actuellement en cours de traitement.

Les demandes de délivrance de permis pour quatre programmes sans agrément aux fins de subvention dans trois nouveaux établissements sont actuellement en cours de traitement.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Enveloppe consacrée à la formation continue au collégial, par cégep, en 2017-2018.

RÉPONSE

Pour l'année scolaire 2017-2018, le budget dédié à la formation continue collégiale s'élève à 94,45 M\$.

	2017-2018
Cégeps	75,49 M\$
Collèges privées	18,96 M\$
Total	94,45 M\$

Les cégeps bénéficient ainsi :

- d'une enveloppe décentralisée de 63,04 M\$ leur permettant de déterminer une offre de formation (enveloppe régionale)
- d'une enveloppe de 12,45 M\$ permettant au Ministère de déterminer une offre de formation selon des priorités d'ordre national (enveloppe des priorités ministérielles).

Répartition initiale en 2017-2018 de l’enveloppe des priorités ministérielles – cégeps

Code	Programme	Cégep	Montants
1. Projets généraux de formation			
LCC.03	Registre des tumeurs (fin de cohorte)	AHU	34 370 \$
CLE.04	Échographie généraliste	AHU	125 990 \$
JCA.0U	Techniques policières (entente MSP-MEES)	AHU	149 590 \$
JCA.1D	Protection de la faune	ALM	615 000 \$
JCC.13	Répartiteur en centre d'appels d'urgence	BEA	300 000 \$
EWA.02	Éléments d'avionique	EDO	161 720 \$
EWA.0X	Maintenance d'aéronefs	EDO	96 660 \$
ECA.0Q	Techniques de production en microbrasserie (fin de cohorte 2016-2017)	JON	57 690 \$
ELJ.3Q	Robotique industrielle	LEV	110 000 \$
NRC.0Y	Techniques de vidéo et éclairages asservis pour le spectacle	LIO	148 430 \$
ELJ.00	Maintenance d'éoliennes	GAS	217 670 \$
	AEC en milieu carcéral	MAR	211 390 \$
LCA.7M	Démarrage et gestion de son entreprise	MAR	65 980 \$
ELW.08	Plongée professionnelle	RIM	554 710 \$
RNA.04	Coopérant-Interculturel	RIV	126 350 \$
CLA.03	Cytogénétique clinique (fin de cohorte 2016-2017)	ROS	40 780 \$
ETA.0H	AEC Inspection en métallurgie	TRO	151 080 \$
NRC.00	Formation de formateur en danse contemporaine	VIE	21 820 \$
NRC.0Z	Formation de formateur en danse classique	VIE	23 370 \$
Sous-total			3 212 600 \$
2. Actualisation professionnelle en soins infirmiers			
CWA.0D	Actualisation professionnelle en soins infirmiers	BOI	239 760 \$
CWA.0D	Actualisation professionnelle en soins infirmiers	FRA	142 270 \$
CWA.0D	Actualisation professionnelle en soins infirmiers	GRA	29 310 \$
CWA.0D	Actualisation professionnelle en soins infirmiers	JOH	23 740 \$
CWA.0D	Actualisation professionnelle en soins infirmiers	SHE	7 910 \$
Sous-total			442 990 \$
3. Formation destinée à une clientèle autochtone			
LCA.00	Comptabilité pour les Premières Nations et les Inuit	ABI	38 520 \$
LCA.EZ	Travail administratif pour les Premières Nations et les Inuit	ABI	11 850 \$
LCA.EY	Marketing et service à la clientèle pour les Premières Nations et les Inuit	ABI	40 680 \$
JNC.17	Éducation spécialisée et contextes autochtones	ABI	169 630 \$
JCA.0Q	Techniques policières	ALM	250 000 \$
LCL.2C	Guide arctique au Nunavik	FEL	194 290 \$
JWW.0K	Intervention en travail social	FEL	84 540 \$
EEC.37	Techniques de gestion de l'habitation	FRA	228 390 \$
Sous-total			1 017 900 \$
4. Formation d'appoint pour les personnes immigrantes			
CWA.0B	Intégration à la profession infirmière au Québec	EDO	2 252 700 \$
CWA.0K	Transition to Nursing in Quebec	JOH	1 073 710 \$
CWA.0B	Intégration à la profession infirmière au Québec	LIM	2 011 170 \$
CLL.05	Techniques de réadaptation physique	MAR	126 240 \$
CWA.0B	Intégration à la profession infirmière au Québec	SHE	240 320 \$
CWA.0B	Intégration à la profession infirmière au Québec	VIE	1 267 470 \$
Sous-total			6 971 610 \$
5. Formation à distance			
Cours offerts par le Cégep@distance		ROS	810 000 \$
TOTAL			
			12 455 100 \$
Enveloppe budgétaire			
			12 455 100
Solde (Déficit)			
			-

Répartition de l'enveloppe régionale – cégeps

Cégep	Allocation 2017-2018
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue	858 300,00 \$
Cégep d'Ahuntsic	2 922 390,00 \$
Collège d'Alma	558 241,00 \$
Cégep André-Laurendeau	1 563 747,00 \$
Cégep de Baie-Comeau	549 050,00 \$
Cégep Beauce-Appalaches	707 151,00 \$
Cégep de Bois-de-Boulogne	1 620 505,00 \$
Champlain Regional College	1 358 045,00 \$
Cégep de Chicoutimi	1 143 948,00 \$
Collège Dawson	2 750 353,00 \$
Cégep de Drummondville	1 020 850,00 \$
Cégep Édouard Montpetit	1 831 167,00 \$
Cégep de Saint-Félicien	1 116 296,00 \$
Cégep de Sainte-Foy	1 653 721,00 \$
Cégep Garneau	1 642 997,00 \$
Cégep de la Gaspésie et des Îles	732 100,00 \$
Cégep Gérald-Godin	1 089 228,00 \$
Cégep de Granby-Haute-Yamaska	910 096,00 \$
Collège Héritage	694 750,00 \$
Cégep de St-Hyacinthe	1 149 183,00 \$
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu	1 100 582,00 \$
Cégep de Saint-Jérôme	1 408 350,00 \$
Cégep John Abbott	1 653 356,00 \$
Cégep de Jonquière	1 009 912,00 \$
Cégep régional Lanaudière	1 987 300,00 \$
Cégep de La Pocatière	920 271,00 \$
Cégep de Saint-Laurent	2 108 759,00 \$
Cégep de Lévis-Lauzon	1 117 839,00 \$
Cégep Limoilou	1 633 331,00 \$
Cégep Lionel Goulx	1 408 350,00 \$
Cégep de Maisonneuve	2 031 668,00 \$
Cégep Marie-Victorin	1 616 597,00 \$
Cégep de Matane	639 785,00 \$
Cégep Montmorency	2 004 200,00 \$
Cégep de l'Outaouais	1 290 250,00 \$
Cégep de Rimouski	824 225,00 \$
Cégep de Rivière-du-Loup	757 630,00 \$
Cégep de Rosemont	1 494 774,00 \$
Cégep de Sept-Îles	549 050,00 \$
Cégep Shawinigan	979 910,00 \$
Cégep de Sherbrooke	1 145 002,00 \$
Cégep de Sorel-Tracy	844 250,00 \$
Cégep de Thetford	676 191,00 \$
Cégep de Trois-Rivières	1 319 890,00 \$
Cégep de Valleyfield	1 131 937,00 \$
Vanier College	2 346 629,00 \$
Cégep de Victoriaville	1 020 850,00 \$
Cégep du Vieux Montréal	2 151 394,00 \$
TOTAL	63 044 400,00 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre de personnes ayant eu accès à la formation continue, par cégeps, en 2017-2018.

RÉPONSE

Les données finales pour l'automne 2017 ne sont pas encore disponibles. Le tableau ci-dessous présente le nombre d'inscriptions à temps plein à l'automne 2016 dans un programme de formation technique de courte durée menant à une attestation d'études collégiales. À noter qu'à la formation continue, le démarrage de groupe est possible à n'importe quel moment au cours de l'année. Les inscriptions à temps plein à l'automne constituent une approximation; les groupes démarrés à l'hiver et à l'été ne sont pas captés.

Cégep	Nombre
Cégep André-Laurendeau	214
Cégep Beauce-Appalaches	120
Cégep d'Ahuntsic	390
Cégep de Baie-Comeau	58
Cégep de Bois-de-Boulogne	396
Cégep de Chicoutimi	136
Cégep de Drummondville	96
Cégep de Granby-Haute-Yamaska	96
Cégep de Jonquière	128
Cégep de la Gaspésie et des Îles	490
Cégep de La Pocatière	59
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue	74
Cégep de Lévis-Lauzon	158
Cégep de l'Outaouais	181
Cégep de Maisonneuve	418
Cégep de Matane	114
Cégep de Rimouski	106
Cégep de Rivière-du-Loup	50
Cégep de Rosemont	309
Cégep de Sainte-Foy	234
Cégep de Saint-Jérôme	202
Cégep de Saint-Laurent	248
Cégep de Sept-Îles	60
Cégep de Sherbrooke	298
Cégep de Sorel-Tracy	141
Cégep de St-Félicien	234
Cégep de St-Hyacinthe	138
Cégep de Thetford	101
Cégep de Trois-Rivières	146
Cégep de Valleyfield	95
Cégep de Victoriaville	173
Cégep du Vieux Montréal	377
Cégep Édouard Montpetit	322
Cégep François-Xavier Garneau	324
Cégep Gérald-Godin	232
Cégep John Abbott	240
Cégep Limoilou	217
Cégep Lionel Groulx	175
Cégep Marie-Victorin	231
Cégep Montmorency	307
Cégep régional de Lanaudière à Joliette	108
Cégep régional de Lanaudière à L'Assomption	115

Cégep régional de Lanaudière à Terrebonne	49
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu	169
Champlain Regional College - Campus Lennoxville	60
Champlain Regional College - Campus Saint-Lambert	185
Champlain Regional College - Campus Saint-Lawrence	22
Collège d'Alma	138
Collège Dawson	247
Collège Héritage	59
Collège Shawinigan	109
Vanier College	199
Total	9 548

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Ventilation détaillée par université des subventions de fonctionnement versées aux établissements pour 2017-2018.

RÉPONSE

Les données les plus récentes sont celles de l'année universitaire 2016-2017, présentées ci-dessous. Les données pour l'année universitaire 2017-2018 seront disponibles à l'été 2018.

Subventions de fonctionnement pour l'année universitaire 2016-2017	
Universités	Subventions en k\$
Université Bishop's	22 296,2
Université Concordia	269 370,5
Université Laval	414 289,7
Université McGill	313 483,4
Université de Montréal	525 399,4
HEC Montréal	75 465,7
École Polytechnique de Montréal	99 179,4
Université de Sherbrooke	253 599,2
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	37 539,1
Université du Québec à Chicoutimi	69 002,0
Université du Québec à Montréal	332 735,4
Université du Québec en Outaouais	69 863,2
Université du Québec à Rimouski	65 802,9
Université du Québec à Trois-Rivières	127 358,7
Institut national de la recherche scientifique	48 530,1
École nationale d'administration publique	12 639,2
École de technologie supérieure	128 243,9
Télé-université	31 804,8
Siège social	13 458,2
Total Université du Québec	936 977,5
	2 910 061,0

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Évolution des soldes (déficits) accumulés de chaque établissement universitaire pour 2017-2018 (ou données les plus récentes).

RÉPONSE

Le tableau ci-dessous présente les surplus (déficits) accumulés (en millions de \$) au fonds de fonctionnement pour l'année 2016-2017 qui ont été audités par les auditeurs indépendants.

Universités	2016-2017
Université Bishop's	(59,4)
Université Concordia	(200,9)
Université Laval	(187,6)
Université McGill	(319,9)
Université de Montréal	(6,4)
École des hautes études commerciales	31,3
École Polytechnique	(26,6)
Université de Sherbrooke	(35,7)
Universités du Québec	
Université du Québec à Montréal	(195,5)
Université du Québec à Trois-Rivières	(64,8)
Université du Québec à Chicoutimi	(32,0)
Université du Québec à Rimouski	(22,0)
Université du Québec en Outaouais	(19,9)
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	(12,8)
Institut national de la recherche scientifique	(14,6)
École nationale d'administration publique	(10,6)
École de technologie supérieure	14,6
Télé-université	(8,2)
Université du Québec-Siège social	(4,8)
Ajustement du consolidé de l'Université du Québec	0,0
Universités du Québec Ensemble	(370,6)
Total du réseau	(1 175,8)

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Bilan des sommes investies dans les cégeps et les universités, ventilées par investissement, dans le cadre du Plan québécois des infrastructures en 2017-2018

RÉPONSE

Le tableau suivant présente le bilan des investissements prévus pour l'année 2017-2018 dans le cadre du Plan québécois des infrastructures (PQI) 2017-2027.

Bilan des investissements prévus en 2017-2018 dans le cadre du PQI 2017-2027
(en millions de \$)

	Cégeps	Universités	ITHQ	Total
Maintien d'actifs				
Budget régulier	227,5	301,5	0,4	529,4
Résorption du déficit de maintien d'actifs	40,7	74,3	0,0	115,0
Nouvelles initiatives	22,5	14,7	0,0	37,2
Sous-total	290,7	390,5	0,4	681,6
Ajout, amélioration et remplacement				
Continuité	32,0	33,3	2,6	67,9
Nouvelles initiatives	6,4	6,3	0,0	12,7
Sous-total	38,4	39,6	2,6	80,6
TOTAL	329,1	430,1	3,0	762,2

MINISTRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Crédits budgétaires accordés à la recherche universitaire en 2017-2018.

RÉPONSE

Les crédits budgétaires pour la recherche universitaire sont sous la responsabilité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation pour 2017-2018.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre total d'étudiants universitaires, par université, en 2017-2018, en provenance :

- a) Du Québec;
- b) Du Canada – autres provinces que le Québec;
- c) Du reste du monde – Hors Canada

RÉPONSE

Les dernières données disponibles sont celles de l'automne 2016 et sont présentées à l'annexe 1.

					N°: 136
					Annexe 1
Tableau 1 : Effectif étudiant dans les universités québécoises à l'automne 2016 ^P					
selon le statut légal et l'établissement universitaire					
	Nombre				
	Québécois	CNRQ*	International**	Français***	Total
Bishop's	1 613	746	436	133	2 795
Concordia	28 527	2 894	5 904	880	37 325
McGill	19 029	8 994	9 984	1 651	38 007
Universités anglophones	49 169	12 634	16 324	2 664	78 127
Laval	38 048	482	3 914	1 698	42 444
Montréal	40 587	690	4 932	2 974	46 209
HEC	11 056	73	2 057	1 300	13 186
Polytechnique	5 635	76	2 124	1 091	7 835
Sherbrooke	22 205	336	1 689	857	24 230
Université du Québec	89 124	610	8 277	4 395	98 011
ÉNAP	1 511	24	113	7	1 648
ÉTS	7 210	51	1 119	587	8 380
INRS	227	38	380	93	645
TÉLUQ	7 153	37	61	8	7 251
UQAC	5 722	52	1 052	774	6 826
UQAM	37 380	102	3 516	1 975	40 998
UQAR	6 571	16	418	265	7 005
UQAT	3 435	10	386	238	3 831
UQO	6 924	175	289	99	7 388
UQTR	12 991	105	943	349	14 039
Universités francophones	206 655	2 267	22 993	12 315	231 915
Total	255 824	14 901	39 317	14 979	310 042
Source : MEES, Portail informationnel, Système GDEU, données au 23 avril 2017.					
^P : Les données de l'automne 2016 sont provisoires.					
* CNRQ : Citoyen canadien, résident permanent ou Indien (selon la Loi sur les Indiens), non résident du Québec.					
** Une étudiante ou un étudiant international est une personne inscrite dans le réseau d'enseignement québécois qui n'a pas le statut légal de citoyen canadien,					
de résident permanent ou d'Indien (selon la Loi sur les Indiens).					
*** Les étudiants français sont inclus dans la catégorie "International".					

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Ventilation par université du nombre d'étudiants étrangers, selon leur pays d'origine, en 2017-2018.

RÉPONSE

Les dernières données disponibles sont celles de l'automne 2016 et sont présentées aux annexes 1 et 2.

	No. 137
	Annexe 1
Tableau 1 : Étudiantes et étudiants internationaux dans le réseau universitaire québécois	
selon l'établissement universitaire. Trimestres d'automne.	
Établissement	A-2016 ^P
Bishop's	436
Concordia	5 904
McGill	9 984
Univ. Anglophones	16 324
Proportion	41,5%
Laval	3 914
Montréal	4 932
HEC	2 057
Polytechnique	2 124
Sherbrooke	1 689
Université du Québec	8 277
ÉNAP	113
ÉTS	1 119
INRS	380
TÉLUQ	61
UQAC	1 052
UQAM	3 516
UQAR	418
UQAT	386
UQO	289
UQTR	943
Univ. Francophones	22 993
Proportion	58,5%
Total	39 317
Proportion	100,0%
Source : MEES, Portail informationnel, données au 23 avril 2017.	
Notes:	
Une étudiante ou un étudiant international est une personne inscrite dans le réseau d'enseignement québécois	
qui n'a pas le statut légal de citoyen canadien, de résident permanent ou d'Indien (selon la Loi sur les Indiens).	
^P : Les données de l'automne 2016 sont provisoires.	

		No. 137
		Annexe 2
Tableau 2 : Étudiantes et étudiants internationaux inscrits dans le réseau universitaire québécois selon les principaux pays de citoyenneté. Trimestres d'automne.		
Rang	Principaux pays	A-2016 ^p
1	France	14 979
2	Chine	4 081
3	États–Unis	2 887
4	Inde	1 611
5	Iran	1 085
6	Tunisie	859
7	Maroc	850
8	Cameroun	599
9	Sénégal	562
10	Côte d'Ivoire	450
11	Algérie	428
12	Mexique	410
13	Brésil	407
14	Belgique	394
15	Allemagne	375
16	Royaume–Uni	374
17	Arabie saoudite	342
18	Liban	338
19	Pakistan	335
20	Viet Nam	321
21	Bénin	307
22	Suisse	306
22	Corée du Sud	302
24	Burkina Faso	301
25	Italie	300
	Autres	6 114
	Total	39 317
Source : MEES, Portail informationnel, données au 23 avril 2017.		
Notes :		
Une étudiante ou un étudiant international est une personne inscrite dans le réseau d'enseignement québécois qui n'a pas le statut légal de citoyen canadien, de résident permanent ou d'Indien (selon la Loi sur les Indiens).		
^p : Les données de l'automne 2016 sont provisoires.		

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Revenus totaux pour 2017-2018 et ventilé par université provenant des frais de scolarité payés par :

- a) les étudiants qui proviennent du Québec;
- b) les étudiants canadiens qui proviennent des provinces autres que le Québec;
- c) les étudiants étrangers (hors du Canada).

RÉPONSE

RÉPONSE

a)

Droits de scolarité des étudiants québécois en 2017-2018 (en k\$)	
Établissement	Droits de scolarité de base
Université Bishop's	3 563,7
Université Concordia	51 913,1
Université Laval	74 939,9
Université McGill	37 258,2
Université de Montréal	82 974,0
HEC Montréal	16 941,5
École Polytechnique de Montréal	11 645,7
Université de Sherbrooke	44 054,7
Université du Québec	146 201,4
Total	469 492,3
UQAT	4 504,4
UQAC	9 577,6
UQAM	61 154,2
UQO	11 869,0
UQAR	9 527,2
UQTR	22 593,9
INRS	329,9
ÉNAP	1 380,6
ETS	16 957,5
TÉLUQ	8 307,2
Université du Québec	146 201,4

Source : Effectif 2016-2017 de GDEU (décembre 2017)

b) Droits de scolarité des étudiants canadiens qui proviennent des provinces autres que le Québec en 2017-2018 (en k\$)

Établissement	Montant forfaitaire	Droits de base	Total
Université Bishop's	3 815,6	1 822,0	5 637,6
Université Concordia	9 731,5	4 651,4	14 382,9
Université Laval	808,5	386,7	1 195,2
Université McGill	35 838,0	17 121,7	52 959,7
Université de Montréal	1 081,0	518,8	1 599,8
HEC Montréal	275,3	131,6	406,9
École Polytechnique de Montréal	155,0	74,1	229,1
Université de Sherbrooke	540,0	259,7	799,7
Université du Québec	1 047,8	501,4	1 549,2
Total	53 292,7	25 467,4	78 760,1
UQAT	14,5	7,0	21,5
UQAC	53,5	25,5	79,0
UQAM	213,6	102,2	315,8
UQO	406,6	194,5	601,1
UQAR	27,0	12,9	39,9
UQTR	116,8	55,8	172,6
INRS	24,4	11,7	36,1
ÉNAP	48,9	23,4	72,3
ETS	136,5	65,5	202,0
TÉLUQ	6,0	2,9	8,9
Université du Québec	1 047,8	501,4	1 549,2

Source : Règles budgétaires des universités 2017-2018

c) Droits de scolarité des étudiants étrangers (hors du Canada) en 2017-2018 (en k\$)

Établissement	Montant forfaitaire	Droits de base	Total
Université Bishop's	1 170,0	216,8	1 386,8
Université Concordia	28 558,6	5 420,0	33 978,6
Université Laval	8 797,7	1 713,5	10 511,2
Université McGill	45 704,9	8 669,6	54 374,5
Université de Montréal	10 315,3	1 976,9	12 292,2
HEC Montréal	1 186,4	225,0	1 411,4
École Polytechnique de Montréal	3 476,0	705,2	4 181,2
Université de Sherbrooke	3 076,1	612,0	3 688,1
Université du Québec	11 598,4	2 278,3	13 876,7
Total	113 883,4	21 817,3	135 700,7
UQAT	347,7	66,1	413,8
UQAC	658,6	128,0	786,6
UQAM	3 480,0	657,9	4 137,9
UQO	491,3	92,3	583,6
UQAR	346,8	66,1	412,9
UQTR	843,5	159,0	1 002,5
INRS	1 297,1	270,9	1 568,0
ÉNAP	460,7	87,2	547,9
ETS	3 650,9	746,6	4 397,5
TÉLUQ	21,8	4,1	25,9
Université du Québec	11 598,4	2 278,3	13 876,7

Source : Règles budgétaires des universités 2017-2018

À noter que les revenus en droits de scolarité des étudiants étrangers pour les six familles déréglementées au premier cycle (mathématiques, sciences pures, génie, informatique, administration, droit) ne sont pas inclus dans le tableau.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Revenus provenant des frais de scolarité payés par les étudiants qui proviennent de la France, par université, en 2017-2018.

RÉPONSE

Droits de scolarité des étudiants français qui paient le montant forfaitaire des étudiants canadiens en 2017-2018 (en k\$)			
Établissement	Montant forfaitaire	Droits de base	Total
Université Bishop's	121,29	57,9	179,2
Université Concordia	3 034,80	1 447,8	4 482,6
Université Laval	5 156,18	2 460,0	7 616,2
Université McGill	5 682,18	2 710,8	8 393,0
Université de Montréal	10 003,22	4 772,4	14 775,6
HEC Montréal	5 766,23	2 750,9	8 517,1
École Polytechnique de Montréal	1 842,24	879,2	2 721,4
Université de Sherbrooke	525,97	251,0	777,0
Université du Québec	9 700,70	4 628,4	14 329,1
Total	41 832,81	19 958,3	61 791,2
UQAT	121,94	58,2	180,1
UQAC	1 410,67	673,0	2 083,7
UQAM	5 597,68	2 670,5	8 268,2
UQO	258,96	123,5	382,5
UQAR	587,38	280,2	867,6
UQTR	840,48	401,0	1 241,5
INRS	-	-	-
ÉNAP	-	-	-
ETS	875,57	418,2	1 293,8
TÉLUQ	8,02	3,8	11,8
Université du Québec	9 700,70	4 628,4	14 329,1

Source : Règles budgétaires des universités 2017-2018

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste des programmes offerts en partie ou en totalité en anglais, par université en 2017-2018.

RÉPONSE

Les programmes offerts par les universités anglophones (Université McGill, Université Concordia et Université Bishop's) sont donnés en anglais, hormis les programmes d'apprentissage d'une autre langue.

Les programmes offerts par les universités francophones sont donnés en langue française, hormis les programmes d'apprentissage d'une autre langue et certains programmes de premier cycle en administration des affaires.

En effet, l'École des hautes études commerciales de Montréal détient un programme de baccalauréat en administration des affaires offert en trois versions : unilingue (français), bilingue (français et anglais) et trilingue (français, anglais et espagnol). De même, l'Université de Sherbrooke offre un programme de baccalauréat en administration des affaires unilingue (français) et bilingue (français et anglais).

Pour ce qui est des programmes administrés par deux établissements ou plus, comme c'est le cas du programme de doctorat en travail social offert conjointement par l'Université du Québec à Montréal, l'Université de Montréal et l'Université McGill, chacun des établissements offre les cours dans sa langue usuelle d'enseignement (en anglais ou en français, selon l'établissement impliqué).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Ventilation des sommes accordées en 2017-2018 pour les programmes PART et PAREA.

RÉPONSE

Programme d'aide à la recherche et au transfert (PART)

PART-Volet innovation technologique					
Année	Projets reçus	Projets subventionnés	Subventions versées MEES	Contribution FRQ-NT	TOTAL
2017	89	44	2 637 609 \$	0 \$	2 637 609 \$

PART-Volet innovation sociale				
Année	Projets reçus	Projets subventionnés*	Subventions versées MEES	TOTAL
2017	16	5	381 867 \$	381 867 \$

*Incluant les renouvellements

Programme d'aide à la recherche sur l'enseignement et l'apprentissage (PAREA)

Année	Projets reçus	Projets subventionné*	Subventions versées MEES	Contribution FRQ-NT	TOTAL
2017	27	14	1 322 628 \$	0 \$	1 322 628 \$

*Incluant les renouvellements

Soutien à la relève					
PART-Volet innovation technologique			PART-Volet innovation sociale		TOTAL
Année	Demandes reçues	Subventionnées	Demandes reçues	Subventionnées	
2017	1	1	2	1	20 314 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Le nombre d'étudiants qui viennent compléter un fellow dans les facultés de médecine québécoises, par faculté, en 2017-2018.

RÉPONSE

Nombre d'étudiants¹ ayant complété un *fellow*² dans une faculté de médecine québécoise en 2017-2018

ANNÉE	FACULTÉ				TOTAL
	U. Laval	U. McGill	U. de Montréal	U. de Sherbrooke	
2017-2018*	6	6	12	0	24

* Données préliminaires

Source : Banque de données sur les résidents du BCI, données disponibles en avril de l'année universitaire concernée, compilées le 20 mars 2018.

¹ On définit comme étudiants, des résidents en formation postdoctorale, inscrits dans le contingent régulier (incluant les résidents diplômés hors du Canada et des États-Unis admis dans le contingent régulier).

² Résidents en formation complémentaire pour recrutement universitaire, financés par la Régie de l'assurance-maladie du Québec, excluant les moniteurs.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Le montant investi pour la formation d'un étudiant québécois en médecine et le montant investi pour la formation d'un étudiant étranger en médecine.

RÉPONSE

La formation universitaire d'un médecin est financée par différentes sources : les subventions du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES), les droits de scolarité (79,70 \$ par unité en 2017-2018) et d'autres revenus. Cette fiche présente les subventions du MEES associées à cette formation.

Les subventions du MEES sont divisées selon quatre catégories : l'enseignement, le soutien à l'enseignement et à la recherche, le soutien à l'enseignement médical et l'entretien des terrains et des bâtiments. Les subventions relatives à l'enseignement sont ventilées entre la formation initiale (4 ou 5 ans selon les établissements) et les deux années (R1 et R2) de résidence obligatoire. Les données tiennent compte de la durée des programmes. Elles représentent des estimations.

Formation d'un médecin généraliste	Subventions du MEES 2017-2018 (année universitaire)
Enseignement - Formation initiale (200 unités) - Résidences (R1 et R2-104 unités)	100 272 \$ 43 046 \$
Soutien à l'enseignement et à la recherche	17 184 \$
Soutien à l'enseignement médical	12 314 \$
Entretien des terrains et des bâtiments	9 552 \$
Total	182 368 \$

Pour les spécialités médicales (R3 à R7), chaque année de résidence additionnelle (le nombre varie selon les spécialités) entraîne des coûts estimés à 24 463 \$ par étudiant.

En plus des droits de scolarité de base, les étudiants étrangers paient, à moins qu'ils ne bénéficient d'une exemption en vertu de la Politique relative aux droits de scolarité exigés des étudiants étrangers, des montants forfaitaires qui sont récupérés par le MEES. Cette récupération s'élève à 140 416 \$, en fonction des paramètres de l'année universitaire 2017-2018. La subvention nette pour la formation de médecin généraliste pour un étudiant étranger est donc de 41 952 \$.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Ventilation des montants pour la formation des infirmières praticiennes spécialisées.

RÉPONSE

Afin d'améliorer l'offre de services médicaux de première ligne, l'infirmière praticienne spécialisée (IPS) en soins de première ligne peut jouer un rôle prépondérant. L'objectif du gouvernement est de former 2 000 IPS d'ici 2025.

La formation universitaire d'une infirmière praticienne spécialisée est financée par différentes sources : les subventions du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES), les droits de scolarité (79,70 \$ par unité en 2017-2018) et d'autres revenus.

Les subventions octroyées aux universités par le Ministère sont basées sur les activités réalisées par les étudiants. Ces subventions sont divisées selon trois catégories : l'enseignement, le soutien à l'enseignement et à la recherche ainsi que l'entretien des terrains et des bâtiments. Les estimations tiennent compte de la durée des programmes.

	Subventions du MEES (\$) 2017-2018
Formation d'une infirmière praticienne spécialisée	
Baccalauréat en sciences infirmières	31 266
Maîtrise en sciences infirmières (soins de première ligne) + Diplôme d'études supérieures spécialisées en soins de première ligne	45 649
Total	76 915

En plus des subventions accordées pour la formation des clientèles étudiantes, le MEES a autorisé le versement de subventions additionnelles relatives aux :

• Stages des étudiants :

	Subvention du MEES (\$)	
	2016-2017	2017-2018
Encadrement clinique des infirmières praticiennes spécialisées en soins de première ligne (12 000 \$ par stage par étudiant)	894 700	Non disponible
Coordination des stages	-	451 000
Total	894 700	451 000

• Bonification du financement de la formation :

Un montant de 2 104 600 \$ par an (9 033 \$ par étudiant) est accordé pour assurer l'offre de formation de qualité dans un contexte d'augmentation importante du nombre d'inscriptions.

• Développement de nouvelles spécialités :

Une somme de 450 000 \$ est prévue pour soutenir les universités dans le développement de programmes qui visent à former des IPS dans de nouvelles spécialités (soins aux adultes, soins pédiatriques et santé mentale).

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Tableau de l'aide financière allouée aux étudiants en indiquant le temps de traitement, le nombre de bénéficiaires (selon l'ordre d'enseignement), le volume d'aide accordée (prêt, bourses consécutives aux prêts et autres bourses), les moyennes de même que les dépenses encourues pour ce programme (bourses consécutives aux prêts, intérêts et remboursements, autres bourses) pour 2017-2018.

RÉPONSE

Voir l'annexe

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES ET AIDE ALLOUÉE AU PROGRAMME DE PRÊTS ET BOURSES PAR ANNÉE D'ATTRIBUTION									
Ordre d'enseignement	Au prêt				À la bourse				Aide Totale² (M\$)
	Nombre d'étudiants		Montant (M\$)		Nombre d'étudiants		Montant (M\$)		
	2017-2018¹		2017-2018¹		2017-2018¹		2017-2018¹		2017-2018¹
Secondaire professionnel	25 815		60,4		22 159		124,9		185,3
Collégial préuniversitaire	12 980		30,1		10 092		37,0		67,1
Collégial technique	30 299		89,4		23 774		130,1		219,5
Collégial non subventionné	2 501		19,7		135		0,8		20,6
Universitaire 1 ^{er} cycle	61 027		198,6		47 965		283,7		482,3
Universitaire 2 ^e cycle	15 102		66,4		12 173		72,8		139,2
Universitaire 3 ^e cycle	2 400		12,4		1 690		11,3		23,7
TOTAL	150 124		477,0		117 988		660,7		1 137,7

1. Données partielles pour l'ensemble de l'année d'attribution 2017-2018 (de septembre 2017 à août 2018) en date du 20 février 2018.
2. La somme des arrondis peut ne pas correspondre au total.

STATISTIQUES SUR LES DÉLAIS DE TRAITEMENT DU CALCUL DU PRÊT ET DE LA BOURSE

Nombre moyen de semaines de traitement de la réception du document au calcul de l'aide :

- Calcul de l'aide (2017-2018) : 1,0 semaine

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES ET AIDE ALLOUÉE DANS LES AUTRES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE				
Autre programme	Nature de l'aide	Nombre de bénéficiaires		Aide totale (M\$)
		2017-2018 ¹		2017-2018 ¹
Programme de remboursement différé ²⁻³	Non remboursable	17 344		6,0
Programme de prêts pour les études à temps partiel	Remboursable	2 685		4,5
Programme de bourses pour les étudiants atteints d'une déficience fonctionnelle majeure (besoins spéciaux) ⁴	Non remboursable	618		7,7
Programme Explore ⁵	Non remboursable	n.d.		n.d.
Programme de bourses pour les permanents élus des associations étudiantes	Non remboursable	6		n.d.
Programme études-travail ⁶	Non remboursable	n.d.		n.d.
Programme de remise de dette ²	Non remboursable	1 114		2,0
Programme Odyssée ⁵	Non remboursable	83		1,7
TOTAL ⁷		21 850		21,9

1. Données partielles pour l'ensemble de l'année d'attribution 2017-2018 (de septembre 2017 à août 2018) en date du 20 février 2018.

2. Données correspondant à une année financière (du 1^{er} avril au 31 mars).

3. Une correction a été apportée dans la méthode de calcul du montant d'aide totale à partir de l'année d'attribution 2014-2015 alors que la méthode antérieure surestimait les données. Cette correction est à noter s'il y a comparaison avec les années antérieures.

4. Depuis le 1er septembre 2015, les sommes et les responsabilités liées aux frais de Services spécialisés et de Ressources matérielles du volet adultes ont été transférées vers les établissements d'enseignement des réseaux collégial (public et privé subventionné) et universitaire (au Québec). Les sommes et les responsabilités liées aux frais de Ressources matérielles du volet jeunes ont quant à elles été transférées vers les établissements d'enseignement préscolaire, primaire et secondaire public et privés subventionnés.

5. Ces programmes sont coordonnés par le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada et ne sont plus gérés par l'AFE depuis la création du MEES en automne 2013.

6. Programme à frais partagés (50 %) avec les établissements d'enseignement. Les montants comprennent la portion des établissements d'enseignement.

7. La somme des arrondis peut ne pas correspondre au total.

DÉPENSES ESTIMÉES AU TITRE DE L’AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS			
Nature des dépenses	Montants (M\$)		
	2016-2017	2017-2018 ¹	
Années financières			
Bourses consécutives aux prêts	633,2	703,3	
Intérêts sur les prêts ²	46,1	63,2	
Provision pour mauvaises créances	6,0	6,0	
Autres bourses	11,5	12,4	
TOTAL	696,8	784,9	

- 1. Crédits budgétaires
- 2. Inclut les dépenses du Programme de remboursement différé et du Programme de remise de dette.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre, selon l'ordre d'enseignement, des montants des prêts échus et le taux d'intérêt de prise en charge par le gouvernement en 2017-2018.

RÉPONSE

NOMBRE, SELON L'ORDRE D'ENSEIGNEMENT, DES MONTANTS DES PRÊTS ÉCHUS EN 2017-2018		
ORDRE D'ENSEIGNEMENT	Prêts échus en 2017-2018	
	Nombre	Montant ¹ (M\$)
Secondaire – formation professionnelle	21 338	156,0
Collégial programmes subventionnés		
Formation préuniversitaire	4 010	22,5
Formation technique	13 879	145,2
Collégial programmes non subventionnés	1 976	25,6
Universitaire		
1 ^{er} cycle	22 652	295,0
2 ^e cycle	8 738	144,7
3 ^e cycle	991	24,9
TOTAL	73 584	814,0

1. La somme des arrondis peut ne pas correspondre au total.

TAUX D'INTÉRÊT DE PRISE EN CHARGE PAR L'EMPRUNTEUR ³	
MOIS	Année financière
	2017-2018
Avril	3,20 %
Mai	3,20 %
Juin	3,20 %
Juillet	3,20 %
Août	3,45 %
Septembre	3,45 %
Octobre	3,70 %
Novembre	3,70 %
Décembre	3,70 %
Janvier	3,70 %
Février	3,95 %
Mars	3,95 %

3. À la date d'échéance, les prêts doivent être pris en charge par l'emprunteur. Si l'emprunteur se retrouve en situation financière précaire et bénéficie du Programme de remboursement différé, c'est ce même taux qui sera payé par le gouvernement. Si l'emprunteur fait défaut de paiement et que le gouvernement rachète son prêt, c'est aussi ce taux qui sera appliqué.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre d'étudiants qui ont déclaré faillite en 2017-2018 et qui se trouvent dans l'impossibilité de rembourser leur prêt étudiant, par ordre d'enseignement et catégorie d'établissement, si disponible.

RÉPONSE

NOMBRE D'ÉTUDIANTS QUI ONT DÉCLARÉ FAILLITE ¹ EN 2017-2018 ² ET QUI SE TROUVENT DANS L'IMPOSSIBILITÉ DE REMBOURSER LEUR PRÊT ÉTUDIANT, PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT ET CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT ³	
Ordre d'enseignement	Nombre d'étudiants
Secondaire professionnel	536
Collégial préuniversitaire	61
Collégial technique	292
Collégial non subventionné	67
Universitaire 1 ^{er} cycle	283
Universitaire 2 ^e cycle	63
Universitaire 3 ^e cycle	11
TOTAL	1 313

1. Cas de faillite alors que les prêts étaient détenus par les établissements financiers.
2. Données **partielles** pour l'ensemble de l'année financière 2017-2018 en date du 31 janvier 2018. De nouvelles déclarations de faillite sont à prévoir. Pour cette raison, toutes comparaisons des données entre les années comportent un risque.
3. Représente le nombre de faillites d'ex-étudiants du Programme de prêts et bourses et du Programme de prêts pour études à temps partiel.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe
d'opposition

QUESTION

Nombre d'étudiants, par ordre d'enseignement, qui ont atteint le niveau d'endettement maximum prévu par la loi en 2017-2018.

RÉPONSE

TABLEAU DU NOMBRE D'ÉTUDIANTS, PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT, QUI ONT ATTEINT LE NIVEAU D'ENDETTEMENT ¹ MAXIMUM PRÉVU PAR LA LOI EN 2017-2018 ²	
Ordre d'enseignement	Nombre d'étudiants
Secondaire professionnel	254
Collégial préuniversitaire	144
Collégial technique	402
Collégial non subventionné	68
Universitaire 1 ^{er} cycle	515
Universitaire 2 ^e cycle	102
Universitaire 3 ^e cycle	38
TOTAL	1 523

1. Les niveaux maximaux d'endettement par ordre d'enseignement sont inscrits à l'article 59 du Règlement sur l'aide financière aux études.
2. Données partielles pour l'ensemble de l'année d'attribution 2017-2018 en date du 20 février 2018. De nouvelles demandes d'aide financière sont à venir. Pour cette raison, toutes comparaisons des données entre les années comportent un risque.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Ventilation des montants compensatoires reçus du gouvernement fédéral comme droit de retrait du programme canadien de prêts aux étudiants et programme canadien de bourses aux étudiants en 2017-2018.

RÉPONSE

Année de prêt	(M\$)	Données de base du calcul	
		Québec - nombre de personnes 18-24 ans	Coût net par tête par province participante (\$)
2016-2017	334,4	711 802	469,76

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre d'étudiants bénéficiant de l'Aide financière aux études en 2017-2018, ventilé par le type d'aide reçue (prêts, bourses, prêts et bourses).

RÉPONSE

Évolution du nombre d'étudiants bénéficiant du Programme de prêts et bourses pour 2017-2018 selon la forme de l'aide

Forme de l'aide	2017-2018 ¹
Prêt seulement	38 947
Bourse seulement ²	6 811
Prêt et bourse	111 177
Total	156 935

- 1. Données **partielles** pour l'ensemble de l'année d'attribution 2017-2018 (de septembre 2017 à août 2018) en date du 20 février 2018. De nouvelles demandes d'aide financière sont à venir. Pour cette raison, toutes comparaisons des données entre les années comportent un risque.
- 2. Étudiants ayant une déficience fonctionnelle majeure reconnue en vertu du règlement sur l'aide financière aux études.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste des cadres universitaires ayant une rémunération s'échelonnant 13 mois par année pour chaque institution/Université du réseau des Universités du Québec, pour 2017-2018.

RÉPONSE

Le Ministère n'a pas d'information à cet égard, ni pour l'année 2017-2018, ni pour les années antérieures. N'étant ni légalement, ni indirectement, l'employeur des personnes éventuellement concernées, il n'a pas accès à leurs dossiers individuels notamment au niveau des systèmes de paie.

Par ailleurs, en vertu de l'article 4.1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire, les universités doivent transmettre annuellement à la ministre un état du traitement de leur personnel de direction, afin qu'elle puisse le déposer à l'Assemblée nationale. Toutefois, la Loi n'exige pas qu'on y dévoile le détail des éléments de rémunération, autre que le salaire, constituant leur traitement et la séquence de celui-ci.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour 2017-2018, le coût pour la fonction enseignement (coût pour former un étudiant universitaire) par étudiant pour chaque programme universitaire :

- a) de premier cycle;
- b) de deuxième cycle;
- c) de troisième cycle.

RÉPONSE

Le coût de formation assumé par le gouvernement est composé essentiellement du financement accordé pour les fonctions enseignement, soutien à l'enseignement et à la recherche et entretien des terrains et des bâtiments.

- a) Au premier cycle, le financement accordé par le Ministère est basé sur le volume des activités et non sur les programmes. Nous avons posé les hypothèses suivantes :
- la durée de la formation est de 90 crédits,
 - l'ensemble de ces crédits sont associés à la famille disciplinaire.

Dans l'encadré, on retrouve le financement accordé par le Ministère, selon les paramètres de financement de l'année 2017-2018, et ce, pour la formation complète d'un étudiant (90 crédits), pour chacune des 23 familles de financement.

Famille de financement	1 ^{er} cycle (\$)
1 Médecine dentaire	97 635
2 Médecine vétérinaire	117 258
3 Optométrie	68 921
4 Spécialités non médicales en santé	35 107
5 Sciences infirmières	29 009
6 Pharmacie	25 018
7 Sciences pures	32 779
8 Mathématiques	25 018
9 Architecture et design de l'environnement	30 118
10 Génie	32 779
11 Informatique	25 018
12 Agriculture, foresterie et géodésie	65 373
13 Sciences humaines et sociales	21 249
14 Géographie	32 779
15 Éducation	27 236
16 Éducation physique	32 779
17 Administration	21 249
18 Beaux arts	41 870
19 Cinéma et photographie	30 118
20 Musique	45 972
21 Lettres	20 473
22 Droit	25 018
23 Médecine	54 508

- b) Au deuxième cycle, seulement le tiers des activités sont financées sur la base des programmes. Le Ministère pose les hypothèses suivantes :
- la durée de la formation est de 45 crédits,
 - l'ensemble de ces crédits sont associés à la famille disciplinaire.

Dans l'encadré, on retrouve le financement accordé par le Ministère, selon les paramètres de financement de l'année 2017-2018, et ce, pour la formation complète d'un étudiant (45 crédits), pour chacune des 23 familles de financement.

Famille de financement	2 ^{ème} cycle (\$)
1 Médecine dentaire	41 223
2 Médecine vétérinaire	56 855
3 Optométrie	41 223
4 Spécialités non médicales en santé	41 223
5 Sciences infirmières	17 387
6 Pharmacie	17 387
7 Sciences pures	41 223
8 Mathématiques	29 194
9 Architecture et design de l'environnement	29 194
10 Génie	29 194
11 Informatique	17 387
12 Agriculture, foresterie et géodésie	56 855
13 Sciences humaines et sociales	29 194
14 Géographie	41 223
15 Éducation	17 387
16 Éducation physique	29 194
17 Administration	17 387
18 Beaux arts	29 194
19 Cinéma et photographie	29 194
20 Musique	29 194
21 Lettres	29 194
22 Droit	29 194
23 Médecine	41 223
23 Médecine-résidents	23 318

- c) Au troisième cycle, la presque totalité des activités sont financées sur la base des programmes. Nous avons posé les hypothèses suivantes :
- la durée de la formation est de 90 crédits,
 - l'ensemble de ces crédits sont associés à la famille disciplinaire.

Dans l'encadré, on retrouve le financement accordé par le Ministère, selon les paramètres de financement de l'année 2017-2018, et ce, pour la formation complète d'un étudiant (90 crédits), pour chacune des 23 familles de financement.

Famille de financement	3 ^{ème} cycle (\$)
1 Médecine dentaire	127 901
2 Médecine vétérinaire	127 901
3 Optométrie	127 901
4 Spécialités non médicales en santé	127 901
5 Sciences infirmières	127 901
6 Pharmacie	127 901
7 Sciences pures	127 901
8 Mathématiques	113 821
9 Architecture et design de l'environnement	80 340
10 Génie	113 821
11 Informatique	80 340
12 Agriculture, foresterie et géodésie	113 821
13 Sciences humaines et sociales	80 340
14 Géographie	127 901
15 Éducation	80 340
16 Éducation physique	127 901
17 Administration	80 340
18 Beaux arts	80 340
19 Cinéma et photographie	80 340
20 Musique	80 340
21 Lettres	80 340
22 Droit	80 340
23 Médecine	127 901

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Le nombre d'étudiants par programme universitaire pour chacune des universités pour l'année 2017-2018.

RÉPONSE

Le tableau joint en annexe présente le nombre d'étudiants inscrits par discipline pour chacune des universités, pour l'année universitaire 2016-2017.

Les données concernant l'année universitaire 2017-2018 ne sont pas disponibles.

Effectif étudiant selon le trimestre, l'université, le cycle d'études, le type de diplôme recherché et la discipline, année 2016-2017

Direction des indicateurs et des statistiques.
Environnement informationnel, système Gestion des données sur l'effectif universitaire (GDEU).
Données en date du 1^{er} novembre 2017.

Somme de Effectif	Étiquettes de colonnes		
Étiquettes de lignes	Automne	Hiver	Été
École de technologie supérieure (978010)	8 381	8 059	6 501
Baccalauréat	5 147	5 010	3 475
Génie civil, constr. et transp (5358)	1 354	1 457	857
Génie élect, électro et commun (5359)	973	939	755
Génie industriel et administr. (5363)	669	646	481
Génie mécanique (5360)	1 208	1 135	913
Sans objet	298	271	7
Sciences de l'informatique (5340)	645	562	462
Maîtrise	943	913	788
Génie aérosp aéron. et astron. (5352)	166	148	128
Génie civil, constr. et transp (5358)	205	199	167
Génie élect, électro et commun (5359)	121	127	119
Génie industriel et administr. (5363)	50	48	42
Génie mécanique (5360)	91	86	78
Ingénierie (5350)	255	257	201
Sciences de l'informatique (5340)	55	48	53
Doctorat	534	548	509
Ingénierie (5350)	534	548	509
Certificats	379	365	233
Génie biologique et biomédical (5355)	3	3	3
Génie civil, constr. et transp (5358)	208	197	112
Génie élect, électro et commun (5359)	27	26	31
Génie industriel et administr. (5363)	103	103	74
Gestion et adminis des entrepr (5806)	27	24	12
Sans objet	11	12	1
Attestation	1 196	1 039	1 272
Administration des affaires (5800)	0	0	
Affaires sur le plan internat. (5813)			1
Droit (5600)	1	1	
Énergie (5270)	1	2	
Génie biologique et biomédical (5355)	1	1	
Génie civil, constr. et transp (5358)	11	10	8
Génie élect, électro et commun (5359)	8	5	6
Génie industriel et administr. (5363)	68	85	2
Génie mécanique (5360)	3	4	1
Gestion et adminis des entrepr (5806)	31	28	23
Ingénierie (5350)	1 062	887	1 222
Opérat. bancaires et finance (5804)	10	12	8
Santé communautaire et épidém. (5140)			1
Urbanisme (5338)		1	
Valeur indéterminée		3	
Diplômes	120	128	90
Énergie (5270)	8	10	8
Génie biologique et biomédical (5355)	1	1	1
Génie civil, constr. et transp (5358)	26	36	22
Génie élect, électro et commun (5359)	6	6	8
Génie industriel et administr. (5363)	13	17	9
Génie mécanique (5360)	3	8	3
Gestion et adminis des entrepr (5806)	31	22	19
Ingénierie (5350)	10	9	5
Santé communautaire et épidém. (5140)	9	7	6
Sciences de l'informatique (5340)	13	12	9
Sans objet	62	56	134
Sans objet	62	56	134
École des hautes études commerciales de Montréal (976001)	13 186	12 850	6 633
Baccalauréat	3 870	3 689	1 202
Administration des affaires (5800)	3 870	3 689	1 202
Maîtrise	1 545	1 499	1 097
Administration des affaires (5800)	346	369	295
Affaires sur le plan internat. (5813)	136	132	87
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	29	27	37
Droit (5600)	34	16	27
Économie des affaires (5817)	41	46	17
Génie industriel et administr. (5363)	27	24	14
Gestion de la production (5871)	81	74	57
Gestion du personnel (5815)	42	43	27
Gestion et adminis des entrepr (5806)	518	476	386
Marketing et achats (5809)	86	84	54
Opérat. bancaires et finance (5804)	128	135	56
Sciences de l'informatique (5340)	77	73	40
Doctorat	122	116	112
Administration des affaires (5800)	122	116	112
Certificats	5 563	5 515	3 046
Administration des affaires (5800)	1 452	1 542	786
Affaires sur le plan internat. (5813)	85	72	37
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	846	824	530
Gestion de la production (5871)	391	376	245
Gestion du personnel (5815)	591	547	308
Gestion et adminis des entrepr (5806)	1 273	1 261	717
Marketing et achats (5809)	258	244	118
Opérat. bancaires et finance (5804)	365	351	192
Recherche opérationnelle (5807)	45	80	

Sciences de l'informatique (5340)	257	218	113
Attestation	200	209	60
Administration des affaires (5800)	49	55	32
Affaires sur le plan internat. (5813)	4	4	
Gestion de la production (5871)	16	15	
Gestion des services de santé (5851)	14		
Gestion du personnel (5815)	8	10	3
Gestion et adminis des entrepr (5806)	52	59	3
Marketing et achats (5809)	42	48	15
Recherche opérationnelle (5807)	15	18	7
Diplômes	1 229	1 267	791
Administration des affaires (5800)	217	228	91
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	256	307	410
Gestion du personnel (5815)	33	39	20
Gestion et adminis des entrepr (5806)	562	525	254
Opérat. bancaires et finance (5804)	127	137	16
Sans objet	34	6	
Valeur indéterminée		25	
Sans objet	657	555	325
Sans objet	657	555	325
École nationale d'administration publique (978007)	1 648	1 677	1 100
Maîtrise	958	1 000	669
Administration des affaires (5800)	18	15	13
Administration publique (5880)	693	726	479
Affaires sur le plan internat. (5813)	96	93	81
Gestion des services de santé (5851)	88	93	51
Gestion du personnel (5815)	63	73	45
Doctorat	63	61	61
Administration publique (5880)	63	61	61
Attestation	304	339	172
Administration publique (5880)	201	251	112
Affaires sur le plan internat. (5813)	7	11	3
Génie industriel et administr. (5363)	6	8	2
Gestion des services de santé (5851)	29	27	23
Gestion du personnel (5815)	15	15	7
Information de gestion (5803)	9	6	6
Opérat. bancaires et finance (5804)	8	4	3
Pluridiscipl. (administration) (5888)	29	17	16
Diplômes	292	255	176
Administration publique (5880)	222	189	137
Affaires sur le plan internat. (5813)	30	23	21
Gestion des services de santé (5851)	27	31	8
Gestion du personnel (5815)	13	12	10
Sans objet	31	22	22
Sans objet	31	22	22
École Polytechnique de Montréal (976002)	7 845	7 439	4 064
Baccalauréat	4 911	4 702	2 511
Génie aérosp aéron. et astron. (5352)	224	197	114
Génie biologique et biomédical (5355)	144	140	55
Génie chimique (5356)	418	401	229
Génie civil, constr. et transp (5358)	813	752	446
Génie élect, électro et commun (5359)	455	449	221
Génie géologique (5361)	103	87	79
Génie industriel et administr. (5363)	455	448	228
Génie inform. et construc. Ord (5373)	350	335	148
Génie mécanique (5360)	973	953	489
Génie minier (5368)	161	151	127
Génie physique (5369)	279	251	110
Sans objet	21	30	
Sciences de l'informatique (5340)	515	508	265
Maîtrise	900	994	731
G. métallurg. et des matériaux (5364)	6	5	6
Génie aérosp aéron. et astron. (5352)	59	72	46
Génie biologique et biomédical (5355)	44	52	32
Génie chimique (5356)	47	51	40
Génie civil, constr. et transp (5358)	160	162	114
Génie élect, électro et commun (5359)	57	65	45
Génie géologique (5361)	27	33	26
Génie industriel et administr. (5363)	191	196	154
Génie inform. et construc. Ord (5373)	105	125	87
Génie mécanique (5360)	89	109	78
Génie nucléaire (5370)	49	65	41
Génie physique (5369)	38	34	36
Mathématiques appliquées (5233)	28	25	26
Doctorat	679	674	671
G. métallurg. et des matériaux (5364)	23	21	18
Génie biologique et biomédical (5355)	56	54	57
Génie chimique (5356)	76	77	75
Génie civil, constr. et transp (5358)	52	52	53
Génie élect, électro et commun (5359)	101	96	98
Génie géologique (5361)	24	21	25
Génie industriel et administr. (5363)	81	84	79
Génie inform. et construc. Ord (5373)	74	72	72
Génie mécanique (5360)	101	100	101
Génie nucléaire (5370)	8	8	9
Génie physique (5369)	35	37	37
Mathématiques appliquées (5233)	48	52	47
Certificats	586	625	36
Art dramatique (5907)	5	2	
Génie aérosp aéron. et astron. (5352)	12	13	1
Génie biologique et biomédical (5355)	23	20	6
Génie civil, constr. et transp (5358)	70	76	6

Génie élect, électro et commun (5359)	70	62	9
Génie industriel et administr. (5363)	42	39	
Génie mécanique (5360)	58	55	6
Ingénierie (5350)	32	30	
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	110	131	
Sans objet	8	9	6
Sciences de l'informatique (5340)	156	188	2
Attestation	274	84	11
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)		1	
Ergonomie (5145)	4	4	1
Génie civil, constr. et transp (5358)	7	7	
Génie élect, électro et commun (5359)	1	1	
Génie industriel et administr. (5363)	2	5	
Ingénierie (5350)	243	49	0
Sans objet	6	4	10
Sciences de l'informatique (5340)	10	12	
Urbanisme (5338)	1	1	
Diplômes	202	179	87
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	18	15	4
Ergonomie (5145)	8	7	1
Études plurisectorielles (8000)	2	1	1
G. métallurg. et des matériaux (5364)	1	2	
Génie biologique et biomédical (5355)	7	3	1
Génie chimique (5356)	4	5	2
Génie civil, constr. et transp (5358)	58	57	26
Génie élect, électro et commun (5359)	10	7	3
Génie géologique (5361)	4	6	1
Génie industriel et administr. (5363)	39	34	17
Génie inform. et construc. Ord (5373)	15	10	11
Génie mécanique (5360)	12	12	5
Génie nucléaire (5370)	1		
Génie physique (5369)	1	1	1
Ingénierie (5350)	15	13	9
Mathématique (5230)	5	3	2
Sciences de l'informatique (5340)	2	3	3
Sans objet	293	181	17
Sans objet	293	181	17
Institut national de la recherche scientifique (978008)	646	637	634
Maîtrise	214	204	185
Démographie (5445)	3	4	3
Énergie (5270)	11	12	12
Études urbaines (5444)	29	30	25
Génie élect, électro et commun (5359)	20	17	24
Hydrologie, sciences de l'eau (5271)	54	43	39
Microbiologie (5211)	25	27	21
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	33	33	32
Sciences de la terre (5247)	23	23	17
Sciences sociales (5430)	16	14	12
Valeur indéterminée		1	
Doctorat	398	390	394
Démographie (5445)	2	1	3
Énergie (5270)	114	114	112
Études urbaines (5444)	36	33	29
Génie élect, électro et commun (5359)	47	46	50
Hydrologie, sciences de l'eau (5271)	71	66	73
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	20	21	25
Sciences biologiques (5200)	72	73	64
Sciences de la terre (5247)	36	34	38
Valeur indéterminée		2	
Attestation	2	0	1
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	1		
Urbanisme (5338)	1	0	1
Diplômes			1
Sciences sociales (5430)			1
Sans objet	32	43	53
Sans objet	32	43	53
Télé-université (978011)	7 252	7 938	4 806
Baccalauréat	1 469	1 448	1 106
Administration des affaires (5800)	793	764	576
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	1	1	
Communications et journalisme (5410)	126	120	84
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	35	26	20
Éduc. des adul. et form perm. (5712)	57	56	45
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	8	8	7
Études plurisectorielles (8000)	226	229	163
Franç. en génér et lang matern (5590)	6	3	4
Gestion des services de santé (5851)	5	5	9
Gestion du personnel (5815)	49	70	60
Gestion et adminis des entrepr (5806)	5	14	9
Opérat. bancaires et finance (5804)	7	7	10
Pluridiscipl. (administration) (5888)	71	75	50
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)		1	1
Pluridisciplinaire (lettres) (5595)	23	17	21
Psychologie (5420)	14	13	12
Relations industrielles (5816)	29	23	19
Sans objet	4	3	5
Sciences de l'informatique (5340)	7	10	8
Sciences sociales (5430)	3	2	3
Traduction (5571)			0
Valeur indéterminée		1	
Maîtrise	112	109	48
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	71	70	28

Sciences de l'informatique (5340)	41	39	20
Doctorat	11	11	10
Sciences de l'informatique (5340)	11	11	10
Certificats	3 259	3 326	2 175
Administration des affaires (5800)	755	786	494
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	24	27	18
Communications et journalisme (5410)	155	154	92
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	312	307	250
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	70	68	33
Ethnologie et ethnographie (5470)	10	12	4
Études plurisectorielles (8000)	129	120	99
Franç. en génér et lang matern (5590)	35	44	25
Gestion des services de santé (5851)	181	167	114
Gestion du personnel (5815)	570	589	377
Gestion et adminis des entrepr (5806)	145	144	85
Opérat. bancaires et finance (5804)	301	301	200
Psychologie (5420)	210	200	151
Relations industrielles (5816)	124	134	85
Sciences de l'informatique (5340)	132	139	82
Sciences sociales (5430)	39	35	24
Traduction (5571)	67	86	42
Valeur indéterminée		13	
Attestation	1 500	2 145	804
Administration des affaires (5800)	11	9	12
Anglais, langue seconde (5593)	325	524	156
Animation sociale ou communaut (5478)	10	2	4
Communications et journalisme (5410)	29	29	24
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	144	125	90
Didactique (art d'enseigner) (5702)	23	25	11
Éduc. des adul. et form perm. (5712)	49	41	22
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	10	5	7
Études plurisectorielles (8000)	32	62	
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	29	25	27
Franç. en génér et lang matern (5590)	83	57	53
Francais, langue seconde (5591)	62	536	51
Génie industriel et administr. (5363)	11	9	6
Génie inform. et construc. Ord (5373)	28	31	20
Géographie (5436)	3	1	1
Gestion des services de santé (5851)	14	12	5
Gestion du personnel (5815)	84	77	45
Gestion et adminis des entrepr (5806)	181	177	94
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	26	26	16
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	4	1	4
Opérat. bancaires et finance (5804)	8	4	6
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	148	157	6
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	11	7	6
Pluridisciplinaire (lettres) (5595)	12	12	4
Psychologie (5420)	46	58	51
Ressources naturelles (5300)	8	7	6
Sans objet		0	
Santé communautaire et épidém. (5140)	54	71	36
Sciences de l'informatique (5340)	32	29	24
Traduction (5571)	23	26	17
Diplômes	371	354	138
Didactique (art d'enseigner) (5702)	37	34	15
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	10	13	5
Génie inform. et construc. Ord (5373)	16	16	7
Opérat. bancaires et finance (5804)	60	49	36
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	13	10	1
Santé communautaire et épidém. (5140)	235	232	74
Sans objet	530	545	525
Sans objet	530	545	525
Université Bishop's (981000)	2 798	2 706	719
Baccalauréat	2 453	2 399	472
Administration des affaires (5800)	73	77	27
Affaires sur le plan internat. (5813)	13	20	4
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	89	89	17
Art dramatique (5907)	34	33	12
Arts plas (peint,dessin,sculpt (5902)	59	56	18
Biochimie (5214)	36	32	3
Chimie (5245)	23	23	3
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	62	73	22
Criminologie (5439)	6	11	2
Didactique (art d'enseigner) (5702)	29	30	6
Économique (5434)	51	46	14
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	8	8	2
Études plurisectorielles (8000)	99	103	30
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	35	35	
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	14	13	
Formation des enseign. au sec. (5708)	116	118	17
Franç. en génér et lang matern (5590)	11	10	5
Génie industriel et administr. (5363)	19	21	6
Gestion du personnel (5815)	15	18	5
Gestion et adminis des entrepr (5806)	343	181	53
Histoire (5435)	35	37	4
Histoire de l'art (5903)	7	10	1
Humanités gré-lat et arch clas (5584)	9	9	2
Ingénierie (5350)		0	0
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	48	46	3
Marketing et achats (5809)	39	42	13
Mathématique (5230)	9	8	1
Musique (5905)	27	25	7

Opérat. bancaires et finance (5804)	57	89	11
Philosophie (5495)	15	15	2
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	113	121	25
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	6	4	1
Pluridisciplinaire (lettres) (5595)	3	2	
Pluridisciplinaire (sc. pures) (5299)	3	3	
Psychologie (5420)	423	401	66
Science politique (5437)	134	127	24
Sciences biologiques (5200)	124	125	12
Sciences de l'informatique (5340)	54	49	18
Sciences physiques (5240)	20	22	2
Sciences religieuses (5498)	9	8	
Sciences sociales et humanités (5494)	36	37	5
Sociologie (5438)	144	145	28
Traduction (5571)	3	1	1
Valeur indéterminée		76	
Maîtrise	48	57	41
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	1		1
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	36	36	33
Sciences de l'informatique (5340)	6	16	4
Sciences physiques (5240)	5	5	3
Certificats	27	27	16
Administration des affaires (5800)	6	4	11
Anglais, langue seconde (5593)		1	
Beaux-arts et arts appliqués (5900)	6	4	3
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	1	3	
Psychologie (5420)	3	3	2
Sc. et technologie aliments (5313)	10	11	
Sciences de l'informatique (5340)	1	1	
Attestation		7	
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)		7	
Sans objet	270	216	190
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	1		
Pluridisciplinaire (sc. pures) (5299)		1	
Sans objet	261	202	190
Science politique (5437)	7	11	
Sciences sociales et humanités (5494)	1	1	
Valeur indéterminée		1	
Université Concordia (980000)	37 570	37 302	17 754
Baccalauréat	27 481	27 115	11 524
Actuariat (5234)	60	55	37
Administration des affaires (5800)	226	212	133
Affaires sur le plan internat. (5813)	527	467	275
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	670	670	212
Animation sociale ou communaut (5478)	867	854	303
Anthropologie (5432)	296	288	80
Art dramatique (5907)	196	188	51
Arts graph. (communicat. Graph (5971)	187	178	33
Arts plas (peint,dessin,sculpt (5902)	254	246	53
Beaux-arts et arts appliqués (5900)	449	435	102
Biochimie (5214)	388	396	156
Chimie (5245)	93	101	39
Cinématographie (5910)	707	662	122
Communications et journalisme (5410)	685	643	169
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	1 721	1 640	1 139
Design app(cér,tiss,orfè,décor (5909)	277	269	58
Didactique (art d'enseigner) (5702)	190	186	40
Économique (5434)	1 282	1 340	558
Éduc. des adul. et form perm. (5712)	8	9	1
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	82	88	18
Études géopolitiques (5400)	184	183	34
Études plurisectorielles (8000)	323	335	106
Études urbaines (5444)	312	296	109
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	168	163	98
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	200	186	108
Format des enseign. au préscol (5703)	310	305	131
Franç. en génér et lang matern (5590)	100	101	25
Génie aérosp aéron. et astron. (5352)	20	26	14
Génie civil, constr. et transp (5358)	884	889	582
Génie élect, électro et commun (5359)	410	403	228
Génie industriel et administr. (5363)	311	322	192
Génie inform. et construc. Ord (5373)	251	272	135
Génie mécanique (5360)	1 025	1 019	606
Géographie (5436)	295	294	81
Gestion de la production (5871)	284	296	153
Gestion du personnel (5815)	260	244	144
Gestion et adminis des entrepr (5806)	427	384	176
Histoire (5435)	446	443	125
Histoire de l'art (5903)	196	170	51
Humanités gré-lat et arch clas (5584)	115	120	26
Information de gestion (5803)	3	4	1
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	141	131	45
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	239	249	74
Marketing et achats (5809)	909	837	470
Mathématique (5230)	212	200	88
Mouv expressif,danse,mime,ryth (5908)	53	52	2
Musique (5905)	259	254	46
Opérat. bancaires et finance (5804)	1 837	1 737	1 033
Philosophie (5495)	259	254	60
Photographie (5911)	175	163	42
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	141	112	48
Pluridiscipl. (administration) (5888)	1		1

Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	127	130	58
Pluridisciplinaire (arts) (5989)	76	70	18
Pluridisciplinaire (lettres) (5595)	1	1	1
Pluridisciplinaire (sc. pures) (5299)	258	268	93
Probabilités et statistiques (5232)	77	78	31
Psychologie (5420)	1 347	1 370	416
Récréologie (5480)	242	234	76
Sans objet	53	58	22
Sc. de l'activité physique (5380)	453	464	182
Science politique (5437)	1 254	1 283	438
Sciences biologiques (5200)	695	716	260
Sciences de l'informatique (5340)	1 674	1 710	866
Sciences physiques (5240)	128	143	41
Sciences religieuses (5498)	113	111	41
Sociologie (5438)	787	800	273
Traduction (5571)	281	294	95
Valeur indéterminée		14	
Maîtrise	4 301	4 405	3 174
Administration des affaires (5800)	340	330	264
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	69	67	36
Animation sociale ou communaut (5478)	124	100	102
Anthropologie (5432)	18	20	20
Beaux-arts et arts appliqués (5900)	153	147	111
Chimie (5245)	33	33	26
Cinématographie (5910)	30	31	20
Communications et journalisme (5410)	57	55	41
Didactique (art d'enseigner) (5702)	89	96	60
Économique (5434)	60	70	37
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	57	53	46
Études plurisectorielles (8000)	10	9	
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	37	38	33
Format des enseign. au préscol (5703)	47	49	30
Formation des enseign. au sec. (5708)	12	10	10
Franç. en génér et lang matern (5590)	12	9	12
Génie aérosp aéron. et astron. (5352)	56	57	37
Génie civil, constr. et transp (5358)	437	477	306
Génie élect, électro et commun (5359)	346	356	250
Génie industriel et administr. (5363)	105	117	64
Génie inform. et construc. Ord (5373)	269	277	209
Génie mécanique (5360)	331	374	249
Géographie (5436)	40	37	42
Gestion de la production (5871)	4	4	
Gestion et adminis des entrepr (5806)	38	36	34
Histoire (5435)	26	22	22
Histoire de l'art (5903)	45	43	35
Ingénierie (5350)	183	207	127
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	16	13	20
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	42	40	35
Marketing et achats (5809)	39	37	20
Mathématique (5230)	47	48	35
Opérat. bancaires et finance (5804)	171	169	121
Philosophie (5495)	30	29	22
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	96	94	68
Pluridisciplinaire (sc. pures) (5299)			1
Psychologie (5420)	28	31	33
Sc. de l'activité physique (5380)	30	27	20
Science politique (5437)	62	71	53
Sciences biologiques (5200)	51	47	50
Sciences de l'informatique (5340)	462	453	321
Sciences physiques (5240)	10	11	6
Sciences religieuses (5498)	45	44	41
Sciences sociales et humanités (5494)	22	22	23
Sociologie (5438)	33	34	24
Traduction (5571)	89	87	58
Valeur indéterminée		24	
Doctorat	1 337	1 343	1 178
Administration des affaires (5800)	4	5	3
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	6	6	3
Anthropologie (5432)	28	27	19
Beaux-arts et arts appliqués (5900)	18	20	14
Chimie (5245)	22	23	24
Cinématographie (5910)	44	42	37
Communications et journalisme (5410)	41	36	31
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	15	16	12
Didactique (art d'enseigner) (5702)	2	1	2
Économique (5434)	52	51	37
Études plurisectorielles (8000)	55	50	46
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	19	17	17
Génie civil, constr. et transp (5358)	147	157	144
Génie élect, électro et commun (5359)	140	149	131
Génie industriel et administr. (5363)	29	31	28
Génie inform. et construc. Ord (5373)	1	9	
Génie mécanique (5360)	84	80	86
Géographie (5436)	7	8	
Gestion et adminis des entrepr (5806)	22	21	20
Histoire (5435)	19	18	23
Histoire de l'art (5903)	26	25	21
Ingénierie (5350)	2	2	2
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	2	2	1
Marketing et achats (5809)	22	22	20
Mathématique (5230)	23	22	17
Opérat. bancaires et finance (5804)	29	29	26

Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	45	47	39
Pluridisciplinaire (sc. pures) (5299)	5	3	5
Psychologie (5420)	88	84	77
Recherche opérationnelle (5807)	7	5	7
Science politique (5437)	22	22	18
Sciences biologiques (5200)	42	44	36
Sciences de l'informatique (5340)	163	158	136
Sciences physiques (5240)	16	17	15
Sciences religieuses (5498)	27	31	24
Sciences sociales et humanités (5494)	63	63	57
Certificats	1 167	1 283	344
Administration des affaires (5800)	186	240	15
Animation sociale ou communaut (5478)	4	7	2
Éduc. des adul. et form perm. (5712)	28	24	11
Études géopolitiques (5400)	4	2	1
Études plurisectorielles (8000)	481	493	124
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	24	21	14
Franç. en génér et lang matern (5590)	7	7	2
Génie civil, constr. et transp (5358)	9	7	3
Génie mécanique (5360)	8	8	3
Gestion du personnel (5815)	1		1
Gestion et adminis des entrepr (5806)	1		
Information de gestion (5803)	93	90	52
Ingénierie (5350)	3	1	1
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	15	12	2
Marketing et achats (5809)	1	1	1
Pédagogie universitaire (5711)	1	3	3
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	15	17	2
Pluridiscipl. (sc. appliquées) (5393)	148	185	58
Pluridisciplinaire (sc. pures) (5299)	131	152	45
Sciences de l'informatique (5340)			1
Sciences religieuses (5498)	6	7	3
Traduction (5571)	1	3	
Valeur indéterminée		3	
Diplômes	628	616	479
Administration des affaires (5800)	157	167	60
Animation sociale ou communaut (5478)	35	36	17
Communications et journalisme (5410)	50	50	49
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	223	228	290
Didactique (art d'enseigner) (5702)	8	7	5
Économique (5434)	20	15	1
Éduc. des adul. et form perm. (5712)	7	6	2
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	7	6	
Psycho-éducation (5473)	23	21	12
Psychologie (5420)	8	3	2
Sciences biologiques (5200)	19	16	
Sciences de l'informatique (5340)	51	42	33
Traduction (5571)	20	19	8
Sans objet	2 656	2 540	1 055
Beaux-arts et arts appliqués (5900)	0	0	
Chimie (5245)		2	
Communications et journalisme (5410)	1		
Économique (5434)	2	4	1
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	3	1	
Études plurisectorielles (8000)	0	0	
Format des enseign. au préscol (5703)	0		
Génie aérosp aéron. et astron. (5352)		0	
Génie civil, constr. et transp (5358)	3	3	2
Génie élect, électro et commun (5359)	1	1	5
Génie industriel et administr. (5363)	1	2	1
Génie inform. et construc. Ord (5373)	0	1	0
Génie mécanique (5360)	0	3	1
Gestion de la production (5871)	1	1	
Gestion et adminis des entrepr (5806)	0	0	
Histoire (5435)	1	1	
Ingénierie (5350)	0	0	
Marketing et achats (5809)	0	1	1
Mathématique (5230)	0		
Opérat. bancaires et finance (5804)	1	0	
Philosophie (5495)	0		
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	0	1	
Sans objet	2 637	2 512	1 035
Sc. fondam. et app de la santé (5102)			1
Science politique (5437)	0	0	
Sciences biologiques (5200)	0	0	
Sciences de l'informatique (5340)	3	7	6
Sciences physiques (5240)			1
Sciences religieuses (5498)	2		1
Valeur indéterminée		0	
Université de Montréal (976000)	46 209	44 097	19 151
Baccalauréat	23 283	22 213	5 525
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	40	36	13
Animation sociale ou communaut (5478)	2	6	6
Anthropologie (5432)	293	273	77
Architecture (5332)	245	227	33
Architecture paysagiste (5334)	124	111	22
Beaux-arts et arts appliqués (5900)	108	97	11
Biochimie (5214)	300	262	72
Chimie (5245)	183	191	63
Cinématographie (5910)	280	254	35
Communications et journalisme (5410)	407	366	155
Coopération (5870)			1

Criminologie (5439)	365	344	116
Design de l'environnement (5330)	146	136	47
Design industriel (5337)	224	209	59
Diététique et nutrition (5115)	279	220	6
Droit (5600)	1 182	1 122	458
Économique (5434)	292	273	151
Ergothérapie (5120)	334	316	2
Études géopolitiques (5400)	4	2	1
Études plurisectorielles (8000)	314	301	139
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	989	949	200
Form. ens. spéc adap sco(ortho) (5706)	568	532	140
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	317	293	55
Formation des enseign. au sec. (5708)	496	460	77
Franç. en génér et lang matern (5590)	175	162	44
Géographie (5436)	199	190	50
Gestion et adminis des entrepr (5806)	2	1	
Histoire (5435)	240	230	28
Histoire de l'art (5903)	81	78	9
Humanités gré-lat et arch clas (5584)	27	24	4
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	83	81	10
Lang. et lit. franç. ou angl. (5580)	17	13	2
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	89	72	21
Littérature comparée (5583)	38	39	8
Mathématique (5230)	430	410	191
Médecine (5106)	1 388	1 388	101
Médecine dentaire (5110)	423	422	84
Médecine vétérinaire (5180)	431	428	45
Microbiologie (5211)	224	197	50
Musique (5905)	320	283	22
Optométrie (5111)	228	225	45
Orthophonie et audiologie (5123)	301	302	6
Pharmacie, sc pharmaceutiques (5112)	955	924	3
Philosophie (5495)	89	81	16
Physiothérapie (5121)	279	265	12
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	1 410	1 358	362
Pluridisciplinaire (lettres) (5595)	36	27	6
Pluridisciplinaire (sc. pures) (5299)	61	53	9
Psycho-éducation (5473)	290	283	92
Psychologie (5420)	1 077	1 099	360
Relations industrielles (5816)	619	555	249
Sans objet	1 520	1 440	675
Santé communautaire et épidém. (5140)	22	22	16
Sc. de l'activité physique (5380)	338	304	75
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	517	439	111
Sc. infirmières et nursing (5104)	1 218	1 249	90
Science politique (5437)	760	733	253
Sciences biologiques (5200)	399	406	110
Sciences de l'informatique (5340)	210	214	79
Sciences physiques (5240)	155	153	15
Sciences religieuses (5498)	4	7	2
Service social (5477)	487	470	122
Sociologie (5438)	180	167	73
Traduction (5571)	292	275	103
Urbanisme (5338)	177	164	33
Maîtrise	5 965	5 434	4 142
Administration des affaires (5800)	24	14	18
Administration scolaire (5850)	43	37	24
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	24	24	20
Anthropologie (5432)	86	74	83
Architecture (5332)	134	110	12
Architecture paysagiste (5334)	37	33	14
Architecture urbaine et aménag (5335)	97	88	61
Bibliothéconomie et archivist. (5890)	249	222	72
Biochimie (5214)	36	39	30
Chimie (5245)	54	48	58
Cinématographie (5910)	89	85	67
Communications et journalisme (5410)	57	47	42
Criminologie (5439)	194	163	156
Démographie (5445)	30	33	21
Didactique (art d'enseigner) (5702)	91	74	88
Diététique et nutrition (5115)	46	50	44
Droit (5600)	325	277	250
Économique (5434)	45	37	23
Éduc. des adul. et form perm. (5712)	5	6	2
Ergothérapie (5120)	213	105	3
Études plurisectorielles (8000)	218	217	159
Form. ens. spéc adap sco(ortho) (5706)	127	108	72
Formation des enseign. au sec. (5708)	137	126	95
Franç. en génér et lang matern (5590)	105	117	91
Génie biologique et biomédical (5355)	39	41	31
Géographie (5436)	49	46	51
Gestion des services de santé (5851)	82	71	94
Histoire (5435)	70	67	63
Histoire de l'art (5903)	51	42	50
Humanités gré-lat et arch clas (5584)	9	14	14
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	57	57	46
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	11	13	8
Littérature comparée (5583)	33	34	26
Mathématique (5230)	28	27	23
Médecine dentaire (5110)	26	22	24
Médecine vétérinaire (5180)	72	69	75
Microbiologie (5211)	40	34	35

Musique (5905)	137	130	79
Opérat. bancaires et finance (5804)	33	35	15
Optométrie (5111)	34	35	20
Orthophonie et audiologie (5123)	104	96	83
Pédagogie universitaire (5711)	6	6	6
Pharmacie, sc pharmaceutiques (5112)	206	157	170
Philosophie (5495)	114	102	91
Physiothérapie (5121)	97	93	116
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	62	58	56
Probabilités et statistiques (5232)	28	29	16
Psycho-éducation (5473)	171	166	56
Psychologie (5420)	46	47	39
Relations industrielles (5816)	135	162	121
Sans objet	231	200	43
Santé communautaire et épidém. (5140)	209	201	133
Sc. de l'activité physique (5380)	57	46	24
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	225	218	210
Sc. infirmières et nursing (5104)	190	179	132
Science politique (5437)	175	163	154
Sciences biologiques (5200)	92	87	101
Sciences de l'informatique (5340)	87	86	70
Sciences physiques (5240)	56	53	44
Sciences religieuses (5498)	43	40	34
Service social (5477)	143	128	105
Sociologie (5438)	93	92	75
Traduction (5571)	66	58	36
Urbanisme (5338)	92	96	68
Doctorat	2 946	2 818	2 695
Administration scolaire (5850)	18	17	20
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	30	27	30
Anthropologie (5432)	71	64	65
Architecture urbaine et aménag (5335)	60	52	50
Bibliothéconomie et archivist. (5890)	17	16	14
Biochimie (5214)	104	101	98
Chimie (5245)	96	85	98
Cinématographie (5910)	48	48	40
Communications et journalisme (5410)	28	26	24
Criminologie (5439)	35	32	35
Démographie (5445)	17	19	17
Didactique (art d'enseigner) (5702)	70	64	65
Diététique et nutrition (5115)	16	17	11
Droit (5600)	96	100	102
Économique (5434)	31	30	29
Éduc. des adul. et form perm. (5712)	6	7	4
Études plurisectorielles (8000)	15	14	12
Franç. en génér et lang matern (5590)	61	61	57
Génie biologique et biomédical (5355)	24	27	21
Géographie (5436)	24	23	23
Histoire (5435)	68	64	66
Histoire de l'art (5903)	39	35	37
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	65	58	57
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	12	10	12
Mathématique (5230)	27	27	24
Médecine vétérinaire (5180)	41	42	43
Microbiologie (5211)	49	47	52
Musique (5905)	79	75	67
Optométrie (5111)	13	14	13
Pharmacie, sc pharmaceutiques (5112)	79	72	86
Philosophie (5495)	59	56	48
Physiothérapie (5121)	20	21	14
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	73	68	67
Pluridiscipl. (sc de la santé) (5199)	13	15	11
Probabilités et statistiques (5232)	11	8	9
Psycho-éducation (5473)	25	23	23
Psychologie (5420)	319	305	275
Relations industrielles (5816)	23	25	25
Sans objet	28	23	6
Santé communautaire et épidém. (5140)	118	110	97
Sc. de l'activité physique (5380)	28	25	26
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	231	230	224
Sc. infirmières et nursing (5104)	31	29	25
Science politique (5437)	74	62	61
Sciences biologiques (5200)	182	181	173
Sciences de l'informatique (5340)	126	123	111
Sciences physiques (5240)	62	62	65
Sciences religieuses (5498)	48	42	44
Sciences sociales et humanités (5494)	43	45	39
Service social (5477)	24	22	20
Sociologie (5438)	46	48	37
Traduction (5571)	23	21	23
Certificats	7 976	7 826	3 732
Administration publique (5880)	95	81	28
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	23	21	4
Animation sociale ou communaut (5478)	240	237	115
Anthropologie (5432)	47	40	11
Bibliothéconomie et archivist. (5890)	101	102	40
Chimie (5245)	15	16	5
Cinématographie (5910)	43	32	3
Communications et journalisme (5410)	480	409	198
Coopération (5870)	113	95	65
Criminologie (5439)	792	781	301
Démographie (5445)	3	5	

Design de l'environnement (5330)	33	25	1
Didactique (art d'enseigner) (5702)	8	2	
Droit (5600)	654	627	350
Économique (5434)	71	81	37
Ergothérapie (5120)	2	4	
Ethnologie et ethnographie (5470)	5	1	
Études géopolitiques (5400)	18	21	2
Études plurisectorielles (8000)	1 190	1 214	293
Franç. en génér et lang matern (5590)	114	114	47
Francais, langue seconde (5591)	206	214	186
Géographie (5436)	12	15	1
Gestion des services de santé (5851)	189	183	145
Gestion et adminis des entrepr (5806)	86	87	48
Histoire (5435)	21	20	2
Histoire de l'art (5903)	67	60	4
Humanités gré-lat et arch clas (5584)	8	8	1
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	55	48	13
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	19	16	1
Littérature comparée (5583)	7	7	
Mathématique (5230)	28	27	15
Musicologie (histoire, littér. (5906)	13	17	1
Musique (5905)	27	26	2
Philosophie (5495)	22	20	2
Physiothérapie (5121)	23	41	19
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	488	491	329
Psycho-éducation (5473)	92	82	29
Psychologie (5420)	37	46	17
Relations industrielles (5816)	393	396	172
Santé communautaire et épidém. (5140)	1 068	1 034	637
Sc. et technologie aliments (5313)	34	20	21
Sc. infirmières et nursing (5104)	9	9	9
Science politique (5437)	14	24	4
Sciences biologiques (5200)	13	14	1
Sciences de l'informatique (5340)	223	219	103
Sciences médiévales (5475)	5	3	
Sciences physiques (5240)	9	12	
Sciences religieuses (5498)	20	23	4
Service social (5477)	499	505	358
Sociologie (5438)	33	40	11
Traduction (5571)	175	168	97
Urbanisme (5338)	34	22	
Valeur indéterminée		21	
Attestation	1 118	1 013	551
Administration scolaire (5850)	54	41	12
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	4	4	2
Animation sociale ou communaut (5478)		0	1
Anthropologie (5432)	2	2	1
Communications et journalisme (5410)	1		
Criminologie (5439)	7	4	1
Didactique (art d'enseigner) (5702)	182	204	176
Diététique et nutrition (5115)	6	2	
Droit (5600)	59	58	14
Ergothérapie (5120)	1	1	
Études plurisectorielles (8000)	9	7	7
Form. des enseignants au coll. (5710)	161	159	67
Form. ens. spéc adap sco(ortho (5706)	10	5	3
Franç. en génér et lang matern (5590)	4	2	
Génétique (5222)	8	5	
Génie biologique et biomédical (5355)	6	5	
Géodésie (arpentage) (5371)	8	9	1
Gestion des services de santé (5851)	60	33	39
Gestion du personnel (5815)	6	6	2
Gestion et adminis des entrepr (5806)	2	1	
Humanités gré-lat et arch clas (5584)	0	0	
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	16	19	3
Mathématique (5230)	3		8
Médecine vétérinaire (5180)	14	15	21
Optométrie (5111)	8	8	
Orthophonie et audiologie (5123)	5	4	
Pédagogie universitaire (5711)		2	
Pharmacie, sc pharmaceutiques (5112)	63	47	35
Philosophie (5495)	7	4	
Physiothérapie (5121)	40	50	25
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	5	3	1
Pluridiscipl. (sc de la santé) (5199)	41	34	4
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	2	2	
Probabilités et statistiques (5232)	3	1	0
Psycho-éducation (5473)	31	28	5
Psychologie (5420)	7	5	4
Relations industrielles (5816)	3	1	2
Sans objet	94	96	37
Santé communautaire et épidém. (5140)	47	36	14
Sc. de l'activité physique (5380)	1	1	
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	16	12	2
Sc. infirmières et nursing (5104)	54	38	30
Science politique (5437)	1	2	2
Sciences de l'informatique (5340)	46	36	27
Sciences religieuses (5498)	1	2	1
Sciences sociales (5430)	12	8	3
Sociologie (5438)	1		1
Urbanisme (5338)	7	7	
Valeur indéterminée		4	

Diplômes	2 193	2 104	776
Administration publique (5880)	56	49	30
Administration scolaire (5850)	178	183	57
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	12	11	2
Anthropologie (5432)	29	24	7
Autres professions de la santé (5150)	16	15	
Chimie (5245)	11	12	5
Cinématographie (5910)	46	49	5
Communications et journalisme (5410)	110	108	28
Criminologie (5439)	154	135	32
Démographie (5445)	2	4	
Design industriel (5337)	11	11	
Didactique (art d'enseigner) (5702)	24	22	19
Diététique et nutrition (5115)	14	18	4
Droit (5600)	177	170	32
Économique (5434)	136	114	59
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	61	51	10
Études géopolitiques (5400)	25	23	2
Études plurisectorielles (8000)	18	16	12
Form. ens. spéc adap sco(ortho (5706)	8	9	7
Franç. en génér et lang matern (5590)	12	13	4
Génie biologique et biomédical (5355)	9	6	1
Géographie (5436)	26	23	7
Gestion des services de santé (5851)	34	26	11
Gestion et adminis des entrepr (5806)	18	19	10
Histoire (5435)	32	24	3
Histoire de l'art (5903)	14	9	
Humanités gré-lat et arch clas (5584)	3	2	2
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	26	26	2
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	30	30	3
Littérature comparée (5583)	17	12	1
Mathématique (5230)	34	38	13
Médecine dentaire (5110)	9	14	10
Médecine vétérinaire (5180)	48	50	80
Musicologie (histoire, littér. (5906)	2	4	1
Musique (5905)	73	75	5
Opérat. bancaires et finance (5804)	3	2	1
Optométrie (5111)	4	4	14
Pharmacie, sc pharmaceutiques (5112)	202	214	110
Philosophie (5495)	10	11	3
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	30	36	12
Pluridiscipl. (sc de la santé) (5199)	39	35	20
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	10	6	5
Pluridisciplinaire (arts) (5989)	37	25	12
Psychologie (5420)	38	41	11
Relations industrielles (5816)	11	8	10
Sans objet	55	30	5
Santé communautaire et épidém. (5140)	89	98	49
Sc. de l'activité physique (5380)	5	6	4
Sc. infirmières et nursing (5104)	4	1	11
Science politique (5437)	36	30	13
Sciences biologiques (5200)	13	16	2
Sciences de l'informatique (5340)	22	25	12
Sciences médiévales (5475)	4	4	
Sciences physiques (5240)	5	8	
Sciences religieuses (5498)	14	17	2
Sociologie (5438)	23	24	7
Traduction (5571)	64	65	9
Valeur indéterminée		3	
Sans objet	2 728	2 689	1 730
Sans objet	2 728	2 689	1 730
Université de Sherbrooke (977000)	24 233	22 341	13 384
Baccalauréat	12 241	11 302	5 440
Administration des affaires (5800)	226	150	91
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	26	21	8
Biochimie (5214)	117	88	42
Chimie (5245)	87	79	56
Communications et journalisme (5410)	235	227	83
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	377	411	349
Droit (5600)	825	816	179
Économique (5434)	79	77	64
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	145	106	73
Ergothérapie (5120)	146	95	49
Études plurisectorielles (8000)		3	
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	709	680	43
Form. ens. au prof sec et coll (5709)	998	1 011	426
Form. ens. spéc adap sco(ortho (5706)	415	393	
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	498	477	11
Formation des enseign. au sec. (5708)	335	299	9
Franç. en génér et lang matern (5590)	238	198	198
Génie aérosp aéron. et astron. (5352)	1		
Génie biologique et biomédical (5355)	172	139	115
Génie chimique (5356)	123	108	105
Génie civil, constr. et transp (5358)	329	270	257
Génie élect, électro et commun (5359)	367	301	261
Génie inform. et construc. Ord (5373)	306	270	239
Génie mécanique (5360)	529	433	406
Géographie (5436)	44	41	43
Gestion du personnel (5815)	103	109	98
Gestion et adminis des entrepr (5806)		2	
Histoire (5435)	114	115	11
Information de gestion (5803)	47	61	59

Marketing et achats (5809)	167	191	168
Mathématique (5230)	51	49	22
Médecine (5106)	811	803	800
Microbiologie (5211)	103	86	39
Musique (5905)	100	96	17
Opérat. bancaires et finance (5804)	263	277	228
Orient, inform. scol. et prof. (5479)	138	123	34
Pharmacie, sc pharmaceutiques (5112)	171	160	56
Philosophie (5495)	61	56	10
Physiothérapie (5121)	143	100	50
Psycho-éducation (5473)	215	198	
Psychologie (5420)	193	182	53
Sans objet	8	11	24
Sc. de l'activité physique (5380)	280	215	119
Sc. infirmières et nursing (5104)	794	755	105
Science politique (5437)	247	234	52
Sciences biologiques (5200)	273	214	143
Sciences de l'informatique (5340)	274	237	169
Sciences physiques (5240)	82	79	37
Sciences religieuses (5498)	3	2	3
Service social (5477)	181	170	2
Traduction (5571)	92	83	34
Valeur indéterminée		1	
Maîtrise	5 074	4 562	3 712
Administration des affaires (5800)	929	769	761
Administration scolaire (5850)	125	34	23
Autres professions de la santé (5150)	5	5	4
Biochimie (5214)	32	31	31
Chimie (5245)	32	30	26
Communications et journalisme (5410)	28	25	30
Coopération (5870)	8	6	12
Droit (5600)	369	283	237
Économie (5434)	51	45	39
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	240	249	166
Ergothérapie (5120)	40	86	40
Études plurisectorielles (8000)	51	48	17
Form. des enseignants au coll. (5710)	114	110	51
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	242	148	128
Form. ens. spéc adap sco(ortho (5706)	71	81	47
Formation des enseign. au sec. (5708)	251	247	175
Franç. en génér et lang matern (5590)	55	58	49
Génie aérosp aéron. et astron. (5352)	11	10	5
Génie chimique (5356)	15	14	17
Génie civil, constr. et transp (5358)	79	71	75
Génie élect, électro et commun (5359)	72	75	79
Génie mécanique (5360)	67	59	57
Géographie (5436)	56	48	53
Histoire (5435)	50	44	43
Ingénierie (5350)	149	146	94
Littérature comparée (5583)	15	13	13
Mathématique (5230)	15	16	17
Microbiologie (5211)	51	49	47
Musique (5905)	7	8	4
Opérat. bancaires et finance (5804)	386	320	221
Orient, inform. scol. et prof. (5479)	141	125	133
Pharmacie, sc pharmaceutiques (5112)	11	15	14
Philosophie (5495)	56	57	44
Physiothérapie (5121)	89	127	77
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	70	57	63
Pluridiscipl. (sc de la santé) (5199)		2	
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	12	11	10
Psycho-éducation (5473)	171	161	38
Sans objet	89	82	126
Santé communautaire et épidém. (5140)	90	95	53
Sc. de l'activité physique (5380)	57	68	43
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	165	166	168
Sc. infirmières et nursing (5104)	73	81	52
Science politique (5437)	82	76	61
Sciences biologiques (5200)	129	105	101
Sciences de l'informatique (5340)	90	72	69
Sciences physiques (5240)	24	25	18
Sciences religieuses (5498)	30	25	20
Service social (5477)	79	79	61
Valeur indéterminée		5	
Doctorat	1 476	1 429	1 287
Administration des affaires (5800)	63	58	60
Biochimie (5214)	28	27	30
Chimie (5245)	44	42	41
Droit (5600)	23	22	20
Économie (5434)	27	29	27
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	2	2	2
Franç. en génér et lang matern (5590)	28	30	25
Génie chimique (5356)	53	49	52
Génie civil, constr. et transp (5358)	78	85	76
Génie élect, électro et commun (5359)	79	85	76
Génie mécanique (5360)	82	83	87
Géodésie (arpentage) (5371)	8	10	6
Géographie (5436)	21	21	21
Histoire (5435)	14	14	13
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	5	5	6
Littérature comparée (5583)	7	7	8
Mathématique (5230)	20	20	20

Microbiologie (5211)	41	42	46
Pharmacie, sc pharmaceutiques (5112)	19	17	20
Philosophie (5495)	21	20	20
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	191	149	163
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	22	21	21
Psycho-éducation (5473)	15	13	16
Psychologie (5420)	293	283	168
Sans objet	2	1	2
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	130	127	121
Sciences biologiques (5200)	44	51	40
Sciences de l'informatique (5340)	34	35	33
Sciences physiques (5240)	33	33	29
Sciences religieuses (5498)	49	48	38
Certificats	1 323	1 324	591
Administration des affaires (5800)	202	179	104
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	1		
Anglais, langue seconde (5593)	14	13	6
Arts plas (peint,dessin,sculpt (5902)	45	39	15
Chimie (5245)	1	2	
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	30	28	19
Économique (5434)	11	11	3
Éduc. des adul. et form perm. (5712)			1
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	4	4	
Études plurisectorielles (8000)	93	96	33
Form. des enseignants au coll. (5710)	16	40	25
Franç. en génér et lang matern (5590)	17	24	3
Génie industriel et administr. (5363)	7	12	2
Gestion du personnel (5815)	31	22	21
Gestion et adminis des entrepr (5806)	33	32	15
Histoire (5435)	12	11	5
Information de gestion (5803)	6	10	3
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	43	44	22
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	6	4	3
Marketing et achats (5809)	11	13	10
Mathématique (5230)	1	1	1
Musique (5905)	2	3	63
Opérat. bancaires et finance (5804)	14	18	8
Orient, inform. scol. et prof. (5479)	21	20	3
Philosophie (5495)	7	6	
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	2	2	
Pluridiscipl. (sc. appliquées) (5393)	25	23	2
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	36	34	
Pluridisciplinaire (lettres) (5595)	3	3	
Pluridisciplinaire (sc. pures) (5299)	21	19	
Psychologie (5420)	108	123	25
Sans objet	66	46	2
Santé communautaire et épidém. (5140)	264	271	170
Sc. de l'activité physique (5380)	53	53	
Science politique (5437)	26	39	8
Sciences biologiques (5200)	4	3	
Sciences physiques (5240)	5	6	
Sciences religieuses (5498)	10	6	6
Service social (5477)	62	57	9
Traduction (5571)	10	7	4
Attestation	1 452	1 362	763
Administration des affaires (5800)	173	203	64
Administration scolaire (5850)	18	10	
Anglais, langue seconde (5593)	11	11	23
Autres professions de la santé (5150)	43	46	9
Communications et journalisme (5410)	16	10	5
Comptabilité, sc. Comptables (5802)			1
Didactique (art d'enseigner) (5702)	11	15	
Droit (5600)	39	37	6
Économique (5434)	3		
Éduc. des adul. et form perm. (5712)	11	11	
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	25	27	7
Études urbaines (5444)	8		
Form. des enseignants au coll. (5710)	205	239	98
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	40	24	10
Form. ens. spéc adap sco(ortho (5706)	32	32	14
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)		8	
Format des enseign. au préscol (5703)	2		1
Formation des enseign. au sec. (5708)	25	26	12
Franç. en génér et lang matern (5590)	25	23	10
Français, langue seconde (5591)	3	4	104
Géodésie (arpentage) (5371)	9	3	
Géographie (5436)		1	
Gestion des services de santé (5851)	5	3	2
Gestion et adminis des entrepr (5806)	2		1
Ingénierie (5350)	108	72	15
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	2		
Mathématique (5230)	1		1
Musique (5905)	78	72	168
Opérat. bancaires et finance (5804)	23	60	2
Orient, inform. scol. et prof. (5479)	40	47	1
Pédagogie universitaire (5711)	21	24	44
Philosophie (5495)	15	6	
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	18	19	
Pluridiscipl. (sc. appliquées) (5393)	56	21	30
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	106	66	
Pluridisciplinaire (sc. pures) (5299)	41	11	27
Psychologie (5420)	6	1	

Sans objet	4	2	44
Santé communautaire et épidém. (5140)	103	110	56
Sc. de l'activité physique (5380)	25	11	
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	19	15	0
Sc. infirmières et nursing (5104)	50	36	
Science politique (5437)	1	5	2
Sciences biologiques (5200)	20	39	0
Sciences de l'informatique (5340)	8	10	3
Sciences physiques (5240)	1		
Sciences religieuses (5498)			3
Service social (5477)		1	
Valeur indéterminée		1	
Diplômes	2 234	1 940	1 161
Administration des affaires (5800)	125	120	62
Administration scolaire (5850)	699	563	90
Arts plas (peint,dessin,sculpt (5902)	11	8	6
Chimie (5245)	8	5	18
Communications et journalisme (5410)	59	54	26
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	133	89	128
Droit (5600)	148	153	129
Éduc. des adul. et form perm. (5712)			1
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	32	27	11
Études plurisectorielles (8000)	125	116	131
Form. des enseignants au coll. (5710)	299	298	220
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	153	116	156
Form. ens. au prof sec et coll (5709)	14	14	1
Form. ens. spéc adap sco(ortho (5706)	54	51	31
Formation des enseign. au sec. (5708)	9	10	6
Franç. en génér et lang matern (5590)	28	30	14
Génie industriel et administr. (5363)	47	44	36
Géodésie (arpentage) (5371)	1	2	
Ingénierie (5350)	27	29	4
Musique (5905)	11	10	
Opérat. bancaires et finance (5804)	44	33	24
Pédagogie universitaire (5711)	5	5	5
Philosophie (5495)	16	9	
Physiothérapie (5121)	12	15	10
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	3	3	
Pluridisciplinaire (sc. pures) (5299)	3	5	
Sans objet	45	18	8
Santé communautaire et épidém. (5140)	18	12	3
Sc. de l'activité physique (5380)	21	23	
Sc. infirmières et nursing (5104)	18	1	9
Science politique (5437)	9	12	6
Sciences de l'informatique (5340)	57	60	25
Sciences religieuses (5498)			1
Valeur indéterminée		5	
Sans objet	433	422	430
Administration des affaires (5800)	7		
Sans objet	426	422	430
Université du Québec à Chicoutimi (978003)	6 835	6 490	2 643
Baccalauréat	3 776	3 576	687
Administration des affaires (5800)	484	471	133
Arts graph. (communicat. Graph (5971)	343	346	55
Beaux-arts et arts appliqués (5900)	48	45	14
Chimie (5245)	30	27	1
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	199	191	36
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	252	217	2
Form. ens. au prof sec et coll (5709)	102	92	7
Form. ens. spéc adap sco(ortho (5706)	100	93	
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	230	217	23
Formation des enseign. au sec. (5708)	80	74	
Franç. en génér et lang matern (5590)	30	27	
Génie civil, constr. et transp (5358)	142	133	13
Génie élect, électro et commun (5359)	81	82	4
Génie géologique (5361)	41	35	2
Génie inform. et construc. Ord (5373)	30	31	2
Génie mécanique (5360)	86	93	5
Géographie (5436)	29	29	2
Géologie (minéralogie, etc.) (5244)	21	21	5
Histoire (5435)	40	41	7
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	16	19	4
Linguïs. (phon, séman, philol) (5585)	18	22	
Mathématique (5230)	5	6	1
Physiothérapie (5121)	88	86	
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	13	14	1
Psychologie (5420)	233	211	43
Récréologie (5480)	67	54	37
Sc. de l'activité physique (5380)	113	106	28
Sc. infirmières et nursing (5104)	370	333	180
Science politique (5437)	22	20	3
Sciences biologiques (5200)	47	48	5
Sciences de l'informatique (5340)	114	111	11
Service social (5477)	302	281	63
Maîtrise	915	868	653
Administration des affaires (5800)	47	45	24
Arts plas (peint,dessin,sculpt (5902)	69	69	42
Études urbaines (5444)	40	34	19
Franç. en génér et lang matern (5590)	22	19	16
Géologie (minéralogie, etc.) (5244)	17	18	15
Gestion et adminis des entrepr (5806)	179	176	109
Ingénierie (5350)	117	123	92

Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	16	15	12
Médecine et chirurgie expérim. (5108)	17	17	17
Physiothérapie (5121)	44	21	46
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	50	47	43
Ressources naturelles (5300)	33	32	31
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	5	6	
Sc. infirmières et nursing (5104)	22	20	12
Sciences de la terre (5247)	4	4	6
Sciences de l'informatique (5340)	144	146	116
Service social (5477)	89	76	53
Doctorat	246	238	225
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	3	4	3
Études urbaines (5444)	21	20	14
Franç. en génér et lang matern (5590)	14	15	9
Géologie (minéralogie, etc.) (5244)	1	1	1
Gestion et adminis des entrepr (5806)	22	22	23
Ingénierie (5350)	57	55	55
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	8	8	4
Psychologie (5420)	63	57	58
Sans objet	0		1
Sciences biologiques (5200)	16	15	17
Sciences de la terre (5247)	15	14	14
Sciences de l'informatique (5340)	22	23	20
Sciences religieuses (5498)	4	4	6
Certificats	959	866	300
Administration des affaires (5800)	226	193	69
Anglais, langue seconde (5593)	7	12	1
Art dramatique (5907)		2	
Arts graph. (communicat. Graph (5971)	10	10	
Arts plas (peint,dessin,sculpt (5902)	3	7	2
Bibliothéconomie et archivist. (5890)	4	6	1
Cinématographie (5910)	7	10	1
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	21	17	
Didactique (art d'enseigner) (5702)	3	5	17
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	6	6	
Études plurisectorielles (8000)	6	7	7
Franç. en génér et lang matern (5590)	13	12	
Géographie (5436)	3	1	
Gestion du personnel (5815)	154	152	61
Histoire (5435)	0		
Humanités gré-lat et arch clas (5584)	1	1	1
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	15	7	1
Marketing et achats (5809)	41	25	2
Opérat. bancaires et finance (5804)	40	36	26
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	35	31	18
Pluridisciplinaire (arts) (5989)	3	0	
Psychologie (5420)	59	66	25
Santé communautaire et épidé. (5140)	147	97	64
Sc. de l'activité physique (5380)	46	52	
Sc. infirmières et nursing (5104)	26	22	
Science politique (5437)	6	2	
Sciences de l'informatique (5340)	10	10	1
Service social (5477)	67	77	3
Attestation	581	574	620
Administration des affaires (5800)	15	38	
Anglais, langue seconde (5593)	2	2	
Animation sociale ou communaut (5478)		4	
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	2	3	2
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	13	17	0
Études plurisectorielles (8000)	6	3	20
Études urbaines (5444)	0	1	
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	9	14	
Form. ens. spéc adap sco(ortho (5706)	13	13	
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)		2	
Francais, langue seconde (5591)	166	154	453
Génie civil, constr. et transp (5358)	8		
Génie géologique (5361)	5	4	1
Gestion et adminis des entrepr (5806)	7	7	15
Ingénierie (5350)	4	2	81
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	1	0	1
Sans objet	330	284	47
Valeur indéterminée		26	
Diplômes	217	205	110
Administration scolaire (5850)	97	85	13
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	22	22	37
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	18	14	8
Études plurisectorielles (8000)	17	15	
Form. des enseignants au coll. (5710)	8	10	0
Form. ens. spéc adap sco(ortho (5706)	1	1	1
Géologie (minéralogie, etc.) (5244)	13	11	9
Gestion et adminis des entrepr (5806)	9	24	25
Philosophie (5495)	7	1	7
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	2	2	
Récréologie (5480)	13	13	9
Sc. infirmières et nursing (5104)	7	4	1
Sciences de l'informatique (5340)	3	3	
Sans objet	141	163	48
Sans objet	141	163	48
Université du Québec à Montréal (978001)	41 059	38 987	17 059
Baccalauréat	21 133	20 092	7 371
Actuariat (5234)	417	370	165
Administration des affaires (5800)	1 107	1 065	487

Administration publique (5880)	84	67	32
Affaires sur le plan internat. (5813)	173	181	48
Anglais, langue seconde (5593)	5	6	6
Animation sociale ou communaut (5478)	727	661	248
Architecture urbaine et aménag (5335)	1	2	
Art dramatique (5907)	176	150	27
Arts graph. (communicat. Graph (5971)	519	456	99
Arts plas (peint,dessin,sculpt (5902)	7	4	1
Bibliothéconomie et archivist. (5890)	1	3	1
Biochimie (5214)	176	182	68
Chimie (5245)	70	68	23
Communications et journalisme (5410)	1 443	1 352	400
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	1 453	1 444	699
Design app(cér,tiss,orfè,décor (5909)	447	442	121
Design de l'environnement (5330)	288	271	77
Droit (5600)	526	531	257
Économique (5434)	304	295	132
Énergie (5270)	3	8	3
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	30	26	4
Études plurisectorielles (8000)	195	185	76
Études urbaines (5444)	29	27	6
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	853	819	221
Form. ens. au prof sec et coll (5709)	614	578	277
Form. ens. spéc adap sco(ortho (5706)	541	497	165
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	1 056	983	290
Format des enseign. au préscol (5703)	124	117	64
Formation des enseign. au sec. (5708)	838	740	252
Franç. en génér et lang matern (5590)	394	375	84
Francais, langue seconde (5591)	2	3	
Génie élect, électro et commun (5359)	29	26	6
Géographie (5436)	109	107	19
Géologie (minéralogie, etc.) (5244)	5	3	5
Gestion de la production (5871)	188	189	81
Gestion du personnel (5815)	618	601	318
Gestion et adminis des entrepr (5806)	21	17	13
Histoire (5435)	313	284	79
Histoire de l'art (5903)	157	140	36
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	13	8	4
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	149	118	28
Marketing et achats (5809)	499	495	202
Mathématique (5230)	133	122	42
Mouv expressif,danse,mime,ryth (5908)	56	54	24
Musique (5905)	113	91	10
Opérat. bancaires et finance (5804)	594	611	242
Orient, inform. scol. et prof. (5479)	466	421	181
Philosophie (5495)	149	141	39
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	63	43	24
Pluridiscipl. (administration) (5888)	329	368	148
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	126	110	35
Pluridisciplinaire (arts) (5989)	1	1	
Pluridisciplinaire (lettres) (5595)	4	4	
Probabilités et statistiques (5232)	10	12	2
Psychologie (5420)	604	587	244
Sans objet	1		
Sc. de l'activité physique (5380)	278	260	27
Science politique (5437)	803	742	264
Sciences biologiques (5200)	232	221	15
Sciences de la terre (5247)	136	129	79
Sciences de l'informatique (5340)	681	703	349
Sciences religieuses (5498)	39	40	12
Sciences sociales (5430)	6	3	
Service social (5477)	508	457	177
Sexologie (5471)	481	457	131
Sociologie (5438)	333	317	79
Urbanisme (5338)	283	285	123
Valeur indéterminée		17	
Maîtrise	4 684	4 600	3 486
Administration des affaires (5800)	1 040	1 195	1 065
Affaires sur le plan internat. (5813)	14	22	
Art dramatique (5907)	60	58	41
Arts plas (peint,dessin,sculpt (5902)	74	75	55
Biochimie (5214)	22	22	17
Chimie (5245)	18	18	14
Cinématographie (5910)	20	17	13
Communications et journalisme (5410)	199	188	139
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	103	126	50
Design de l'environnement (5330)	25	22	11
Didactique (art d'enseigner) (5702)	118	111	83
Droit (5600)	78	73	38
Économique (5434)	60	64	48
Éduc. des adul. et form perm. (5712)	49	41	21
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	94	86	80
Études plurisectorielles (8000)	43	36	22
Études urbaines (5444)	42	39	34
Form. ens. au prof sec et coll (5709)	1		
Form. ens. spéc adap sco(ortho (5706)	116	88	73
Formation des enseign. au sec. (5708)	270	194	166
Franç. en génér et lang matern (5590)	219	219	159
Génie élect, électro et commun (5359)	7	9	9
Génie industriel et administr. (5363)	57	54	49
Géographie (5436)	75	64	58
Gestion du personnel (5815)	22	32	

Gestion et adminis des entrepr (5806)	287	280	171
Histoire (5435)	116	97	80
Histoire de l'art (5903)	49	48	48
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	30	29	24
Marketing et achats (5809)	23	35	
Mathématique (5230)	72	72	49
Météo. et sc. de l'atmosphère (5243)	15	12	14
Mouv expressif,danse,mime,ryth (5908)	33	32	28
Opérat. bancaires et finance (5804)	115	112	77
Orient, inform. scol. et prof. (5479)	68	57	34
Philosophie (5495)	43	43	39
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	114	90	70
Sc. de l'activité physique (5380)	64	63	55
Science politique (5437)	186	186	110
Sciences biologiques (5200)	45	45	40
Sciences de la terre (5247)	40	35	28
Sciences de l'informatique (5340)	89	98	82
Sciences religieuses (5498)	32	29	25
Service social (5477)	152	123	84
Sexologie (5471)	108	86	88
Sociologie (5438)	177	175	95
Doctorat	1 633	1 595	1 398
Administration des affaires (5800)	39	38	32
Beaux-arts et arts appliqués (5900)	113	106	93
Biochimie (5214)	19	18	22
Chimie (5245)	25	27	22
Communications et journalisme (5410)	63	63	48
Droit (5600)	24	28	21
Économique (5434)	19	19	18
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	34	33	34
Études plurisectorielles (8000)	24	24	20
Études urbaines (5444)	35	31	21
Franç. en génér et lang matern (5590)	59	55	52
Histoire (5435)	50	53	33
Histoire de l'art (5903)	35	34	32
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	68	61	56
Mathématique (5230)	24	28	18
Philosophie (5495)	20	26	20
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	92	85	77
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	43	46	34
Psychologie (5420)	531	512	480
Science politique (5437)	40	39	35
Sciences biologiques (5200)	58	53	59
Sciences de la terre (5247)	32	35	23
Sciences de l'informatique (5340)	42	38	28
Sciences religieuses (5498)	23	20	19
Service social (5477)	8	8	5
Sexologie (5471)	22	21	19
Sociologie (5438)	91	94	77
Certificats	8 731	8 342	3 013
Administration des affaires (5800)	1 900	1 808	721
Administration publique (5880)	142	124	31
Affaires sur le plan internat. (5813)	18	15	6
Anglais, langue seconde (5593)	242	233	124
Animation sociale ou communaut (5478)	354	352	114
Architecture urbaine et aménag (5335)	3	4	
Art dramatique (5907)	12	12	
Arts plas (peint,dessin,sculpt (5902)	209	214	19
Beaux-arts et arts appliqués (5900)	21	24	3
Bibliothéconomie et archivist. (5890)	54	48	20
Chimie (5245)	35	37	9
Communications et journalisme (5410)	139	111	6
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	1 260	1 206	573
Droit (5600)	114	95	29
Économique (5434)	21	23	8
Énergie (5270)	52	36	5
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	42	40	2
Études plurisectorielles (8000)	88	90	10
Études urbaines (5444)	15	10	1
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	34	14	30
Form. ens. au prof sec et coll (5709)	75	63	9
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	41	34	
Format des enseign. au préscol (5703)	292	266	126
Franç. en génér et lang matern (5590)	345	301	36
Français, langue seconde (5591)	217	215	115
Génie élect, électro et commun (5359)	31	30	5
Géographie (5436)	16	13	1
Géologie (minéralogie, etc.) (5244)	16	13	3
Gestion du personnel (5815)	714	697	337
Gestion et adminis des entrepr (5806)	65	76	28
Histoire (5435)	67	67	13
Histoire de l'art (5903)	63	66	9
Humanités gré-lat et arch clas (5584)	2	2	
Information de gestion (5803)	1		
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	167	169	35
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	13	8	
Marketing et achats (5809)	221	223	64
Mathématiques appliquées (5233)	17	15	7
Opérat. bancaires et finance (5804)	787	774	302
Orient, inform. scol. et prof. (5479)	3	3	
Philosophie (5495)	16	16	2
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	86	78	13

Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	81	70	5
Psychologie (5420)	103	88	20
Science politique (5437)	33	25	7
Sciences biologiques (5200)	63	79	30
Sciences de l'informatique (5340)	269	279	94
Sciences médiévales (5475)	3	2	
Sciences religieuses (5498)	24	26	3
Sciences sociales (5430)	97	60	16
Sociologie (5438)	5	5	
Traduction (5571)	32	27	22
Urbanisme (5338)	11	11	
Valeur indéterminée		45	
Attestation	1 268	1 053	182
Anglais, langue seconde (5593)	11	19	7
Communications et journalisme (5410)	2	3	
Didactique (art d'enseigner) (5702)	3	3	
Éduc. des adul. et form perm. (5712)	23	20	6
Études plurisectorielles (8000)	9	14	2
Études urbaines (5444)	2		
Form. des enseignants au coll. (5710)	135	136	59
Form. ens. spéc adap sco(ortho) (5706)	73	62	2
Francais, langue seconde (5591)	42	30	16
Génie industriel et administr. (5363)	9	9	5
Gestion du personnel (5815)	24	30	
Gestion et adminis des entrepr (5806)	86	96	55
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	8	7	
Lan. second autr fran. et angl (5502)	6	5	
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	10	16	4
Pédagogie universitaire (5711)	7	7	
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)		16	18
Psychologie (5420)	18	14	1
Récréologie (5480)	22	21	
Sans objet	753	510	5
Sciences de l'informatique (5340)	3	5	
Sciences religieuses (5498)	4	3	2
Service social (5477)	4	6	
Sexologie (5471)	14	21	
Diplômes	999	880	759
Administration des affaires (5800)	41	38	21
Administration scolaire (5850)	141	116	83
Architecture (5332)	12	14	12
Art dramatique (5907)	15	15	14
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	232	184	296
Design industriel (5337)	10	9	
Didactique (art d'enseigner) (5702)	17	11	5
Droit (5600)	4	8	
Éduc. des adul. et form perm. (5712)	11	7	2
Ergonomie (5145)	4	3	2
Études urbaines (5444)	16	16	4
Form. ens. spéc adap sco(ortho) (5706)	27	25	1
Génie industriel et administr. (5363)	33	39	23
Géographie (5436)	25	23	22
Gestion et adminis des entrepr (5806)	139	152	121
Météo. et sc. de l'atmosphère (5243)	2	2	
Mouv expressif,danse,mime,ryth (5908)	5	4	2
Musique (5905)	15	15	11
Opérat. bancaires et finance (5804)	72	61	50
Pluridisciplinaire (arts) (5989)	16	17	17
Psychologie (5420)	118	86	46
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	9	6	4
Sciences de l'informatique (5340)	35	27	23
Valeur indéterminée		2	
Sans objet	2 611	2 425	850
Sans objet	2 611	2 425	850
Université du Québec à Rimouski (978004)	7 015	6 543	2 941
Baccalauréat	4 322	4 134	1 588
Administration des affaires (5800)	708	668	291
Animation sociale ou communaut (5478)	60	59	12
Chimie (5245)	23	20	10
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	444	433	154
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	385	371	39
Form. ens. au prof sec et coll (5709)	720	703	425
Form. ens. spéc adap sco(ortho) (5706)	324	311	12
Formation des enseign. au sec. (5708)	73	66	2
Franç. en génér et lang matern (5590)	38	38	9
Génie élect, électro et commun (5359)	15	16	3
Génie mécanique (5360)	41	38	1
Géographie (5436)	43	46	6
Histoire (5435)	26	23	1
Ingénierie (5350)	27	24	
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	1	1	
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	3	2	1
Sc. infirmières et nursing (5104)	912	853	470
Sciences biologiques (5200)	153	144	31
Sciences de l'informatique (5340)	37	35	5
Service social (5477)	263	259	109
Sociologie (5438)	26	24	7
Maîtrise	686	612	474
Administration des affaires (5800)	73	52	50
Animation sociale ou communaut (5478)	73	72	53
Études urbaines (5444)	27	24	16
Franç. en génér et lang matern (5590)	24	19	10

Géographie (5436)	14	15	17
Gestion du personnel (5815)	76	74	38
Gestion et adminis des entrepr (5806)	141	133	89
Histoire (5435)	11	10	7
Ingénierie (5350)	30	25	31
Océanographie (5249)	58	57	49
Philosophie (5495)	15	12	11
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	49	38	38
Sans objet	9	7	1
Sc. infirmières et nursing (5104)	50	37	31
Sciences biologiques (5200)	36	31	33
Valeur indéterminée		6	
Doctorat	114	102	99
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	5	7	9
Ét. faune(rég sauv pêch gibier (5307)	4	2	3
Études urbaines (5444)	13	10	9
Franç. en génér et lang matern (5590)	13	13	10
Ingénierie (5350)	6	8	4
Océanographie (5249)	34	32	34
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	11	8	6
Sciences biologiques (5200)	28	22	24
Certificats	1 343	1 208	601
Administration des affaires (5800)	356	300	83
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	48	40	6
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	8	7	
Franç. en génér et lang matern (5590)	2	2	1
Géographie (5436)		1	
Gestion du personnel (5815)	245	236	84
Gestion et adminis des entrepr (5806)	99	90	105
Histoire (5435)	2	2	1
Marketing et achats (5809)	78	60	12
Opérat. bancaires et finance (5804)	46	50	10
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	10	13	15
Psycho-éducation (5473)	15	38	15
Psychologie (5420)	116	93	97
Santé communautaire et épidém. (5140)	130	109	105
Sc. infirmières et nursing (5104)	151	128	67
Sciences de l'informatique (5340)	37	39	
Attestation	235	191	45
Administration des affaires (5800)	22	13	
Beaux-arts et arts appliqués (5900)	39	33	
Études plurisectorielles (8000)	3	2	3
Form. ens. spéc adap sco(ortho (5706)	40	20	
Franç. en génér et lang matern (5590)	1	4	10
Génie élect, électro et commun (5359)			1
Gestion du personnel (5815)	21	19	1
Gestion et adminis des entrepr (5806)	20	18	13
Opérat. bancaires et finance (5804)	1		1
Philosophie (5495)	6	5	3
Psychologie (5420)	6	4	
Sans objet	68	47	12
Sc. infirmières et nursing (5104)	8	7	1
Sciences religieuses (5498)		14	
Valeur indéterminée		5	
Diplômes	206	186	72
Administration scolaire (5850)	78	72	15
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	64	62	45
Études urbaines (5444)	3	4	1
Géographie (5436)	4	2	0
Gestion du personnel (5815)	28	26	1
Gestion et adminis des entrepr (5806)	16	9	8
Philosophie (5495)	4	4	2
Sc. infirmières et nursing (5104)	4	1	
Sciences biologiques (5200)	5	6	
Sans objet	109	110	62
Sans objet	109	110	62
Université du Québec à Trois-Rivières (978002)	14 039	13 434	7 021
Baccalauréat	8 101	7 634	3 292
Administration des affaires (5800)	1 201	1 176	660
Animation sociale ou communaut (5478)	256	253	86
Arts graph. (communicat. Graph (5971)	16	17	
Arts plas (peint,dessin,sculpt (5902)	51	56	7
Autres professions de la santé (5150)	95	93	45
Biochimie (5214)	25	21	2
Biophysique (5215)	7	4	4
Chimie (5245)	91	87	5
Chiropratique (5122)	223	222	66
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	673	632	343
Ergothérapie (5120)	103	101	8
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	599	495	258
Form. ens. spéc adap sco(ortho (5706)	245	208	93
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	377	340	53
Formation des enseign. au sec. (5708)	261	244	76
Franç. en génér et lang matern (5590)	69	68	17
Génie chimique (5356)	5	3	2
Génie élect, électro et commun (5359)	74	77	36
Génie industriel et administr. (5363)	93	95	53
Génie inform. et construc. Ord (5373)	23	25	12
Génie mécanique (5360)	133	138	57
Géographie (5436)	44	42	5
Histoire (5435)	54	51	9
Mathématique (5230)	40	39	11

Périalité (5105)	82	75	23
Philosophie (5495)	33	28	
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	1	2	
Pluridiscipl. (sc de la santé) (5199)	192	188	75
Pluridisciplinaire (sc. pures) (5299)	35	26	6
Psycho-éducation (5473)	429	390	112
Psychologie (5420)	335	314	120
Récréologie (5480)	225	200	19
Sc. de l'activité physique (5380)	246	212	80
Sc. infirmières et nursing (5104)	1 350	1 122	798
Sciences biologiques (5200)	80	92	15
Sciences de l'informatique (5340)	83	90	26
Sciences physiques (5240)	17	18	5
Traduction (5571)	235	223	105
Valeur indéterminée		167	
Maîtrise	1 319	1 244	1 044
Administration des affaires (5800)	383	375	308
Affaires sur le plan internat. (5813)	1	1	1
Chimie (5245)	11	11	9
Communications et journalisme (5410)	1	1	
Énergie (5270)	3	3	4
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	26	24	28
Ergothérapie (5120)	64	36	32
Ethnologie et ethnographie (5470)	32	29	33
Études plurisectorielles (8000)	34	36	27
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	30	31	25
Formation des enseign. au sec. (5708)	53	48	55
Franç. en génér et lang matern (5590)	53	50	44
Génie des pâtes et papiers (5374)	9	6	9
Génie élect, électro et commun (5359)	27	24	24
Génie mécanique (5360)	10	15	1
Gestion et adminis des entrepr (5806)	90	76	62
Ingénierie (5350)	16	18	24
Orthophonie et audiologie (5123)	42	40	38
Philosophie (5495)	21	23	16
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	76	82	67
Psycho-éducation (5473)	163	145	103
Récréologie (5480)	28	24	24
Santé communautaire et épidém. (5140)	7	8	7
Sc. de l'activité physique (5380)	36	37	29
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	14	13	12
Sc. infirmières et nursing (5104)	65	62	41
Sciences biologiques (5200)	22	22	19
Sciences physiques (5240)	2	3	2
Valeur indéterminée		1	
Doctorat	567	556	512
Administration des affaires (5800)	35	35	16
Communications et journalisme (5410)	14	14	
Énergie (5270)	15	14	14
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	12	12	12
Ethnologie et ethnographie (5470)	13	12	10
Franç. en génér et lang matern (5590)	13	14	24
Génie des pâtes et papiers (5374)	19	16	18
Génie élect, électro et commun (5359)	37	37	34
Ingénierie (5350)	17	18	18
Philosophie (5495)	13	12	14
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	27	26	23
Psycho-éducation (5473)	19	18	15
Psychologie (5420)	290	284	272
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	27	27	26
Sciences biologiques (5200)	16	17	16
Certificats	2 459	2 394	1 033
Administration des affaires (5800)	498	448	237
Administration publique (5880)	23	32	12
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	24	25	9
Animation sociale ou communaut (5478)	217	160	52
Art dramatique (5907)	8	5	
Arts graph. (communicat. Graph (5971)	8	12	
Arts plas (peint,dessin,sculpt (5902)	15	8	2
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	272	245	117
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	13	7	2
Format des enseign. au préscol (5703)	220	214	134
Franç. en génér et lang matern (5590)	11	10	4
Gestion du personnel (5815)	298	275	117
Histoire (5435)	14	14	3
Histoire de l'art (5903)	7	6	
Marketing et achats (5809)	67	72	37
Pluridiscipl. (administration) (5888)	3	11	3
Pluridiscipl. (sc de la santé) (5199)	25	28	6
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	139	206	65
Psychologie (5420)	202	238	81
Sans objet	19	20	9
Santé communautaire et épidém. (5140)	73	66	36
Sc. infirmières et nursing (5104)	161	141	90
Sciences de l'informatique (5340)	36	35	6
Traduction (5571)	106	115	11
Valeur indéterminée		1	
Attestation	959	962	854
Administration des affaires (5800)	4	0	1
Administration publique (5880)	230	307	88
Administration scolaire (5850)	10	11	
Anglais, langue seconde (5593)	0	2	

Animation sociale ou communaut (5478)	16	6	
Arts plas (peint,dessin,sculpt (5902)	1	1	
Chiropratique (5122)	24	16	9
Communications et journalisme (5410)	3	11	2
Énergie (5270)		1	
Études plurisectorielles (8000)	9	9	
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	13	10	1
Form. ens. spéc adap sco(ortho (5706)	8	16	1
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	3	1	1
Format des enseign. au préscol (5703)	11	19	11
Franç. en génér et lang matern (5590)	3	1	1
Français, langue seconde (5591)	234	226	666
Génie industriel et administr. (5363)			1
Géodésie (arpentage) (5371)	1	4	
Gestion du personnel (5815)	63	64	28
Gestion et adminis des entrepr (5806)	18	16	13
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	8	8	
Lang. et lit. franç. ou angl. (5580)	10	12	
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	0		
Psychologie (5420)	38	34	8
Relations industrielles (5816)	8	8	0
Sans objet	214	150	16
Sciences biologiques (5200)	3	2	1
Sciences de l'informatique (5340)		1	
Service social (5477)	10	6	
Sexologie (5471)	16	13	6
Sociologie (5438)	1	4	
Valeur indéterminée		3	
Diplômes	346	332	193
Administration des affaires (5800)	20	27	
Administration scolaire (5850)	45	35	2
Communications et journalisme (5410)	3	2	2
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	92	81	66
Études plurisectorielles (8000)	2	1	
Franç. en génér et lang matern (5590)	12	12	13
Génie industriel et administr. (5363)		1	1
Gestion du personnel (5815)	72	77	48
Gestion et adminis des entrepr (5806)	4	6	1
Opérat. bancaires et finance (5804)	29	23	26
Physiothérapie (5121)	16	16	
Récréologie (5480)	2	3	2
Relations industrielles (5816)	21	23	14
Sc. infirmières et nursing (5104)	28	25	18
Sans objet	288	312	93
Médecine (5106)	0	0	0
Sans objet	288	312	93
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (978006)	3 836	3 630	1 569
Baccalauréat	1 314	1 242	315
Administration des affaires (5800)	107	100	34
Arts graph. (communicat. Graph (5971)	257	239	11
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	72	66	11
Études plurisectorielles (8000)	1	1	1
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	189	174	78
Form. ens. au prof sec et coll (5709)	45	43	17
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	20	18	11
Formation des enseign. au sec. (5708)	46	44	9
Génie mécanique (5360)	37	37	10
Ingénierie (5350)	35	36	11
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	3	3	5
Psycho-éducation (5473)	79	77	5
Sc. infirmières et nursing (5104)	194	190	47
Service social (5477)	229	214	65
Maîtrise	295	249	197
Administration des affaires (5800)	26	12	
Arts graph. (communicat. Graph (5971)	15	15	
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	3	3	3
Études plurisectorielles (8000)	2	2	1
Génie géologique (5361)	22	24	23
Gestion et adminis des entrepr (5806)	5	6	6
Ingénierie (5350)	51	51	46
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	17	13	3
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	16	18	12
Pluridisciplinaire (arts) (5989)	46	19	32
Pluridisciplinaire (sc. pures) (5299)	1	1	1
Psycho-éducation (5473)	39	38	37
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	1	1	
Sc. infirmières et nursing (5104)	9	7	10
Sciences biologiques (5200)	19	20	11
Service social (5477)	23	19	12
Doctorat	70	70	72
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	46	40	50
Génie géologique (5361)	11	13	
Ingénierie (5350)	1	4	10
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	1	1	
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	3	3	3
Pluridisciplinaire (sc. pures) (5299)			1
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	8	9	8
Certificats	1 682	1 582	781
Administration des affaires (5800)	200	184	43
Animation sociale ou communaut (5478)	0	0	
Anthropologie (5432)	12	10	1
Arts graph. (communicat. Graph (5971)	36	34	1

Arts plas (peint,dessin,sculpt (5902)	38	37	16
Autres professions de la santé (5150)	102	92	51
Beaux-arts et arts appliqués (5900)	4	4	1
Cinématographie (5910)	3	3	
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	69	58	17
Études plurisectorielles (8000)		1	
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	55	44	31
Formation des enseign. au sec. (5708)	2		
Gestion du personnel (5815)	148	134	86
Opérat. bancaires et finance (5804)	4	3	1
Physiothérapie (5121)	110	116	54
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	4	2	1
Pluridiscipl. (administration) (5888)	1	4	1
Pluridiscipl. (sc de la santé) (5199)	21	18	19
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	1		
Pluridisciplinaire (arts) (5989)	39	40	1
Psychologie (5420)	7	3	
Sans objet	2	2	
Santé communautaire et épidém. (5140)	356	339	195
Sc. infirmières et nursing (5104)	463	450	262
Sciences de l'informatique (5340)	5	4	
Attestation	296	284	114
Administration des affaires (5800)	13	6	
Anthropologie (5432)	4	6	6
Formation des enseign. au sec. (5708)	16		17
Génie minier (5368)	13	10	5
Gestion du personnel (5815)	11	15	2
Gestion et adminis des entrepr (5806)	26	25	6
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	13	1	
Pluridisciplinaire (arts) (5989)	75	80	42
Sans objet	72	64	11
Santé communautaire et épidém. (5140)	32	36	18
Sc. infirmières et nursing (5104)	20	22	7
Sciences de l'informatique (5340)	1		
Valeur indéterminée		19	
Diplômes	95	86	39
Administration scolaire (5850)	15	11	1
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	11	11	9
Génie minier (5368)	10	10	8
Gestion et adminis des entrepr (5806)	6	4	7
Santé communautaire et épidém. (5140)	46	44	12
Sc. infirmières et nursing (5104)	7	6	2
Sans objet	84	117	51
Sans objet	84	117	51
Université du Québec en Outaouais (978005)	7 394	6 849	3 372
Baccalauréat	4 762	4 465	2 160
Administration des affaires (5800)	1 141	1 108	541
Arts graph. (communicat. Graph (5971)	17	16	3
Arts plas (peint,dessin,sculpt (5902)	73	58	16
Communications et journalisme (5410)	125	115	35
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	364	347	148
Études plurisectorielles (8000)	11	8	
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	473	445	210
Form. ens. spéc adap sco(ortho (5706)	192	179	79
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	16	12	6
Formation des enseign. au sec. (5708)	96	85	46
Franç. en génér et lang matern (5590)	2	2	
Génie élect, électro et commun (5359)	34	30	7
Génie inform. et construc. Ord (5373)	36	29	10
Histoire (5435)	27	28	6
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	6	5	
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	87	86	23
Psycho-éducation (5473)	300	284	66
Psychologie (5420)	133	116	22
Relations industrielles (5816)	248	222	119
Sc. infirmières et nursing (5104)	898	823	669
Science politique (5437)	18	21	
Sciences de l'informatique (5340)	95	99	31
Service social (5477)	294	279	113
Sociologie (5438)	16	15	4
Traduction (5571)	60	50	6
Valeur indéterminée		3	
Maîtrise	777	730	408
Administration des affaires (5800)	52	68	7
Beaux-arts et arts appliqués (5900)	26	24	19
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	3	3	3
Études plurisectorielles (8000)	6	6	5
Études urbaines (5444)	37	31	24
Form. ens. spéc adap sco(ortho (5706)	2	1	1
Formation des enseign. au sec. (5708)	5	5	5
Gestion et adminis des entrepr (5806)	163	145	97
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	15	13	11
Marketing et achats (5809)	4	5	
Opérat. bancaires et finance (5804)	48	56	12
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	43	29	18
Psycho-éducation (5473)	111	107	71
Psychologie (5420)	10	8	6
Relations industrielles (5816)	38	38	20
Sans objet	1		
Sc. infirmières et nursing (5104)	66	74	44
Sciences biologiques (5200)	11	10	9
Sciences de l'informatique (5340)	43	25	16

Service social (5477)	93	79	40
Valeur indéterminée		3	
Doctorat	214	209	184
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	1	2	
Gestion et adminis des entrepr (5806)	18	13	12
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	16	14	16
Psychologie (5420)	79	79	70
Relations industrielles (5816)	12	10	12
Sciences biologiques (5200)	2	5	1
Sciences de l'informatique (5340)	54	57	45
Sciences sociales (5430)	32	27	28
Valeur indéterminée		2	
Certificats	1 248	1 069	448
Administration des affaires (5800)	559	485	256
Animation sociale ou communaut (5478)	23	21	4
Arts graph. (communicat. Graph (5971)	11	15	1
Arts plas (peint,dessin,sculpt (5902)	14	10	
Communications et journalisme (5410)	39	37	13
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	98	64	32
Droit (5600)	11	13	6
Économique (5434)	6	7	2
Franç. en génér et lang matern (5590)	8	5	
Génie industriel et administr. (5363)	22	7	2
Gestion du personnel (5815)	144	130	59
Histoire (5435)	14	13	4
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	21	25	6
Psychologie (5420)	35	37	3
Santé communautaire et épidém. (5140)	15	17	5
Sc. infirmières et nursing (5104)	148	108	52
Science politique (5437)	7	8	
Sciences de l'informatique (5340)	25	23	3
Service social (5477)	30	27	
Sociologie (5438)	6	8	
Traduction (5571)	12	9	
Attestation	67	60	18
Animation sociale ou communaut (5478)	10	7	1
Gestion et adminis des entrepr (5806)	38	36	4
Sans objet	16	14	13
Sciences de l'informatique (5340)	3	3	
Diplômes	194	163	79
Administration scolaire (5850)	74	60	16
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	50	39	27
Criminologie (5439)	10	9	10
Gestion et adminis des entrepr (5806)	9	10	3
Opérat. bancaires et finance (5804)	13	10	
Psychologie (5420)	1	1	
Relations industrielles (5816)	2	2	1
Sc. infirmières et nursing (5104)	32	28	22
Sciences de l'informatique (5340)	3	3	
Valeur indéterminée		1	
Sans objet	132	153	75
Sans objet	132	153	75
Université Laval (97500)	42 469	40 195	20 378
Baccalauréat	23 111	21 911	9 828
Actuariat (5234)	416	370	94
Administration des affaires (5800)	2 352	2 229	1 008
Agriculture (5302)	426	402	233
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	5	1	1
Anthropologie (5432)	120	110	36
Architecture (5332)	270	254	83
Art dramatique (5907)	30	22	3
Arts graph. (communicat. Graph (5971)	290	271	70
Arts plas (peint,dessin,sculpt (5902)	106	98	8
Biochimie (5214)	102	100	40
Chimie (5245)	147	154	47
Cinématographie (5910)	182	171	44
Communications et journalisme (5410)	503	464	159
Criminologie (5439)	233	220	77
Design industriel (5337)	140	127	17
Diététique et nutrition (5115)	215	168	100
Droit (5600)	938	904	445
Économie rurale et agricole (5472)	134	110	88
Économique (5434)	140	150	35
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	103	97	28
Ergothérapie (5120)	225	210	144
Ethnologie et ethnographie (5470)	1		
Études plurisectorielles (8000)	658	621	222
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	825	775	361
Form. ens. au prof sec et coll (5709)	34	38	18
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	606	583	122
Formation des enseign. au sec. (5708)	483	413	139
Franç. en génér et lang matern (5590)	291	278	87
Français, langue seconde (5591)	3	2	
G. fores,fores et sc bois(sylv (5375)	284	289	188
G. métallurg. et des matériaux (5364)	51	47	43
Génie agricole, génie rural (5353)	78	79	25
Génie alimentaire (5354)	62	60	24
Génie chimique (5356)	131	129	27
Génie civil, constr. et transp (5358)	607	552	133
Génie élect, électro et commun (5359)	199	175	66
Génie géologique (5361)	107	106	22
Génie industriel et administr. (5363)	164	167	53

Génie inform. et construc. Ord (5373)	131	124	28
Génie mécanique (5360)	527	528	144
Génie minier (5368)	142	127	113
Génie physique (5369)	164	157	53
Géodésie (arpentage) (5371)	254	241	135
Géographie (5436)	169	158	57
Géologie (minéralogie, etc.) (5244)	37	34	5
Histoire (5435)	183	166	47
Histoire de l'art (5903)	43	42	13
Humanités gré-lat et arch clas (5584)	116	101	38
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	6	6	
Lang. et lit. franç. ou angl. (5580)	27	24	3
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	157	143	55
Mathématique (5230)	77	75	14
Médecine (5106)	1 044	1 057	1 078
Médecine dentaire (5110)	201	200	119
Microbiologie (5211)	115	117	37
Musicologie (histoire, littér. (5906)	4	5	
Musique (5905)	110	104	24
Orient, inform. scol. et prof. (5479)	420	438	205
Pharmacie, sc pharmaceutiques (5112)	696	690	549
Philosophie (5495)	117	112	37
Physiothérapie (5121)	265	261	113
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	120	97	40
Probabilités et statistiques (5232)	48	46	12
Psycho-éducation (5473)	248	226	103
Psychologie (5420)	569	514	251
Relations industrielles (5816)	727	670	303
Sans objet	175	127	36
Sc. de l'activité physique (5380)	396	372	128
Sc. et technologie aliments (5313)	184	177	89
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	138	132	44
Sc. infirmières et nursing (5104)	1 032	974	734
Science politique (5437)	351	343	91
Sciences biologiques (5200)	305	293	78
Sciences de l'informatique (5340)	847	814	298
Sciences domestiques (5474)	371	367	163
Sciences physiques (5240)	92	90	11
Sciences religieuses (5498)	139	141	63
Service social (5477)	433	418	168
Sociologie (5438)	83	87	14
Traduction (5571)	187	167	45
Maîtrise	6 056	5 802	3 151
Actuariat (5234)	9	10	2
Administration des affaires (5800)	1 243	1 251	660
Administration publique (5880)	17	15	9
Administration scolaire (5850)	33	27	7
Affaires sur le plan internat. (5813)	95	99	51
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	13	13	1
Anthropologie (5432)	39	36	11
Architecture (5332)	200	189	24
Arts graph. (communicat. Graph (5971)	2		3
Arts plas (peint,dessin,sculpt (5902)	33	27	26
Autres professions de la santé (5150)	10	8	8
Bibliothéconomie et archivist. (5890)	14	11	3
Biochimie (5214)	6	6	6
Biophysique (5215)	2	4	6
Chimie (5245)	38	38	41
Communications et journalisme (5410)	70	70	10
Design industriel (5337)	39	38	18
Didactique (art d'enseigner) (5702)	74	63	31
Diététique et nutrition (5115)	19	22	23
Droit (5600)	209	168	81
Économie rurale et agricole (5472)	45	42	16
Économique (5434)	53	53	34
Ergothérapie (5120)	82	62	82
Ethnologie et ethnographie (5470)	10	9	1
Études plurisectorielles (8000)	22	23	14
Form. ens. spéc adap sco(ortho (5706)	25	23	4
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	19	12	6
Franç. en génér et lang matern (5590)	94	93	33
G. fores,fores et sc bois(sylv (5375)	43	46	27
G. métallurg. et des matériaux (5364)	14	14	12
Génie aérosp aéron. et astron. (5352)	4	4	1
Génie agricole, génie rural (5353)	13	10	10
Génie agro-forestier (5376)	15	13	14
Génie alimentaire (5354)	3	1	
Génie chimique (5356)	17	15	17
Génie civil, constr. et transp (5358)	89	86	66
Génie élect, électro et commun (5359)	30	33	29
Génie mécanique (5360)	41	47	38
Génie minier (5368)	10	10	10
Géodésie (arpentage) (5371)	32	36	10
Géographie (5436)	38	46	26
Gestion de la production (5871)	12	13	3
Gestion des services de santé (5851)	60	69	25
Gestion et adminis des entrepr (5806)	488	493	340
Histoire (5435)	61	58	21
Histoire de l'art (5903)	22	26	7
Humanités gré-lat et arch clas (5584)	28	33	12
Information de gestion (5803)	86	87	35
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	4	2	

Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	27	29	10
Marketing et achats (5809)	88	84	30
Mathématique (5230)	9	9	5
Médecine (5106)		0	
Médecine dentaire (5110)	15	9	9
Médecine et chirurgie expérim. (5108)	48	39	49
Microbiologie (5211)	13	12	13
Musique (5905)	53	48	5
Opérat. bancaires et finance (5804)	28	37	9
Orient, inform. scol. et prof. (5479)	234	224	69
Orthophonie et audiologie (5123)	113	104	104
Pédol., aménag. et conser sols (5303)	15	10	10
Pharmacie, sc pharmaceutiques (5112)	76	54	47
Philosophie (5495)	68	73	25
Physiothérapie (5121)	137	77	63
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	51	51	16
Pluridisciplinaire (arts) (5989)	4	2	3
Probabilités et statistiques (5232)	19	11	9
Psycho-éducation (5473)	144	139	17
Psychologie (5420)	23	20	13
Recherche opérationnelle (5807)	8	9	4
Relations industrielles (5816)	83	75	32
Santé communautaire et épidé. (5140)	112	95	54
Sc. de l'activité physique (5380)	21	23	10
Sc. et technologie aliments (5313)	55	48	51
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	107	102	95
Sc. infirmières et nursing (5104)	79	72	37
Science politique (5437)	174	173	64
Sciences biologiques (5200)	96	94	83
Sciences de la terre (5247)	52	54	38
Sciences de l'informatique (5340)	54	54	30
Sciences physiques (5240)	32	32	31
Sciences religieuses (5498)	38	38	13
Service social (5477)	128	116	67
Sociologie (5438)	59	61	24
Traduction (5571)	36	42	20
Urbanisme (5338)	101	96	52
Valeur indéterminée		2	
Zootchnie (5304)	31	30	26
Doctorat	2 499	2 456	1 806
Actuariat (5234)	4	4	1
Administration des affaires (5800)	28	29	15
Administration scolaire (5850)	39	44	14
Affaires sur le plan internat. (5813)	7	5	3
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	2	2	
Anthropologie (5432)	46	44	23
Biochimie (5214)	11	11	10
Biophysique (5215)	10	9	8
Chimie (5245)	72	68	74
Communications et journalisme (5410)	32	35	11
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	10	11	2
Didactique (art d'enseigner) (5702)	69	66	32
Diététique et nutrition (5115)	18	19	14
Droit (5600)	100	93	58
Économie rurale et agricole (5472)	16	16	10
Économique (5434)	34	31	14
Ethnologie et ethnographie (5470)	21	17	9
Études plurisectorielles (8000)	28	26	16
Form. ens. spéc adap sco(ortho) (5706)	0		
Franç. en génér et lang matern (5590)	57	54	25
G. fores,fores et sc bois(sylv) (5375)	70	71	43
G. métallurg. et des matériaux (5364)	45	43	35
Génie chimique (5356)	59	56	51
Génie civil, constr. et transp (5358)	68	64	62
Génie élect, électro et commun (5359)	74	68	51
Génie mécanique (5360)	55	49	52
Génie minier (5368)	3	3	2
Géodésie (arpentage) (5371)	12	14	9
Géographie (5436)	40	39	25
Histoire (5435)	28	25	17
Histoire de l'art (5903)	3	3	
Humanités gré-lat et arch clas (5584)	16	13	11
Information de gestion (5803)	7	8	3
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	4	3	1
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	9	8	7
Marketing et achats (5809)	11	9	7
Mathématique (5230)	32	29	27
Médecine et chirurgie expérim. (5108)	63	58	68
Microbiologie (5211)	56	57	55
Musique (5905)	37	42	19
Océanographie (5249)	24	25	22
Opérat. bancaires et finance (5804)	10	11	5
Orient, inform. scol. et prof. (5479)	17	17	7
Pédol., aménag. et conser sols (5303)	23	22	17
Pharmacie, sc pharmaceutiques (5112)	21	27	24
Philosophie (5495)	58	57	29
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	41	47	20
Psychologie (5420)	234	221	216
Recherche opérationnelle (5807)	9	9	2
Relations industrielles (5816)	34	33	17
Sans objet	0	0	
Santé communautaire et épidé. (5140)	53	54	43

Sc. de l'activité physique (5380)	13	11	11
Sc. et technologie aliments (5313)	45	44	40
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	211	218	182
Sc. infirmières et nursing (5104)	41	38	26
Science politique (5437)	45	47	20
Sciences biologiques (5200)	59	59	63
Sciences de la terre (5247)	21	20	18
Sciences de l'informatique (5340)	23	28	14
Sciences physiques (5240)	44	41	44
Sciences religieuses (5498)	58	51	20
Service social (5477)	26	33	19
Sociologie (5438)	40	39	24
Traduction (5571)	9	7	6
Urbanisme (5338)	17	18	10
Valeur indéterminée		4	
Zootechne (5304)	27	29	23
Certificats	5 683	5 433	2 300
Administration des affaires (5800)	979	985	475
Agriculture (5302)	193	185	12
Angl. en génér et lang. Matern (5594)		1	
Anthropologie (5432)	103	92	40
Art dramatique (5907)	7	9	
Arts plas (peint,dessin,sculpt (5902)	21	17	
Beaux-arts et arts appliqués (5900)	31	38	
Bibliothéconomie et archivist. (5890)	102	112	30
Cinématographie (5910)	27	21	
Communications et journalisme (5410)	176	192	37
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	90	97	56
Criminologie (5439)	236	167	37
Droit (5600)	315	291	78
Économique (5434)	51	46	27
Éduc. des adul. et form perm. (5712)	4	4	5
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	130	124	56
Ethnologie et ethnographie (5470)	4	5	
Études plurisectorielles (8000)	5	4	
Form. ens. au prof sec et coll (5709)	15	6	6
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	24	15	4
Franç. en génér et lang matern (5590)	66	57	11
Francais, langue seconde (5591)	61	57	37
Géographie (5436)	33	38	21
Gestion du personnel (5815)	112	98	68
Gestion et adminis des entrepr (5806)	690	531	549
Histoire (5435)	20	14	
Histoire de l'art (5903)	17	15	3
Humanités gré-lat et arch clas (5584)	9	9	5
Information de gestion (5803)	37	31	9
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	28	20	5
Lang. et lit. franç. ou angl. (5580)	66	60	9
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	7	14	0
Marketing et achats (5809)	58	65	14
Musique (5905)	54	57	11
Opérat. bancaires et finance (5804)	107	109	58
Orient, inform. scol. et prof. (5479)	23	18	3
Philosophie (5495)	87	79	33
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	66	74	19
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	122	138	85
Probabilités et statistiques (5232)	7	9	
Psychologie (5420)	401	411	193
Relations industrielles (5816)	57	45	9
Sans objet	24	17	3
Santé communautaire et épidém. (5140)	146	143	62
Sc. et technologie aliments (5313)	124	160	12
Science politique (5437)	67	56	30
Sciences biologiques (5200)	28	21	16
Sciences de l'informatique (5340)	267	252	77
Sciences domestiques (5474)	57	27	5
Sciences religieuses (5498)	128	109	51
Service social (5477)	137	115	35
Sociologie (5438)	8	9	1
Valeur indéterminée		107	
Zootechne (5304)	56	57	3
Attestation	1 112	1 091	1 593
Actuariat (5234)		1	62
Administration des affaires (5800)	154	153	47
Administration scolaire (5850)	12	9	4
Agriculture (5302)	22	25	
Anglais, langue seconde (5593)	9	17	3
Anthropologie (5432)	12	14	3
Bibliothéconomie et archivist. (5890)	3	2	
Biochimie (5214)		0	8
Chimie (5245)	3	4	7
Diététique et nutrition (5115)	74	79	
Droit (5600)	68	68	9
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	15	25	
Études plurisectorielles (8000)	0		5
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	23	19	
Francais, langue seconde (5591)	55	51	574
Génie chimique (5356)	4	2	25
Génie civil, constr. et transp (5358)	2	2	146
Génie élect, électro et commun (5359)	0	1	27
Génie géologique (5361)	1	1	33
Génie industriel et administr. (5363)	12	15	25

Génie inform. et construc. Ord (5373)	0	1	12
Génie mécanique (5360)	1	0	88
Génie physique (5369)		0	17
Géodésie (arpentage) (5371)	32	30	
Géographie (5436)			15
Gestion du personnel (5815)	6	9	3
Gestion et adminis des entrepr (5806)	231	177	255
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	73	73	17
Latin, latin-grec (5509)	4	2	1
Marketing et achats (5809)	17	22	
Médecine et chirurgie expérim. (5108)	0		1
Microbiologie (5211)			3
Musique (5905)			1
Opérat. bancaires et finance (5804)	8	7	1
Orthophonie et audiologie (5123)	33	31	50
Pédagogie universitaire (5711)	27	26	6
Pharmacie, sc pharmaceutiques (5112)	50	50	
Philosophie (5495)	10	6	3
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	7	3	3
Probabilités et statistiques (5232)			4
Sans objet	4	4	6
Santé communautaire et épidém. (5140)	14	11	0
Sc. de l'activité physique (5380)	7	6	
Sc. et technologie aliments (5313)	41	34	
Sciences biologiques (5200)	1		14
Sciences de l'informatique (5340)	24	21	92
Sciences physiques (5240)			6
Sciences religieuses (5498)	41	37	10
Sexologie (5471)	9	16	7
Sociologie (5438)	3	3	0
Valeur indéterminée		34	
Diplômes	1 251	1 052	466
Administration des affaires (5800)	101	103	69
Administration scolaire (5850)	165	172	16
Affaires sur le plan internat. (5813)	26	35	11
Beaux-arts et arts appliqués (5900)	10	1	11
Communications et journalisme (5410)	12	18	
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	100	38	99
Didactique (art d'enseigner) (5702)	44	40	21
Diététique et nutrition (5115)	65	55	
Droit (5600)	21	25	6
Économie rurale et agricole (5472)	5	2	
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	7	7	1
Ergonomie (5145)	13	11	9
Études plurisectorielles (8000)	3		3
Études urbaines (5444)	8	6	8
Form. des enseignants au coll. (5710)	98	89	1
Form. ens. spéc adap sco(ortho) (5706)	80	66	32
Génie industriel et administr. (5363)	13	12	6
Gestion des services de santé (5851)	35	33	1
Gestion et adminis des entrepr (5806)	228	186	120
Médecine (5106)	43	8	
Médecine dentaire (5110)	14	15	16
Pharmacie, sc pharmaceutiques (5112)	67	56	17
Philosophie (5495)	18	14	4
Santé communautaire et épidém. (5140)	32	29	3
Sc. de l'activité physique (5380)	11	11	
Sc. infirmières et nursing (5104)	2	0	3
Sciences biologiques (5200)	1		
Sciences religieuses (5498)	27	18	8
Traduction (5571)	2	2	1
Sans objet	2 757	2 450	1 234
Sans objet	2 757	2 450	1 234
Université McGill (979000)	38 007	35 420	17 004
Baccalauréat	23 923	22 575	7 782
Administration des affaires (5800)	350	318	105
Affaires sur le plan internat. (5813)	202	187	65
Agriculture (5302)	80	74	35
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	475	451	118
Anthropologie (5432)	156	145	37
Architecture (5332)	166	157	33
Biochimie (5214)	254	239	71
Chimie (5245)	157	145	58
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	372	349	122
Diététique et nutrition (5115)	421	353	171
Droit (5600)	681	567	213
Économique (5434)	964	916	253
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	323	293	99
Ergothérapie (5120)	115	112	18
Études géopolitiques (5400)	100	99	35
Études plurisectorielles (8000)	1 169	1 097	326
Études urbaines (5444)	8	11	2
Form. ens. au préscol. et prim (5704)	552	540	217
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	259	248	109
Formation des enseign. au sec. (5708)	328	298	154
Franç. en génér et lang matern (5590)	3	2	
G. métallurg. et des matériaux (5364)	241	235	165
Génie agricole, génie rural (5353)	196	179	56
Génie biologique et biomédical (5355)	31	29	
Génie chimique (5356)	400	373	144
Génie civil, constr. et transp (5358)	392	379	206
Génie élect, électro et commun (5359)	77	57	32

Génie inform. et construc. Ord (5373)	747	699	258
Génie mécanique (5360)	798	753	281
Génie minier (5368)	113	109	99
Géographie (5436)	10	11	7
Géologie (minéralogie, etc.) (5244)	200	199	68
Gestion du personnel (5815)	9	9	
Gestion et adminis des entrepr (5806)	60	65	9
Histoire (5435)	373	363	103
Histoire de l'art (5903)	113	103	23
Humanités gré-lat et arch clas (5584)	32	31	8
Information de gestion (5803)	73	79	16
Ingénierie (5350)	42	41	10
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	37	35	11
Lang. et lit. franç. ou angl. (5580)	61	58	17
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	160	153	38
Marketing et achats (5809)	204	200	67
Mathématique (5230)	264	249	67
Mathématiques appliquées (5233)	41	30	7
Médecine (5106)	789	782	538
Médecine dentaire (5110)	158	158	115
Météo. et sc. de l'atmosphère (5243)	11	11	2
Microbiologie (5211)	329	318	63
Musicologie (histoire, littér. (5906)	13	13	7
Musique (5905)	461	445	122
Opérat. bancaires et finance (5804)	820	793	211
Pharmacie, sc pharmaceutiques (5112)	374	365	109
Philosophie (5495)	165	161	38
Physiothérapie (5121)	137	137	22
Pluridiscipl. (sc. Humaines (5499)	230	220	73
Pluridisciplinaire (sc. pures) (5299)	113	104	21
Probabilités et statistiques (5232)	34	30	10
Psychologie (5420)	1 260	1 175	341
Relations industrielles (5816)	164	165	47
Sans objet	1 865	1 661	388
Santé communautaire et épidém. (5140)	1		1
Sc. de l'activité physique (5380)	460	436	182
Sc. et technologie aliments (5313)	89	80	23
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	792	761	185
Sc. infirmières et nursing (5104)	746	731	528
Science politique (5437)	1 064	997	269
Sciences biologiques (5200)	561	516	149
Sciences de la terre (5247)	4	4	1
Sciences de l'informatique (5340)	761	766	227
Sciences physiques (5240)	188	184	33
Sciences religieuses (5498)	76	80	19
Sciences sociales (5430)	26	36	
Service social (5477)	181	174	68
Sociologie (5438)	242	229	57
Valeur indéterminée		3	
Maîtrise	4 640	4 025	2 824
Administration des affaires (5800)	365	236	229
Affaires sur le plan internat. (5813)	29	37	33
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	47	43	25
Anthropologie (5432)	9	8	8
Architecture (5332)	77	52	33
Bibliothéconomie et archivist. (5890)	164	161	7
Biochimie (5214)	51	39	48
Chimie (5245)	35	29	21
Communications et journalisme (5410)	9	9	11
Diététique et nutrition (5115)	87	81	50
Droit (5600)	73	57	52
Économie rurale et agricole (5472)	7	6	9
Économique (5434)	34	28	21
Ergothérapie (5120)	163	87	59
Études géopolitiques (5400)	7	5	7
Études plurisectorielles (8000)	21	17	16
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	209	158	185
Franç. en génér et lang matern (5590)	1	2	
Génétique (5222)	55	47	34
Génie aérosp aéron. et astron. (5352)	28	28	8
Génie agricole, génie rural (5353)	108	125	67
Génie biologique et biomédical (5355)	35	37	24
Génie chimique (5356)	48	54	41
Génie civil, constr. et transp (5358)	84	68	32
Génie élect, électro et commun (5359)	136	144	88
Génie mécanique (5360)	96	95	61
Génie minier (5368)	54	44	46
Géographie (5436)	33	27	29
Géologie (minéralogie, etc.) (5244)	17	17	13
Gestion et adminis des entrepr (5806)	76	59	48
Histoire (5435)	41	35	28
Histoire de l'art (5903)	13	11	8
Humanités gré-lat et arch clas (5584)	3	2	2
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	13	10	7
Lang. et lit. franç. ou angl. (5580)	44	37	32
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	6	6	
Mathématique (5230)	34	29	29
Médecine (5106)	27	27	15
Médecine dentaire (5110)	36	33	30
Médecine et chirurgie expérim. (5108)	212	204	170
Météo. et sc. de l'atmosphère (5243)	15	13	15
Microbiologie (5211)	42	39	44

Musicologie (histoire, littér. (5906)	14	12	11
Musique (5905)	188	183	94
Opérat. bancaires et finance (5804)	21	20	21
Orthophonie et audiologie (5123)	62	58	50
Pharmacie, sc pharmaceutiques (5112)	28	27	19
Philosophie (5495)	4	2	4
Physiothérapie (5121)	167	104	77
Phytotechnie (5320)	21	19	15
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	308	282	124
Pluridiscipl. (administration) (5888)	3	2	1
Probabilités et statistiques (5232)	10	8	7
Psychologie (5420)	80	77	40
Ressources naturelles (5300)	25	19	24
Santé communautaire et épidém. (5140)	96	87	40
Sc. de l'activité physique (5380)	44	37	36
Sc. et technologie aliments (5313)	68	57	46
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	225	205	191
Sc. infirmières et nursing (5104)	109	108	47
Science politique (5437)	40	42	25
Sciences biologiques (5200)	108	75	54
Sciences de l'informatique (5340)	112	107	67
Sciences physiques (5240)	73	65	55
Sciences religieuses (5498)	16	15	16
Service social (5477)	103	98	55
Sociologie (5438)	5	4	6
Urbanisme (5338)	45	45	2
Valeur indéterminée		1	
Zoologie (5207)	4	4	2
Zootechnie (5304)	17	16	10
Doctorat	3 396	3 337	3 129
Administration des affaires (5800)	56	54	51
Angl. en génér et lang. Matern (5594)	32	29	29
Anthropologie (5432)	49	43	46
Architecture (5332)	38	34	34
Bibliothéconomie et archivist. (5890)	30	28	32
Biochimie (5214)	74	72	68
Chimie (5245)	132	131	111
Communications et journalisme (5410)	27	24	23
Diététique et nutrition (5115)	24	24	21
Droit (5600)	70	67	61
Économique (5434)	41	39	38
Ergothérapie (5120)	3	3	
Études géopolitiques (5400)	12	9	12
Études plurisectorielles (8000)	24	24	21
Form. ens. spéc au prim et sec (5705)	1	1	1
Génétique (5222)	55	61	62
Génie agricole, génie rural (5353)	58	64	57
Génie biologique et biomédical (5355)	59	58	51
Génie chimique (5356)	62	65	54
Génie civil, constr. et transp (5358)	46	50	46
Génie élect, électro et commun (5359)	174	171	164
Génie mécanique (5360)	114	116	107
Génie minier (5368)	117	114	103
Géographie (5436)	36	37	33
Histoire (5435)	59	56	52
Histoire de l'art (5903)	20	21	20
Information de gestion (5803)	1	1	
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	29	30	25
Lang. et lit. franç. ou angl. (5580)	21	23	25
Linguis. (phon, séman, philol) (5585)	20	20	16
Mathématique (5230)	42	39	41
Médecine (5106)	24	26	20
Médecine dentaire (5110)			1
Médecine et chirurgie expérim. (5108)	175	176	172
Météo. et sc. de l'atmosphère (5243)	28	30	32
Microbiologie (5211)	63	63	58
Musique (5905)	115	107	94
Orthophonie et audiologie (5123)	21	19	19
Pharmacie, sc pharmaceutiques (5112)	20	20	22
Philosophie (5495)	35	34	28
Physiothérapie (5121)	41	38	34
Phytotechnie (5320)	25	25	22
Pluridis. (sc. de l'éducation) (5700)	153	138	133
Probabilités et statistiques (5232)	17	16	14
Psychologie (5420)	143	135	135
Ressources naturelles (5300)	50	50	41
Santé communautaire et épidém. (5140)	64	60	59
Sc. de l'activité physique (5380)	19	17	15
Sc. et technologie aliments (5313)	25	25	17
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	348	348	322
Sc. infirmières et nursing (5104)	11	10	7
Science politique (5437)	34	31	32
Sciences biologiques (5200)	105	103	107
Sciences de la terre (5247)	31	30	29
Sciences de l'informatique (5340)	74	74	72
Sciences physiques (5240)	112	111	114
Sciences religieuses (5498)	37	41	32
Service social (5477)	34	35	32
Sociologie (5438)	37	38	35
Urbanisme (5338)	14	13	13
Valeur indéterminée		5	
Zoologie (5207)	5	3	5

Zootechne (5304)	10	8	9
Certificats	2 820	2 530	1 262
Administration des affaires (5800)	150	152	59
Administration scolaire (5850)	65	62	3
Affaires sur le plan internat. (5813)	3	2	2
Anglais, langue seconde (5593)	444	414	225
Bibliothéconomie et archivist. (5890)		2	
Communications et journalisme (5410)	113	102	67
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	223	134	179
Didactique (art d'enseigner) (5702)	2	1	
Droit (5600)	2	1	
Form. ens. spéc adap sco(ortho (5706)	45	55	35
Formation des enseign. au sec. (5708)	2	2	
Francais, langue seconde (5591)	127	121	61
Gestion de la production (5871)	60	59	6
Gestion des services de santé (5851)	438	356	28
Gestion du personnel (5815)	191	176	74
Gestion et adminis des entrepr (5806)	166	133	61
Lan et lit mod autr fran., ang (5500)	48	32	
Lang. et lit. franç. ou angl. (5580)	226	221	211
Marketing et achats (5809)	56	64	54
Médecine dentaire (5110)	30	30	28
Médecine et chirurgie expérim. (5108)	0	0	
Opérat. bancaires et finance (5804)	44	35	20
Pluridis. (sc. de l'��ducation) (5700)	150	152	107
Pluridiscipl. (sc de la santé) (5199)	37	37	0
Psychologie (5420)	3	3	
Sc. et technologie aliments (5313)	9	9	
Sc. fondam. et app de la santé (5102)	26	24	10
Sc. infirmières et nursing (5104)		3	
Sciences biologiques (5200)	3	1	
Sciences de l'informatique (5340)	71	73	15
Traduction (5571)	86	73	17
Valeur indéterminée		1	
Diplômes	870	834	455
Administration des affaires (5800)	128	112	80
Affaires sur le plan internat. (5813)	34	28	27
Communications et journalisme (5410)	64	70	33
Comptabilité, sc. Comptables (5802)	156	157	101
Diététique et nutrition (5115)			1
Envir.(qual. du milieu et poll (8076)	1	1	0
Gestion de la production (5871)	78	75	18
Gestion des services de santé (5851)	33	41	20
Gestion du personnel (5815)	152	138	49
Gestion et adminis des entrepr (5806)	26	18	16
Marketing et achats (5809)	47	56	41
Médecine et chirurgie expérim. (5108)	13	18	3
Météo. et sc. de l'atmosphère (5243)	1	2	
Musique (5905)	33	35	0
Opérat. bancaires et finance (5804)	74	65	42
Pluridis. (sc. de l'��ducation) (5700)	9	9	3
Sc. infirmières et nursing (5104)	12	2	13
Traduction (5571)	9	7	8
Sans objet	2 358	2 119	1 552
Sans objet	2 358	2 116	1 552
Valeur indéterminée		3	
Total général	310 422	296 594	146 733

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Le montant accumulé jusqu'à aujourd'hui par les fondations de chacune des universités et le montant amassé spécifiquement pour l'année 2017-2018.

RÉPONSE

Dans le milieu universitaire, il existe deux types de fondations :

- Les fondations universitaires, constituées en vertu de la Loi sur les fondations universitaires;
- Les fondations des universités qui sont des entités juridiques distinctes.

Les soldes de fonds ainsi que le montant des dons perçus par les fondations pour l'année 2016-2017 sont les suivants :

FONDATIONS UNIVERSITAIRES

Solde de fonds et dons (en \$) reçus par les fondations universitaires pour l'année 2016-2017

Nom de la fondation	Solde de fonds 2016-2017	Dons 2016-2017	Date de fin d'exercice
Fondation universitaire de l'Université de Concordia	Inactive	Inactive	-
Fondation universitaire de l'École des hautes études commerciales de Montréal	-	-	31 mai 2017
Fondation universitaire de l'Institut royale pour l'avancement des sciences (Université McGill)	7 676	-	31 mai 2017
Fondation universitaire de l'Université de Montréal	16 475	-	31 mai 2017
Fondation universitaire de l'UQAM	Inactive	Inactive	-

FONDATIONS DES UNIVERSITÉS

Soldes de fonds et dons (en \$) reçus par les fondations des universités pour l’année 2016-2017

Nom de la fondation	Solde de fonds 2016-2017	Dons (Revenus) ¹ 2016-2017	Date de fin d’exercice
La Fondation de l’Université Laval	211 895 763	26 763 629	30 avril 2017
Université de Montréal	N/A ²	N/A ²	-
Fondation HEC Montréal	42 765 046	6 715 777	31 décembre 2016
Fondation de Polytechnique	32 908 905	4 701 961	30 avril 2017
La Fondation de l’Université de Sherbrooke	69 043 907	10 135 675	30 avril 2017
Université McGill	N/A ²	N/A ²	-
La Fondation de l’Université Concordia	171 896 000	-	30 avril 2017
Fondation de l’Université Bishop’s	59 106 068	7 284 307	30 avril 2017
Universités du Québec ³			
Fondation de l’Université du Québec à Montréal	25 763 077	6 218 887	30 avril 2017
Fondation de l’Université du Québec à Trois-Rivières	19 075 929	2 544 651	30 avril 2017
La Fondation de l’Université du Québec à Chicoutimi inc.	12 676 331	-	31 décembre 2016
Fondation de l’Université du Québec à Rimouski inc.	9 079 725	1 945 190	31 décembre 2016
Fondation de l’Université du Québec en Outaouais	8 460 770	422 711	31 mai 2017
Fondation de l’Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue inc.	16 825 469	1 942 263	30 avril 2017
Fondation universitaire Armand-Frappier de l’INRS ⁴	8 532 002	808 306	30 avril 2016
L’École de technologie supérieure	N/A ²	N/A ²	-
Fondation de l’Université du Québec	7 123 014	574 999	30 avril 2017

1. N’inclut pas les autres revenus, tels que, les dons provenant de l’Université, les amortissements des apports reportés, les produits de placements, les produits des stationnements, les produits locatifs et les gains sur taux de change.

2. L’Université n’a pas de fondation. Elle reçoit directement les dons qui ne peuvent être identifiées.

3. L’Université du Québec (siège social), l’École nationale d’administration publique et la Télé-Université n’ont pas de fondations. Elles reçoivent les dons de la Fondation de l’Université du Québec.

4. Les états financiers 2016-2017 de la Fondation sont en attente de réception. Les données 2015-2016 ont été utilisées.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre de nouveaux diplômés au baccalauréat et à la maîtrise dans les catégories ci-dessous.
Ventilation par université, par matière d'enseignement pour 2017-2018:

- a. enseignement au préscolaire et au primaire
- b. enseignement au secondaire.

RÉPONSE

Le tableau en annexe présente le nombre de diplômes émis au baccalauréat et à la maîtrise par université et par programme en 2016 dans les disciplines suivantes :

- enseignement au préscolaire et au primaire
- enseignement au secondaire

(le nombre de diplômes émis est compilé en année civile)

L'année 2016 est l'année la plus récente disponible pour des données de sanctions décernées à l'enseignement universitaire.

Diplômes émis en 2016 dans les disciplines de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire selon l'université, le type de diplôme et le programme d'études

Direction des indicateurs et des statistiques.
Environnement informationnel, système Gestion des données sur l'effectif universitaire (GDEU).
Données en date du 1^e novembre 2017.

Discipline CLASS dominante	(Tous)
Étiquettes de lignes	Diplômes émis
Université Bishop's (981000)	70
Baccalauréat	70
Double Major English and Secondary Ed (BAMAJEEN)	5
Double Major Fine Arts and Secondary Ed (BAMAJEFI)	1
Double Major French Spanish Sec Ed (BAMAJEFS)	1
Double Major Mathematics Secondary Ed (BAMAJEDM)	1
Double Major Mathematics Secondary Ed (BSCMAJEDM)	2
Double Major Social Studies Sec Ed (BAMAJESO)	7
Fine Arts Major (BAMAJFIN)	1
Major in Educational Studies Secondary (BAMAJESS)	3
Primary Education (BEDCONPRI)	23
Psychology Minor (BAMINPSY)	1
Secondary Education (BEDCONSEC)	23
Sports Studies Major (BAMAJSPO)	1
Teaching English Second Language Minor (BAMINTSL)	1
Université Concordia (980000)	23
Baccalauréat	19
SPECIALZTN EARLY CHILDHOOD & ELEMENT ED (ECEEBASP)	19
Maîtrise	4
COURSE BAS TEACHING MATH (B PROJECT OPT) (MATHMTM4F)	1
COURSE BAS TEACHNG MATH(C COURSE OPT) (MATHMTM4G)	2
THESIS TEACHNG MATH (A THESIS OPT) (MATHMTM4E)	1
Université de Montréal (976000)	289
Baccalauréat	272
Éduc. préscol./ens. prim.(Baccalauréat) (182010)	116
Éduc. préscol./ens. prim.(Baccalauréat) (182019)	62
Ens. éthique et cult. rel.(Baccalauréat) (183518)	3
Ens. français au sec.(Baccalauréat) (183515)	35
Ens. mathématiques au sec.(Baccalauréat) (183412)	16
Ens. sc. et techno au sec.(Baccalauréat) (182810)	16
Ens. univers social au sec.(Baccalauréat) (184110)	24
Maîtrise	17
Enseig. au secondaire(Maîtrise) (281113)	17
Université de Sherbrooke (977000)	363
Attestation	12
MIC.2C.EN ENSEIG. AU SECONDAIRE - ANGLAIS LANGUE SECONDE (47C001)	2
MIC.2C.EN ENSEIG. AU SECONDAIRE - SCIENCES ET TECHNOLOGIES (47C004)	3
MIC.2C.ENSEIG. AU PRESCOLAIRE ET AU PRIMAIRE I (PRESENTIEL) (4EV000)	3
MICRO.DE 1C. EN ACCOMP.DU PERSONNEL EDU. EN SERVICE DE GARD (42J000)	3
MICROPROGRAMME 2E CYCLE EN ENSEIGNEMENT AU SECONDAIRE (47B000)	1
Baccalauréat	221
B. EN ENSEIGNEMENT AU PRESCOLAIRE ET AU PRIMAIRE (237000)	137
B. EN ENSEIGNEMENT AU PRESCOLAIRE ET AU PRIMAIRE (237001)	14
B. EN ENSEIGNEMENT AU SECONDAIRE (SCIENCES ET TECHNOLOGIE) (276000)	5
B. ENSEIGNEMENT AU SECONDAIRE (FRANCAIS LANGUE ENSEIGNEMENT) (273000)	23
BACCALAUREAT EN ENSEIGNEMENT AU SECONDAIRE (MATHEMATIQUES) (275000)	17
BACCALAUREAT EN ENSEIGNEMENT AU SECONDAIRE (UNIVERS SOCIAL) (274000)	24
BACCALAUREAT EN ENSEIGNEMENT AU SECONDAIRE-AUTOFINANCE (869000)	1
Diplôme	49
DIPLOME D'ENSEIG. AU PRESCOLAIRE ET AU PRIMAIRE (EN LIGNE) (555001)	5
DIPLOME D'ENSEIG. AU PRESCOLAIRE ET AU PRIMAIRE (PRESENTIEL) (555000)	42
DIPLOME D'ENSEIGNEMENT AU SECONDAIRE (556000)	2
Maîtrise	81
MAITRISE EN ENS. AU PRESCOLAIRE ET AU PRIMAIRE (664000)	30
MAITRISE EN ENSEIGNEMENT AU SECONDAIRE (665000)	3
MAITRISE EN ENSEIGNEMENT AU SECONDAIRE (QUALIFIANT ANGLAIS) (66A001)	5

MAITRISE EN ENSEIGNEMENT AU SECONDAIRE (QUALIFIANT FRANCAIS) (66A002)	16
MAITRISE EN ENSEIGNEMENT AU SECONDAIRE (QUALIFIANT MATHEMA.) (66A003)	3
MAITRISE EN ENSEIGNEMENT AU SECONDAIRE (QUALIFIANT SCI.TECH) (66A004)	19
MAITRISE EN ENSEIGNEMENT AU SECONDAIRE (QUALIFIANT UNI.SOC.) (66A005)	5
Université du Québec à Chicoutimi (978003)	60
Baccalauréat	60
Baccalauréat en éducation préscolaire et en enseign. primair (7991)	44
Baccalauréat en enseign. secondaire (science et technologie) (7653)	2
Baccalauréat en enseignement secondaire (français) (7651)	10
Baccalauréat en enseignement secondaire (mathématique) (7654)	4
Université du Québec à Montréal (978001)	425
Baccalauréat	345
Baccalauréat éduc.préscol.& ens.primaire (pr. DEC-BAC intégr (7592)	14
Baccalauréat en éduc.préscol.et en ens.primaire (7593)	159
Baccalauréat en éduc.préscol.et en ens.primaire (form.initia (7693)	13
Baccalauréat en ens. sec. (formation éthique et culture reli (7657)	17
Baccalauréat en ens. second. (sciences humaines/univers soci (7652)	31
Baccalauréat en ens. secondaire (mathématiques) (7954)	31
Baccalauréat en enseign. secondaire (science et technologie) (7653)	24
Baccalauréat en enseignement secondaire (français) (7951)	56
Certificat	36
Certificat en éduc. préscolaire et ens. au primaire (perfect (4640)	36
Maîtrise	44
Maîtrise en enseign.des arts (conc.arts visuels et médiatiqu (1502)	5
Maîtrise en enseignement (pr.ens.sec.-conc.franç.langue.prem (1711)	4
Maîtrise en enseignement (pr.ens.sec.-conc.mathématiques) (1712)	3
Maîtrise en enseignement (pr.ens.sec.-conc.sc.hum.& unive.so (1714)	2
Maitrise en enseignement (pr.ens.sec.-conc.science & techno. (1713)	8
Maîtrise en enseignement des arts (conc. art dramatique) (1501)	10
Maîtrise en enseignement des arts (conc. danse) (1503)	1
Maîtrise en enseignement des arts (conc. musique) (1504)	11
Université du Québec à Rimouski (978004)	115
Baccalauréat	115
Baccalauréat en éducation préscolaire et en enseign. primair (7590)	93
Baccalauréat en enseign. secondaire (science et technologie) (7653)	4
Baccalauréat en enseign.secondaire (développement personnel) (7659)	1
Baccalauréat en enseignement secondaire (français) (7651)	7
Baccalauréat en enseignement secondaire (mathématique) (7654)	6
Baccalauréat en enseignement secondaire (univers social) (7655)	4
Université du Québec à Trois-Rivières (978002)	180
Baccalauréat	172
Baccalauréat en éducation préscolaire et en enseign. primair (7990)	115
Baccalauréat en ens.secondaire (univers social & dév.personn (7656)	7
Baccalauréat en enseign. secondaire (science et technologie) (7653)	5
Baccalauréat en enseignement secondaire (français) (7651)	23
Baccalauréat en enseignement secondaire (mathématique) (7654)	9
Baccalauréat en enseignement secondaire (univers social) (7655)	13
Maîtrise	8
Maîtrise en enseignement (éthique et cultures religieuses) (1955)	3
Maîtrise en enseignement (français, langue maternelle) (1951)	1
Maîtrise en enseignement (science et technologie) (1953)	1
Maîtrise en enseignement (univers social) (1954)	3
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (978006)	58
Baccalauréat	51
Baccalauréat en éducation préscolaire et en enseign. primair (7991)	37
Baccalauréat en enseignement secondaire (français) (7651)	6
Baccalauréat en enseignement secondaire (mathématique) (7654)	5
Baccalauréat en enseignement secondaire (univers social) (7655)	3
Certificat	7
Certificat d'enseign.au préscol.et au prim.en milieu nordiqu (4340)	2
Certificat en accompagnement à l'enseignement primaire (4950)	2
Certificat en accompagnement à l'enseignement secondaire (4850)	2
Certificat en enseig.au préscol.& au prim.en milieu nordique (4740)	1
Université du Québec en Outaouais (978005)	122
Baccalauréat	122
Baccalauréat en éducation préscolaire et en enseign. primair (7991)	103
Baccalauréat en enseignement secondaire (français) (7651)	7
Baccalauréat en enseignement secondaire (mathématique) (7654)	6

Baccalauréat en enseignement secondaire (univers social) (7655)	6
Université Laval (975000)	317
Baccalauréat	317
Baccalauréat éduc. au préscol., ens. au primaire (B. Ens.) (B-ENP.ENP)	185
Baccalauréat en sc. de l'éducation - préscolaire et primaire (B-SENP.ENP)	2
Baccalauréat ens. sec. - français, langue première (B. Ens.) (B-ENS.FLP)	41
Baccalauréat ens. sec. - sciences et technologie (B. Ens.) (B-ENS.STC)	34
Baccalauréat ens. sec. - un. social (hist.-géogr.) (B. Ens.) (B-ENS.UHG)	19
Baccalauréat ens. sec. - un. social, dév. personn. (B. Ens.) (B-ENS.UDP)	8
Baccalauréat ens. secondaire - mathématiques (B. Ens.) (B-ENS.EMA)	28
Université McGill (979000)	290
Baccalauréat	230
BACH-K/Elem Péd de l'Immersion Fran (1BSPDF)	8
BACH-Kindergarten & Elem Jewish St (1BSKJS)	1
BACH-Kindergarten & Elementary Ed (1BSKEE)	132
BACH-Kindergarten & Elementary Ed/First Nations & Inuit Stud (1BSKEE FNS)	1
BACH-Secondary English (1BSSEN)	46
BACH-Secondary Mathematics (1BSSMT)	5
BACH-Secondary One-subject/Science & Technology - Biology (1BSSOS OSB)	3
BACH-Secondary Science & Technology (1BSSCT)	10
BACH-Secondary Science & Technology/Biology/Chemistry (1BSSCT BIO CHM)	1
BACH-SecondaryOne-subject/Science & Technology-Chemistry (1BSSOS OSC)	1
BACH-SecondarySocialSciences/Hist & Citizn, Ethi & Rel Cult (1BSSSS HCE)	12
BACH-SecondarySocialSciences/History & Citizenship, Geog (1BSSSS HCG)	10
Maîtrise	60
MA,Teaching & Learning -N/English Language Arts (GIJTLN5ELA)	13
MA,Teaching & Learning -N/English or French Second Lang (GIJTLN5EFL)	11
MA,Teaching&Learning-N/Mathematics (GIJTLN5MTL)	7
MA,Teaching&Learning-N/Science & Technology (GIJTLN5STY)	15
MA,Teaching&Learning-N/Social Sciences (GIJTLN5SSN)	14
Total général	2 312

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre de nouveaux diplômés au baccalauréat et à la maîtrise dans les catégories ci-dessous.
Ventilation par université pour 2017-2018 :

- a. adaptation scolaire et sociale
- b. enseignement professionnel
- c. orientation
- d. psychoéducation

RÉPONSE

Le tableau en annexe présente le nombre de diplômes émis au baccalauréat et à la maîtrise par université en 2016 dans les programmes d'études des disciplines suivantes :

- adaptation scolaire et sociale
- enseignement professionnel
- orientation
- psychoéducation

(le nombre de diplômes émis est compilé en année civile)

L'année 2016 est l'année la plus récente disponible pour des données de sanctions décernées à l'enseignement universitaire.

Diplômes émis en 2016 dans certaines disciplines selon l'université, le type de diplôme et le programme d'études

Direction des indicateurs et des statistiques.
Environnement informationnel, système Gestion des données sur l'effectif universitaire (GDEU).
Données en date du 1^e novembre 2017.

Discipline CLASS dominante	(Tous)
Étiquettes de lignes	Diplômes émis
Université de Montréal (976000)	383
Baccalauréat	196
Ens. adaptation scolaire(Baccalauréat) (185710)	66
Ens. adaptation scolaire(Baccalauréat) (185719)	45
Intervention psychoéducative(Certificat) (121551)	1
Psychoéducation(Baccalauréat) (121010)	84
Maîtrise	111
Orthopédagogie(Maîtrise) (285513)	46
Psychoéducation(Maîtrise) (221011)	41
Psychoéducation(Maîtrise) (221019)	24
Attestation	18
Ortho. (élèves/diff. d?adapt.)(Microprogramme) (285563)	2
Psychoéducation(Microprogramme) (221060)	12
Psychoéducation(Microprogramme) (221069)	4
Certificat	56
Intervention psychoéducative(Certificat) (121551)	31
Psychoéducation(Mineure) (121040)	25
Doctorat	2
Psychoéducation(Doctorat) (321010)	2
Université de Sherbrooke (977000)	402
Baccalauréat	251
B. EN ADAPTATION SCOLAIRE ET SOCIALE (246000)	89
B. EN ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (SECONDAIRE) (250000)	54
B. EN ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (SECONDAIRE) ANG. (250001)	11
B. EN ORIENTATION (233000)	29
B. EN ORIENTATION COOP (233500)	4
B. EN PSYCHOEDUCATION (226000)	64
Maîtrise	83
MAITRISE EN ORIENTATION (629000)	25
MAITRISE EN ORIENTATION RECH (629001)	5
MAITRISE EN PSYCHOEDUCATION (636000)	44
MAITRISE EN PSYCHOEDUCATION RECH (636001)	9
Diplôme	18
DIPLOME D'INTERVENTION EN FORMATION PROFESSIONNELLE (538000)	4
DIPLOME EN ADAPTATION SCOLAIRE ET SOCIALE (526000)	11
DIPLOME EN ADAPTATION SCOLAIRE ET SOCIALE ORTHOPEDA. (526001)	3
Attestation	29
MICROPROG. 2C. EN ADAPTATION SCOLAIRE ET SOCIALE (44Z000)	13
MICROPROGRAMME EN CONSEILLANCE PEDAGOGIQUE (46R000)	16
Certificat	19
CERTIFICAT EN ORIENTATION (167000)	19
Doctorat	2
DOCTORAT EN PSYCHOEDUCATION (735000)	2
Université du Québec à Chicoutimi (978003)	36
Baccalauréat	35
Baccalauréat en enseignement en adaptation scolaire et socia (7080EN13)	22
Baccalauréat en enseignement en adaptation scolaire et socia (7080EN14)	9
Baccalauréat en enseignement professionnel (7246)	3
Certificat en sciences de l'éducation (professionnel) (4052)	1
Diplôme	1
DESS en orthopédagogie (3053)	1
Université du Québec à Montréal (978001)	384
Baccalauréat	272
Bac. d'ens. en form. prof. & tech. (form. tech. au collégial (7415)	49
Bac. d'ens. en form. prof.& tech. (form. prof. au secondaire (7414)	41
Baccalauréat d'enseignement en formation professionnelle (7613)	7
Baccalauréat en développement de carrière (7344)	29
Baccalauréat en développement de carrière (7345)	32
Baccalauréat en ens. en adaptation scol.& soc. (volet primai (7088)	69

Baccalauréat en ens.en adap.scol. & soc. (volet secondaire) (7089)	41
CERTIFICAT EN INTERVENTION PSYCHOSOCIALE (4153)	2
Certificat pour formateurs en milieu de travail (4430)	1
Majeure en développement de carrière (6345)	1
Maîtrise	62
Maîtrise en carriérologie (3038)	10
Maîtrise en carriérologie (profil intervention) (1638)	15
Maîtrise en carriérologie (profil recherche-intervention) (1630)	1
Maîtrise en orthopédagogie (3050)	36
Diplôme	24
DESS en interv.éduc. élèves avec trouble envahis.du dévelop. (3260)	8
Majeure en développement de carrière (6345)	16
Attestation	8
Prog.court 2e cy.didact.cogn.diff.d'apprent.lecture & écritu (0640)	7
Prog.court 2e cycle en orthodidactique des mathématiques (0655)	1
Certificat	18
Certificat en développement de carrière (4017)	2
Certificat pour formateurs en milieu de travail (4430)	2
Certificat pour formateurs en milieu de travail (4550)	14
Université du Québec à Rimouski (978004)	126
Baccalauréat	109
Baccalauréat en enseignement en adaptation scolaire et socia (7080PR11)	68
Baccalauréat en enseignement en adaptation scolaire et socia (7080PR12)	22
Baccalauréat en enseignement professionnel (7246)	17
Certificat en psychoéducation (4815)	2
Attestation	10
Prog.court 1er cy. en ens.en adap.scol.& soc. I: volet perfe (0566)	10
Certificat	7
Certificat en psychoéducation (4815)	7
Université du Québec à Trois-Rivières (978002)	249
Baccalauréat	202
Baccalauréat en ens. en adaptation scol.& soc. (volet primai (7088)	34
Baccalauréat en ens.en adap.scol. & soc. (volet secondaire) (7089)	13
Baccalauréat en psychoéducation (7815)	155
Maîtrise	43
Maîtrise en psychoéducation (avec mémoire et stage) (3168)	2
Maîtrise en psychoéducation (avec stage) (3158)	41
Attestation	3
Microprogramme de 1er cy. en orthopédagogie (0581)	1
Microprogramme de 1er cy.en intervention orthopédagogique (0881)	2
Doctorat	1
Doctorat en psychoéducation (3298)	1
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (978006)	47
Baccalauréat	28
Baccalauréat en enseignement professionnel (7246)	3
Baccalauréat en psychoéducation (7815)	25
Maîtrise	19
Maîtrise en psychoéducation (avec stage) (3158)	19
Université du Québec en Outaouais (978005)	154
Baccalauréat	103
Baccalauréat en enseign.en adap.scol.(profil primaire) (7180PR06)	35
Baccalauréat en psychoéducation (7815)	68
Maîtrise	51
Maîtrise en psychoéducation (avec mémoire et stage) (3168)	1
Maîtrise en psychoéducation (avec stage) (3158)	50
Université Laval (975000)	406
Baccalauréat	184
Baccalauréat en orientation (B. Éd.) (B-ORN.ORA)	105
Baccalauréat en psychoéducation (B. Éd.) (B-PSE.PSE)	78
Baccalauréat enseignement professionnel, technique (B. Ens.) (B-EPT.EPT)	1
Maîtrise	155
Maîtrise en psychoéducation (M. Ps. éd.) (M-PSE.PSE)	54
Maîtrise en psychopéd. - adapt. scol. - avec mémoire (M.A.) (MM-PPG.ADP)	4
Maîtrise en psychopédagogie - adaptation scolaire (M.A.) (M-PPG.ADP)	2
Maîtrise en sc. de l'orientation R & I - avec mémoire (M.A.) (MM-ORN.ORI)	3
Maîtrise en sciences de l'orientation (M.A.) (M-ORN.ORN)	92
Diplôme	40
DESS en adaptation scolaire - difficultés comportementales (DS-ADP.DCP)	10
DESS en adaptation scolaire - difficultés d'apprentissage (DS-ADP.DAP)	30
Attestation	1
Micr. 2e cycle intervention pédagogique - diff. langagière (MS-IPE.DLG)	1
Certificat	24

Certificat en enseignement professionnel et technique (C-EPT.EPT)	13
Certificat en orientation (C-ORN.ORA)	11
Doctorat	2
Doctorat en sciences de l'orientation (Ph. D.) (D-ORN.ORN)	2
Université McGill (979000)	35
Maîtrise	18
MA,Counselling Psychology -N/Professional/Internship (GIJCLP5PIT)	18
Certificat	17
CERT,Inclusive Education (1CSIED)	17
Université Concordia (980000)	11
Diplôme	11
GRAD DIPL YOUTH WORK (YWORGSA SGD)	11
Total général	2 233

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour chacune des universités, le salaire annuel des postes suivants en 2017-2018 :

- a. le recteur ou la rectrice;
- b. le vice-recteur ou de la vice-rectrice;
- c. les vice-recteurs ou les vice-rectrices adjoint(e)s;
- d. le ou la secrétaire général(e);
- e. les doyens ou les doyennes;
- f. les vice-doyens ou les vice-doyennes.

RÉPONSE

L'information pour 2017-2018 n'est pas disponible.

L'information demandée est présente dans les états du traitement des membres du personnel de direction qui sont déposés chaque année à l'Assemblée nationale conformément aux dispositions de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Le salaire de base octroyé aux recteurs ou principaux, vice-recteurs ou vice-principaux ainsi qu'aux secrétaires généraux est présenté dans le tableau 1 en annexe. Celui octroyé aux vice-recteurs ou vice-principaux associés ou adjoints ainsi qu'aux doyens est présenté dans le tableau 2 en annexe. Les mêmes tableaux répondent également au questionnement concernant la rémunération additionnelle imposable reçue en supplément du salaire de base annuel.

Par ailleurs, le Ministère ne dispose pas d'information spécifique sur le salaire annuel de base des vice-doyens. Cette information n'est pas requise en vertu de la Loi.

TABLEAU 1 - Salaires de base et autres éléments de rémunération du personnel de direction supérieure des universités du Québec
Recteurs ou principaux, vice-recteurs ou vice-principaux et secrétaires généraux, année 2016-2017 (en \$)

Établissements universitaires	Recteurs ou principaux			Vices-recteurs ou vice-principaux						Secrétaires généraux		
	Salaire de base (question 157 a)	Autres éléments salariaux (question 158 a)	Total	Salaire de base (question 157 b)		Autres éléments salariaux (question 158 b)		Total		Salaire de base (question 157 d)	Autres éléments salariaux (question 158 d)	Total
				maximum	minimum	maximum	minimum	maximum	minimum			
Bishop's	281 470	18 811	300 281	171 700	150 000	3 029	2 967	174 729	152 967	147 859	1 310	149 169
Concordia	377 058	69 497	446 555	285 972	223 520	19 188	3 330	305 160	229 376	233 504	18 591	252 095
Laval	331 406	2 141	333 547	242 049	167 120	18 941	0	244 382	168 880	167 891	7 749	175 640
McGill	433 474	151	433 625	465 812	220 000	30 222	355	468 125	220 355	191 745	17 967	209 712
Montréal	422 269	12 148	434 417	259 257	250 183	2 947	894	262 204	252 719	208 023	3 939	211 962
HEC	274 830	16 654	291 484	187 947	s.o.	10 586	s.o.	198 533	s.o.	204 785	9 339	214 124
Polytechnique	250 791	16 166	266 957	204 278	189 217	5 341	0	207 781	191 985	161 615	7 510	169 125
Sherbrooke	309 873	1 537	311 410	228 901	197 331	2 804	1 773	231 056	199 104	256 570	970	257 540
UQ-Siège social	211 285	7 777	219 062	169 026	169 026	6 391	3 437	175 417	172 463	190 158	6 391	196 549
UQAC	190 157	7 292	197 449	174 561	174 561	6 966	4 123	181 527	178 684	174 561	7 959	182 520
UQAM	200 720	2 735	203 455	180 648	175 131	3 510	427	184 158	177 710	180 648	5 176	185 824
UQAR	179 592	3 114	182 706	164 867	164 867	3 209	581	168 076	165 448	137 363	337	137 700
UQAT	169 026	2 153	171 179	152 121	146 317	4 403	2 968	155 089	150 720	152 121	545	152 666
UQO	179 592	3 121	182 713	161 631	161 631	4 882	3 340	166 513	164 971	161 631	4 960	166 591
UQTR	188 052	7 387	195 439	171 141	162 000	5 468	237	176 609	162 237	142 521	3 367	145 888
ENAP	169 026	3 312	172 338	152 124	122 267	9 299	2 955	155 079	131 566	152 124	4 763	156 887
ETS	190 157	5 289	195 446	161 633	161 633	19 278	2 043	180 911	163 676	161 633	1 856	163 489
INRS	190 155	3 995	194 150	177 540	151 377	4 911	2 847	182 451	154 224	177 540	4 911	182 451
TELUQ	169 026	6 444	175 470	152 124	140 023	7 012	1 260	158 907	141 283	152 124	6 260	158 384

Source: États du traitement 2016-2017 produits dans le cadre de la loi 95

Tableau 2 - Salaires de base et de la valeur des autres éléments du traitement du personnel de direction supérieure des universités du Québec

Vice-recteurs ou vice-principaux adjoints ou associés et doyens, année 2016-2017 (en \$)

Établissements universitaires	Vice-recteurs ou vice-principaux adjoints ou associés						Doyens					
	Salaire de base (question 157 c)		Autres éléments salariaux (question 158 c)		Total		Salaire de base (question 157 e)		Autres éléments salariaux (question 158 e)		Total	
	maximum	minimum	maximum	minimum	maximum	minimum	maximum	minimum	maximum	minimum	maximum	minimum
Bishop's	171 700	150 000	3 029	2 967	174 729	152 967	149 870	121 661	2 987	802	152 857	124 520
Concordia	285 972	223 520	19 188	3 330	305 160	229 376	258 601	125 865	118 369	1 304	259 905	207 055
Laval	242 049	167 120	18 941	0	244 382	168 880	270 381	138 152	42 983	0	277 011	145 372
McGill	465 812	220 000	30 222	355	468 125	220 355	407 421	138 890	17 313	388	409 734	41 203
Montréal	259 257	250 183	2 947	894	262 204	252 719	347 302	161 008	10 262	189	349 401	163 410
HEC	187 947	s.o.	10 586	s.o.	198 533	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Polytechnique	204 278	189 217	5 341	0	207 781	191 985	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Sherbrooke	228 901	197 331	2 804	1 773	231 056	199 104	254 884	162 864	2 155	1 038	256 657	164 987
UQ-Siège social	169 026	169 026	6 391	3 437	175 417	172 463	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
UQAC	174 561	174 561	6 966	4 123	181 527	178 684	157 492	151 731	3 375	2 059	160 867	153 790
UQAM	180 648	175 131	3 510	427	184 158	177 710	167 098	158 066	3 420	566	170 518	158 632
UQAR	164 867	164 867	3 209	581	168 076	165 448	148 378	138 600	8 643	259	157 021	138 879
UQAT	152 121	146 317	4 403	2 968	155 089	150 720	137 250	137 250	14 507	3 271	151 457	140 520
UQO	161 631	161 631	4 882	3 340	166 513	164 971	146 685	119 402	5 552	315	147 000	124 954
UQTR	171 141	162 000	5 468	237	176 609	162 237	154 026	130 342	3 444	122	157 470	133 504
ENAP	152 124	122 267	9 299	2 955	155 079	131 566	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	
ETS	161 633	161 633	19 278	2 043	180 911	163 676	154 027	147 280	18 562	17 907	172 589	165 187
INRS	177 540	151 377	4 911	2 847	182 451	154 224	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
TELUQ	152 124	140 023	7 012	1 260	158 907	141 283	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

Source: États du traitement 2016-2017 produits dans le cadre de la loi 95

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour chacune des universités, pour les recteurs, les vice-recteurs et les doyens, pour 2017-2018 :

- a. Montant pour les rémunérations additionnelles (bonis reçus), en supplément de leur salaire annuel;
- b. Montant total de leurs comptes de dépenses (frais de repas, frais de déplacement, frais de voyage, frais de voiture de fonction, frais d'allocation de résidence, etc.).

RÉPONSE

L'information pour 2017-2018 n'est pas disponible. Les données présentées sont pour 2016-2017.

a) Rémunération additionnelle

Les états du traitement du personnel de direction déposés annuellement à l'Assemblée nationale présentent la valeur monétaire de la rémunération additionnelle octroyée aux recteurs, aux vice-recteurs, aux vice-recteurs associés ou adjoints ainsi qu'aux doyens. Dans certains cas, des notes à l'état du traitement indiquent la nature de cette rémunération additionnelle : prime de fonction, assurances, allocations imposables, paiements des vacances au départ, etc.). Néanmoins, aucun état du traitement transmis par les universités ne fait état de primes, bonis ou suppléments accordés en fonction du rendement. Une présentation sommaire des données pertinentes (salaires de base et aux autres éléments de rémunération imposables) apparaît dans les tableaux 1 et 2 en annexe.

L'absence de primes ou de bonis fondés sur le rendement résulte directement de l'application de la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 17 mars 2011 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2012-2013 et la réduction de la dette (Loi 100). À l'égard des exercices financiers ayant débuté en 2010, 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015, la Loi 100 a eu pour effet d'interdire le versement au personnel concerné de toute rémunération additionnelle fondée sur le rendement personnel ou sur celui de l'établissement.

b) Détails sur les comptes de dépenses

Le Ministère ne dispose pas de données détaillées sur les comptes de dépenses des recteurs, des vice-recteurs et des doyens. Cependant, la somme des allocations et des frais remboursés est disponible dans les états du traitement déposés à l'Assemblée nationale.

TABLEAU 1 - Salaires de base et autres éléments de rémunération du personnel de direction supérieure des universités du Québec
Recteurs ou principaux, vice-recteurs ou vice-principaux et secrétaires généraux, année 2016-2017 (en \$)

Établissements universitaires	Recteurs ou principaux			Vices-recteurs ou vice-principaux						Secrétaires généraux		
	Salaire de base (question 157 a)	Autres éléments salariaux (question 158 a)	Total	Salaire de base (question 157 a)		Autres éléments salariaux (question 158 b)		Total		Salaire de base (question 157 d)	Autres éléments salariaux (question 158 d)	Total
				maximum	minimum	maximum	minimum	maximum	minimum			
Bishop's	281 470	18 811	300 281	171 700	150 000	3 029	2 967	174 729	152 967	147 859	1 310	149 169
Concordia	377 058	69 497	446 555	285 972	223 520	19 188	3 330	305 160	229 376	233 504	18 591	252 095
Laval	331 406	2 141	333 547	242 049	167 120	18 941	0	244 382	168 880	167 891	7 749	175 640
McGill	433 474	151	433 625	465 812	220 000	30 222	355	468 125	220 355	191 745	17 967	209 712
Montréal	422 269	12 148	434 417	259 257	250 183	2 947	894	262 204	252 719	208 023	3 939	211 962
HEC	274 830	16 654	291 484	187 947	s.o.	10 586	s.o.	198 533	s.o.	204 785	9 339	214 124
Polytechnique	250 791	16 166	266 957	204 278	189 217	5 341	0	207 781	191 985	161 615	7 510	169 125
Sherbrooke	309 873	1 537	311 410	228 901	197 331	2 804	1 773	231 056	199 104	256 570	970	257 540
UQ-Siège social	211 285	7 777	219 062	169 026	169 026	6 391	3 437	175 417	172 463	190 158	6 391	196 549
UQAC	190 157	7 292	197 449	174 561	174 561	6 966	4 123	181 527	178 684	174 561	7 959	182 520
UQAM	200 720	2 735	203 455	180 648	175 131	3 510	427	184 158	177 710	180 648	5 176	185 824
UQAR	179 592	3 114	182 706	164 867	164 867	3 209	581	168 076	165 448	137 363	337	137 700
UQAT	169 026	2 153	171 179	152 121	146 317	4 403	2 968	155 089	150 720	152 121	545	152 666
UQO	179 592	3 121	182 713	161 631	161 631	4 882	3 340	166 513	164 971	161 631	4 960	166 591
UQTR	188 052	7 387	195 439	171 141	162 000	5 468	237	176 609	162 237	142 521	3 367	145 888
ENAP	169 026	3 312	172 338	152 124	122 267	9 299	2 955	155 079	131 566	152 124	4 763	156 887
ETS	190 157	5 289	195 446	161 633	161 633	19 278	2 043	180 911	163 676	161 633	1 856	163 489
INRS	190 155	3 995	194 150	177 540	151 377	4 911	2 847	182 451	154 224	177 540	4 911	182 451
TELUQ	169 026	6 444	175 470	152 124	140 023	7 012	1 260	158 907	141 283	152 124	6 260	158 384

Source: États du traitement 2016-2017 produits dans le cadre de la loi 95

Tableau 2 - Salaires de base et de la valeur des autres éléments du traitement du personnel de direction supérieure des universités du Québec
Vice-recteurs ou vice-principaux adjoints ou associés et doyens, année 2016-2017 (en \$)

Établissements universitaires	Vice-recteurs ou vice-principaux adjoints ou associés						Doyens					
	Salaire de base (question 157 c)		Autres éléments salariaux (question 158 c)		Total		Salaire de base (question 157 e)		Autres éléments salariaux (question 158 e)		Total	
	maximum	minimum	maximum	minimum	maximum	minimum	maximum	minimum	maximum	minimum	maximum	minimum
Bishop's	171 700	150 000	3 029	2 967	174 729	152 967	149 870	121 661	2 987	802	152 857	124 520
Concordia	285 972	223 520	19 188	3 330	305 160	229 376	258 601	125 865	118 369	1 304	259 905	207 055
Laval	242 049	167 120	18 941	0	244 382	168 880	270 381	138 152	42 983	0	277 011	145 372
McGill	465 812	220 000	30 222	355	468 125	220 355	407 421	138 890	17 313	388	409 734	41 203
Montréal	259 257	250 183	2 947	894	262 204	252 719	347 302	161 008	10 262	189	349 401	163 410
HEC	187 947	s.o.	10 586	s.o.	198 533	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Polytechnique	204 278	189 217	5 341	0	207 781	191 985	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Sherbrooke	228 901	197 331	2 804	1 773	231 056	199 104	254 884	162 864	2 155	1 038	256 657	164 987
UQ-Siège social	169 026	169 026	6 391	3 437	175 417	172 463	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
UQAC	174 561	174 561	6 966	4 123	181 527	178 684	157 492	151 731	3 375	2 059	160 867	153 790
UQAM	180 648	175 131	3 510	427	184 158	177 710	167 098	158 066	3 420	566	170 518	158 632
UQAR	164 867	164 867	3 209	581	168 076	165 448	148 378	138 600	8 643	259	157 021	138 879
UQAT	152 121	146 317	4 403	2 968	155 089	150 720	137 250	137 250	14 507	3 271	151 457	140 520
UQO	161 631	161 631	4 882	3 340	166 513	164 971	146 685	119 402	5 552	315	147 000	124 954
UQTR	171 141	162 000	5 468	237	176 609	162 237	154 026	130 342	3 444	122	157 470	133 504
ENAP	152 124	122 267	9 299	2 955	155 079	131 566	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	
ETS	161 633	161 633	19 278	2 043	180 911	163 676	154 027	147 280	18 562	17 907	172 589	165 187
INRS	177 540	151 377	4 911	2 847	182 451	154 224	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
TELUQ	152 124	140 023	7 012	1 260	158 907	141 283	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

Source: États du traitement 2016-2017 produits dans le cadre de la loi 95

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour 2017-2018, total des subventions accordées en vertu des trois fonds suivants:

- a. Fonds de recherche du Québec - Santé
- b. Fonds de recherche du Québec - Société et Culture
- c. Fonds de recherche du Québec - Nature et Technologies

RÉPONSE

Les Fonds de recherche du Québec sont sous la responsabilité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour 2017-2018, nombre d'étudiants à la maîtrise, au doctorat et au post-doctorat subventionnés pour chacun des fonds suivants:

- a. Fonds de recherche du Québec - Santé
- b. Fonds de recherche du Québec - Société et Culture
- c. Fonds de recherche du Québec - Nature et Technologies

RÉPONSE

Les Fonds de recherche du Québec sont sous la responsabilité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour 2017-2018, nombre de professeurs-chercheurs et de nouveaux professeurs-chercheurs ayant bénéficié des subventions pour chacun des fonds suivants :

- a. Fonds de recherche du Québec - Santé
- b. Fonds de recherche du Québec - Société et Culture
- c. Fonds de recherche du Québec - Nature et Technologies

RÉPONSE

Les Fonds de recherche du Québec sont sous la responsabilité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour 2017-2018, liste des revues scientifiques ayant bénéficié des subventions pour chacun des fonds suivants, ainsi que le montant accordé à chacune :

- a. Fonds de recherche du Québec - Santé
- b. Fonds de recherche du Québec - Société et Culture
- c. Fonds de recherche du Québec - Nature et Technologies

RÉPONSE

Les Fonds de recherche du Québec sont sous la responsabilité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour 2017-2018, liste des fonds accordés à des actions concertées pour chacun des fonds suivants :

- a. Fonds de recherche du Québec - Santé
- b. Fonds de recherche du Québec - Société et Culture
- c. Fonds de recherche du Québec - Nature et Technologies

RÉPONSE

Les Fonds de recherche du Québec sont sous la responsabilité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour chacun des trois fonds suivants, en 2017-2018, proportion des sommes versées aux équipes de recherche qui vont à l'administration des projets de recherche.

- a. Fonds de recherche du Québec - Santé
- b. Fonds de recherche du Québec - Société et Culture
- c. Fonds de recherche du Québec - Nature et Technologies

RÉPONSE

Les Fonds de recherche du Québec sont sous la responsabilité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Axes de recherche privilégiés dans la portion «Recherche dans les domaines d'importance stratégique» pour chacun de trois fonds suivants pour 2017-2018 :

- a. Fonds de recherche du Québec - Santé
- b. Fonds de recherche du Québec - Société et Culture
- c. Fonds de recherche du Québec - Nature et Technologies

RÉPONSE

Les Fonds de recherche du Québec sont sous la responsabilité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Détails des frais institutionnels obligatoires (FIO) facturés aux étudiants par université pour 2017-2018

RÉPONSE

Les FIO sont des frais imposés et facturés directement à l'étudiant par l'université ou une de ses composantes, sans qu'il y ait possibilité de s'y soustraire. Ils peuvent varier selon le cycle d'études, les programmes et le régime d'études de l'étudiant.

Le tableau ci-dessous présente les FIO que devaient acquitter tous les étudiants réguliers de premier cycle inscrits à 30 crédits en 2017-2018, pour chaque université. Dans le cas de certaines universités offrant uniquement de la formation aux cycles supérieurs, la situation d'un étudiant de deuxième cycle régulier est présentée.

Frais institutionnels obligatoires¹ exigés d'un étudiant régulier (\$)

Universités	2017-2018
École des Hautes Études Commerciales de Montréal	1262,78
École Polytechnique de Montréal	557,54
Université Bishop's	1196,1
Université Concordia	914,3
Université Laval	632,76
Université McGill	1202,68
Université de Montréal	631,8
Université de Sherbrooke	535,24
Université du Québec	
École nationale d'administration publique	406,24
École de technologie supérieure	506,88
Institut national de la recherche scientifique	220,24
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	544,12
Université du Québec à Chicoutimi	440,10
Université du Québec à Montréal	509,84
Université du Québec en Outaouais	458,80
Université du Québec à Trois-Rivières	452,94
Université du Québec à Rimouski	452,16
Télé-université	387,66

¹Les FIO spécifiques propres à une faculté, un département, un programme ou un cours pouvant être exigés d'un étudiant régulier ne sont pas compilés dans ce tableau.

Source : Inventaires des FIO 2017-2018.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Le nombre d'effectifs (ETC) attitré à la gestion du Fonds vert au sein du Ministère en 2017-2018, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides financières par le Ministère par l'entremise du Fonds vert en 2017-2018.

RÉPONSE

Aucune aide financière n'a été allouée par l'entremise du Fonds vert par le Ministère et les organismes en 2017-2018.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert, en 2017-2018 avec mention:

- a. de la description du projet;
- b. de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire;
- c. du programme concerné, le cas échéant ;
- d. du montant déboursé ;
- e. de la date du déboursement ;
- f. de l'objectif poursuivi en termes de réduction des GES.

Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus en terme de réduction des GES.

RÉPONSE

Voir la réponse à la question 168.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Concernant la gestion du Fonds vert par le Ministère, fournir pour 2017-2018:

- a. Le cadre de gestion utilisé;
- b. La grille d'évaluation des projets;
- c. Les objectifs poursuivis.

RÉPONSE

Voir la réponse à la question 168.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste de tous les déplacements du ministre de l'Éducation à l'extérieur du Québec en 2017-2018.
Pour chacun :

- a) Lieu;
- b) Dates;
- c) Objectifs;
- d) Coût total, ventilé par poste de dépense;
- e) Agenda détaillé; liste des rencontres, activités, etc.

RÉPONSE

Voir annexe 1.

Les renseignements concernant les Ministères, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 18**).

<http://www.education.gouv.qc.ca/le-ministere/acces-a-linformation/divulgation-des-depenses/>

Voyage Hors-Québec et Hors-Canada

Destination	Date	Motifs justifiant le déplacement	Employé, Titre	Coût
Suisse et France	2017-10-26 au 2017-11-06	Participation à la 39 ^e Conférence générale de l'Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).	Sébastien Proulx <i>Ministre</i> Jean-François Helms <i>Conseiller politique</i> Patrick Gauthier <i>Conseiller en affaires internationales</i>	* 20 990,67 \$
Clair (Nouveau-Brunswick)	2018-01-25 au 2018-01-27	Participation à la rencontre Clair 2018 : <i>Voir l'éducation autrement</i>	Sébastien Proulx <i>Ministre</i> Joëlle Bernard <i>Directrice</i> Julie Chamberland <i>Conseillère en pédagogie numérique en éducation</i> Marie-Eve Gagnon <i>Adjointe exécutive</i> Jean-François Helms <i>Conseiller politique</i> Vivianne St-Gelais <i>Responsable des communications</i>	938,79 \$

* Certaines dépenses qui couvrent les déplacements de nos Ministres ont été assumées par le Ministère des relations internationales et de la Francophonie (MRIF).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste de tous les déplacements de la ministre de l'Enseignement supérieur à l'extérieur du Québec en 2017-2018. Pour chacun :

- a) Lieu;
- b) Dates;
- c) Objectifs;
- d) Coût total, ventilé par poste de dépense;
- e) Agenda détaillé; liste des rencontres, activités, etc.

RÉPONSE

Voir annexe 1.

Les renseignements concernant les Ministères, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 18**).

<http://www.education.gouv.qc.ca/le-ministere/acces-a-linformation/divulgation-des-depenses/>

Voyage Hors-Québec et Hors-Canada

Destination	Date	Motifs justifiant le déplacement	Employé, Titre	Coût
Toronto (Ontario)	2017-06-19 au 2017-06-21	Mission d'approfondissement des connaissances sur le système éducatif ontarien.	Hélène David <i>Ministre</i> Sylvie Barcelo <i>Sous-ministre</i> Simon Bergeron <i>Sous-ministre adjoint</i> Christian Rousseau <i>Directeur</i> Anne-Marie Dussault-Turcotte <i>Attachée politique</i>	6 283,99 \$
Mexico (Mexique)	2017-06-25 au 2017-06-28	Participation à une mission afin de rencontrer des partenaires dans le secteur de l'enseignement supérieur.	Hélène David <i>Ministre</i> Anne-Marie Dussault-Turcotte <i>Attachée politique</i>	* 7 626,45 \$
Paris (France), Bruxelles (Belgique) et Munich (Allemagne)	2017-09-23 au 2017-09-29	Participation à une mission sectorielle visant à échanger sur les meilleures pratiques en enseignement supérieur.	Hélène David <i>Ministre</i> Sylvie Barcelo <i>Sous-ministre</i> Anne-Marie Dussault-Turcotte <i>Attachée politique</i>	* 26 176,19 \$
Toronto (Ontario)	2017-11-08 au 2017-11-10	Participation à la 35 ^e réunion annuelle du Forum fédéral, provincial et territorial des ministres responsables de la Condition féminine.	Hélène David <i>Ministre</i> Sylvie Barcelo <i>Sous-ministre</i> Anne-Marie Dussault-Turcotte <i>Attachée politique</i>	3 213,80 \$

* Certaines dépenses qui couvrent les déplacements de nos Ministres ont été assumées par le Ministère des relations internationales et de la Francophonie (MRIF).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste de tous les déplacements du ou de la sous-ministre à l'extérieur du Québec en 2017-2018.

Pour chacun :

- a) Lieu;
- b) Dates;
- c) Objectifs;
- d) Coût total, ventilé par poste de dépense;
- e) Agenda détaillé; liste des rencontres, activités, etc.

RÉPONSE

Voir annexe 1.

Les renseignements concernant les Ministères, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 18**).

<http://www.education.gouv.qc.ca/le-ministere/acces-a-linformation/divulgation-des-depenses/>